

L'enquête sur l'attentat de Lockerbie

La Libye a cédé aux pressions occidentales

Apparences

Le colonel Kadhafi a cédé. Après des refus répétés, il a finalement accepté - sous la forte pression exercée au Conseil de sécurité de l'ONU par Washington, Londres et Paris - de livrer les deux agents libyens inculpés aux États-Unis et en Grande-Bretagne pour l'attentat contre le Boeing de la PanAm, dans lequel 270 personnes avaient trouvé la mort en décembre 1988.

Ainsi l'examen d'un projet de résolution prévoyant un embargo aérien et militaire contre la Libye est-il suspendu, et de nouveaux risques de tension au Proche-Orient sont-ils écartés.

Une fois de plus, les ressources de la diplomatie arabe se sont avérées aussi singulières que décevantes. Comme souvent, l'exercice a consisté à ménager les apparences, mais il n'en a pas moins été efficace.

DIMANCHE 22 mars. La Ligue arabe, réunie en session ministérielle extraordinaire, a donné l'impression d'épouser en partie la cause du régime de Tripoli en priant instamment le Conseil de sécurité d'éviter des sanctions à la Libye. Après s'être, pour la plupart, rangés aux côtés des Occidentaux dans le conflit du Golfe, les pays arabes paraissent soudain faire bloc contre ce qu'ils pouvaient considérer comme un excès de pouvoir de la part des États-Unis et de ses alliés.

En réalité, il ne s'agissait que de sauver la face d'un colonel Kadhafi très inquiet : les diplomates de la Ligue, et notamment ceux de l'Union du Maghreb arabe - dont est membre la Libye - ont discrètement amené le colonel à choisir une porte de sortie honorable. C'est-à-dire remettre à la Ligue, sous l'égide de l'ONU, les deux suspects réclamés par les justes américains et britanniques, qui leur seront vraisemblablement présentés.

La tâche des « pays frères » de la Libye était relativement aisée, car Tripoli n'avait de cesse depuis des mois de s'efforcer d'éviter une crise majeure avec les États-Unis.

DURANT la guerre du Golfe, le colonel Kadhafi s'est montré assez mesuré à l'égard des initiatives occidentales. A la fin de 1991, redoutant encore que les Américains, pour le mettre définitivement au pas, ne préparent une nouvelle opération militaire contre son pays, comparable au bombardement de Tripoli décidé par le président Reagan en 1986, il avait fait le siège de ses amis égyptiens pour que ceux-ci, proches alliés des États-Unis, interviennent auprès du gouvernement de Washington en vue de convalescence. En décembre, il s'était dit prêt à rompre, une fois pour toutes, la moindre relation avec des organisations terroristes. Et il avait même fait savoir qu'il souhaitait un rapprochement avec les Américains.

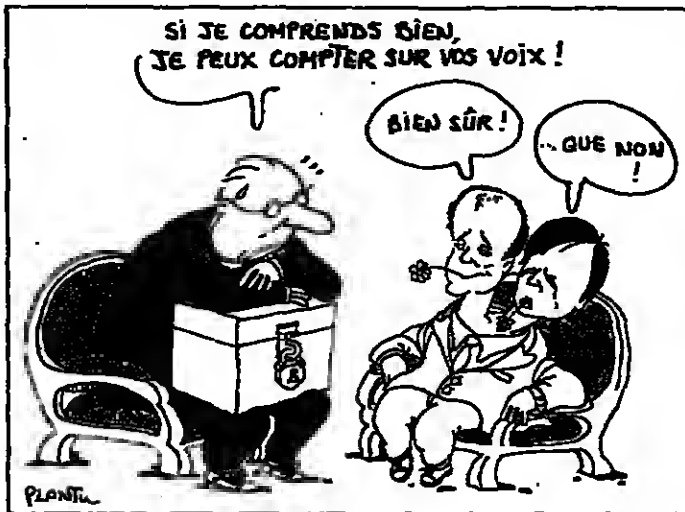
L'affaire des attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA est loin d'être réglée, mais la solution qui vient d'être trouvée désamorce une nouvelle crise au Proche-Orient. Un résultat d'autant plus satisfaisant pour le moment que la décision de sanctions contre la Libye risquait de diviser le Conseil de sécurité et, partant, de menacer l'autorité retrouvée de l'ONU.

MD147 - 0325 0 - 6.00 F



Alors que les conseils régionaux tentent de construire leurs majorités

M. Mitterrand est à la recherche d'une nouvelle coalition gouvernementale



par Alain Rollat

M. François Mitterrand, c'est bien connu, aime rester maître de son temps. Surtout quand le temps presse. Il s'est donc donné une semaine de réflexion avant de tirer les leçons politiques des élections régionales.

Le président de la République veut laisser passer le second tour des cantonales et surtout voir comment les élus-majors vont se déterminer dans une situation où l'écclatement des forces va les obliger à négocier des alliances au moment où il s'agit, vendredi, ou un peu plus tard, en cas d'absence de quorum, d'élire les présidents des nouveaux conseils régionaux. Il a dit au premier ministre et aux autres membres du gou-

vernement qu'il a informellement reçu à l'Élysée au cours de la soirée du dimanche 22 mars. Voilà pour quoi M^{me} Edith Cresson elle-même, puis, lundi soir, sur TF1, M. Jack Lang, ont réaffirmé, avec son accord, que la question d'un changement de gouvernement « n'est pas à l'ordre du jour ». Pour le moment.

Elle le sera peut-être dès la semaine prochaine, bien que le chef de l'État mette beaucoup de soin, comme d'habitude en pareille circonstance, à entretenir le flou sur ses intentions afin de ne ménager plusieurs issues au terme de sa réflexion. Car il est clair, indique-t-on à l'Élysée, que le chef de l'État, garant de la cohésion nationale, ne saurait se comporter comme si rien ne s'était révélé à travers les urnes.

Lire la suite page 10

« Sali Berisha, c'est l'étoile du monde ! »

L'artisan de la révolution albanaise ne manque pas de points communs avec Lech Walesa...

TIRANA

de notre envoyé spécial

« Nous présenterons des candidats partout, sauf dans la circonscription du président, car c'est lui qui va conduire les réformes. » 20 décembre 1990 : Sali Berisha, qui vient de fonder le premier parti d'opposition en Albanie depuis cinquante ans, mène le président Ramiz Alia. Il croit, ou

feint de croire, que ce dernier va opérer la transition démocratique de l'Albanie.

22 mars 1992 : le Parti démocratique triomphe aux élections générales et Sali Berisha semble assuré de devenir rapidement le futur président de la République.

« Avez-vous téléphoné à M. Ramiz Alia ? lui demandait-on dès l'annonce des premiers résultats.

- Pour quoi faire ? »

A quarante-sept ans, l'homme qui a servi de catalyseur à la révolution albanaise est maintenant devenu l'idole de tout un peuple. « Sali Berisha, c'est l'étoile du monde », élame ainsi un gamin rencontré dans la rue.

Et voilà même que les paroles d'une chanson populaire sont détournées en l'honneur du futur président. Il est vrai qu'il ne manque ni de charisme ni de

prestance, cet élégant cardiologue de quarante-sept ans, avec son verbe haut et ses embrassades faciles, quitte à manquer à la plus élémentaire prudence, comme l'en dernier au moment des premières élections libres, lorsqu'il avait vendu trop tôt la peau du communisme.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 4

Les résultats complets des régionales dans les villes d'Ile-de-France de plus de 15 000 habitants. pages 14 à 16

La situation dans les régions : Aquitaine, Corse, Franche-Comté, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes. Lire les articles de nos correspondants pages 8 et 9

Les socialistes proposent des accords avec les écologistes. page 8

Les réactions à l'étranger. page 10

L'analyse des scores des grandes formations politiques. pages 11 à 13

Dans les départements d'outre-mer, la gauche progresse mais se divise davantage ; à la Réunion, l'« effet Free-Dorn » est devenu un cauchemar. page 17

Incident dans une centrale nucléaire russe

En Russie, à 80 kilomètres de Saint-Petersbourg, un incident s'est produit, mardi 24 mars, sur un réacteur nucléaire du même type que celui de Tchernobyl. La rupture d'une gaine de combustible a entraîné le rejet d'une quantité importante de gaz radioactifs.

Lire page 34 l'article de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Mort de l'économiste Friedrich von Hayek

L'économiste austro-britannique Friedrich von Hayek, prix Nobel en 1974, est décédé lundi 23 mars à Fribourg. Agé de quatre-vingt-deux ans, il avait influencé par ses théories libérales les politiques de M^{rs} Thatcher et de M. Reagan.

Lire page 34 l'article de PAUL FABRA

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 34

Menaces sur la retraite à soixante ans

Pour adapter l'assurance-vieillesse, il faudra réduire la portée de cette réforme symbolique

par Jean-Michel Normand

Malgré les déclarations officielles assurant qu'il n'est pas question de revenir sur le droit à la retraite à soixante ans, il faut bien se rendre à l'évidence. Le maintien dans sa forme actuelle de cette « grande conquête sociale » de la gauche est incompatible avec les projets de réforme de l'assurance-vieillesse envisagés par le gouvernement.

M^{me} Edith Cresson, premier ministre, comme M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, se trouvent devant une douloureuse alternative. Egratigner le principe de la retraite à soixante ans, établi il y a tout juste dix ans par l'ordonnance du 25 mars 1982 et entré en vigueur le 1^{er} avril 1983, c'est remettre en cause un symbole - et non des moindres - de la politique sociale du premier septennat de M. François Mitterrand. Y renoncer, c'est se priver d'une

mesure qui consoliderait l'avenir du système de retraite, déjà déficitaire de 20 milliards de francs en 1991 comme en 1992, et garantirait la solidarité entre générations.

Pour commencer à ralentir la progression des dépenses à l'horizon 2005-2010, lorsque les premiers représentants du baby-boom quitteront la vie active, le Livre blanc réalisé sous l'égide de M. Michel Rocard comme les recommandations récemment formulées à la demande du gouver-

nement par M. Bernard Brunhes, ancien conseiller social de M. Pierre Mauroy à Matignon, avance la même idée. Il faut faire passer progressivement de 37,5 ans actuellement à 40 ou 42 ans la durée de cotisation qui permet de percevoir une pension à taux plein. Chaque année, on augmenterait d'un trimestre la condition d'activité exigée pour bénéficier d'un départ « normal » à soixante ans.

Lire la suite page 28

SCIENCES ♦ MÉDECINE

La défense de la science en français. « Cousins proches, mais uniques : les origines de l'« Homme sapiens ». » Des vigiles pour l'écologie. « L'infécondité française. »

pages 23 et 24

INITIATIVES

La crise des intermédiaires : les déconvenues des jeunes diplômés ; la formation fragilisée ; les mécomptes de l'« élimin » ; l'audit critiqué ; le recrutement s'assévit.

pages 1 à XX

DÉBATS

Droits de l'homme

Urgence de l'ingérence

par Roland Nungesser

L'ACTUALITÉ mondiale nous fournit sporadiquement mais hélas souvent, matière à nous indigner devant les exactions commises par quelques dictateurs à l'encontre de leur population. A chaque occasion, l'opinion publique s'étonne de l'indifférence prolongée des nations et surtout de la passivité des organismes internationaux qui ont la vocation de préserver la paix et la liberté. Ainsi, il y a quelques mois, la conscience internationale a été interpellée par le drame de la minorité kurde, errant pendant des semaines de montagnes en vallées, dans l'espoir de pouvoir échapper à l'enfer irakien en franchissant les frontières turque ou iranienne.

A chaque fois, la communauté internationale improvise des initiatives sur le plan de l'aide humanitaire, mais l'opinion constate néanmoins, avec regret, les hésitations, l'inorganisation et le caractère tardif de ces manifestations de solidarité.

En réponse, les autorités nationales et les organismes internationaux font systématiquement valoir que la Charte des Nations unies interdit, dans son article 2, « toute intervention dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat ». Mais peut-on ainsi expliquer, par exemple, que des centaines de milliers de soldats aient été mis en marche à travers le monde pour libérer le Koweït et que, quelques semaines plus tard, on se soit refusé à intervenir pour sauver le peuple kurde livré à un massacre organisé. Peut-on se résigner à ce qu'une seule phrase, insérée dans un document diplomatique vieux de plus de quarante-cinq ans, puisse servir de protection à un dictateur sanguinaire et de couverture à ses exactions ?

Sans doute les rédacteurs de la Charte des Nations unies étaient-ils, au lendemain même de la guerre mondiale, soucieux de garantir l'indépendance et l'intégrité des nations, que Hitler et ses complices avaient malmenées sans scrupules. Il n'en reste pas moins que l'inspiration profonde de la Charte des Nations unies était de caractère humaniste. Elle proclame, en effet, dans son préambule, « la foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine ».

Massacres en série

Or il faut bien constater que, au cours des décennies qui se sont écoulées depuis l'adoption de la Charte, l'alinéa 7 de l'article 2, qui interdit aux Nations unies d'intervenir dans les affaires intérieures d'un Etat, s'est toujours imposé au mépris même de la garantie des droits de l'homme dans une nation.

C'est ainsi que la communauté internationale a assisté passivement au massacre de centaines de milliers d'Ougandais et d'Éthiopiens, de quelques millions de Cambodgiens,

ainsi qu'aux sévices commis par un certain nombre de régimes totalitaires en Amérique latine, en Afrique, en Asie, voire en Europe, à l'encontre de minorités ethniques, religieuses ou politiques.

Il a fallu attendre les événements récents du Golfe pour qu'enfin la conscience universelle se pose la question de savoir si la protection des hommes et des femmes ne doit pas s'imposer plus que l'intangibilité des conventions internationales. L'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 688, proposée par la France, a porté enfin atteinte au sacro-saint principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat. Mais il ne s'est agi en l'occurrence que d'une mesure ponctuelle, ne modifiant pas pour autant la jurisprudence internationale en la matière.

Il n'est donc pas certain que, dans d'autres circonstances, soit prise une telle initiative, ni qu'elle soit assurée d'aboutir.

N'a-t-elle pas été dictée, dans le cas d'espèce, par le caractère paradoxal, incompréhensible pour l'opinion, du contraste entre la grande coalition organisée pour le respect de l'indépendance koweïtienne et l'inaction prolongée face au génocide des Kurdes ? N'a-t-on pas craint que l'opinion publique, qui avait accordé son consensus à l'action menée contre l'Irak, ne soit tentée de considérer, a posteriori, que celle-ci n'était motivée que par le souci des ressources pétrolières du Koweït, alors que l'indifférence à l'égard des Kurdes se serait expliquée par la relative pauvreté de leur province ?

Une nouvelle interprétation de la Charte

Sans doute l'aide humanitaire est-elle appréciée par l'opinion, mais elle n'est qu'un remède provisoire. Soigner, nourrir, héberger, réconforter des populations en exode ne leur donne aucune garantie pour l'avenir. La communauté internationale n'a-t-elle pas le devoir d'intervenir pour imposer le respect des droits fondamentaux des minorités sur leur terre natale ? Si tel était le cas, l'ONU, qui s'est affirmée enfin, au bout de quarante-cinq ans, dans l'affaire du Golfe, se verrait confortée dans son rôle de garant des valeurs humanistes. Elle n'apparaîtrait plus comme son impuissance avait trop souvent incité à le faire — comme un « machin ».

Il est donc temps d'avoir le courage de dire que le texte de la Charte des Nations unies doit connaître une nouvelle interprétation parce que le droit international doit répondre aux exigences de la conscience universelle.

Il ne s'agit point de remettre en cause la souveraineté des Etats, d'établir une sorte de suprématie internationale. Mais il convient de revenir aux principes de base de la Charte, garantissant en priorité les droits fondamentaux de l'homme. Il s'agit,

à nos yeux, de l'application, au plan mondial, du principe fondamental du gaullisme : « Il n'y a qu'une seule qui vaille, celle de l'homme ».

Si la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats ne doit pas être remise en question dans son principe, il n'en faut pas moins proclamer qu'elle ne pourra s'appliquer dans le cas où des « crimes contre l'humanité » seraient commis à l'intérieur de l'un d'eux. Cette exception ne peut prêter à des interprétations extensives dans la mesure où des définitions précises ont été données du « crime contre l'humanité ».

Il serait donc facile à une commission de diplomates et de juristes de définir les conditions dans lesquelles la communauté internationale serait habilitée à intervenir pour faire cesser de tels crimes au sein des nations.

La Déclaration universelle des droits de l'homme a du reste précisé les droits et libertés fondamentaux, auxquels la Charte se réfère, parmi lesquels « le droit à la vie, à la liberté, et l'interdiction de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants ».

Ce serait se conformer à l'inspiration humaniste de la Charte et de la Déclaration universelle que de prévoir les moyens de faire respecter à l'intérieur d'un Etat, comme entre les Etats, ces droits et ces libertés. Ce serait l'honneur de la France de mener à sa conclusion logique la démarche entreprise par l'ONU.

Il serait souhaitable que les formations politiques se dégagent enfin des vains débats de politique politicienne dans lesquels elles se complaisent, pour s'élever au niveau des grands desseins qui doivent permettre d'améliorer le sort de l'ensemble des êtres humains. C'est l'appel que j'avais lancé le 3 avril dernier à la commission des affaires étrangères, auquel le ministre d'Etat a fait écho en envisageant aussitôt la création d'une commission d'experts chargée de définir les conditions dans lesquelles pourraient être interprétées les dispositions de la Charte afin de donner aux Nations unies la possibilité d'intervenir pour faire cesser à l'intérieur d'un Etat des crimes commis contre son peuple.

Il y a un peu plus de deux siècles, la France s'est faite le porte-parole des droits de l'homme. Si elle peut l'initiative aujourd'hui d'élaborer le texte d'une convention internationale protégeant toutes les communautés à l'intérieur de chaque Etat, elle compléterait l'œuvre de nos ancêtres, en lançant une « Déclaration des droits des peuples », dont les événements ne cessent de souligner l'urgence nécessaire.

► Roland Nungesser, ancien ministre, est président de Carrefour du gaullisme.

Europe

Faut-il maudire Bruxelles ?

par Alfred Grosser

RÉTICENCES et critiques se multiplient dans la plupart des pays membres de la Communauté européenne. Parfois exagérées, souvent réelles, les difficultés s'accumulent. En sens inverse, un premier constat : personne ne songe à s'en évader, sauf peut-être une majorité de Danois à l'approche de leur référendum de juin, et tout le monde se presse aux portes, sauf peut-être la Norvège, très dépendante de sa pêche, victime potentielle de la réglementation communautaire.

Les candidats ont-ils bien conscience de ce qui leur est demandé ? A l'Ouest, la Suisse ou la Suède semblent espérer bénéficier des avantages sans trop être soumises aux inconvénients. Il leur faudrait pourtant accepter une révolution, la Suisse surtout : elle serait pleinement contrainte à ce qu'elle a toujours fui, à savoir la responsabilité, la solidarité. C'est-à-dire contrainte à ce qui commence à être pleinement compris, donc à faire vraiment problème en Allemagne et va l'être en France, en Portugal, en Grèce.

Constitution et Communauté

Il est vrai que rares sont ceux qui, chez nous, ont pris conscience de cette réalité. A preuve la façon dont s'engage le débat constitutionnel. Quant les

constituants pensaient à des délégués, des transferts, des abandons de souveraineté, ils pensaient à la paix mondiale à garantir par l'ONU ou, dans le cas allemand, à des institutions européennes garantissant et organisant une coopération. Qui donc avait prévu ce qui est en train de correspondre à une fusion progressive non seulement des économies, mais des sociétés ?

Lorsque, en 1987, le tribunal constitutionnel de Karlsruhe donne raison à une citoyenne qui avait violé la loi fiscale nationale parce que gouvernement et Parlement avaient omis d'adapter cette loi à une directive européenne, lorsque notre Conseil d'Etat invalide une disposition sur le prix des tabacs étrangers parce qu'une directive ultérieure de Bruxelles décide en sens différent, on devrait s'apercevoir que le meilleur, le seul moyen de rétablir le pouvoir parlementaire, c'est de renforcer l'Assemblée de Strasbourg !

Il est vrai qu'une difficulté particulière brouille la vision du système communautaire en formation. D'une part, le principe de subsidiarité est invoqué et proclamé. Au niveau communautaire, l'indispensable seulement. Au niveau national, au niveau régional, tout le reste, notamment l'éducation, la formation, la culture. D'autre part, les nécessités de l'établissement d'un champ économique unifié, donc de la destruction d'obstacles qui peuvent aussi être sociaux, donnent naissance à une multitude de réglementations tatillonnes, souvent mal expliquées et contraires à bien des traditions, blessantes pour bien des sensibilités parfaitement légitimes. Pour les hommes politiques, il est plus facile de maudire Bruxelles que d'expliquer le pourquoi.

Un modèle de la construction mondiale

Que représente, en fin de compte, une telle Communauté dans le monde d'aujourd'hui ? Une survivance d'une autre époque ou le modèle pour le reste du monde ? Quand on regarde les édictements et les déchaînements nationalistes et nationalitaires à l'Est, quand on voit les tentatives néoconservatrices s'étaler dans les éditoriaux d'un journal aussi sérieux que la *Frankfurter Allgemeine*, on se dit que la Communauté n'est peut-être qu'une survivance d'une période de raison et de créativité. Mais quand on tourne le regard vers New-York aujourd'hui, vers Rio en juin, où les gouvernements puis les organisations non gouvernementales tentent d'établir des solidarités et des contraintes mondiales pour la protection des ressources et de l'environnement, on se dit que la réalité des interdépendances vitales est à la fois si immédiatement menaçante et potentiellement si féconde que l'Europe communautaire constitue bel et bien le modèle réduit de la construction mondiale dont il faut rêver pour ne pas céder au découragement.

Macédoine

Le peuple fantôme

par Jordan Plevnes

EN hommage à Pablo Picasso qui, apprenant dans sa salla da bains, en se rasant, la mort de Guillaume Apollinaire, prit ce jour la décision de faire son dernier autoportrait, je commence le mien aujourd'hui puisque l'on vient de m'apprendre dans un article deux choses cruciales : ma propre mort et la non-existence de mon peuple, la Macédoine, patrie des Balkans.

Est-ce que ce sont les journalistes qui assassinent les peuples et leurs esprits ou bien la diplomatie internationale ? Pour me protéger de la polémique de la réalité politique, je veux me défendre avec un autoportrait-mosaique (en Macédoine, on trouve parmi les plus belles mosaïques d'Europe).

Le visage de l'homme invisible que je suis devenu se tourne vers plus de trente siècles dans les mêmes champs et forêts, les mêmes amphithéâtres, basiliques, lacs et îlôts. Mes yeux voient Alexandre le Grand, la tragédie antique, l'apôtre Paul, les empereurs romains, les tribus slaves, les peintres byzantins, les envahisseurs de l'Empire ottoman.

Mes mains sentent 4633 objets archéologiques dans les différents musées du monde et mes oreilles entendent les 3 000 étudiants de la première

université slave de Saint-Claément d'Ohrid en plein Moyen Âge. Ma mémoire s'accroît jusqu'au début du vingtième siècle, où le correspondant des guerres balkaniques Léon Trotski écrit : « Le corps de Macédoine a été déchiré en trois morceaux ».

Mon peuple fêchit sous le triple esclavage serbe, bulgare et grec. Ses 280 000 enfants dispersés, comme l'écrivait Carnaud dans *Comber* en 1948, pendant la guerre civile en Grèce, et leurs parents qui les cherchent entre l'Oural et l'Atlantique. Vaincu, il voit passer des peuples en armes dessinant le contour d'une civilisation dans un espace océanique nommé Macédoine. Cet homme invisible pouvait-il devenir autre chose que tragédien ? Il découvre dans un article de journal de janvier 1992 une force du gouvernement grec consistant à rebaptiser son propre pays « la petite République de l'ex-Yugoslavie » qui a voté son indépendance en septembre dernier. Pour survivre, de tragédien il devient fantasiste : il modifie la technique de son autoportrait, l'eau du fleuve Vardar mélange ses couleurs et fardise les traits qu'il traverse. L'aquarelle remplace la mosaïque.

► Jordan Plevnes est un écrivain macédonien vivant à Paris.

COURRIER

Démocratie et violence

Je suis spécialisé surtout dans l'histoire des démocraties populaires et du monde communiste, mais, à ce titre, j'ai été et je suis encore amené à donner des cours de démocratie à mes anciens compatriotes d'Europe centrale et orientale. Or, une de mes leçons porte sur la manière de défendre la démocratie — question qui devient d'actualité en France aussi.

Je crois que nul ne saurait m'accuser de sympathies pour le Front national, et son idéologie ouverte et écrite. Je crois que les activités du Front, ses manifestations audiovisuelles et écrites doivent être combattues par tous les moyens légaux, et conformes à l'ordre constitutionnel. Mais certainement pas par la violence, à moins qu'il ne s'agisse d'autodéfense légitime contre toute violence et provocation — autodéfense dont la carence a causé la perte de la République de Weimar. C'est pourquoi je ne puis approuver des saccages de permanences locales du Front national et des manifestations de violence non provoquées et je ne puis y voir, comme votre collaborateur (cf. l'article d'Alain Rollat, *Le Monde* daté 8-9 mars), des « réactions [qui] traduisent un saut de vitalité démocratique » et un symptôme de « santé » du corps social dans lequel la « lessive léniniste » aurait « réactivé les vieux ennemis républicains ».

Festime que la législation française donne suffisamment de

moyens pour défendre la démocratie contre ses ennemis et que les actes de violence non provoqués qui se multiplient contre le Front ne peuvent servir qu'à discréditer la démocratie et à banaliser la violence. L'histoire prouve que sur le terrain de la démagogie et de la violence, les forces totalitaires ont toujours une supériorité sur ceux qui croient devoir s'en servir pour les droits de l'homme. De même, vouloir agir « d'algérienne », en songeant à interdire le Front national, sans que celui-ci puisse être accusé d'activités illégales flagrantes, serait faire preuve d'une bien mauvaise compréhension de ce qui est essentiel pour toute démocratie : le respect de la loi.

FRANÇOIS FEJTO

Le Liban aux J.O.

Après les Jeux olympiques d'Albertville, certains ont évoqué la possibilité d'évincer quelques petits pays des compétitions olympiques.

Président de la Fédération libanaise de ski, je suis fier d'avoir envoyé une équipe de skieurs participer à tous les Jeux olympiques malgré les seize années de crise et de guerre qu'a traversées le Liban.

Depuis 1947, le Liban est présent à tous les Jeux olympiques et il a fallu beaucoup de sacrifices pour persévérer. Nous avons toujours été heureux de partager la joie internationale et de vivre ce climat de fraternité olympique.

A Grenoble nous étions logés dans le même bâtiment que l'équipe de France et nous sentions

alors que les médailles de Kitty nous étaient aussi décernées. Maintenant que les idées changent, maintenant que l'on s'écarte des idées du baron de Coubertin, Albertville sera peut-être le dernier souvenir olympique de nombreux pays...

J'ignore encore ce que nous réserveront les récentes décisions du Comité olympique international, j'espère qu'il ne va pas développer le professionnalisme sous couvert d'amateurisme. Personne n'a le monopole des Jeux olympiques et aucune décision de cette portée ne peut être prise sans le consentement unanime de tous les pays membres.

ÉMILE RIACHI

Président de la Fédération libanaise de ski

Le privilège des fonctionnaires

Je suis frappé de la place chaque jour plus importante prise dans les assemblées élues, aussi bien dans la composition des gouvernements successifs, par des personnes liées issues de la fonction publique. Sans méconnaître la valeur de ces personnalités, il n'est pas douteux que les avantages dont elles disposent de par leurs fonctions, le sentiment de sécurité qu'elles tirent de la certitude de retrouver leur poste après un échec, aussi bien qu'à la fin d'une législature, leur donnent un privilège exorbitant vis-à-vis des autres citoyens. De plus il est certain que le contrôle que prend

ainsi la haute administration du pays sur les assemblées élues, et même sur le gouvernement, présente de graves inconvénients.

Il paraîtrait cependant absolument indispensable à un bon exercice de la démocratie que les représentants des professions libérales, les travailleurs indépendants, les salariés ne soient pas désavantagés par rapport aux agents de la fonction publique et assimilés. Le Parlement, le gouvernement ne doivent pas devenir le monopole de la fonction publique. L'image de la démocratie s'en ressent et un réel malaise est perceptible dans toutes les couches de la société.

Un tel malaise ne trouvera pas son remède dans une réforme constitutionnelle ou dans une transformation des modes de scrutin. Il remet en question d'abord le déroulement même des campagnes électorales ; le pseudo-dialogue entre électeurs et candidats, puis entre électeurs et élus. Les citoyens possèdent-ils réellement les éléments du choix qui leur est proposé ?

Ont-ils la possibilité de se prononcer en toute connaissance de cause ? Les campagnes électorales telles qu'elles se déroulent leur offrent-elles le moyen de décider de l'avenir de la nation ? Le droit à la démocratie, c'est plus qu'un geste rituel, c'est d'abord le droit de choisir. Aussi nous ne pouvons plus tolérer un système qui ne nous donne que l'illusion d'être associé au pouvoir.

CHARLES POULET
(Parnac, Indre.)

COLLECTION LES SENTIERS IMAGINAIRES

PRIX DU LIVRE 1991 du CONSEIL GÉNÉRAL

«Art et Création»

SALON DU LIVRE • GRAND PALAIS

ÉDITIONS JOËL CUÉNOT

STAND E 97

Votre libraire peut téléphoner au (1) 45 34 50 53

هنا من العمل

Bruxelles ?

Tripoli ayant accepté de livrer deux agents soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat contre l'avion de la PanAm

Washington, Londres et Paris suspendent leur demande de sanctions contre la Libye

Cédant aux pressions des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne, la Libye s'est décidée à extraditer deux de ses ressortissants soupçonnés d'être à l'origine de l'un des plus graves attentats de l'histoire de l'aviation civile. Les deux Libyens, MM. Abdel Baset Ali Mohamed El Megrahi et Amin Khalifa Fhima, sont accusés par les justes américaines et britanniques d'être les auteurs de l'attentat à la bombe contre le vol 103 de la PanAm au-dessus de Lockerbie, en Écosse, en décembre 1988, qui a fait deux cent soixante-dix morts.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

L'ambassadeur libyen à l'ONU, M. Ahmed El Houderi, a lui-même annoncé, lundi 23 mars, la décision de son gouvernement de livrer les deux accusés à la Ligue arabe. Sur le rôle de la Libye, le secrétaire général - égyptien - des Nations unies dans cette affaire, le représentant libyen a simplement déclaré : « Le rôle de M. Boutros Boutros-Ghali sera essentiel ». Le scénario de l'opération, tel que décrit par le porte-parole de ce dernier, devrait aboutir à ce que les deux Libyens soient remis à la Ligue arabe pour, ensuite, « en présence d'un représentant de l'ONU », être déférés aux autorités judiciaires américaines ou britanniques, « en conformité avec la résolution 731 du Conseil de sécurité ». Des diplomates proches de M. Boutros-Ghali ont précisé que le secrétaire général restait, toutefois, « très sceptique » sur les « vraies intentions » de la Libye.

Un comité ad hoc, composé des cinq membres permanents égyptiens, marocains, algériens, libyens et tunisiens de l'Union du Maghreb arabe (Algerie, Maroc, Tunisie, Mauritanie et Libye), des représentants égyptien et syrien, devait se réunir à Tripoli avant de rencontrer, probablement à New-York, le président du Conseil de sécurité de l'ONU. Des diplomates ayant suivi les négociations avec la Libye estiment que, si les deux accusés sont effectivement livrés à la Ligue arabe dans les prochains jours, ce sera une manière pour le colonel Kadhafi d'éviter des sanctions économiques contre son pays sans

pour autant « perdre la face ». Ce sera aussi le meilleur moyen pour les Occidentaux d'éviter un débat sur les sanctions à l'encontre de la Libye, qui risquerait de diviser le Conseil de sécurité.

Le 21 janvier dernier, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution (731) exigeant que la Libye collabore « immédiatement et pleinement » aux enquêtes sur les attentats contre l'avion de la PanAm et sur celui d'UTA qui a explosé au-dessus du Niger en septembre 1989, faisant cent soixante et onze morts. La résolution 731 suggère, en fait, que les deux ressortissants libyens impliqués dans l'attentat de Lockerbie doivent être extradés et présentés à la justice américaine ou écossaise. Cette résolution a été adoptée à l'initiative de Washington, Paris et Londres après que les justes de ces trois pays eurent impliqué la Libye dans les deux attentats.

Pour l'instant, l'intervention de la communauté internationale dans une affaire judiciaire - ce qui représente une première dans les annales de l'ONU - a été trois fois interrompue par la résolution de la résolution qui qualifie le terrorisme de menace contre la paix et la sécurité. Devant l'insistance des pays non alignés membres du Conseil de sécurité, un rôle a été dévolu au secrétaire général. Ce dernier a déposé son adjoint, le diplomate russe Yassili Sazonchouk, à Tripoli pour souligner la détermination des Occidentaux à punir la Libye pour sa participa-

tion aux attentats aériens. Dans son rapport au Conseil de sécurité, le secrétaire général a rendu compte du « peu de progrès » dans l'enquête libyenne. Les trois Occidentaux ont alors rédigé un projet de résolution demandant un embargo aérien total ainsi que l'interdiction de livraisons d'armes à la Libye.

L'intervention du Maroc

C'est alors que le Maroc, seul pays arabe membre du Conseil, est intervenu auprès des trois Occidentaux pour leur faire part de l'inquiétude du monde arabe. Pour Rabat, une résolution à caractère coercitif contre Tripoli pourrait être interprétée dans la région comme « une nouvelle attaque » contre les pays arabes, seuls ces derniers étant apparemment victimes d'un traitement discriminatoire. Le Maroc a finalement décidé que l'affaire libyenne ferait l'objet d'une réunion de la Ligue arabe, laquelle s'est tenue dimanche. Égyptiens et Marocains ont alors réussi à convaincre Tripoli de livrer les deux ressortissants libyens à la Ligue arabe.

Contrairement aux justes américaines et britanniques, la justice française n'a pas demandé l'extradition des quatre libyens soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat contre l'avion d'UTA. Paris souhaite seulement que le juge d'instruction chargé de l'affaire puisse interroger les suspects. L'ambassadeur français à l'ONU, M. Jean-Louis Bruguière, a déclaré à la presse qu'il n'est pas en mesure de donner une réponse définitive à la demande de la Ligue arabe, estimant que cette décision représentait « un progrès qui peut ouvrir des perspectives très favorables ». Il a annoncé que le Conseil de sécurité suspendrait ses consultations sur les sanctions. Selon M. Mérimée, la décision libyenne est inconditionnelle.

Le Jihad islamique réaffirme sa responsabilité dans la destruction de l'ambassade d'Israël à Buenos-Aires

L'organisation clandestine du Jihad islamique a confirmé, lundi 23 mars, sa responsabilité dans l'attentat qui a détruit, le 17 mars, l'ambassade d'Israël à Buenos-Aires et il a réitéré sa détermination à lutter « jusqu'à l'élimination du dernier juif sur terre ». Dans un communiqué parvenu au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth, le Jihad rend hommage à « Abou Yasser », un Argentin converti à l'islam qui, selon le groupe clandestin, a mené une opération-suicide contre la mission diplomatique israélienne, faisant 28 morts et 235 blessés. « La guerre est ouverte jusqu'à l'éradication d'Israël et jusqu'à l'élimination du dernier juif sur terre (...). Nous poursuivons nos attaques et ne reculerons pas, quels que soient les complots, les allégations mensongères et les sacrifices que nous devrions consentir », conclut le communiqué.

La justice argentine ordonne la libération de quatre suspects. - La Cour suprême de justice argentine a décidé, lundi 23 mars, la mise en liberté des quatre personnes interrogées dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre l'ambassade d'Israël (le Monde du 24 mars). On ignorait toujours l'identité de ces quatre personnes, qui seraient originaires du Proche-Orient. - (AFP)

Cinq mois de crise

1991

- 30 octobre : chargé du dossier de l'attentat contre le DC-10 de l'UTA qui a explosé au-dessus du Niger, le juge Jean-Louis Bruguière lance quatre mandats d'arrêt internationaux contre des responsables libyens, dont le numéro deux présumé des services secrets, M. Abdallah Senoussi.

- 13-14 novembre : des inculpations sont prononcées aux États-Unis et en Grande-Bretagne contre deux agents libyens, MM. Abdel Baset Ali Mohamed El Megrahi et Amin Khalifa Fhima, au sujet de l'attentat, en décembre 1988, contre le Boeing de la PanAm, au-dessus de Lockerbie en Écosse, dans lequel 270 personnes ont trouvé la mort.

- 18 novembre : Tripoli rejette ces accusations, annonce l'ouverture d'une enquête judiciaire en Libye et accepte la participation de « juristes internationaux ».

- 26 novembre : les États-Unis et la Grande-Bretagne souhaitent, dans le cadre de l'ONU, l'établissement d'un embargo, notamment sur la technologie pétrolière, et la diminution des activités des Occidentaux en Libye.

- 27 novembre : dans une déclaration conjointe, la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne exigent que la Libye accède aux « demandes spécifiques » liées aux procédures en cours. Washington et Londres demandent l'extradition des deux libyens et déclarent dans un communiqué que des « sanctions » et « mesures de représailles » sont envisagées en cas de refus.

- 2 décembre : la Libye refuse de se soumettre aux exigences occidentales.

- 5 décembre : la Ligue arabe apporte un soutien ferme à la Libye, qui affirme avoir placé en détention préventive les deux personnes réclamées.

- 9 décembre : la Libye

annonce l'ouverture d'une information judiciaire sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA.

1992

- 10 janvier : le Conseil de sécurité examine un projet de résolution américain-franco-britannique demandant à la Libye de coopérer à l'enquête internationale en cours. Les trois pays se déclarent prêts, en cas de refus, à réclamer un embargo sur le trafic aérien libyen.

- 21 janvier : le Conseil adopte la résolution 731 demandant à la Libye de collaborer « immédiatement » aux enquêtes internationales en cours et condamnant la destruction en vol des deux avions. L'extradition des deux hommes accusés de l'attentat contre le Boeing de la PanAm est refusée par la Libye.

- 26 janvier : le numéro deux libyen, le commandant Abdessalam Jelloud, affirme que son pays est prêt à coopérer « de façon totale et immédiate » avec l'ONU, « pour clarifier les faits et établir les responsabilités ».

- 18 février : Tripoli réitère son refus d'extrader les deux libyens.

- 1^{er} mars : le ministre libyen des affaires étrangères propose le jugement en territoire neutre des deux suspects.

- 3 mars : la Cour internationale de justice de La Haye annonce qu'elle ouvrira, le 26 mars, des audiences sur une demande libyenne d'obliger la Grande-Bretagne et les États-Unis à renoncer à leur demande d'extradition.

- 11 mars : un nouveau projet de résolution, prévoyant des représailles contre la Libye, est présenté au Conseil de sécurité.

- 22 mars : la Ligue arabe demande au Conseil d'« éviter » d'adopter des sanctions contre la Libye. - (AFP)

L'enquête sur l'explosion du DC 10 d'UTA

Le juge Bruguière et la piste libyenne

Ménée tambour battant par le magistrat parisien chargé de l'instruction, M. Jean-Louis Bruguière, l'enquête sur l'attentat contre le DC 10 d'UTA Brazzaville-Paris a directement mis en cause la responsabilité du régime libyen dans une explosion qui, le 19 septembre 1989, au-dessus du désert du Ténére, provoqua la mort de cent soixante-dix passagers.

Le point d'orgue de cette mise en cause était intervenu le 30 octobre 1991, quand la justice française a lancé des mandats internationaux contre quatre responsables des services de renseignements de Tripoli (le Monde du 31 octobre 1991).

Le propre beau-frère du colonel Kadhafi, M. Abdallah Senoussi, considéré comme le numéro deux de ces services, se trouvait ainsi inculpé de « complicité d'assassinats » et autres « infractions en relation avec une entreprise terroriste ». Un bras de fer judiciaire-diplomatique s'en est suivi, tant et si bien que l'enquête française paraît aujourd'hui avoir atteint un point de blocage. Contrairement au dossier sur l'attentat de Lockerbie, traité par les justes américaines et britanniques, le dossier judiciaire français repose essentiellement sur des témoignages et l'enquête sur l'attentat contre le DC 10 pâtit, jusqu'à présent, d'une absence de preuves matérielles.

A l'origine de l'enquête française se trouve un rapport de la sécurité militaire du Congo qui, en janvier 1990, avait interpellé M. Bernard Yanga, un membre d'un groupe-culte d'opposants congolais s'opposant par l'ambassade libyenne à Brazzaville. Dans ses aveux, en partie retirés par la suite, M. Yanga avait décrit comment lui et une poignée de compatriotes

avaient été recrutés et équipés d'explosifs par des responsables libyens au Congo. Tout d'abord, le principal témoin de l'affaire, M. Yanga, n'a d'ailleurs jamais comparu aux policiers qui le surveillaient, selon les déclarations faites au début du mois de février par la police judiciaire congolaise. Son « évasion » lui aurait permis de se réfugier au Zaïre, sans toutefois que ce témoin capital ait cherché à contacter l'ambassade de France à Kinshasa.

Quatre mandats internationaux

Multipliant les voyages en Afrique depuis un an et demi, le juge Bruguière et les enquêteurs français de la police judiciaire et de la DST ont en tout cas recueilli les témoignages des membres du groupe-culte congolais afin de préciser le rôle des libyens mis en cause dans le montage de l'attentat. Restait à entendre ces derniers et à procéder à des confrontations. D'où les quatre mandats internationaux lancés par la justice française : il s'agit notamment, pour M. Bruguière et les services d'enquête, d'entendre M. Abdallah Elazragh, conseiller de l'ambassade à Brazzaville.

Mais la Libye, qui rejette toute responsabilité dans l'attentat, a jusqu'à présent refusé de coopérer d'une façon jugée satisfaisante par le magistrat instructeur français. Tripoli a cependant proposé au juge Bruguière de se rendre « sur place pour y mener les plus larges investigations possibles », tout en ouvrant un dossier d'instruction confié à un haut magistrat libyen, M. Mohamed Mursi (le Monde du 11 janvier). Seul le juge de Tripoli a pu procéder aux auditions des libyens qu'il a entendus en tant que « témoins », et qui restent visés par les mandats internationaux délivrés par la justice française.

ERICH INCYAN

La position particulière de la France

Il existe, en matière d'extradition, une tradition respectée par la plupart des pays occidentaux : un pays, quel qu'il soit, n'extradite pas ses propres ressortissants. En livrant deux suspects libyens à la Ligue arabe, Tripoli contrevient donc à cette tradition. Le geste de la Libye ne respecte d'ailleurs pas les habitudes en la matière : en général, une extradition, qui intervient toujours sur demande, suppose une remise aux autorités judiciaires, ce qui n'est pas le cas ici. On a donc à faire plus à un accord politique qu'à une extradition au sens strictement juridique du terme.

Dans ce dossier, la position de la France n'est pas comparable à celle des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Une information judiciaire est en cours à Paris mais le

juge d'instruction chargé du dossier du DC-10 d'UTA, M. Jean-Louis Bruguière, n'a pas formellement demandé l'extradition des quatre suspects libyens visés par des mandats d'arrestation internationaux délivrés le 30 octobre 1990. Paris se contente donc d'attendre que les « responsables libyens » répondent « à toute demande du juge d'instruction chargé de l'information judiciaire ».

Cette demande effectuée, il se présente alors plusieurs possibilités : le juge peut délivrer une commission rogatoire ou se rendre lui-même à Tripoli pour entendre lui-même les quatre suspects. Depuis la demande du juge d'instruction, un échange de notes encourageant à en lieu entre Paris et Tripoli : la Libye, qui avance diverses propositions, refuse d'accéder clai-

rement à la demande de M. Bruguière. Les télégrammes diplomatiques émanant de Libye ont été transmis au juge, mais il n'y a pas répondu de manière officielle.

Si le juge d'instruction souhaite se voir remettre les deux suspects libyens remis à la Ligue arabe par Tripoli, il peut adresser une demande d'extradition, non plus, cette fois, à la Libye mais aux deux pays d'accueil : la Grande-Bretagne et les États-Unis. Les extraditions entre la Grande-Bretagne et la France sont régies par la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du Conseil de l'Europe de 1959, celles avec les États-Unis, entre autres, par la convention de New-York de 1909. Les autorités judiciaires donnent leur avis, mais le feu vert ultime revient aux autorités politiques.

La crise est dans nos têtes, elle est aussi à la tête.

José Frèches
Denis Jeambar

LE
POISSON
POURRIT
PAR
LA TÊTE

Seuil

Un cri
Un manifeste
Un instrument
de combat
Un appel
à la résurrection
de l'Etat

Editions du Seuil

EUROPE

TURQUIE : alors que les affrontements dans le sud-est du pays ont fait de nouvelles victimes

Le gouvernement a lancé un ultimatum aux séparatistes kurdes

ISTANBUL

de notre correspondante

Le bilan provisoire des affrontements qui ont éclaté, à l'occasion du Nowroz, le nouvel an kurde, dans le sud-est de la Turquie (le Monde du 24 mars), est passé à cinquante-cinq morts au moins, alors que les combattants séparatistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) continuent de déferler le couvre-feu imposé par les forces gouvernementales dans les villes de Sinak et Cizre. Un journaliste du quotidien *Sabah* a été tué d'une balle dans la tête, lundi, dans la ville de Cizre, alors qu'il se déplaçait avec un groupe de collègues brandissant un drapeau blanc. « Le fait que le balle qui a tué Izzet Kezer ait été tirée par une arme de l'Etat s'ajoute à notre douleur », commentait mardi *Sabah*.

A l'issue d'une réunion extraordinaire du cabinet, lundi, le gouvernement a, selon la radio officielle, demandé à tous « de déposer les armes, de faire confiance à l'Etat et d'abandonner les rêves irréalisables ». Malgré les revendications séparatistes du PKK, il n'est pas certain que les quelque douze millions de Kurdes de Turquie veulent obtenir un Etat indépendant. La moitié d'entre eux vivent dans les

grandes villes de l'ouest de la Turquie, où ils sont généralement bien intégrés. En revanche, tous souhaitent que soit reconnue leur identité culturelle. Ils demandent aussi une plus grande autonomie au sein d'une Turquie réellement démocratique.

« Un été chaud a commencé... »

A Sinak, où plus de vingt personnes – dont un policier lynché par la foule – ont trouvé la mort durant le week-end, les forces de sécurité ont réuni la population civile dans un stade de football pour pouvoir procéder au rattachage de la ville. « Nous avons ordonné beaucoup de terroristes, et nous avons encerclé la ville pour empêcher les autres de s'échapper », a expliqué le ministre de l'Intérieur, M. Ismet Sezgin, lors d'une session du Parlement. Selon des journalistes locaux, l'armée de l'air a effectué plusieurs sorties au-dessus de la ville, et certains rapports non confirmés font état de bombardements d'« intimidation » dans un quartier vide de Sinak.

Le gouverneur de la région soumise à l'état d'urgence depuis 1987, M. Unal Erkan, s'est rendu sur place en hélicoptère et a harangué la foule. « Mettons fin à tout cela »,

l'Etat est votre Etat, a-t-il dit. Les forces de sécurité ont lancé un ultimatum aux combattants qui avaient jusqu'à mardi soir 24 mars pour déposer leurs armes. Mais selon la télévision officielle, quatre kalachnikovs seulement ont été saisis jusqu'à présent, en réponse à cet appel. « Le PKK n'a pas obtenu le résultat qu'il attendait, il n'a pas réussi à étendre les incidents aux grandes villes. Nous avons maintenu vu le maximum de son pouvoir », a déclaré le premier ministre, M. Suleyman Demirel, qui a rejeté l'éventualité de l'instauration de la loi martiale.

Dans un entretien accordé au quotidien *Milliyet*, le dirigeant du PKK, M. Abdullah Ocalan, a, de son côté, déclaré que, désormais « chaque jour sera Nowroz (le nouvel an kurde) ». « Un été chaud a commencé (...). Beaucoup de sang va couler », a-t-il ajouté. Depuis lundi soir, un calme tendu s'est instauré à Cizre et Sinak, les deux villes où les affrontements ont été les plus violents. Alors que les deux camps regroupent leurs forces, la première vague de cette « offensive de printemps » semble toucher à sa fin. Mais il est certain que la « guerre », dont parlent à la fois le premier ministre et le dirigeant du PKK, est loin d'être terminée.

NICOLE POPE

Un commando a attaqué un autobus à Istanbul

Un groupe d'hommes armés a attaqué à l'arme automatique un autobus à Istanbul, mardi matin 24 mars. Un premier bilan fait état de deux morts et de sept blessés, dont certains sont gravement atteints. Notre correspondante à Istanbul, Nicole Pope, nous signale que l'autobus était un véhicule du service national des eaux, mais qui transportait, selon toutes probabilités, des membres du MIT, les services secrets turcs.

Cet attentat, qui a été revendiqué par l'organisation d'extrême gauche Dev-Sol pour « protester contre le massacre du peuple kurde dans le sud-est anatolien », fait suite aux affrontements qui ont opposé l'armée aux séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) ces derniers jours (voir ci-contre). A la suite de ces combats, le gouvernement allemand a officiellement demandé, lundi, à Ankara d'assurer la sécurité de ses ressortissants présents dans les régions où ont lieu les violences. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a précisé que Bonn exige du gouvernement turc qu'il « règle le problème kurde avec des moyens démocratiques et légaux ». Deux délégations de personnalités politiques, d'avocats et de journalistes, sont bloqués dans les hôtels de deux villes de la région du sud-est, où ont lieu les troubles.

A Bruxelles, une centaine de Kurdes ont occupé le hall d'entrée du Parlement européen une partie de la journée de lundi. Cette occupation a provoqué un incident diplomatique. La gendarmerie belge a intercepté deux voitures dans lesquelles deux députés européens, M^{me} Marguerite Dinguirard (Verts français) et M. Alexandros Alavanos (communiste grec) tentaient de faire sortir plusieurs manifestants kurdes.

En France, le MRAP « demande solennellement » au gouvernement turc de « cesser la répression » et appelle « tous les démocrates français » à protester auprès de l'ambassade et à demander « l'organisation d'une consultation » sur le statut des provinces à majorité kurde. Un communiqué du Front de libération du Kurdistan se plaint des « règlements de la police française qui tentent d'obtenir la collaboration de réfugiés kurdes au prix de « menaces ».

GRANDE-BRETAGNE

M^{me} Thatcher attaquée... avec des fleurs

Vanus soutenant un candidat conservateur en campagne pour les élections générales du 9 avril à Marple-Bridge, un fief du Labour dans le nord de l'Angleterre, M^{me} Margaret Thatcher a été victime, lundi 23 mars, d'une attaque... à coups de fleurs. Une femme qui s'était approchée de la « dame du fer » pour lui offrir des jonquilles, s'est mise à lui

frapper la visage avec la boutonneuse. Indignée, l'ancien premier ministre s'est exclamée : « Quel dommage pour les jonquilles ! ». Matraquée par un garde du corps et des policiers, l'électrice mécontente, a été inculpée « d'attente à l'ordre public » après deux heures d'interrogatoire au poste de police. — (AFP, AP.)

DANEMARK : avant le référendum sur le traité de Maastricht

Crise au sein du Parti social-démocrate

COPENHAGUE

de notre correspondante

La crise sans précédent qui couvait depuis plusieurs mois au sein du Parti social-démocrate danois (dans l'opposition) et qui a éclaté brusquement au grand jour, il y a environ une semaine, a relégué au second plan la campagne en vue du référendum sur le traité de Maastricht, prévu le 2 juin. Les sociaux-démocrates, profondément divisés, ont en effet décidé de convoquer, le 11 avril, un congrès extraordinaire pour permettre aux six cents députés de dire s'ils souhaitent garder à son poste l'actuel président du parti, M. Svend Auken, ou s'ils préfèrent le remplacer par l'un des deux vice-présidents, en l'occurrence M. Poul Nyrup Rasmussen, ancien conseiller économique de la Confédération des syndicats danois. Cet homme de quarante-huit ans est considéré comme un modéré, pro-européen.

C'est la première fois dans l'histoire du Parti social-démocrate qui, après avoir dominé la vie politique du royaume durant un demi-siècle, se trouve dans l'opposition depuis bientôt dix ans, qu'une telle situation se présente. La joute entre MM. Auken et Nyrup Rasmussen, quelle qu'en soit l'issue, ne manquera pas d'avoir des répercussions sur le scrutin du 2 juin sur les accords de Maastricht, un vote dont le résultat demeure tout à fait incertain si l'on en croit les derniers sondages.

C. O.

Le Monde ÉDITIONS

Une histoire de la démocratie en Europe

sous la direction de

Antoine de Baecque

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ALBANIE : après la victoire de l'opposition aux élections législatives

L'écrivain Ismaïl Kadaré annonce son prochain retour

L'écrivain albanais Ismaïl Kadaré, qui s'est dit « très, très heureux » de la victoire de l'opposition dans son pays, a annoncé, lundi 23 mars, qu'il rentrerait bientôt en Albanie. « Je suis déjà là-bas en pensée », a-t-il déclaré à Munich où il participe à un symposium international du livre. « Quand j'ai quitté mon pays il y a 10 ans et demi, j'avais dit que je reviendrais avec l'établissement de la démocratie », a ajouté l'écrivain, réfugié politique en France depuis octobre 90.

M. Kadaré, à la fois écrivain officiel et critique modéré du régime communiste, ne s'était jamais engagé

en faveur du multipartisme du temps où les communistes contrôlaient toute la vie politique, contrairement à d'autres intellectuels comme M. Berisha, dont le parti vient de remporter les élections. « Je suis certain que ma prise de position a contribué à l'avènement de la démocratie. Mon départ avait été un choc pour la dictature en place », a estimé M. Kadaré. « J'étais sûr du résultat des élections, certain que le peuple albanais aurait l'intelligence de ce vote. C'était la dernière chance pour l'Albanie », a souligné l'écrivain. — (AFP.)

« Sali Berisha c'est l'étoile du monde ! »

Suite de la première page

Il était, à 10 heures du soir, la victoire de son parti qui, deux heures plus tard, s'était transformée... en déroute. Qu'à cela ne tienne : il avait seulement un an d'avance et, dimanche dernier, Sali Berisha pouvait savourer son succès.

Issu d'une famille de paysans de Tropoja, dans les montagnes du Nord, Sali Berisha faisait partie de ce groupe restreint d'intellectuels albanais, comme l'écrivain Ismaïl Kadaré, qui entretenaient des rapports ambigus avec le pouvoir communiste. Il ne nie pas aujourd'hui avoir appartenu au parti unique, au sein duquel il n'a jamais occupé des responsabilités de premier plan. Mais ses liens avec le pouvoir lui permettent toutefois de voyager hors des frontières albanaises – un privilège ici – et de faire, par exemple, un stage d'un an dans un hôpital parisien. Le vent du changement qui souffle sur la planète socialiste à partir de 1985 va arriver jusqu'en Albanie, qui est pourtant le pays le plus hermétiquement fermé aux influences extérieures. Lors d'une réunion organisée par M. Ramiz Alia avec un groupe d'intellectuels, Sali Berisha va oser l'impossible : proposer au président d'ouvrir le pays au multipartisme !

Mais son destin va véritablement basculer le 8 décembre 1990. Ce jour-là, des étudiants de Tirana protestent contre leurs conditions de vie détestables manifestent sur le « campus » de la capitale. Malgré une rencontre avec le président Alia, la manifestation devient plus ouvertement politique. « Instituez le multipartisme ! », crient les étudiants en colère. La police intervient brutalement. Les jeunes s'adonnent alors à Sali Berisha et à l'écrivain Besnik Mustafaj : ils leur demandent d'être leurs porte-parole auprès des autorités.

« Dériver populistes »

Mais, rapidement, Sali Berisha, qui ne manque pas de courage, comprend que l'Albanie est prête au changement. Les manifestations s'amplifient, et Ramiz Alia, le 11 décembre, autorise le multipartisme. Une semaine plus tard, Sali Berisha, qui a rendu sa carte du Parti communiste, porte le Parti démocratique sur les fonts baptismaux. Le 22 décembre, il organise un premier meeting, qui rassemble plusieurs milliers de personnes sur la place de l'Université, rebaptisée « place de la Liberté ». L'émotion est particulièrement forte lorsqu'il commence son discours par « Frères et sœurs, mesdames et messieurs... ». Pour la première fois depuis cinquante ans, les Albanais s'étaient plus appelés « camarades ».

Orateur d'instinct, volonteux lyrique, Sali Berisha touche très vite le cœur des Albanais. Il entretient, en revanche, de moins bons rapports avec les autres intellectuels de son parti, qui lui reprochent volontiers ses « dérives populistes » et ses tendances



dictatoriales. Ainsi, après avoir accepté que le Parti démocratique participe, en juin dernier, à un gouvernement de coalition avec les ex-communistes, il décide brusquement en décembre de mettre fin à l'expérience. La petite histoire raconte comment Gramoz Pashko, vice-premier ministre et membre influent du Parti démocratique, a appris cette décision de quitter le gouvernement alors qu'il était chez des amis...

Fin septembre, lors du congrès du Parti démocratique, la scission avait été évitée de justesse entre Sali Berisha et les « intellectuels » du parti, qui estimaient être sous-représentés dans les instances dirigeantes du mouvement au profit, notamment, de délégués des paysans plus favorables à Berisha.

Le résultat des élections de dimanche aura montré la clairvoyance politique du président du parti, qui avait parié sur la perte de l'influence des ex-communistes et la nécessité de ne pas servir de caution à leur « aggrégation ». L'écroulement de sa victoire – n'a-t-il pas obtenu personnellement 97,2 % des voix dans sa circonscription ? – Sali Berisha saura-t-il s'insérer dans une équipe solide, à un moment critique, pour tenter de remettre l'Albanie sur les rails ? Si son lyrisme, sa foi en la démocratie, ont permis de mobiliser les flûtes pour les élections, saura-t-il maintenant trouver les mots et les actes nécessaires pour obliger ses compatriotes à retrouver les manèges ? Préférer surveiller les dossiers que s'y plonger, peu sûr, c'est le moins que l'on puisse dire, d'écroulement politique, Sali Berisha sera en tout état de cause le meilleur ambassadeur de l'Albanie à l'étranger.

Parlant plusieurs langues – le français, l'anglais, l'italien, le russe – ce cardiologue est déjà très connu dans les capitales occidentales. Surtout à Washington, ironisent certains qui lui reprochent de « préférer les États-Unis à l'Europe ». D'origine musulmane mais non pratiquant, comme l'immense majorité des Albanais, il fait souvent référence à Dieu dans ses discours. Un point commun de plus avec un autre président célèbre : le Polonais Lech Walesa.

JOSÉ-ALAIN FRALON

POLOGNE

Le gouvernement veut faire preuve de fermeté sur le budget

Le nouveau ministre des finances polonais, M. Andrzej Olechowski, a présenté lundi 23 mars à la presse son projet de budget pour 1992, en prévenant que si cette loi de finances n'était pas adoptée l'économie nationale se trouverait en grave danger.

M. Olechowski a fixé le montant du déficit pour l'année à 5 % du produit intérieur brut, c'est-à-dire le maximum autorisé par le Fonds monétaire international pour la poursuite de son programme d'assistance financière. Le respect de cet objectif, a déclaré M. Olechowski, signifie que les dépenses de l'Etat, déjà fortement comprimées ces deux dernières années, devront encore être réduites.

Les prix de produits encore subventionnés, comme l'électricité ou le charbon, vont encore augmenter, tandis que les dépenses de sécurité sociale seront de nouveau comprimées.

Côté recettes, le ministre a rappelé que, compte tenu de l'ampleur de la récession et de la « crise de crédibilité » internationale dont souffrait la Pologne, il ne fallait s'attendre à aucune progression.

Dix morts au moins en Croatie et en Bosnie

Les violations du cessez-le-feu se multiplient

De nouveaux heurts entre Serbes et Croates ont fait au moins dix morts et des dizaines de blessés en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, lundi 23 mars. Il s'agit des combats les plus violents depuis l'entrée en vigueur, le 2 janvier, du cessez-le-feu conclu sous l'égide de l'ONU.

Les affrontements les plus meurtriers ont été signalés près de Neum, sur l'Adriatique. Cette ville de Bosnie-Herzégovine ne fait pas partie des zones où la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) doit commencer à se déployer le mois prochain. L'armée fédérale a fait état de six morts et un blessé dans ses rangs dans cette région. « Cela confirme que les formations paramilitaires croates ne respectent aucun accord », a-t-elle déclaré dans un communiqué où elle accuse les milices locales d'avoir lancé une offensive générale contre ses positions.

Des responsables croates ont de leur côté fait état de deux morts et de deux blessés à Neum parmi les miliciens croates, tandis que Radio Zagreb avançait, lundi, un bilan de trois morts et de cinquante blessés au cours des dernières vingt-quatre heures dans la région. Outre les affrontements autour de Neum, plusieurs personnes ont été blessées dans une fusillade entre Serbes et Musulmans à Gorazde (Bosnie), au sud-est de Sarajevo.

« A PROPOS D'UNE DISPARITION DE TABLEAUX »

Deux ans ont passé depuis le vol, le 18 Mars 1990, de plusieurs oeuvres d'art de valeur au Musée Isabella Stewart Gardner. Le musée offre donc une récompense de \$1 000 000 pour toute information conduisant au recouvrement de ces oeuvres volées.

Toute information restera confidentielle et devra être adressée au musée, en appelant le numéro de téléphone suivant: +1 (617) 742-6229 (du Lundi au Vendredi, de 10h à 15h, heure de Boston), ou en écrivant au musée à: P.O. Box #8361, Boston, Massachusetts, 02114, USA.

DIPLOMA

Pkin menace la France d'une... en cas de vente d'avions Mira

La presse... d'annoncer... d'annoncer... d'annoncer...

Le Sénat... l'envoi au Cambodge... de soldats français dans le cadre de l'ONU

l'UE a reconnu la Géorgie

LA RE

Nouve On ne v

مكتبة من الشبل

DIPLOMATIE

Après avoir effectué des « représentations » auprès de Paris Pékin menace la France d'une « réaction énergétique » en cas de vente d'avions Mirage 2000 à Taiwan

Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, a menacé la France d'une « réaction énergétique » de la part de la Chine au cas où Paris autoriserait la vente à Taiwan d'avions de combat Mirage 2000 par la firme Dassault.

Pékin, en avril, en marge d'une exposition agricole, par laquelle des sociétés françaises cherchaient à s'ouvrir des perspectives commerciales en Chine dans les domaines du stockage des céréales et du blé de qualité. Motif invoqué : la France « s'apprête à » vendre des avions de combat à Taiwan.

Interrogé au cours de sa conférence de presse annuelle dans le cadre de la session parlementaire de Pékin, le chef de la diplomatie chinoise a été aussi précis que possible en l'état actuel de l'affaire : « Nous avons déjà effectué des représentations auprès de la France à ce sujet. Je n'entrerai pas ici dans les détails. Mais je peux vous assurer que si la France vend des Mirage 2000 à Taiwan, cela provoquera une réaction énergétique de la Chine ». M. Qian ajouta : « Nous ne voulons pas voir un recul des relations entre la France et la Chine, ou leur sérieuse détérioration ». Il n'ensuivit évoqua l'exemple

des Pays-Bas et de l'Allemagne qui ont publiquement renoncé, ces derniers temps, à des ventes d'armes à l'île nationaliste.

Le ministre n'a pas directement répondu à la question de savoir si la « réaction énergétique » de la Chine pourrait être du même ordre que l'attitude très modérée qu'elle avait finalement adoptée lors de la conclusion du contrat par lequel la France a vendu, l'an dernier, des tranches de coques de frégates La Fayette à monter sur place par Taiwan. Après avoir reçu des compensations financières, Pékin s'était finalement contenté d'une protestation diplomatique enjointant Paris, pour l'essentiel, de ne pas renouveler de telles ventes. Le langage de M. Qian, cette fois, suggère cependant une plus grande fermeté, et l'on est conduit à s'interroger, si l'affaire se faisait, sur le sort des ambassadeurs respectifs dans les deux pays.

Éviter le fait accompli

Selon les informations actuellement disponibles, la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG) n'a autorisé des firmes françaises, comme Dassault et Aérospatiale, qu'à prospecter le marché prospère de l'île nationaliste, qui cherche à renforcer sa défense. L'aviation taiwanaise est à l'heure actuelle équipée d'avions américains démodés. Elle s'efforce également de développer un avion national, qui connaît des difficultés de réalisation.

L'autorisation de prospection ne constitue pas un feu vert à l'ouverture de négociations formelles, mais la Chine cherche à bloquer de manière toute initiative française dans ce domaine, de crainte d'être placée devant un fait accompli. L'attitude des autorités chinoises envers la France, ces dernières semaines, semble indiquer qu'elles tentent de mobiliser les milieux d'affaires contre les pouvoirs publics pour empêcher la prospection de se poursuivre.

Les frégates françaises vendues à Taiwan avaient été présentées par Paris à Pékin comme des « coques vides », non armées, à vocation purement défensive. La Chine avait feint de ne pas s'interroger sur l'origine des armements qui y seraient ultérieurement montés et qui, pour l'instant, seraient probablement d'origine anglo-saxonne. La vente d'avions modernes à Taiwan peut difficilement se faire dans un tel bon climat diplomatique. Elle supposerait une redéfinition politique des rapports entre la France et l'ensemble du monde chinois, soumis à deux régimes qui, après avoir été rivaux, commencent à se rapprocher.

FRANCIS DERON

[A plusieurs reprises déjà, le constructeur de Mirage 2000 a affirmé qu'il s'agit de la vente d'avions de combat à Taiwan, ce qui n'est pas exact. L'activité du groupe Dassault ne se limite pas à la fabrication de Mirage 2000. Outre, par exemple, la production d'avions de surveillance maritime et d'appareils de liaison, la réaction, il est en mesure de donner des conseils d'assistance par ordinateur pour la conception d'un avion national, civil ou militaire, par un pays client qui aurait choisi de le construire lui-même.]

PÉKIN

de notre correspondant

Le feu couvait sous la cendre depuis plusieurs semaines. Les représentants diplomatiques de la Chine à Paris avaient déjà exprimé à certains de leurs interlocuteurs la préoccupation de Pékin devant l'autorisation accordée à Dassault et à Aérospatiale pour prospecter le marché taiwanais. Plus récemment, le gouvernement chinois avait ajourné sine die deux colloques qui devaient se tenir à

La visite du premier ministre cambodgien à Tokyo

M. Hun Sen souhaite l'envoi au Cambodge de soldats japonais dans le cadre de l'ONU

TOKYO

de notre correspondant

Se démarquant de la position de la plupart des pays de la région, le premier ministre cambodgien a déclaré, lundi 23 mars, au cours de ses entretiens avec son homologue nippon, Kiichi Miyazawa, que la guerre était une « vieille histoire » et qu'il ne voyait pas d'inconvénient à l'envoi de soldats japonais à l'étranger dans le cadre de missions pacifiques sous l'égide des Nations unies. M. Hun Sen a, au contraire, renouvelé la demande, déjà formulée lors

de sa rencontre avec le ministre des affaires étrangères, M. Michio Watanabe, de l'envoi d'un contingent japonais au Cambodge sous l'égide de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC).

M. Miyazawa a répondu que son gouvernement ferait tout son possible pour faire approuver par la Diète le projet de loi allant en ce sens. Les déclarations de M. Hun Sen ont provoqué des réactions négatives de la part des partis socialistes et communistes nippons.

Ph. P.

Alors que les Etats-Unis n'ont pas encore pris de « décision définitive »

La CEE a reconnu la Géorgie

La Géorgie, la Slovaquie et la Croatie ont été admises, mardi 24 mars, au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) dont les membres passent ainsi au nombre de cinquante et un. Les ministres des affaires étrangères de la CSCE ont ouvert, mardi à Helsinki, la quatrième conférence-bilan de cette organisation, qui doit se prolonger pendant trois mois au niveau des experts et s'achever par un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement en juillet dans la capitale finlandaise. La veille, un communiqué publié à Bruxelles annonçait que les douze membres de la Communauté européenne reconnaissent la Géorgie, le seul Etat issu de l'éclatement de l'URSS qui n'avait pas encore d'existence internationale. Lisbonne, Bonn, Paris et Londres ont fait le même jour des annonces similaires. Les Douze entendent ainsi l'engagement, pris le 10 mars par l'ex-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, dès sa nomination à la tête du Conseil d'Etat siégeant à Tbilissi, de respecter

tous les points exigés par la CEE pour la reconnaissance de nouveaux Etats. De son côté, le département d'Etat américain a fait savoir lundi qu'il n'y avait « pas de décision définitive » sur la reconnaissance par Washington de la Géorgie, mais que la sécurité y était désormais « suffisamment stable » pour permettre, dès cette semaine, une livraison de vivres et de médicaments. Il s'agira de la première aide humanitaire américaine à la Géorgie, où l'opposition armée au président élu, M. Zviad Gamsakhurdia, - accusé d'agir en dictateur et en diviseur de la nation - a pris le pouvoir en janvier, avant de le remettre début mars à M. Chevardnadze. Ce dernier a indiqué la semaine dernière qu'il n'avait pas l'intention de rejoindre les institutions de la CEE. (AFP, Reuters)

En juillet prochain, à Munich

La Russie participera au sommet des sept principaux pays industrialisés

M. Boris Eltsine participera « sous une forme ou sous une autre » au sommet des sept principaux pays industrialisés qui doit avoir lieu en juillet à Munich, a déclaré M. Helmut Kohl, lundi 23 mars. Le chancelier allemand n'a téléphoné lui-même la nouvelle au président russe. En 1991, après de longs débats sur l'opportunité d'une participation de l'URSS, le chef d'Etat de l'époque, M. Mikhaïl Gorbatchev, avait été invité à se joindre au sommet de Londres, mais sa rencontre avec les dirigeants des Sept avait eu lieu après la fin officielle du sommet.

En attendant, les adjoints des ministres des finances des Sept doivent, selon l'agence de presse japonaise Kyodo, se réunir à Paris les 10 et 11 avril. Les discussions porteront entre autres sur la création d'un fonds de stabilisation du rouble, destiné à permettre le maintien d'un taux de change stable entre le rouble et les monnaies occidentales.

AMÉRIQUES

JAMAÏQUE : fin de règne

M. Michael Manley, socialiste désenchanté abandonne son poste de premier ministre

Premier ministre de l'île antillaise anglophone de la Jamaïque, M. Michael Manley a annoncé qu'il quitterait son poste le 28 mars pour raisons de santé. Agé de soixante-sept ans, M. Manley est atteint d'un cancer. M. Manley devrait conserver ses fonctions de vice-président de l'Internationale socialiste.

La Jamaïque sans M. Michael Manley ne sera plus tout à fait la même. L'homme domine en effet par sa personnalité, d'ailleurs ambiguë, cette île caraïbe peuplée des arrière-petits-neveux des esclaves amenés de force par des négriers anglais au temps de la traite des noirs. Arrachés au continent africain dans des conditions d'horreur absolue, les esclaves travaillaient encore, au début du dix-neuvième siècle, sous les coups de fouet des contremaîtres, dans les plantations de canne à sucre.

Celles-ci constituent toujours, avec les mines de bauxite et le tourisme, la base de l'économie du pays. Les studios d'enregistrement de Kingston, la capitale, n'ont produit que quelques-uns des meilleurs « tubes » de reggae au rap de notre époque, fournissant les marges dévies qui font vivre la Jamaïque, pays pauvre et joyeux, dont la plupart des visiteurs ne connaissent que les hôtels de luxe réservés aux touristes.

Michael Manley est donc le lointain descendant d'esclaves noirs, comme 98 % de la population de l'île (2,5 millions d'habitants), mais il a pour particularité d'appartenir à la bourgeoisie locale et d'avoir davantage de sang blanc que la quasi-totalité de ses concitoyens puisque sa mère était une Britannique expatrée qui avait fait le choix, révolutionnaire à l'époque, d'épouser un homme de couleur, Norman Manley, héros national du pays, et précurseur de l'indépendance.

Michael Manley est à la fois un idéologue d'extrême gauche (par révolte contre l'injustice sociale et raciale) et un politicien prudent dès qu'il s'agit des formes constitutionnelles d'exercice du pouvoir (par tradition britannique). A la veille de sa retraite politique, il se proclame toujours socialiste, mais n'est plus marxisant et a connu peu, ou prou, ces dernières années, la même évolution que le Parti travailliste de l'ancienne métropole. Autant dire qu'il est singulièrement désenchanté, même s'il reste vice-président de l'Internationale socialiste.

« Je suis un socialiste pro-américain », déclarait-il à son retour au pouvoir, après son succès aux élections de février 1989. La nouveauté, c'était évidemment ce pro-américanisme qui contrastait singulièrement avec son flirt avec Cuba, en général, et Fidel Castro, en particulier, lors de ses deux premiers

mandats (1972-1976 et 1976-1980). A l'époque, M. Manley arborait parfois de curieux costumes, destinés à marquer son refus de l'« impérialisme culturel » américain. Il avait aussi adopté des « manières rudes » (« heavy manners ») qui étaient censées démontrer son africanité et son refus de la modeste supposée des bourgeois blancs.

La révolutionnaire au « bon élève » du FMI

M. Manley a donc su s'adapter à l'air du temps. Radical, et même quasiment révolutionnaire au début des années 70, il avait, dès la fin de son deuxième mandat, en particulier en 1979, pris ses distances avec le marxisme tropical version Castro. Il n'aimait pas, de toute façon, l'embrigadement imposé par le Lider Maximo à son peuple. Et puis on parle anglais et non espagnol, à la Jamaïque. On y respecte généralement les droits élémentaires des gens. On y tient des élections environ tous les quatre ans, et deux partis, l'un plutôt conservateur (qui s'appelle travailliste pour brouiller les pistes) et l'autre plutôt « socialiste » (le PNP de M. Manley), alternent au pouvoir.

La reine Elisabeth est toujours officiellement la souveraine du pays. L'émigration (vers les Etats-Unis ou l'ancienne métropole) évite généralement les explosions de mécontentement. La consommation de Guiness et de marijuana fait partie de l'art de vivre local. Michael Manley n'en évidemment rien changé à tout cela, qui transcende la politique.

La Jamaïque a connu, de 1980 à 1989, le néolibéralisme débridé et

le pro-américanisme sans complexe de M. Edouard Seaga, un premier ministre dont le principal atout était d'être un ami personnel de Ronald Reagan. En revenant au pouvoir après les élections de février 1989, M. Manley a choisi lui aussi d'appliquer le néolibéralisme économique à la mode sur l'ensemble du continent américain. Il n'a été dans l'ensemble, ces quatre dernières années, un « bon élève » dans les disciplines chères au FMI.

L'ère Manley se termine. Il est vraisemblable que M. Patterson, un de ses plus proches collaborateurs, actuellement vice-premier ministre, accèdera fin mars aux fonctions de premier ministre. Il lui appartiendra de convoquer, en temps voulu, des élections générales. Une autre candidature est apparue ces derniers jours sous les traits de M^{me} Portia Simpson, ministre du travail, très populaire, qui manque cependant d'expérience politique.

Michael Manley, l'homme qui fut le héros des bidonvilles de Kingston et provoqua dans les années 70 une grande peur dans la bourgeoisie noire (sans parler des frappeurs de la Maison Blanche, qui le soupçonnaient fort d'être une « taupe » communiste), est redevenu ce qu'il était sans doute destiné à être, du fait de ses origines : un conciliateur et un modéré. Les Caraïbes offrent d'autres parcours encore plus déroutants que celui du fils, d'ailleurs plutôt timide et fort peu charismatique, de Norman Manley et d'une institutrice écossaise très bien élevée.

DOMINIQUE DHOMBRES

ETATS-UNIS : Washington aurait bloqué un achat de plutonium 238 à la Russie. - L'administration américaine a bloqué l'achat, pour six millions de dollars, de plutonium 238 que le département de l'énergie devait commander à la Russie, a affirmé, lundi 23 mars, le New York Times. L'administration veut éviter de financer le complexe militaire-industriel russe, mais risque ainsi, selon le quotidien, de compromettre la prochaine génération de vaisseaux spatiaux américains.

Trente-cinq blessés légers lors d'un incendie dans le métro new-yorkais. - Trente-cinq personnes ont été légèrement blessées par inhalation de fumée après un incendie qui s'est déclaré lundi 23 mars dans le métro de New-York, selon les services de transport de la ville. Le feu, d'origine indéterminée, a éclaté entre deux stations reliant Manhattan et le Queens, brûlant des câbles électriques et dégageant une épaisse fumée. (AFP)

LE MONDE diplomatique

Mars 1992

FRANCE :

Une citoyenneté au rabais, par Claude Julien

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

LA REUNION 3 890 F

ROME 890 F

VENISE 890 F

MONTREAL 1 990 F

NEW YORK 2 180 F

DAKAR 2 470 F

LES ANTILLES 2 600 F

PAPEETE 7 800 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS

PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

Et après le kaléidoscope grandiose des laves en fusion, rêver dans le jardin tropical d'un hôtel créole, ne vous coûtera pas plus cher que votre paire de rangers en iguane.*

* La Réunion avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 7 870 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

NOUVELLES FRONTIÈRES

AFRIQUE

Les déçus de la démocratie au Mali

Un an après le renversement du président Moussa Traoré
tous les problèmes — chômage, rébellion touareg, etc. — demeurent sans solution

BAMAKO

de notre envoyée spéciale

« On rêvait ! » : le plus beau de leurs rêves, c'était la chute du dictateur Traoré. Cette chute devait, c'est sûr, entraîner l'écroulement d'un système politique auquel était soumis le pays, depuis vingt-trois ans, et marquer la naissance d'un « Mali prospère, florissant ». Un an après être descendus dans la rue, les jeunes qui ont fait la « révolution » constatent, déçus, qu'il y a loin du rêve à la réalité.

Certes, le 26 mars 1991, au prix de plus de trois cents morts, le président Moussa Traoré est « tombé ». Mais pour le reste, disent-ils, rien n'a changé. Sans doute ont-ils la mémoire courte ? Leur amertume n'en est pas moins significative d'un malaise. Ici, le changement de régime s'est fait dans le sang et le feu. Pendant des semaines, les bâtiments « populaires », érigés en articles de loi — « l'article B.V. » (pour « brûlé-vif ») et « l'article 320 » (300 francs CFA pour le litre d'essence et 20 francs CFA pour la boîte d'allumettes), — sont restés en vigueur. On a tué les « traîtres », on a réglé leur compte aux barons de l'ancien régime. Ces déchaînements de violence n'auraient pourtant pas réussi à faire table rase du passé.

Rendre le pouvoir
aux civils

Les difficultés auxquelles est confronté le Mali d'après Traoré sont les mêmes que celles des pays africains qui s'efforcent de la démocratie, via la « méthode douce » des conférences nationales. Les rues de Bamako sont couvertes

d'affiches; les plus anciennes datent des récentes élections législatives; les autres, toutes fraîches, sont à l'effigie des candidats à l'élection présidentielle, qui doit sonner la fin de la période de transition, et dont le premier tour est prévu pour le 12 avril. Reporté plusieurs fois, ce scrutin aura-t-il finalement lieu ? Le président Amadou Toumani Touré jure que oui.

Lorsqu'il a pris la direction du pays, au lendemain du renversement du général Traoré, le lieutenant-colonel avait promis de rendre le pouvoir aux civils au terme d'une période de transition de neuf mois. Le « problème du Nord » — autrement dit, la rébellion touareg — avait justifié un premier ajournement. Les partis politiques, qui ne s'estimaient pas prêts à affronter les électeurs, en ont obtenu un second. Il sera difficile de jouer éternellement les prolongations.

Le procès de Moussa Traoré et de ses proches, qui devait avoir lieu avant la fin de cette période de transition, se fait, lui aussi, attendre. Débutera-t-il avant que le nouveau pouvoir soit en place, comme l'affirme M. Amadou Toumani Touré (surnommé « A.T.T. » par les Maliens) et le chef du gouvernement, M. Toumana Sacko ? Si tel n'était pas le cas, ce procès pourrait bien ne jamais avoir lieu, estimant les détracteurs du parti au pouvoir.

Le grand vainqueur des récentes élections municipales et législatives, l'Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice (ADEMA-PASJ) est, en effet, soupçonné de collaborer avec les personnalités de l'ancien régime. A en croire les opposants, c'est grâce à sa collusion avec l'administration, que l'ADEMA a pu rafler la mise, lors du scrutin législatif, en obtenant

soixante-sept sièges sur cent seize — les Maliens de l'extérieur n'ayant pas encore voté.

Ils en veulent pour preuve le nombre d'anciens députés de l'Union du peuple malien (UPM), l'ex-parti unique, élus sur les listes de l'ADEMA : treize selon la presse, dix-sept selon le Congrès national initiative démocratique (CNID), grand perdant de ces élections. Quatre seulement, selon l'ADEMA, dont le numéro un, M. Alpha Oumar Konaré, favori dans la course à la présidence, affirme, pour sa défense, que « tous les partis avaient des candidats de l'ex-UPM », et que les siens lui ont été imposés par la base du parti. M. Konaré, lui-même ancien ministre de la culture de l'ex-président Traoré devenu fondateur du premier journal de l'opposition, entend, en cas de victoire, gérer le pouvoir avec un maximum de partis. Il n'en est pas moins soupçonné de vouloir revenir aux méthodes du parti unique.

La désaffection
des électeurs

« En dehors des hommes, rien n'a changé ! », s'insurge M. Oumar Mankoro, ancien chef de l'Association des élèves et étudiants du Mali. Fer de lance de la contestation de mars 1991, « Moussa n'est plus là mais son système demeure », souligne-t-il. Cela expliquerait, selon lui, le faible taux de participation aux élections législatives. Le minuscule 21 % de participation au deuxième tour correspond, soit dit en passant, au nombre de Maliens alphabétisés.

Cette désaffection des électeurs n'en suscite pas moins des spéculations à Bamako. C'est avec

moins de 400 000 voix — alors que le pays compte plus de 8 millions d'habitants — que l'ADEMA a remporté les deux tiers des sièges parlementaires. Déjà, ses détracteurs ont à l'absence de légitimité et évoquent l'éventualité d'un coup d'Etat.

Il faut déculpabiliser l'armée, clament les candidats à la présidence. Bien qu'elle se soit « retournée » contre le général Traoré, lors des sanglants événements de l'an dernier, l'armée a, en effet, été mise en cause pour avoir tiré sur les foules de jeunes manifestants. En juillet dernier, de nombreux officiers ont été arrêtés, lors de la tentative de coup d'Etat de Laminé Diabira. Autant de raisons, pour les plus radicaux des militaires, de mettre le boia au processus de démocratisation, avec ou sans « A.T.T. ».

D'aucuns estiment que, si le lieutenant-colonel s'était présenté à l'élection présidentielle — ce qu'il avait promis de ne pas faire, il y a un an —, il l'emporterait facilement. Très populaire, le chef de l'Etat sera-t-il tenté, en cas d'échec du futur régime, de jouer au « sauveur du peuple » ? Le principal intéressé, M. Konaré, lui-même ancien candidat n'évoque le premier dossier. Le dernier, lui, sera l'épée de Damoclès de la prochaine épreuve au pouvoir.

MARIE-PIERRE SUTIL

AFRIQUE DU SUD

Le gouvernement a présenté
son projet de structures de transition

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le gouvernement et le Parti national (NP, au pouvoir) ont présenté, lundi 23 mars, à Johannesburg, leurs propositions concernant la structure du futur gouvernement intérimaire. Ces propositions, qui seront soumises aux membres de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), ont été immédiatement rejetées par le Congrès national africain (ANC), qui a accusé le pouvoir d'« avancer à reculons ».

Le gouvernement souhaite que des « conseils transitionnels » soient mis en place et qu'ils jouent, précisément, un rôle de « conseil » auprès de l'actuel cabinet. La nomination des membres de ces conseils, appartenant à toutes les communautés, serait rendue possible, après amendement de la Constitution par l'actuel parlement tricaméral.

Chaque conseil pourrait être composé de six membres, proposés par le comité directeur de la CODESA et nommés par le président de Klerk. Les conseillers ne devraient pas être plus de trente, ce qui implique que certains d'entre eux siègent dans plusieurs conseils. Les différents groupes réunis constitueraient le Conseil

transitoire, au rôle encore mal défini, mais qui devrait pouvoir conclure des accords sur la base d'un « consensus suffisant », déjà en vigueur au sein de la CODESA, et qui signifie surtout que l'ANC et le gouvernement sont du même avis.

Le projet gouvernemental remet sur le tapis un système parlementaire bicaméral, avec une Assemblée élue au suffrage universel et une sorte de Sénat, élu sur des bases régionales, qui assurerait la protection des minorités. Une présidence de la République « tournante », constituée de deux à cinq membres appartenant aux partis politiques les plus représentatifs, corronnerait cet édifice. Entre autres griefs, l'ANC reproche au gouvernement de ne pas donner de véritable pouvoir à ces Conseils et de préparer l'intégration des députés métis et indiens (déjà présents dans l'actuel système parlementaire tricaméral) au sein du futur Sénat.

En dépit de ces divergences, les porte-parole du gouvernement et de l'ANC ont laissé entendre, lundi soir, qu'un accord, au sujet des futures structures intérimaires, devrait être conclu, d'ici la réunion plénière de la CODESA, programmée pour la fin avril.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

INITIATIVES POUR SOUTENIR
LE PROGRÈS EN ALGÉRIE

L'ASSOCIATION FRANCE-ALGÉRIE, que préside l'Ambassadeur de France M. Stéphane HESSEL, apporte son plein appui à l'appel lancé par le « Groupe initiatives pour soutenir le progrès en Algérie » pour que le gouvernement français et la Communauté économique européenne apportent à l'Algérie le soutien dont elle a besoin.

L'ASSOCIATION FRANCE-ALGÉRIE estime en effet que les solutions aux graves difficultés que connaît l'Algérie ne peuvent résulter que d'un réel développement économique et social du pays et donc d'un renforcement de la coopération et de la solidarité entre les deux rives de la Méditerranée.

Fondée en 1963 par M. Edmond MICHELET, l'ASSOCIATION FRANCE-ALGÉRIE, qui regroupe des personnalités appartenant à tous les courants de pensée, entend œuvrer au renforcement de la coopération et de l'amitié entre la France et l'Algérie.

Elle publie mensuellement une revue de la presse algérienne de langue française et arabe.

ASSOCIATION FRANCE-ALGÉRIE
241, bd Saint-Germain - 75007 Paris
Tél. : 45-51-23-17

Président : Stéphane HESSEL
Secrétaire général : Jean-Pierre GONON

EN BREF

□ GABON : une manifestante tuée à Libreville. — Une institutrice a été tuée et deux autres personnes ont été blessées, lundi 23 mars, à Libreville, lorsque les forces de l'ordre ont dispersé, à coups de grenades lacrymogènes et de balles en caoutchouc, une manifestation d'enseignants grévistes. Ces derniers, en grève depuis fin janvier, réclament des augmentations de salaires. Le gouvernement a « déploré » l'incident et présenté ses condoléances à la famille de la victime. — (AFP)

□ KENYA : attentat à la bombe à Nairobi. — Un attentat à la bombe a été perpétré, lundi 23 mars, à la mairie de Nairobi, provoquant d'importants dégâts matériels. Il n'y a pas eu de victime. Un interlocuteur anonyme a revendiqué la responsabilité de l'explosion dans un appel téléphonique à un journal local, et demandé la démission du président Daniel arap Moi. Par ailleurs, la police a arrêté, lundi, un député de la Kenyan Africa National Union (KANU, au pouvoir), qui avait récemment accusé le gouvernement d'être l'instigateur des violences tribales qui secouent le pays. — (AFP)

□ LIBAN : six morts dans un accrochage à Beyrouth. — Six personnes ont été tuées par balles et vingt autres blessées, lundi 23 mars, à l'entrée sud de Beyrouth, lors d'un accrochage qui a opposé les forces de l'ordre libanaises et syriennes à des marchands de légumes ambulants, libanais et syriens, qui occupaient indûment la voie publique. — (AFP)

□ MADAGASCAR : ouverture des travaux du Forum national. — Les assises du Forum national, chargé d'élaborer une nouvelle Constitution, se sont ouvertes, dans le calme, dimanche 22 mars, à Tananarive, la capitale malgache. Réunissant mille quatre cents délégués, ces assises, qui doivent durer une semaine, devront aussi préparer un nouveau code électoral. — (AFP)

□ MALAWI : l'opposition en exil demande l'organisation d'une conférence nationale. — L'opposition malawite en exil, regroupée au sein d'un Comité pour l'instauration du multipartisme et de la démocratie au Malawi, a souhaité, lundi 23 mars, à l'issue d'une réunion à Lusaka (Zambie), l'organisation d'une conférence nationale au Malawi. Les quelque quatre-vingts participants à cette réunion ont appelé la communauté internationale

nale à suspendre son aide au régime du président Kamuzu Banda, qualifié de « pire dictateur au monde ». — (AFP)

□ NIGER : le gouvernement de transition a été dissous. — Le premier ministre de transition, M. Amadou Cheffou, a dissous, lundi 23 mars, le gouvernement qu'il avait mis en place en novembre, à l'issue de la Conférence nationale. S'affirmant soucieux « de donner un nouvel élan » à son action, il a regretté que le gouvernement n'ait pas « bénéficié de l'habituel élan de grâce, qui accompagne tout changement de système politique ». Il a notamment souligné le refus des Touaregs de renouer à la lutte armée, les « hâtives » des partis politiques, le manque d'esprit de sacrifice des syndicats, et les atteintes « injustifiées » de l'armée. — (AFP)

□ SOMALIE : une mission de l'ONU est arrivée à Mogadiscio. — Une délégation de l'ONU est arrivée, lundi 23 mars, à Mogadiscio, pour tenter de mettre en place les mécanismes de supervision d'un cessez-le-feu et permettre la livraison d'une aide alimentaire d'urgence. Par ailleurs, M. David Bassioni, par ailleurs somalien, a été nommé coordinateur de l'aide humanitaire pour la Somalie par le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a-t-on appris lundi à New-York. — (AFP)

□ VENEZUELA : deux étudiants tués dans une manifestation contre la hausse des transports. — Deux étudiants ont été tués à Mérida dans une manifestation contre la hausse des transports, tandis que des incidents ont éclaté, lundi 23 mars, à Los Teques, dans la banlieue de Caracas. A Mérida (600 kilomètres au sud-ouest de Caracas), foyer de la protestation anti-gouvernementale depuis plusieurs jours, les manifestations se sont intensifiées depuis que ces deux étudiants en sciences politiques ont été écrasés samedi soir par une voiture conduite par des militaires. — (AFP)

□ ZAIRE : l'opposition a lancé un ultimatum au gouvernement. — L'opposition, regroupée au sein de l'Union sacrée, a donné jusqu'au 2 avril au gouvernement pour que démarrent les travaux de la conférence nationale censée débattre de l'avenir politique du pays. Cette conférence, dont une première réunion s'était ouverte en août 1991, a été suspendue, une nouvelle fois, le 19 janvier. — (AFP, Reuters)

ASIE

VIETNAM

L'Assemblée se réunit
pour réviser la Constitution

Une session spéciale de l'Assemblée nationale vietnamienne, consacrée à la révision de la Constitution, s'est ouverte, mardi 24 mars, à Hanoï. Les débats pourraient s'étaler sur trois semaines.

BANGKOK

de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Les communistes vietnamiens veulent assurer à la fois la pérennité de leur pouvoir politique et l'intégration de leur pays dans la communauté internationale. L'exercice, bien délicat, implique notamment que le PCV, tout en demeurant premier titulaire du pouvoir, délègue des responsabilités à une administration mieux assise. Il faut également garantir les droits de nouveaux partenaires, qu'il s'agisse des entrepreneurs privés locaux ou des investisseurs étrangers. Tel est l'objet de cette réunion de l'Assemblée nationale.

Les amendements à la Constitution de 1980, déjà modifiée en 1988, ont d'abord pour objet de donner une marge de manœuvre plus grande au gouvernement. Le premier ministre, en l'occurrence M. Vo Van Kiet, pourra choisir ses collaborateurs, y compris en dehors des rangs du parti, et son cabinet sera collectivement responsable devant l'Assemblée. Les candidats à cette dernière, qui doit être renouvelée en juillet, ne seront plus nommés directement par le PCV mais choisis par des organisations de masse. La gestion au jour le jour du pays sera donc moins tributaire des ingérences du PCV, qui demeure, cependant, l'ultime recours et, surtout, le principal arbitre.

Une série de dispositions ont pour ambition de rassurer les investisseurs étrangers et de garantir les droits individuels des Vietnamiens. A l'exemple de ce qui se pratique en Chine, le parti admet désormais que le développement du pays, l'un des plus pauvres du monde, ne peut se faire qu'en s'appuyant sur le secteur privé et en encourageant les investissements étrangers. Or, sans attendre la levée de l'embargo américain, qui tout le monde prévoit dans un an, de nombreux groupes régionaux investissent déjà au Vietnam. Le courant d'affaires a pris un nouvel élan dans la foulée du règlement du conflit cambodgien.

Cette session suscite donc un net intérêt, même si, de nombreuses questions n'ont pas encore trouvé de

réponse, à commencer par celle de la réorganisation du Conseil d'Etat, dont le président est considéré comme le chef de l'Etat. Le PCV cherche toujours un remplaçant à M. Vu Chi Cong, un octogénaire nommé « conseiller spécial » du Comité central lors du 7^e congrès du parti en juin dernier. M. Cong assure l'intérim en attendant qu'un consensus se dégage sur un éventuel successeur et sur les pouvoirs dont ce dernier disposera. Les communistes vietnamiens vont, cependant, à l'occasion de cette dernière session de l'Assemblée, faire un pas de plus dans le sens de l'ouverture de leur pays, tout en gardant la haute main sur les affaires politiques.

JEAN-CLAUDE POMONTI

□ INDE : premières discussions officielles avec Israël. — L'Inde et Israël ont entamé, lundi 23 mars, leurs premières discussions officielles. Co-fondateur du mouvement des non-alignés après la conférence de Bandung en 1955, New-Delhi avait, depuis lors, adopté des positions favorables au monde arabe, et singulièrement aux Palestiniens. Israël n'a, jusqu'à présent, qu'un consulat à Bombay. — (AFP)

□ JAPON : un ancien vice-ministre de travail condamné à deux ans de prison avec sursis. — Un ancien vice-ministre du travail, M. Takashi Kato, a été condamné, mardi 24 mars, à deux ans de prison avec sursis par un tribunal de Tokyo pour son implication dans le scandale politico-financier Recruit. Il a été reconnu coupable d'avoir accepté trois mille actions non cotées en Bourse d'une filiale de Recruit en septembre 1986, alors qu'il était vice-ministre, en échange de services rendus, et d'avoir fait d'énormes profits en les revendiquant par la suite. — (AFP)

□ TIMOR-ORIENTAL : deux détenus timorais contestent le droit à l'indemnité de leur séjour. — Deux jeunes nationalistes timorais, poursuivis par la justice indonésienne pour subversion, ont refusé jeudi, affirmant qu'ils n'étaient pas ressortissants indonésiens mais portugais, MM. Da Camara et De Araujo contestent l'annexion de l'ancienne colonie portugaise par l'Indonésie en 1976. — (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

IRAK

Des débris de missiles
ont été déterrés
par les experts
de l'ONU

Le chef de la mission des Nations unies à Bagdad, M. Derek Boothby, a annoncé, lundi 23 mars, que les experts de l'ONU ont commencé à déterrer des débris de missiles balistiques, notamment de Scud, que l'Irak affirme avoir détruits. « Une fois que cette opération sera terminée, nous pourrions alors vérifier les fragments pour s'assurer de la destruction des engins », a-t-il ajouté.

M. Boothby a souligné avoir obtenu de la part des Irakiens des détails supplémentaires sur l'armement balistique irakien. Il a précisé avoir inspecté, avec son équipe, trois sites proches de Bagdad. « Nous avons pu vérifier », a-t-il affirmé, que les Irakiens avaient bien détruit des Scud dont ils n'avaient pas révélé l'existence.

De son côté, le président George Bush a estimé, lundi, dans un entretien télévisé, que les récentes déclarations de l'Irak sur l'élimination de ses armes de destruction massive « ont évolué dans la bonne direction. Il y a eu un mouvement un peu plus positif. Je pense que notre fermeté

les a de nouveau amenés à reculer ». Le porte-parole du département d'Etat, Mr Margaret Tutwiler, s'est cependant montré sceptique sur le sérieux des intentions de Bagdad. — (AFP, Reuters)

SRI-LANKA

L'opération
contre les rebelles
tamouls s'amplifie

Les troupes sri-lankaises se sont emparées, lundi 23 mars, d'une base des séparatistes tamouls dans le nord de l'île, indique l'AFP. Depuis le 17 mars, début de la nouvelle offensive de printemps des gouvernementaux, huit camps rebelles ont été pris dans la jungle autour de la ville de Mullaitivu; soixante-douze « Tigres » ont été tués, ainsi que quarante soldats. Quelque 3 000 hommes des forces de sécurité sont engagés dans ces combats. Les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE), qui dirigent la lutte de la minorité tamoule contre la majorité cinghalaise bouddhiste, comptent quelque 15 000 combattants et contrôlent à ce jour la ville et la péninsule de Jaffna, dans l'extrême nord de Ceylan. Le soulèvement tamoul, commencé en 1983, a déjà fait 20 000 morts.

Le Monde
ET LA LITTÉRATURE

EXPOSITION

POUR FÊTER LES 25 ANS DU SUPPLÉMENT
« Le Monde des livres »

Le Monde INVITE SES LECTEURS
sur le Princess Elizabeth

(quai de Javel — base Alpha — pont Mirabeau, rive gauche)

DU 21 AU 25 MARS 1992

ENTRÉE LIBRE DE 10 h à 19 h 30

مكتبة الشبل

POUR LIVRER TO

emblée se réunit
riser la Constitution

Le Comité national de la République démocratique du Vietnam s'est réuni à Hanoi pour discuter de la Constitution. Le Comité a adopté une résolution sur la Constitution, qui sera soumise au peuple pour approbation. Le Comité a également discuté de la situation économique et sociale du pays.

Le Comité national de la République démocratique du Vietnam s'est réuni à Hanoi pour discuter de la Constitution. Le Comité a adopté une résolution sur la Constitution, qui sera soumise au peuple pour approbation. Le Comité a également discuté de la situation économique et sociale du pays.

Le Comité national de la République démocratique du Vietnam s'est réuni à Hanoi pour discuter de la Constitution. Le Comité a adopté une résolution sur la Constitution, qui sera soumise au peuple pour approbation. Le Comité a également discuté de la situation économique et sociale du pays.

SRI-LANKA

Le Comité national de la République démocratique du Vietnam s'est réuni à Hanoi pour discuter de la Constitution. Le Comité a adopté une résolution sur la Constitution, qui sera soumise au peuple pour approbation. Le Comité a également discuté de la situation économique et sociale du pays.

Le Comité national de la République démocratique du Vietnam s'est réuni à Hanoi pour discuter de la Constitution. Le Comité a adopté une résolution sur la Constitution, qui sera soumise au peuple pour approbation. Le Comité a également discuté de la situation économique et sociale du pays.



POUR LIVRER TOUS LES CONTINENTS, VOUS POUVEZ COMPTER SUR FEDERAL EXPRESS.

Chère cliente, cher client,

Vous le savez, nous avons annoncé la réorganisation de nos activités en Europe. En effet, à compter du 4 mai prochain, nous concentrons tous nos efforts sur nos services intercontinentaux depuis et vers les destinations suivantes : Amérique du Nord, Amérique du Sud, Asie, Australie, Afrique et Moyen-Orient. Jusqu'à cette date, nous continuons à assurer toutes nos prestations en France comme à l'international, avec la même fiabilité et la même qualité de service qui vous ont fait choisir Federal Express. Vous retrouverez cette exigence professionnelle qui a fait notre réputation pour toutes les destinations stratégiques intercontinentales.

Et pour vous le prouver, nous lancerons très prochainement un nouveau service exclusif vers l'Amérique du Nord. Celui-ci nous permettra de livrer vos colis express et votre fret dans des délais plus courts et vers plus de destinations en Amérique du Nord que n'importe quelle autre compagnie de transport.

Bien entendu, Fedex continue de vous proposer une large gamme de services : transport de fret international, de produits dangereux, logistique, dédouanement accéléré, et surtout notre système de suivi de colis par ordinateur.

Grâce à notre réseau intercontinental, nous sommes déterminés à maintenir l'exceptionnelle qualité de notre service. N'hésitez pas à appeler Federal Express pour tous vos envois jusqu'au 4 mai 1992. Au-delà de cette date, nous restons à votre disposition pour répondre à toute question et pour toute demande concernant vos expéditions intercontinentales. Appelez-nous au 05 33 33 55.

Enfin, nous tenons à remercier tous les clients qui nous ont spontanément appelés pour nous témoigner soutien et fidélité. Nous ferons tout pour continuer à mériter cette confiance.

Merci.



POUR LIVRER TOUS LES CONTINENTS, PLUS QUE JAMAIS RÉFLEXE FEDEX.

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

ILE-DE-FRANCE

Après le retrait de M. Juppé
M. Michel Giraud (RPR) sera le candidat de l'UPF

Les élus RPR du conseil régional d'Ile-de-France ont désigné à l'unanimité, lundi 23 mars, M. Michel Giraud, député RPR du Val-de-Marne et maire du Perreux, comme leur candidat à la présidence de l'assemblée. Les élus UDF ont également annoncé qu'ils apporteraient leurs suffrages à M. Giraud. Celui-ci, qui a déjà occupé la présidence du conseil régional de 1976 à 1988, devra se démettre, en raison de la loi sur les cumul, de l'un de ses deux autres mandats.

M. Alain Juppé, qui conduisait la liste UPF à Paris, avait fait savoir qu'il renonçait à briguer la présidence de l'assemblée régionale (nos dernières éditions du 24 mars) et appelé ses amis à voter pour M. Giraud. Il avait précisé dans un communiqué : « J'avais annoncé mon intention d'être candidat à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France si les conditions pour administrer la région-capitale étaient remplies. Elles ne le sont pas à l'évidence. Les effets pervers du scrutin proportionnel rendent très difficile la constitution d'une majorité cohérente et positive. Secrétaire général du RPR, et compte tenu de la tâche qui est lo mienne, j'ai estimé ne pas devoir prendre le risque d'être l'otage

d'une coalition contre nature. En conséquence, n'ayant aucune intention de faire la moindre concession aux socialistes et au Front national, j'ai décidé de renoncer à l'ambition qui était la mienne et cela pour rester fidèle, quoi qu'il arrive, à mes convictions ». M. Michel Péricard, député (RPR) des Yvelines, maire de Saint-Germain-en-Laye, et M. Jean-Pierre Faurcade, sénateur (RPR) de la Seine-Saint-Denis, ont également retiré leur candidature.

Le RPR et l'UPF devaient se rencontrer mardi 24 mars pour mettre au point un « contrat de majorité » afin de « fixer la stratégie, définir les objectifs et répartir les postes de responsabilité ». L'UPF, avec 84 élus sur 209, ne dispose que d'une majorité relative. Le Front national, avec 37 élus, constitue la deuxième force de l'assemblée. Les écologistes sont au nombre de 38 (23 pour Génération Ecologie, 15 pour les Verts), les socialistes ont 32 sièges et les communistes 17.

Lire pages 14 à 16
les résultats complets
des élections en Ile-de-France

LANGUEDOC-ROUSSILLON

M. Jacques Blanc (UDF-PR) aura du mal à conserver sa présidence

MONTPELLIER

de notre correspondant

Bien malin qui pourrait donner aujourd'hui le nom du futur président de la région Languedoc-Roussillon. Le scrutin du 22 mars a eu pour effet de multiplier la représentation des listes, rendant l'émergence d'une majorité claire impossible, multipliant les possibilités de combinaisons et faisant du moindre siège un objet convoité. Le PS obtient quatorze sièges. En les ajoutant aux huit sièges du Parti communiste, il pourrait compter au minimum sur une majorité de 22 conseillers alors qu'en face les élus UDF et RPR peuvent compter sur 24 sièges au moins.

Les arbitres seront donc dans le camp des treize élus du Front national et dans celui des écologistes qui, ensemble, totalisent sept sièges. A moins que la voix déterminante ne soit celle de l'unique représentant héraultais de la liste Chasse-Pêche-Nature-Traditions, M. Georges Cabanes.

M. Jacques Blanc, président sortant UDF-PR, ne veut pas revenir sur ses promesses d'avant scrutin. « J'ai dit qu'il n'y aurait pas d'accord avec le Front national et que je ne négocierais pas, dit-il. Je ferai des propositions et il appartiendra à chacun de se déterminer. » Cette attitude ne lui laisse malheureuse-

ment que peu de chances de retrouver son siège car le Front national de son côté reste ferme sur ses exigences. Son dirigeant dans la région, M. Jean-Claude Martinez, député européen, exclut toujours tout soutien à M. Blanc en dehors d'un accord clair et public. Le Front national fait monter la pression en menaçant de maintenir ses candidats aux second tour des élections cantonales, quitte à sauver dans certains cas des candidats de la gauche, « parti de l'étranger au même titre que l'UDF et le RPR », selon M. Martinez.

Le Front national ne cache pas sa préférence à droite pour M. René Couveilhès, maire RPR de la Grande-Motte, compagnon de M. Jacques Blanc, qu'il aimerait porter à la présidence du Languedoc-Roussillon. Mais cette hypothèse a très peu de chances d'aboutir.

De son côté, le maire RPR de Castelnau, M. Jean-Pierre Grand, qui conduisait une liste dissidente dans l'Hérault, se verrait bien dans la peau de l'homme providentiel, recours contre l'extrême droite. « Notre région peut très bien être dirigée par un RPR, affirme-t-il. Je n'exclus aucune hypothèse pour l'instant. Il convient cependant pour moi de faire rapidement le point avec mes compagnons du RPR. »

Mais là encore, M. Grand cumule les handicaps. Celui de ne pas pouvoir drainer des voix de gauche et celui de compter de farouches ennemis dans le camp de M. Jacques Blanc à qui il a fait perdre deux sièges dans l'Hérault en divisant son électorat.

Les chances
de Génération Ecologie

A gauche, M. Clende Allègre, conseiller spécial de M. Lionel Jospin, arrivé derrière le Front national dans l'Hérault avec 17,75 % des suffrages, paraît désormais en mauvaise posture pour revendiquer la présidence. Il paye le prix de la division des socialistes qui se sont révélés incapables de construire une liste de consensus dans ce département. Le président du conseil général du Gard, M. Gilbert Baume, présent sous l'étiquette « majorité présidentielle », semblerait mieux placé pour pouvoir revendiquer le fauteuil de président.

A condition de faire l'unanimité autour de lui. Or il souffre lui aussi de la division de la famille socialiste dans cette région. Le maire PS de Montpellier, M. Georges Frêche, qui a une influence certaine sur une partie des élus de la nouvelle assemblée, faisant allusion aux changements d'étiquette de

M. Baume, disait qu'il « ne lui confierait pas [sa] jeune sœur ».

Paradoxalement, bien que largement minoritaire avec 4 sièges, M. Yves Pietrasanta, dirigeant régional de Génération Ecologie, pourrait permettre de dégager une majorité de consensus à gauche. Le maire de Mézès passe pour un bonhomme de dialogue. « Nous sommes autonomes, cela ne veut pas dire que nous ne sommes pas de progrès, confie-t-il. Nous avons marqué notre indépendance avec le Parti socialiste, mais nous en sommes relativement proches. » L'hypothèse d'un président minoritaire agglomérant autour de lui les élus de gauche, voire les Verts, fait donc son chemin. Mais elle n'a pas non plus sans difficultés.

Se posera ensuite le problème de sa marge de manœuvre et de la tentation du clientélisme face à des formations minoritaires, mais incontournables, pouvant à tout moment remettre en cause sa majorité. Dans tous les cas de figure, on voit mal comment le nouveau président aura les moyens d'appliquer une politique digne de ce nom. Un cambale lorsqu'on se souvient qu'un des reproches les plus souvent adressés à M. Jacques Blanc était justement de se livrer au « saupoudrage » en Languedoc-Roussillon.

JACQUES MONIN

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Le difficile « match retour » de M. Tapie

MARSEILLE

de notre correspondant régional

« L'effet Tapie », qui a permis aux listes Energie Sud de tirer leur épingle du jeu, peut-il se prolonger lors de l'élection du futur président du conseil régional ? Arithmétiquement, M. Jean-Claude Gaudin, président sortant (UDF-PR), qui a exclu toute alliance avec le Front national, n'est pas totalement assuré de garder son fauteuil. Mais pour avoir une chance de l'emporter, M. Tapie doit impérativement vaincre l'hostilité déclarée des communistes.

Les données du scrutin sont, en fait, relativement simples. Arrivées en tête dans l'ensemble des six départements de la région, sauf dans les Bouches-du-Rhône, les listes de l'UPF dirigées par M. Gaudin ont remporté, dimanche, le plus grand nombre de sièges, soit 43 sur 123 contre 34 au Front national, 10 au PCF et 6 aux écologistes. Compte tenu des positions prises par M. Gaudin, il est fort probable que le Front national lui apporte, unilatéralement, ses voix. D'autant plus que dans un communiqué commun, publié lundi, M. Roland Blum, président du groupe UDF du conseil général, et M. Renaud Muselier, secrétaire départemental du RPR, ont, parallèlement, fermé la porte à tout accord avec l'extrême droite pour le second tour des élections cantonales. La règle adoptée est celle du maintien des candidats de l'UPF partout où ils ont

franchi la barre des 10 % des inscrits. Ce qui coûtera, au minimum, deux sièges au Front national, qui pouvait espérer l'emporter dans deux cantons de Marseille.

M. Tapie ne peut, toutefois, esquisser une majorité relative de rechange que s'il obtient l'appui des communistes. Or, rien n'est moins sûr. Dès la proclamation des résultats des régionales, dimanche soir, M. Guy Herminier, chef de file du PCF, a, certes, suggéré qu'un cas où il existerait un risque que M. Jean-Marie Le Pen soit élu président — simple hypothèse d'école — les communistes lui feraient barrage. « Pour le reste, a-t-il ajouté, nous n'enverrons pas dans je ne sais quelle coalition qui nous ferait soutenir les choix du gouvernement. » Le député des Bouches-du-Rhône a récidivé, encore plus clairement, lundi en jugeant « inconcevable » que le PCF accorde ses suffrages « à l'affairiste Tapie ».

Au-delà, en effet, de l'hostilité qu'il voue, depuis toujours, à M. Tapie, le PCF considère que le scrutin du 22 mars n'a pas fait apparaître, politiquement, une véritable « majorité relative de gauche » au sein du conseil régional. Dans ces conditions, il préfère poursuivre sa cure d'opposition sur des bases claires que de se prêter à des manœuvres tactiques diplomatiques. Voterait-il plus volontiers en faveur d'autres candidats issus de la majorité présidentielle ? Les noms de M. Jean-Louis Bianco et de M. Elisabeth Guigou ont été prononcés. Mais on ençoit mal, sauf à manquer de

cohérence, que des contempteurs de l'action gouvernementale puissent apporter leurs suffrages aux deux ministres.

M. Tapie, dont on connaît la pugnacité, ne s'avoue pas vaincu pour autant. Sur FR3 Méditerranée, lundi, il s'est efforcé, à la fois, de semer le trouble dans les rangs de l'UPF (« M. Gaudin est le plus mauvais candidat de la droite, le seul qui ait perdu chez lui ») et d'enfoncer un coin entre M. Herminier et ses électeurs, « qui ne comprendraient pas qu'il fasse gagner Gaudin ». Des électeurs dont, incidemment, il a mérité la gratitude en déboulonnant le dossier des Chantiers navals de La Ciotat. Le chef de file de la Majorité présidentielle, qui compte leur proposer un « contrat de gestion », n'a pas renoué, non plus, à rallier sur son nom des élus de la liste Gaudin. S'il est absolument nécessaire, le soutien du PCF n'est pas suffisant, en effet, pour permettre à M. Tapie de briguer la présidence.

Quant aux six écologistes, trois d'entre eux ont été élus sous l'étiquette de Génération Ecologie. Leur vote semble lui être acquis. Restent les trois adhérents des Verts. Réunis lundi, à Aix-en-Provence, ceux-ci ont décidé d'observer une stricte neutralité politique. Si, en définitive, M. Tapie finissait par se concilier, au préalable, les communistes, il pourrait donc disposer, au total, du même nombre de voix que M. Gaudin. Une situation propice à toutes les combinaisons.

GUY PORTE

RHONE-ALPES

M. Millon (UDF-PR) tentera de constituer des majorités sur des « projets »

LYON

de notre bureau régional

Rhône-Alpes n'a plus de majorité : les listes présentées par le président sortant, M. Charles Millon (UDF-PR), n'ont obtenu que cinquante-sept sièges. Les partis de la droite parlementaire, pourtant en terrain favorable dans les huit départements, sont les premières victimes du 22 mars. Leur union, du moins telle qu'elle a été imposée par les appareils, s'en est trouvée l'électorat. Ils ne représentent plus qu'un peu moins de 33 % des voix, soit une perte de dix points par rapport à 1986. Pour M. Millon, c'est évidemment une défaite. Car tout au long de sa campagne, il a exhorté les « sceptiques » et les « exaspérés » à ne pas rejoindre les rangs du Front national.

Or, le parti d'extrême droite, avec 17 % des voix, progresse de sept points. De quatorze élus en 1986, son groupe compte désormais vingt-neuf membres. Il est devenu la deuxième force politique de la région, enfonçant aussi ses coins dans de nombreux cantons où il sera présent au second tour, notamment à Lyon et à Saint-Etienne.

Avec vingt-cinq élus — contre quarante-huit dans l'assemblée sortante — les listes présentées par le Parti socialiste touchent le fond. Seuls

M. Louis Besson, en Savoie, et M. Robert Chapuis, en Ardèche, sont parvenus à maintenir leur parti à tête hors de l'eau, avec respectivement 25 % et 22 % des suffrages. En revanche, le PCF, avec onze élus, contre treize dans la précédente assemblée, limite son érosion.

Assemblée
éclatée

Génération Ecologie, dont les listes avaient été constituées à la va-vite, piochant chez les déçus du PS, voire du MRG, et chez des militants de la protection de la nature, a réussi à faire jeu égal avec les Verts. Même, dans la Loire, la liste de « GE » a obtenu deux sièges, contre un seul à celle présentée par M. Christian Brodard, ancien porte-parole national du mouvement de M. Antoine Weechter, et bien implantée à Saint-Etienne. Si l'on met à part M. Pierre Courroule, suspendu des Verts pour avoir constitué une liste d'union en Ardèche, Génération Ecologie et les Verts obtiennent le même nombre d'élus : dix. Des négociations ont été entreprises pour constituer un intergroupe, qui compterait donc vingt et un membres.

Le futur président du conseil régional va donc devoir composer avec une assemblée éclatée. M. Auroux, même en parvenant à

rassembler « les forces progressistes », socialistes dissidents, communistes et écologistes, ne semble pas co mesurer d'approcher le fauteuil présidentiel. Quant à M. Millon, candidat à sa succession, il a répété qu'il excluait tout type d'alliance ou d'accord avec le Front national. Il ne peut donc compter que sur l'appui de quelques élus divers-droite, d'un conseiller Chasse, pêche, nature, traditions élu en Haute-Savoie, et du soutien de M. Haroun Tazieff (Nouvelle gauche, Isère). Cela ne lui permettra pas d'atteindre les 79 voix qu'exige une majorité absolue.

Dégarni sur la droite, M. Millon risque de l'être aussi vis-à-vis des écologistes, les Verts et Génération Ecologie ayant fait savoir pendant la campagne qu'ils ne souhaitaient pas, a priori, participer à un exécutif. Toutefois, ces deux mouvements ont aussi répété qu'ils ne laisseraient pas le Front national « continuer » le conseil régional. Dimanche soir, M. Millon expliquait qu'il proposerait à l'assemblée « des projets, des objectifs », et qu'il tenterait de dégager une majorité sur chacun de ces contrats, dans l'espoir que les intérêts supérieurs de la région l'emporteraient sur les querelles partisans. L'exercice ne sera pas sans risques. Car si M. Millon est réélu président, ce sera surtout par défaut.

BRUNO CAUSSÉ

Réunion du bureau exécutif du PS

Les socialistes proposent des accords aux écologistes

En déclarant, lundi 23 mars, sur Europe 1, que la « rénovation » réclamée, selon lui, par les électeurs doit porter sur « la pratique de l'exécutif », le premier secrétaire du PS a mis en cause, lundi, de façon transparente, le gouvernement de M^{me} Edith Cresson, dont il ne se cache guère de souhaiter le changement, soit que le premier ministre en place soit entouré d'une équipe nouvelle, soit qu'elle passe le relais à un successeur doté d'une personnalité politique plus affirmée.

Si l'attente d'un changement de gouvernement est générale chez les socialistes — « Mme Cresson ne peut plus redresser la barre dans les conditions actuelles », a déclaré M. Georges Frêche, maire de Montpellier, sur Télé-Monte-Carlo, — l'harmonie est moins évidente sur la question du mode de scrutin. Avant de réaffirmer lui-même, sur Europe 1, qu'il n'est « pas du tout partisan d'une proportionnelle intégrale » pour les élections législatives et que le PS est « pour un scrutin à dominante majoritaire avec une dose de proportionnelle », M. Fabius avait invité les socialistes, lors de la réunion du bureau exécutif, dans

l'après-midi, à éviter de « faire des gammes » sur ce sujet. Le numéro deux rocardien du PS, M. Gérard Lindeperg, a déclaré sur Antenne 2 que la représentation proportionnelle est un système « pernicieux », qui est « tolérable » pour les collectivités territoriales mais pas pour le pays.

Mardi matin, sur Europe 1, M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, a vanté les mérites du « système Maury », qui consistait à maintenir le scrutin majoritaire « dans les petits départements » et à établir « la proportionnelle dans les grands départements ».

M. Fabius s'est coté tenu par téléphone, lundi, avec M. Antoine Wacziarg, porte-parole des Verts. Les socialistes estiment qu'un « accord de compensation » serait envisageable avec les écologistes, ceux-ci soutenant M. Fabius en Haute-Normandie et le PS apportant ses voix à l'un des leurs en Languedoc-Roussillon. En revanche, l'hypothèse de l'appui du groupe socialiste à un candidat écologiste pour la présidence de la région Ile-de-France, ou échange de leur accord avec M. Michel Delebarre

dans la région Nord-Pas-de-Calais, ne plaît guère aux jospinistes, majoritaires dans la région parisienne.

Le bureau exécutif a évoqué, d'autre part, le second tour des élections cantonales, le 29 mars, en rappelant « trois règles de principe » : le désistement républicain (retrait au profit du candidat de gauche le mieux placé) ; « tout faire pour battre l'extrême droite » si elle est en position d'être élue et que la gauche n'est pas présente au second tour, en appréciant si le candidat de droite a eu « une attitude claire de refus d'alliance » avec le Front national ; enfin, « rechercher des convergences avec les écologistes » lorsqu'ils peuvent se maintenir au second tour, notamment pour préparer des accords de retrait réciproques.

Le bureau exécutif examinera dans le détail, lors de sa réunion hebdomadaire de mercredi, les cas de « triangulaires » où le maintien d'un candidat socialiste au second tour, face à la droite et à l'extrême droite, risquerait de favoriser cette dernière.

P. J.

AQUITAINE

Les chasseurs sont les principaux arbitres du duel entre la droite et la gauche

BORDEAUX

de notre correspondant

« Nous restons fidèles à notre position initiale. Nous présenterons un candidat à la présidence aux trois tours. » Les chasseurs, qui constituent désormais la troisième force politique de la région derrière l'UPF (31 sièges) et le PS (20 sièges), ont tenu un conseil de guerre, lundi 23 mars. Ils ont arrêté leur stratégie. Sur dix élus CPNT (Chasse, pêche, nature et tradition) huit se situent plutôt à droite sur l'échiquier traditionnel et deux portaient encore il y a peu l'étiquette socialiste. « Mais chez nous il n'y a ni droite ni gauche. C'est CPNT d'abord », a assuré M. Jean Seintary, le président de la fédération des chasseurs girondins sera donc jusqu'au bout le candidat CPNT à la présidence du conseil régional le 27 mars.

Parallèlement, les chasseurs espèrent décrocher « au moins une vice-présidence » dans le secteur de l'environnement et du tourisme ainsi que la présidence de la commission agricole. Ils continuent de tirer à vue contre les écologistes de toutes nuances. Ils proclament qu'il n'est

pas question pour eux de siéger dans un exécutif où les Verts ou Génération Ecologie auraient obtenu un poste. Fait plus nouveau, il n'est pas question non plus pour CPNT de prendre place dans une majorité comprenant des élus du Front national.

De leur côté, les Verts (2 élus) devaient se réunir mardi 24 mars pour établir leur stratégie en vue de l'élection régionale. Ils hésitent entre la présentation d'un candidat aux trois tours et l'abstention également aux trois tours. Génération Ecologie (7 élus) a élaboré une plate-forme susceptible de servir de base de négociation. Elle comprend le gel des infrastructures de communication en Aquitaine, la création d'un observatoire de l'eau et d'une agence régionale de l'environnement. M. Noël Mamère, le chef de file de Génération Ecologie, est, parallèlement, en ballottage dans le canton de Bègles face au Parti communiste. Cette situation entrera sans doute en ligne de compte dans les négociations à venir. En tout cas, officiellement, Génération Ecologie ne fait pas le premier pas. Le mouvement « attend les contacts ». Génération

Ecologie et les Verts ont au moins un point commun avec les chasseurs : leur hostilité vis-à-vis du Front national.

Les lepnistes, quant à eux, ont été distancés de deux sièges par les chasseurs. Ils ne sont plus, comme en 1986, en position d'unique arbitre. Ils envisagent donc soit de présenter un candidat aux trois tours du scrutin présidentiel, soit de ne pas prendre part au vote, à moins d'un contrat en bonne et due forme avec la droite. Cela semble plutôt hypothétique compte tenu des déclarations officielles de M. Jacques Valade (RPR) au cours de la campagne. Le dauphin de M. Jacques Chaban-Delmas, qui conduisait la liste UPF, est a priori le mieux placé pour briguer la présidence du conseil régional. Cependant, compte tenu des positions des chasseurs et des écologistes, il n'aura pas la tâche facile, surtout s'il veut, pour la suite de la mandature, une majorité absolue de gouvernement, ce qui impliquerait de disposer en permanence de 43 voix sur 83.

GINETTE DE MATHA

ET CANTONALES

CORSE

L'électro

RÉGIONALES

server sa présidence

ET CANTONALES

CORSE : le premier tour des élections territoriales

L'électrochoc nationaliste

Dans un scrutin marqué par un taux de participation de 82,82 %, soit le plus élevé de la consultation, un votant sur cinq s'est prononcé, dimanche 22 mars en Corse, en faveur de la mouvance nationaliste. Avec 13,66 % des suffrages, une des composantes, la liste Corsica Nazione, emmenée par le docteur Edmond Siméoni, se voit propulsée au rang de seconde force de l'île. En huit ans, le camp autonomiste nationaliste a doublé son audience électorale.

Comment mieux résumer la percée de ces adeptes de la corsitude ? Comment, surtout, feindre la surprise alors que les indices de cette montée en puissance s'étaient multipliés ces dernières années au point que les antinationalistes eux-mêmes n'en aient plus l'évidence ? Comme pour mieux gagner en lisibilité, la ligne de fracture avait même pris la forme d'un clivage de générations aigu, les « anciens » continuant à revendiquer l'attachement à la « Corse française et républicaine », tandis que les plus jeunes se reconnaissent davantage dans une démarche identitaire insistant sur le procès du « colonialisme français ».

A la fin de la décennie 1980, les cadres du mouvement syndical – au sein duquel le syndicat des travailleurs enser (STC) faisait preuve d'une combativité remarquable – ainsi que les animateurs des multiples associations culturelles adhéraient, peu ou prou, aux mots d'ordre nationalistes, inexorablement, la société civile échappait aux « elans ».

Le paradoxe veut néanmoins que ce succès d'opinion se soit accompagné d'une crise d'une gravité sans précédent au sein de la mouvance gravitant autour du FLNC, l'organisation clandestine dissoute le 3 janvier 1983 mais dont les thèses ont continué à être propagées par sa vitrine politique légale, A Cuncolta nazionalista.

Les raisons profondes de ces désaccords, qui éclatent au grand jour après la trêve décrétée par le FLNC dès le retour de la gauche au pouvoir en mai 1988, ne sont pas toujours clairement identifiables tant les inimitiés personnelles se mêlent aux divergences stratégiques au cœur de cette galaxie opaque. La première alarme retentit véritablement en octobre 1989 quand M. Pierre Poggioni, conseiller régional, quitte A Cuncolta pour aller fonder le groupe dissident Accolta Nazionalista Corsa (ANC). M. Poggioni et ses amis mettent alors en cause la structure pyramidale du FLNC et l'incapacité

du mouvement à tirer parti du conflit social qui vient de paralyser l'île. Au même moment, le FLNC presse une oreille attentive aux initiatives du ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Pierre Joxe, ce sileur jacobin, qui engage des consultations tous azimuts sur l'avenir institutionnel de l'île et se déclare prêt à reconnaître les particularismes. Le climat est à la déconspiration. Lors des assises annuelles de l'A Cuncolta à Corte, le 3 août 1990, le FLNC franchit un pas psychologique décisif en lançant un appel à une « politique d'union dépassant le cadre traditionnel nationaliste » et « ouverte aux forces de progrès ». Cette inflexion stratégique va provoquer une onde de choc qui aboutira à l'implosion de la famille nationaliste à l'occasion de laquelle les politiques épousent les querelles des militaires.

Le retour de M. Siméoni

Soutenu, par le mouvement public A Cuncolta, la frange radicale des clandestins, hostile à cette ouverture, crée le « FLNC-canal historique ». Mécaniquement, la tendance minoritaire des « politiques », emmenée par M. Alain Orsoni, se rebaptise Mouvement pour l'autodétermination (MPA) et se solidarise avec les « modérés » du FLNC – regroupés désormais sous le label du « canal habituel » – à l'origine du message d'ouverture de Corte.

La cassure ne se résume pourtant pas au simple clivage dur-modéré. Les « modérés » du FLNC – canal habituel n'ont-ils pas récupéré une grosse partie du potentiel militaire de l'organisation clandestine ? N'ont-ils pas perpétré, le 29 mai 1991 à Bastia, un spectaculaire attentat en plein jour contre le conseil général de Haute-Corse, « point d'ancrage du système clanique ». Une lecture idéologique peut être ce revirement d'un léger secours : A Cuncolta des « politiques » a « socialisme original » pour la Corse tandis que le MPA a embrassé l'économie de marché et l'Europe. Pour toutes ces raisons combinées, la lutte fratricide qui oppose ces deux courants est implacable.

Mais dans ce paysage politique local que l'adoption du statut Joxe, le 15 mai 1991, met sens dessus-dessous, un nouvel élément va venir brouiller davantage les cartes : le retour sur le devant de la scène du docteur Edmond Siméoni, figure emblématique de la contestation autonomiste des années soixante-dix.

A l'origine furtivement teintée de poujadisme, son Alliance régionaliste corse (ARC) avait ouvert la voie, après les événements san-

glants d'Algeria en 1975 (deux gardes morts), à la génération plus radicale qui créera le FLNC. Le gastro-entérologue de Bastia avait ensuite pris du recul, allant jusqu'à faire son autocritique publique : « J'ai acquis la conviction charnelle qu'aucune cause au monde n'autorise des blessures et a fortiori la mort », mais le revolvait, en cette fin 1991, prenant la tête d'un regroupement bétéoclitte baptisé Corsica Nazione. On y voit les nationalistes d'A Cuncolta et l'ANC cohabiter avec les autonomistes de l'Union du peuple corse (UPC), héritière de l'ARC, auxquels sont venus s'agréger les écologistes d'I. Verdi Corsi et le « groupe de réflexion » Per u Paese.

La proximité du pouvoir

Ces diverses composantes finissent par s'accorder sur l'essentiel : la nécessité de reconstruire l'unité d'un camp nationaliste en lambeaux. Cela ne va évidemment pas sans ambiguïté, notamment sur la question du recours à la violence. Tant en invoquant la « violence mère » de l'Etat français, M. Siméoni réclame la trêve des attentats durant la campagne électorale – « neutralisation des enjeux stratégiques » dans le jargon militant – alors que l'A Cuncolta ne désavoue pas les plasticages de cibles immobilières revendiqués par le FLNC-canal historique.

Cahin-caha, la cohésion de ce

rassemblement tient bon, malgré tout, jusqu'à éveiller un intérêt grandissant au sein de l'électorat nationaliste et arracher, visiblement, de nouveaux ralliements. Mais qu'advient-il de cette nouvelle proximité du pouvoir et des alliances qu'il imposera ? Cicatriser les plaies avec les frères ennemis du MPA ? Tendre la perche au « moderne » José Rossi que les amis de M. Siméoni ne portent pas dans leur cœur ? Ou se retirer dans un splendide isolement en attendant que l'écheveau se débrouille ? Les nationalistes viennent de créer un électrochoc en devenant, tous courants confondus, la première force de l'île. Il leur reste à trancher un nœud de contradictions.

FREDERIC BOBIN

Pyénées-Atlantiques : 8,5 % aux nationalistes dans les provinces basques – La « liste unitaire abertzale » (nationaliste basque) a recueilli, dimanche 22 mars, 7 % des suffrages au scrutin régional dans les trois provinces basques (Labourd, Basse-Navarre, Soule) des Pyrénées-Atlantiques. En y ajoutant les voix qui se sont portées dans ces provinces sur la liste basco-béarnaise Entau-Pais Eusko Alkartasuna, l'audience nationaliste monte à 8,5 %. – (Corresp.)

FRANCHE-COMTÉ

La séance d'ouverture sera présidée par M. Roland Gaucher (FN)

BESANCON

de notre correspondant

M. Pierre Chantelat (UDF-PR) n'aura, théoriquement, plus besoin des voix du Front national pour disposer d'une majorité au conseil régional de Franche-Comté.

Dès dimanche soir, le président sortant, candidat à sa réélection, annonçait qu'il pourrait compter, non seulement sur les 19 élus RPR-UDF, mais aussi sur les voix d'un « fauriste » élu dans le Jura, du président de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Franche-Comté (div. d.) et de M. René Mars, qui était l'un de ses vice-présidents. Snit 22 sur 43 sièges.

M. René Mars – dont la campagne, dirigée vers « les chasseurs, les pêcheurs, les commerçants, artisans, petits industriels ruraux ou citadins, les artisans et les paysans », préconisait un ensemble de mesures relatives à l'immigration, la sécurité et à la promiscuité des marginaux – n'est, en fait, pas très éloigné du Front national. Il n'avait quitté ce parti qu'en réaction à la position adoptée par M. Le Pen à propos de la guerre du Golfe. M. Chantelat a toutefois fait remarquer : « Même sous M. Mars, nous serions majoritaires ».

La séance d'ouverture du conseil régional sera présidée le 27 mars

par un membre du Front national, M. Roland Gauchet, dit Gaucher, soixante-douze ans, d'origine alsacienne. Le passé collaborateur de M. Gauchet-Gaucher, directeur de l'hebdomadaire hebdomadaire d'extrême droite, a, durant la campagne, provoqué des réactions scandalisées chez la plupart des candidats, à gauche comme à droite.

Certains ont pris d'avance l'engagement de ne pas siéger sous sa présidence. Cependant, aux protestations enflammées de la première heure succède aujourd'hui une réflexion sur la forme que devrait revêtir une manifestation de réprobation. On ne souhaite pas, à l'évidence, qu'elle permette aux cinq élus du Front national, demeurés seuls dans la salle, de s'adjuger la présidence du conseil régional et quatre vice-présidences.

Ce risque ne résulterait pas d'une simple hypothèse d'école, si l'on considère que le quorum serait réputé constant pour la durée de la séance dès lors qu'il aurait été atteint à son ouverture. Aussi s'applique-t-on, parmi les élus qui n'acceptent pas de siéger sous la présidence de M. Gaucher, à l'analyse des textes réglementant le fonctionnement des assemblées régionales, afin d'arrêter un scénario définitif.

CLAUDE FABERT

era de constituer es « projets »

principaux arbitres te et la gauche

EN BREF

□ M. Léotard (UDF) : « Des résultats rafraîchissants ». – M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, a estimé lundi 25 mars, sur TF1, que les résultats des élections régionales sont « rafraîchissants » puisqu'ils témoignent d'une sanction très forte du PS et d'une certaine ouverture du jeu politique, avec l'arrivée des écologistes ». M. Léotard s'est étonné que « tout le monde déplore les majorités relatives dans les régions », s'est étonné M. Léotard. « Majorité absolue, vérité relative », a-t-il ajouté, en observant que la nouvelle répartition des sièges devrait permettre pour la gestion des régions, une « collaboration des uns et des autres ».

□ M. Longuet (UDF) : « Se rénover ». – M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, a estimé lundi 25 mars, que les partis politiques traditionnels doivent « se rénover ». Invité d'Europe 1, M. Longuet a observé que, pour ces élections, « les initiatives sont venues de l'extérieur de nos formations ». Hostile à la proportionnelle, M. Longuet a souhaité que la contrepartie du scrutin majoritaire soit l'existence de partis politiques « plus démocratiques et plus vivants ».

□ M. Saisson (France natale) : « Décalage ». – M. Jean-Pierre Saisson, ministre de la fonction publique et secrétaire général du mouvement France Unie, a estimé, lundi 25 mars, que « les formations politiques ne répondent plus à l'attente des Français et que « les doctrines politiques sont en décalage par rapport aux réalités économiques et sociales que vivent quotidiennement les Français ».

□ M. Saisson croit « plus que jamais, en la vertu de l'ouverture et du rassemblement ».

□ M. Ségui (RPR) : l'instauration de la proportionnelle « serait une ignominie ». – Philippe Ségui, député (RPR) des Vosges, maire

d'Épinal, a estimé lundi 23 mars sur Antenne 2, que l'instauration du scrutin proportionnel reviendrait, pour le gouvernement, à opter pour « la tactique de la Saddam Hussein ». Selon M. Ségui, les socialistes « qui ne peuvent pas gagner les élections » sont aujourd'hui « placés devant le fait accompli (...) d'empêcher quiconque de les gagner » grâce au mode de scrutin proportionnel. « Ce serait une ignominie », a conclu M. Ségui.

□ M. Sarkozy (RPR) : « L'UPF n'a pas besoin du passer des alliances ». – M. Nicolas Sarkozy, secrétaire national adjoint du RPR, a affirmé, lundi 23 mars, que l'UPF « n'a pas besoin de passer des alliances » pour gagner des présidences de conseils régionaux. « Le Front national est présent, mais il n'y a pas de poussée du Front national », a-t-il assuré, ajoutant que « la stratégie de confrontation » avec le parti de M. Jean-Marie Le Pen « a porté ses fruits ».

□ M. Jacques Barrot (UDC) : « Les Français n'ont pas déçu ». – M. Jacques Barrot, président du groupe UDC à l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi 23 mars, que les Français n'avaient « pas déçu » en « remplissant, massivement, leur devoir de citoyen » et qu'à leur tour « leurs élus ne doivent pas décevoir ». M. Barrot a ajouté que « les centristes seront particulièrement vigilants à déjouer les pièges d'une réforme du scrutin législatif qui aggraverait la dispersion des Français ».

□ France Plus : « L'accession » du Front national « bloquée ». – Le mouvement France Plus s'est fait, lundi 23 mars, de la « victoire » enregistrée dimanche « contre l'abstention ». « Cette mobilisation des citoyens, a précisé le mouvement, en bloquant l'accession du Front national et en le faisant même régresser, démontre que le vote est la seule vraie réponse démocratique à apporter au parti de l'exclusion et de la haine ».

Et si la France était Beaucoup plus Grande que Vous ne l'Imaginez ?

NOTRE METIER EST UNIQUE
C'est l'ingénierie et la construction, c'est à dire l'expertise du conseil et l'expérience de la réalisation.

EN EUROPE ET DANS LE MONDE
Technip est présente dans 86 pays : partout où il y a une usine ou un bâtiment à réaliser, nous pouvons être présents.

UNE CHANCE POUR LA FRANCE
Avec Technip, des entreprises industrielles françaises, des bailleurs de licences et de technologies, des équipementiers, des sous-traitants.

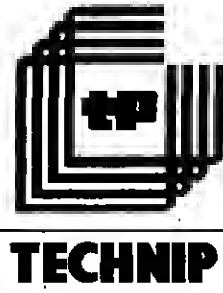
LA FRANCE EST NOTRE VITRINE, LE MONDE EST NOTRE MARCHÉ
50% de nos marchés sont en France et en Europe et 50% dans la reste du monde.

L'INGENIERIE DIVERSIFIEE
De l'offshore pétrolier à l'agroalimentaire, du raffinage aux métaux non ferreux, des industries manufacturières à l'environnement, de l'informatisation à l'organisation.

L'INGENIERIE DES COMPETENCES
De la conception à la construction : des vocations professionnelles multiples, la sens de l'innovation et le respect de la qualité.

5000 PERSONNES DANS LE MONDE
Des implantations de proximité avec 26 filiales partenaires, plus de 6 milliards de chiffre d'affaires, faites la calcul nous sommes bien n°1.

TECHNIP : LA FRANCE EST PLUS GRANDE QUE VOUS NE L'IMAGINEZ
Des hommes et des femmes, des moyens, des projets, des réalisations ci en mail, des clients, des partenaires : partout dans le monde, Technip fait appel aux compétences françaises.



L'ingénierie française sourit aux ambitieux

TECHNIP La Défense 6, 170, place Henri Régault, 92090 Paris-La-Défense (France)
TEL: (33) (1) 47.78.21.21 - FAX: (33) (1) 47.78.33.40

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

ET CANTONALES

L'opposition ne franchit la barre des 50 % que dans huit départements

La recherche d'une nouvelle coalition gouvernementale

Suite de la première page

Bien au contraire, l'ampleur de la participation des électeurs à ce scrutin, combinée aux effets automatiques de la proportionnelle, ne fait que relever, à ses yeux, selon son entourage, l'intérêt de cette « leçon de choses en grandeur nature ». Aussi paraît-il que cela paraît, compte tenu du désaveu infligé au PS et au gouvernement, c'est même, presque, un sentiment de soulagement qui règne à l'Elysée où l'on fait observer que la droite libérale ne profite pas des déboires des socialistes, que la mobilisation du corps électoral contient la poussée du Front national, et n'a pas utilisé une grille de lecture destinée à souligner la dimension protestataire du vote en faveur des écologistes pour valoriser davantage la position du président de la République, promu « pôle de stabilité » dans un univers politique plus nuancé que jamais.

« Il y a deux écoles », dit-on à propos des avis qui s'expriment auprès de M. François Mitterrand qui les sollicite sans les commenter. Les uns préconisent la thérapeutique du « choc psychologique », autrement dit un changement immédiat de premier ministre et un profond remaniement gouvernemental ; les autres objectent qu'une réponse de ce type serait trop classique pour avoir un véritable effet sur les électeurs, lesquels n'y verraient sans doute qu'une réaction « politicienne » sans rapport avec leurs aspirations, et ils affirment que le moment est venu d'innover en admettant qu'une page de l'histoire du PS vient d'être tournée et que le président de la République doit donc résolument adapter sa démarche à cette nouvelle donne.

« Il faut rebondir »

Avant même le scrutin, M. Mitterrand soulignait, en privé, que les lendemains du 22 mars poseraient moins la question d'un changement de gouvernement que celle de la construction d'une majorité parlementaire capable, en 1993, de prendre le relais de la majorité relative élue en 1988.

Depuis lundi cette préoccupation est devenue majeure. Si personne ne veut faire une croix sur le PS, tout le monde s'interroge à l'Elysée, plus que jamais, sur les moyens de composer une « coalition gouvernementale », et l'on repère volontiers de « contrats de confiance », de « majorités d'idées », de « pragmatismes communs », autant de vieux concepts qui pourraient être remis au goût du jour et actualisés.

Quant à l'éventuelle réforme du mode de scrutin pour les élections législatives, si elle n'est « pas le sujet du moment », comme le disait

lundi soir M. Lang, en tant que porte-parole du gouvernement, elle reste néanmoins de pleine actualité puisque le second tour des cantonales va permettre de comparer, là encore « en grandeur nature », les effets du scrutin majoritaire à ceux du scrutin proportionnel : « On va voir de quelle façon le mode de scrutin majoritaire est affecté ou non par l'atomisation du vote », précise-t-on à l'Elysée.

Dans une situation comme celle-ci, ajoutait M. Lang sur TF1, si l'on a l'esprit constructif, tourné non pas vers le passé mais vers l'avenir, il faut rebondir. Le ministre de la culture, qui a été élu conseiller général et dont la liste a réalisé un score spectaculaire en Loir-et-Cher (31,84 %), y est personnellement parvenu en faisant preuve d'un savant équilibre si l'on en juge par son matériel de propagande, qui témoignait d'un socialisme fort discret, mettant en exergue les sympathies du maire de Blain pour des personnalités aussi diverses que M^{me} Simone Veil, M^{me} Jacques Delors, Yannick Noah, Patrick Bruel et Gérard Depardieu.

Pour M. Mitterrand aussi il s'agit d'essayer de « rebondir ». Le président de la République va s'y employer en cherchant à créer des conditions de politique intérieure qui lui permettent de mener ensuite campagne pour la ratification des accords de Maastricht et pour les réformes constitutionnelles imposées par ceux-ci. Le bilan des élections régionales « ne modifie en rien son calendrier sur ce point », assure-t-on en effet dans son entourage.

Mais même si la marge de manœuvre du président de la République n'est pas nulle, loin de là, elle reste réduite par l'impact d'un vote dont les composantes n'atténuaient pas le caractère négatif pour le pouvoir exécutif et qu'une baguette dialectique o'a, de toute façon, le pouvoir de transformer en carrosse.

ALAIN ROLLAT

Grande-Bretagne : la « défaite humiliante » du PS

LONDRES

de notre correspondant

La presse britannique qui, ces dernières semaines, avait publié de nombreux articles pour décrire la montée de l'extrême droite en France et le « phénomène lepéniste », s'accorde à constater que le résultat des élections se traduit par une « défaite humiliante » pour les socialistes, sans que celle-ci profite aux formations de droite, et s'interroge sur le remplacement de M^{me} Edith Cresson. Celui-ci, note *The Independent*, « est considéré comme essentiel par beaucoup de socialistes pour éviter une nouvelle « déculotée » à l'occasion des élections générales ». Le départ du premier ministre est vu comme une décision indispensable de la part du président Mitterrand, qui, selon le *Daily Telegraph*, a « perdu la main ».

Ce jugement, qui a été le thème de la plupart des articles consacrés à la France ces derniers mois, est explicité dans le *Financial Times*, qui n'hésite pas à inciter le chef de l'Etat lui-même à abandonner ses fonctions : « Le meilleur service qu'il pourrait rendre maintenant à son parti est de démissionner avant les élections parlementaires de mars 1993. Ce serait dans l'intérêt d'un candidat socialiste à l'élection présidentielle, qu'il s'agisse de Michel

Les réactions à l'étranger

Belgique : les dangers de la proportionnelle

BRUXELLES

de notre correspondant

Les élections chez le voisin français ont eu lieu le même jour qu'une grande « marche contre l'exclusion et le racisme », à l'appel de nombreuses associations, qui a réuni à Bruxelles quelque cent mille personnes inquiètes de la montée de l'extrême droite. Les deux événements occupaient, lundi 23 mars, la première page du *Soir*, principal quotidien francophone, qui faisait un lien entre eux.

« Il ne suffit pas de défilier au nom des beaux principes », écrit le rédacteur en chef, Guy Duplat. En France, les manifestations anti-Fen ont été fréquentes sans entraîner, en l'absence de la progression du Front national, luter contre l'expression d'une dérive n'est pas soigner le malade lui-même. Le correspondant à Paris du *Soir*, Jacques Cordy, évoque la possibilité d'une « crise politique majeure » et souligne « la responsabilité qu'endossera le pouvoir lorsqu'il optera pour l'un ou l'autre mode de scrutin, au printemps 1993 ».

Une loque crise politique a suivi les élections législatives du 24 novembre, qui se tiennent à la proportionnelle. Les Belges attribuent souvent l'immobilisme de leurs gouvernements de coalition successifs à ce mode de scrutin.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Allemagne : « compter pour l'avenir proche avec un gouvernement faible »

BERLIN

de notre correspondant

Le résultat des élections régionales en France, largement anticipé par les sondages, n'a pas surpris en Allemagne. Depuis plusieurs semaines, la volatilité du corps électoral français avait rendu les commentateurs politiques allemands quelque peu perplexes.

La montée des Verts n'a pas fini de surprendre dans un pays dont on se souvient encore avec quelle méfiance il avait accueilli, dans les années 80, le succès des écologistes outre-Rhin. Mais, surtout, la confirmation des succès de l'extrême droite ne laisse pas d'inquiéter, à la fois par ce qu'elle représente d'incertitude sur la stabilité politique de la France et en raison des risques de contagion sur les pays voisins, Allemagne y compris.

Le désaveu du président Mitterrand et de son gouvernement ne fait pas l'affaire du chancelier fédéral M. Helmut Kohl a attribué ces dernières années une place centrale dans sa politique au couple franco-allemand. Rien ne permet de croire

que cela puisse changer, comme l'a montré la visite que vient d'achever le chancelier à Washington. M. Kohl s'est bien gardé de céder aux sollicitations américaines pour se désolidariser de Paris dans les négociations du GATT. Au moment où l'Allemagne unifiée est soupçonnée de vouloir s'affirmer comme la puissance dominante en Europe, Bonn est conscient de devoir plus que jamais ménager les susceptibilités.

On se doute bien néanmoins que la marge de manœuvre des dirigeants français va être, ces prochains mois, limitée et qu'il faudra bien ce tenir compte. Prenant les devants, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* estimait samedi, dans un éditorial, que la défaite des socialistes signifiait, « pour les partisans de la France, qu'ils doivent compter pour l'avenir proche avec un gouvernement faible, qui sera occupé avec des problèmes internes ». Ces élections régionales, concluait-il, peuvent avoir des suites internationales.

HENRI DE BRESSON

Espagne : « la France titube »

MADRID

de notre correspondant

« Cuando las barbas de tu vecino veas pelar... » Ce proverbe espagnol que l'on peut interpréter ainsi : « Si l'on rasait ton voisin, tu peux te préparer à recevoir des coups », était inscrit, lundi 23 mars, à la une du quotidien ABC sous un portrait de M. Mitterrand coupé en deux, l'œil mi-clos et l'air morne. Pour ce journal de droite, « le personnage se refuse à accepter son crépuscule », et son correspondant à Paris affirmait qu'il y avait deux scénarios possibles : « Un départ triomphal après un référendum pour modifier la Constitution ou la préparation d'une terrible bataille contre le centre-droit pour éviter une nouvelle cohabitation ».

Cependant la leçon tirée du scrutin français par ABC l'est à l'attention des socialistes espagnols, pour lesquels le journal espère un revers comparable à celui de ses homologues d'au-delà des Pyrénées. Ce qui est pour l'instant qu'un rêve, puisque tous les sondages donnent toujours une confortable avance au PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) sur le PP (Parti populaire). Le ministre des affaires sociales, M^{me} Matilde Fernandez, a tout de même fait remarquer que les résultats des élections françaises ne pouvaient être appliqués à l'Espagne tandis que M^{me} Elena Florés, chargée des relations extérieures au PSOE, parlait de « crise d'identité nationale française ».

« La France titube », titrait *El País* dans un éditorial. Elle rejette beaucoup plus qu'elle n'affirme. Le quotidien proche du PSOE, qui faisait les résultats du PS d'« humiliations de proportions non dissimulables », tout en soulignant que le scrutin « se solda par plus de vaincus que de vainqueurs ». *El País*, comme toute la presse espagnole, a accordé une large place à la consultation du 23 mars, retenu surtout « la menace » Le Pen, qui a fait l'objet d'analyses et de reportages.

Tous les journaux de mardi tiraient sur le refus de la droite de s'allier avec le Front national.

MICHEL BOLE-RICHARD

Autriche : « une nation déconcertée »

En Autriche, le quotidien conservateur *Die Presse* écrivait lundi : « Une gifle pour les socialistes ; les écologistes et l'extrême droite de l'avenir de la scène politique. De nouvelles coalitions vont être nécessaires ». Le quotidien indépendant *Standard* insistait sur les « pertes des partis établis » et publiait un portrait de M. Le Pen, qualifié de « grande gueule en dessous du niveau de la ceinture (...). Il est peut-être prématuré de conclure à la fin de la V^e République (...). La course ininterrompue du Front national n'a pas qu'une seule origine. Son moteur est constitué par une série de facteurs économiques, sociaux et psychologiques qui donnent l'impression d'une nation très déconcertée en phase de ménopause ». — (AFP)

Italie : « victoire de la protestation »

Les quotidiens italiens portaient, lundi 23 mars, sur les résultats des élections en France des jugements contrastés. Tandis qu'*il Giornale* (centre droit) titrait sur l'« avancée de Le Pen », que le quotidien turinois *La Stampa* mettait l'accent sur « l'écroulement des socialistes en France », le quotidien romain *il Messaggero* titrait sur « la France ne va pas à droite », idée reprise dans plusieurs articles des correspondants italiens à Paris, et par les commentaires des radios. L'*influent Corriere della Sera* préférait résumer : « Victoire de la protestation en France ».

Les commentaires mettent l'accent sur les incertitudes du nouveau paysage politique français : la *Stampa* explique que « la France était le pays de la stabilité, très envié de nous autres Italiens (...) la majorité des Français a exprimé un vote de protestation envers le système, un système qui comprend le gouvernement et les forces classiques d'opposition. Pourtant, vue par les Italiens, la France est un pays qui marche bien (...) l'explication tient sans doute à une malaise post-industrielle et post-idéologique ».

Russie : un intérêt minime

MOSCOU

de notre correspondant

Il aurait fallu un « miracle » pour que les socialistes français échappent à « leur plus grande défaite depuis des décennies », comme l'écrivait mardi 17 mars, le *Nizhnevissimsk Gazette*. Il aurait fallu un plus grand miracle encore pour que, dans les circonstances présentes, les médias de Russie s'intéressent aux élections régionales en France. A la télévision « russe », comme à la télévision « centrale », ou ce qui en tient lieu, le sujet a été quasiment ignoré. Mardi, la presse écrite — qui, à une exception près, ne paraît pas le lundi — tirait encore les bilans du quatrième sommet de la CEI à Kiev et du référendum sur la souveraineté du Tatarstan. Pour le reste, elle n'avait que l'embarras du choix entre le conflit du Karabakh, les affrontements en Moldavie, et les inévitables maux économiques de l'ex-URSS.

Même les quotidiens qui s'oc-

frontent encore le luxe d'avoir un correspondant à Paris n'ont consacré à ces élections que quelques lignes, dans le cas de la *Komsomolskaia Pravda*, ou quelques petits paragraphes, dans le cas du journal des syndicats, *Troud*. La *Pravda* qui, en d'autres temps, ne manquait jamais de saluer les mérites des résultats du PC français, ne paraît plus depuis dix jours.

Restent par contre les *Izvestia* qui, conformément à leur image de journal « sérieux », exposent de manière assez complète les résultats, analysés de manière tout à fait classique par leur correspondant à Paris : « défaite sans précédent des socialistes », « pertes sensibles de l'opposition », « succès exceptionnels » des écologistes et « consolidation » du Front national. Tout cela dénote, selon les *Izvestia*, « une crise des partis traditionnels », incapables « de s'adapter aux réalités changeantes et de générer de nouvelles idées ».

JAN KRAUZE

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Droits de la société
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
• Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourme, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourme, président
Michel Cox, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-72-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 38-15 - Types LEMONDE
ou 38-15 - Types LM

Imprimerie
du « Monde »
12, M. Goussier
94851 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-26-99
Téléc. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	750 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مکان من الشغل

UNE REFLEXION

apres-demain

EAU, PRÉSENCES ET ENJEUX

DROIT ADMINISTRATIF

DROIT DES INSTITUTS ADMINISTRATIFS

RÉGIONALES

que : les dangers
proportionnelle

ET CANTONALES

Les scores des différentes composantes politiques

L'opposition ne franchit la barre des 50 % que dans huit départements

L'état comparatif des résultats de l'opposition (RPR, UDF et div. d.) depuis les élections cantonales de mars 1985 confirme un tassement général de la droite républicaine et, à l'intérieur de cette tendance, une meilleure résistance des exodés aux élections cantonales qu'aux élections régionales.

L'opposition, qui s'est plié en 1992 à la discipline de l'union, se trouve en retrait sensible par rapport à 1986, où des listes séparées RPR et UDF s'étaient maintenues dans une trentaine de départements. Dans huit départements seulement (Haute-Loire, Morbihan, Vendée, Deux-Sèvres, Orne, Lozère, Aveyron, Manche, Orne, Lozère, Deux-Sèvres), l'opposition franchit la barre symbolique des 50 %, la liste UDF de M. Jacques Blanc en Lozère se distinguant comme en 1986 en obtenant le meilleur résultat avec plus de 63 % des suffrages. Mais la Lozère, la Haute-Loire, département de M. Jacques Barrot, et l'Orne sont les seuls départements où elle améliore son score par rapport en 1986.

Léger avantage à l'UDF

La comparaison avec les élections européennes de juin 1989, où deux listes de l'opposition étaient aussi en lice derrière M^{me} Simone Veil et M. Giscard d'Estaing, est toutefois un peu moins désavantageuse. La droite améliore ses résultats dans quarante départements, auxquels il convient d'ajouter les huit départements de la région Midi-Pyrénées. Cette région apparaît en effet comme une exception. Dans ces huit départements, l'opposition progresse par rapport aux dernières élections européennes. Dans six, elle fait

mieux qu'aux élections régionales de 1986. Dans sept départements de cette région, des listes dissidentes, qui pour certaines n'ont approché les 10 % (Ariège, Aveyron), étaient en compétition. Ce peut être un début d'explication.

Les régions de Poitou-Charente et de Basse-Normandie se distinguent également en enregistrant dans chacun de leurs départements une progression par rapport aux dernières élections européennes. A l'inverse, l'opposition dans le Nord-Pas-de-Calais est la bonne dernière. Ses résultats, dépassant à peine dans les deux départements les 22 %, sont les plus mauvais de toute la droite. Pour ce qui est du rapport de force entre le RPR et l'UDF, au niveau des cantons, l'UDF préserve un léger avantage sur le RPR, beaucoup plus net si l'on prend en compte le vivier des divers droite traditionnellement plus proche de la confédération centriste.

La répartition des sièges dans les vingt et un nouveaux conseils régionaux (Corse non comprise) confirme, si l'on exclut également les divers droite, une prépondérance de l'UDF. Dans onze régions, celle-ci dispose de plus de sièges que le RPR. Dans quatre (Champagne-Ardenne, Basse-Normandie, Haute-Normandie, Pays de la Loire), les deux formations sont à égalité. En Aquitaine, Languedoc-Roussillon, Nord-Pas-de-Calais, le rapport de forces vient de s'inverser au profit de l'UDF. En Midi-Pyrénées, c'est le RPR qui désormais s'impose.

DANIEL CARTON

Voir tableau page 13

L'écologie des villes et l'écologie des champs

Arrivés devant le Parti socialiste dans neuf des vingt et une régions de la métropole (1), parmi lesquelles l'Ile-de-France, Rhône-Alpes, l'Alsace et Provence-Alpes-Côte d'Azur, les écologistes, unis, pourraient être une force avec laquelle il faudra compter. Au lendemain des élections régionales du 22 mars, ils ne sont absents que dans 16 départements, situés pour l'essentiel dans le sud-ouest et le Massif central. Divisés, ils sont, en revanche, plus fragiles. Selon nos propres estimations, les Verts et Génération Ecologie comptent désormais chacun 104 conseillers régionaux (2), et ni M. Antoine Waechter ni M. Brice Lalonde ne sont en mesure d'empêcher les glissements de cet on tel de ces nouveaux élus, soit au sein de la famille écologiste, soit même en direction des partis traditionnels.

Globalement, les écologistes enregistrent leurs meilleurs résultats en Basse-Normandie (19,51 % des suffrages exprimés), en Alsace (19,23 %) et dans le Jura (19,36 %), les « fiefs » des quatre porte-parole actuels des Verts, mais aussi - phénomène plus nouveau - en Ile-de-France (19,35 %) grâce à la percée, cette fois de Génération Ecologie. Bien que d'implantation récente, il est clair qu'à Paris et dans les départements de la petite couronne, le mouvement de M. Lalonde a mieux répondu que les Verts aux préoccupations relatives à l'écologie urbaine de l'électorat.

D'une façon générale, Génération Ecologie réalise d'ailleurs ses meilleurs scores dans les départements fortement urbanisés, tandis que les amis de M. Waechter, à l'exception du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, enregistrent leurs résultats les plus faibles dans les départements plus ruraux de la Haute-Marne, du Gers,

des Deux-Sèvres et de la Haute-Loire, où GE avait du reste renoncé à présenter des candidats. Les Verts subissent enfin d'importants revers dans les agglomérations de Bordeaux, Grenoble, Lille, Marseille, Orléans, Rennes, Saint-Etienne, où ils disposaient jusqu'à ces derniers mois d'un quasi-monopole de la représentation de l'écologie politique.

Au total, dans les 77 départements où il y avait une double candidature écologiste, Génération Ecologie arrive en tête 49 fois et les Verts seulement 28 fois. Dans un contexte qui leur était favorable, ces derniers enregistrent même des reculs par rapport aux élections européennes de 1989 dans des départements (Hautes-Alpes, Cantal, Corrèze, Haute-Loire, Saône-et-Loire, Tarn) où ils ne souffraient pas de la concurrence des amis du ministre de l'environnement.

Déjà mis en cause par certains de ses propres amis, M. Antoine Waechter pourra cependant faire valoir que, dans les quelques départements où les groupes locaux avaient passé outre les consignes nationales, la plupart des listes d'union ont obtenu des résultats assez médiocres : 7,96 % dans les Alpes-Maritimes, 9,60 % dans l'Ariège, 8,18 % en Haute-Garonne, 9,16 % dans les Hautes-Pyrénées, 10,68 % dans les Deux-Sèvres.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Exception faite de la Corse, où les Verts ne présentaient pas de liste autonome.

(2) L'alternative rouge et verte revendiquée pour sa part quatre fois, dont trois étaient présents sur des listes soutenues par Génération Ecologie et un sur la liste Ecologie-Solidarité de Loire-Atlantique.

Voir tableau page 12

La France urbaine sanctionne le Parti socialiste

Le Parti socialiste avait recueilli 29,88 % des suffrages exprimés, et le MRG, 0,49 %, soit un total de 30,37 %, aux élections régionales de mars 1986, le taux de participation étant de 78,17 % des électeurs. Le PS, avec lequel le MRG était, cette année, allié sur des listes communes, a obtenu le 22 mars 18,30 % des voix, avec une participation inférieure d'un peu moins de 10 points (68,70 %). Le recul est donc de 12,07 points de pourcentage. Plus d'un tiers de leur électorat d'il y a six ans a quitté les socialistes. Ceux-ci étaient déjà tombés à 23,61 % des suffrages aux élections européennes, seuls 48,80 % des électeurs s'étant, alors, rendus aux urnes. La participation plus forte, trois ans plus tard, n'a pas limité la baisse du PS, qui s'est, au contraire, aggravée.

L'affaiblissement des socialistes par rapport aux élections européennes n'est pas absolument général. Ils progressent dans neuf départements, la palme revenant à M. Jack Lang qui, dans le Loir-et-Cher, où il était en tête de liste, peut s'enorgueillir d'un gain de près de 7 points pour le PS.

Comme dans les autres départements où les socialistes regagnent une partie du terrain perdu en 1989 (le Lot, le Lot-et-Garonne, la Creuse, l'Indre, les Landes, la Savoie, le Territoire-de-Belfort et les Deux-Sèvres), cette amélioration s'explique par l'absence des « chasseurs », dont la liste aux élections européennes avait fait des ravages dans l'électorat rural de gauche. Le recul socialiste est atténué, de la même façon, dans une série de départements ruraux tels que l'Ardèche, les Hautes-Pyrénées, la Mayenne, où le mouvement Chasse-pêche-nature-tradition (CPNT) n'était pas représenté cette année. Si les vestiges du « Midi rouge » amortissent la

chute du PS, généralement moins atteints dans les campagnes, la baisse est sévère dans les zones urbaines. Parmi les départements où les socialistes ont perdu 8 points et plus depuis 1989 figurent les Yvelines, l'Essonne, la Loire, le Rhône, la Haute-Garonne. Les fédérations socialistes de la Sarthe et de la Loire-Atlantique, concernées par les affaires de fausses factures, sont sévèrement sanctionnées par les électeurs, de même que celle de la Charente, où la gestion de la ville d'Angoulême par l'ancien maire, M. Jean-Michel Boucheron, explique une chute de plus de 14 points par rapport aux élections régionales de 1986.

La carte régionale du vote pour le « Majorité présidentielle » (Parti socialiste, « divers gauches » et apparentés) place en tête le Limousin, où elle a obtenu 25,80 % des suffrages, anséiti suivi par la Bourgogne (25,73 %). Viennent ensuite Midi-Pyrénées (23,52 %), le Centre (23,18 %) et les Pays-de-la-Loire (23,05 %), puis le Nord-pas-de-Calais (22,85 %), l'Aquitaine (22,72 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (22,68 %) et Poitou-Charentes (22,40 %).

Si l'Alsace est la région où l'on a le moins voté à gauche le 22 mars (13,26 %), le résultat le plus significatif est celui de l'Ile-de-France, où la majorité présidentielle a obtenu, au total, 15,68 % des voix et où elle est partout au-dessous de 20 %, son plus mauvais score - 12,34 % - se situant dans les Yvelines, département de son « candidat virtuel » pour une prochaine course à l'Elysée, M. Michel Rocard.

PATRICK JARREAU

Voir tableau page 12

Le Front national est désormais présent dans tous les conseils régionaux

Le bureau politique du Front national, lundi 23 mars, a la « grande victoire politique » remportée aux élections par le parti d'extrême droite. Il a fixé « rendez-vous aux électeurs » pour les législatives de l'année prochaine car, selon lui, le lepénisme est « en situation de réaliser dans les années à venir l'alternative politique qui permettra la renaissance nationale ».

Avec un score national de 13,9 %, soit une hausse de 4,2 points par rapport à 1986, le Front national est désormais présent, en métropole, dans tous les conseils régionaux, avec 239 élus contre 137, mais M. Jean-Marie Le Pen, qui avait recueilli 14,38 % des voix à l'élection présidentielle de 1988, échoue dans son triple pari en Provence-Alpes-Côte d'Azur (le Monde du 24 mars). S'il ne reste absent que de dix départements (Ariège, Aveyron, Cantal, Corrèze, Creuse, Gers, Hautes-Alpes, Hautes-Pyrénées, Lot et Lozère), il multiplie par un et demi jusqu'à trois le nombre de ses conseillers dans toutes les régions, passant même de un à cinq élus en Poitou-Charentes et de trois à onze dans le Centre.

C'est en Ile-de-France, où il arrive en deuxième position avec 37 élus (sur 209), que le Front national a le groupe le plus important, mais c'est en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'il est proportionnellement le plus important : 34 élus sur 123. Il a le plus de poids en Alsace, en Rhône-Alpes et en Languedoc-Roussillon ; il a le moins d'influence dans le Limou-

sio, en Midi-Pyrénées, dans les Pays de la Loire et en Bretagne. Son score dépasse 20 % dans quatre départements : Pyrénées-Orientales (22,57 %), Seine-Saint-Denis (21,58 %), Rhône (20,87 %) et Eure-et-Loir (20,61 %).

C'est dans ce dernier département, où la tête de liste était M^{me} Marie-France Stirbois, membre du bureau politique et unique député du Front national, que le parti d'extrême droite réalise sa plus forte percée (+ 10,65 points) devant le Var et le Rhône (+ 8,56 points). Dans soixante départements, la hausse varie de deux à cinq points par rapport à 1986 ; dans vingt-cinq autres, elle oscille entre cinq et dix points. En métropole, seules les Hautes-Alpes font apparaître un recul de 2,81 points.

Les résultats du premier tour des cantonales confirment également une percée du FN. Si celle-ci est moindre que celle observée aux régionales, le parti d'extrême droite est cependant en position de se maintenir dans un certain nombre de cantons.

Voir tableau page 13

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel des lundi 23 et mardi 24 mars 1992 : UN ARRÊTÉ

- Du 29 février 1992 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de vœux de boucherie et (ou) de bovins à l'engraissement soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement.

Seuls les contestataires font progresser localement le vote communiste

Jupia « uncontestable » par l'Histoire, lundi 23 mars, les résultats du PCF aux élections régionales se sont surtout pour les militants contestataires qui faisaient listes à part. C'est en effet dans les départements où les listes présentées par la direction du PCF étaient concurrentes par des listes dissidentes que les statistiques font apparaître les seules progressions notables du parti par rapport au scrutin de 1986.

Tel est le cas dans la Sarthe, où les voix communistes totalisent ainsi 23,65 % des suffrages exprimés, et mettent en évidence une augmentation de 6,60 points par rapport à 1986, grâce au score de la liste conduite par M. Marcel Rigout, maire de M. Robert Jarry, exclu du PCF en 1988, et soutenu aujourd'hui par l'Alternative-Démocratie-Socialisme (ADS), créée par les militants « reconstitués » proches de M. Marcel Rigout. Celui-ci a recueilli 11,82 % des suffrages et a eu trois élus, distançant nettement la liste orthodoxe qui n'a obtenu que 4,83 % des suffrages.

C'est aussi le cas du Doubs, où les suffrages communistes représentent globalement 9,68 % des suffrages, soit une hausse de 4,09 points en six ans, mais c'est la liste de l'ancien secrétaire fédéral, M. Martial Bourquin, maire adjoint d'Audincourt, frappé d'ostracisme par la direction du parti et, lui aussi, candidat de l'ADS, qui a rassemblé 7,26 % des suffrages, alors que la liste officielle du PCF n'en obtenait que 2,41 %.

De même dans la Drôme où le vote communiste globalisé 12,36 %, soit un gain de 3,10 points : la liste du maire de Partes-lès-Valence, M. Jean-Guy Pinedo, autre ex-PC, a eu un élu en recueillant 6,23 % des suffrages, tandis que celle du PCF en rassemblait un peu moins, 5,13 %.

Dans le Finistère aussi on constate une progression du vote communiste (+1,53), qui totalise 8,17 % des suffrages. Cela s'explique également par la présence de deux listes, celle des « orthodoxes », emmenée par M. Louis Le Roux, arrivant toutefois,

deuxième, derrière celle de contestataire dirigée par le maire de Carhaix, M. Jean-Pierre Jéjé (3,86 %).

Mais partout ailleurs la comparaison avec 1986 confirme, au mieux, la stagnation du PCF puisque, de l'Orne à la Corse le vote communiste a évolué de + 0,61 à - 6,36.

Le seuil des 10 %

Le vote communiste ne franchit désormais le seuil des 10 %, en moyenne, que dans trois régions : le Limousin (10,25), où la liste de Mar-

cel Rigout, porte-drapeau de l'ADS, a eu trois élus en Haute-Vienne, après avoir obtenu 12,48 % des suffrages contre 6,26 à celle du PCF, le Languedoc-Roussillon (11,30), où, en revanche, les partisans de M. Georges Marchais ont effectivement réussi à endiguer leur reflux, et le Nord-Pas-de-Calais, où le mouvement ouvrier cultive ses nostalgies.

Il ne dépasse ce seuil que dans dix-neuf départements métropolitains, grâce, en général, au bilan de ses élus locaux : l'Allier (20,79 %), grâce au travail de M. André Lajoinie dans le terroir du communisme rural, la Dordogne (12,99), la Nièvre

(12,48), le Cher (21,21), l'Aude (11,76), le Gard (13,23), l'Hérault (10,21), les Pyrénées-Orientales (11,62), la Corse (14,32), la Creuse (12,84), l'Ariège (11,46), les Hautes-Pyrénées (11,16), le Nord (11,86), le Pas-de-Calais (14,28), la Seine-Saint-Denis (18,36) et le Val-de-Marne (16,02), les Bouches-du-Rhône (10,90), les Alpes-de-Haute-Provence (10,34), la Somme (11,93).

A. R.

Voir tableau page 12

Elle a des liaisons sur
les cinq continents.
elle décolle d'Orly, uniquement
pour vous faire, en d'autres
termes, elle pense à vous.
Rappelez-moi son nom ?

Connaissez-vous le nom
de la 2ème compagnie
internationale française ? AOM.
Quelle est la seule compagnie
aérienne internationale qui
décolle uniquement d'Orly ? AOM,
compagnie aérienne française. Si
l'on vous dit NICE, BARCELONE,

AOM
Compagnie Aérienne Française

LES ANTILLES, LA REUNION, LA GUYANE,
SAN FRANCISCO, TAHITI, BANGKOK,
TOKYO, vous avez encore raison de
répondre AOM, compagnie aérienne
française. Pour tous renseignements,
contactez votre agence de
voyages ou téléphonez au
(1) 49 79 12 34.

Orlando

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**L'EAU. PRÉSENCES
ET ENJEUX**

Envoyer 80 F (timbres à 2,50 F ou chèque)
à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent,
75014 Paris, en spécifiant le dossier
demandé ou 150 F pour l'abonnement
annuel (80 % d'économie), qui donne droit
à l'envoi gratuit de ce numéro

**UNE REFLEXION NEUVE
SUR NOTRE MODÈLE
ADMINISTRATIF**

**DROIT
ADMINISTRATIF**

TOME 1 :
**DROIT
DES INSTITUTIONS
ADMINISTRATIVES**

Par J.P. Dubois,
Professeur à la faculté de droit et de science
politique de Dijon où il dirige le Centre de
recherche sur droit public économique.
Il a aussi en qualité de conseiller
dans une SCP d'avocats au Conseil d'Etat
et à la Cour de Cassation.
Collection "Droit" EYROLLES UNIVERSITE
1. Droit des institutions administratives
216 pages,
129 F
EYROLLES
81, bd Saint-Germain - 75006 Paris Cedex 05

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

Les scores des différentes

ET CANTONALES

COMPOSITIONS POLITIQUES

Droite

Parti communiste					
Départements par régions	Canto. 10-03-85 (1)	Régio. 10-03-86 (1)	Présid. 24-04-88 (2)	Euro. 18-06-89 (3)	Régio. 22-03-92 (4)
ALSACE					
Bas-Rhin	2,21	1,86	1,30	1,27	1,52
Haut-Rhin	1,87	2,26	1,51	1,56	1,58
AQUITAINE					
Dordogne	18,08	15,46	11,34	11,56	12,99
Gironde	9,36	7,99	6,29	6,71	8,80
Landes	8,87	8,58	6,94	7,68	8,05
Lot-et-Garonne	10,95	11,69	8,49	9,27	8,42
Pyrénées-Atlantiques	7,70	5,98	4,94	5,23	6,34
AUVERGNE					
Allier	24,25	22,49	18,11	16,89	20,79
Cantal	8,77	6,42	5,67	4,56	7,58
Haute-Loire	5,15	5,45	4,44	4,01	3,72
Puy-de-Dôme	9,15	7,65	7,11	6,66	7,08
BOURGOGNE					
Côte-d'Or	7,41	5,75	3,94	4,34	4,26
Nièvre	12,87	14,71	9,59	10,67	12,48
Saône-et-Loire	10,27	9,36	6,45	7,27	7,62
Yonne	12,17	10,14	6,30	7,35	9,33
BRETAGNE					
Côte-d'Armor	12,03	12,44	7,61	9,24	10,51
Finistère	8,44	6,64	4,33	5,23	4,31
Ille-et-Vilaine	4,58	3,21	2,83	3,32	3,49
Morbihan	8,53	6,73	4,35	4,94	5,76
CENTRE					
Cher	25,65	25,63	11,78	13,98	21,21
Eure-et-Loir	7,57	7,23	4,53	5,00	5,49
Indre	15,06	12,24	8,43	8,92	7,90
Indre-et-Loire	6,83	6,93	4,96	5,61	6,19
Loir-et-Cher	11,82	9,62	6,40	6,87	6,30
Loiret	13,68	9,18	5,97	7,07	10,35
CHAMPAGNE-ARDENNE					
Ardennes	13,05	15,43	8,20	8,01	9,53
Aube	15,52	10,75	6,48	6,57	7,52
Marne	10,79	10,56	5,84	6,67	7,50
Haute-Marne	10,01	8,11	5,38	4,67	6,23
CORSE					
Corse-du-Sud	10,66	9,63	8,49	10,76	3,23
Haute-Corse	8,30	6,83	7,85	10,85	4,51
FRANCHE-COMTÉ					
Doubs	5,42	5,59	3,44	3,48	2,41
Jura	8,18	8,30	5,57	6,09	6,59
Haute-Saône	7,91	7,76	4,62	4,21	4,39
Territoire-de-Belfort	5,74	6,96	4,48	4,41	4,19
ILE-DE-FRANCE					
Paris	11,33	4,90	3,65	4,29	4,82
Seine-et-Marne	9,13	9,31	6,29	7,29	7,22
Yvelines	16,37	11,56	6,86	8,97	11,73
Essonne	14,18	10,84	6,86	8,62	8,95
Hauts-de-Seine	24,68	20,54	13,50	18,36	18,52
Seine-Saint-Denis	21,80	17,05	10,94	15,41	16,02
Val-de-Marne	16,13	12,24	7,89	10,30	9,83
LANGUEDOC-ROUSSILLON					
Aude	16,75	13,49	10,30	11,59	14,33
Gard	21,63	19,34	12,07	13,07	16,01
Hérault	15,48	13,26	9,03	9,77	10,28
Lozère	9,55	5,50	4,87	4,80	5,29
Pyrénées-Orientales	14,42	13,96	9,38	10,82	11,62
LIMOUSIN					
Corrèze	20,80	20,68	13,66	16,16	14,32
Creuse	16,40	15,84	11,18	11,23	12,84
Haute-Vienne	26,05	20,61	11,36	13,76	6,26
LORRAINE					
Meurthe-et-Moselle	16,88	10,44	6,80	8,02	8,19
Moselle	10,74	7,49	4,53	4,42	5,51
Meuse	9,05	6,82	4,08	4,06	4,32
Vosges	12,01	6,06	3,92	3,68	6,65
MIDI-PYRÉNÉES					
Ariège	17,25	14,15	10,53	11,05	12,84
Aveyron	4,38	6,39	4,47	4,45	3,87
Haute-Garonne	11,78	7,97	5,90	7,13	6,45
Gers	11,20	8,80	5,94	6,35	7,94
Lot	11,20	12,56	7,07	7,37	7,90
Hautes-Pyrénées	17,06	15,21	9,75	10,98	11,16
Tarn	8,76	8,39	6,17	6,73	7,60
Tarn-et-Garonne	7,70	7,23	5,94	6,04	5,77
NORD-PAS-DE-CALAIS					
Nord	16,93	14,69	10,34	10,91	11,86
Pas-de-Calais	21,77	17,02	11,57	12,86	14,28
BASSE-NORMANDIE					
Calvados	7,59	7,23	4,55	4,91	6,47
Manche	5,23	3,71	2,82	2,79	3,24
Orne	7,32	3,64	2,98	3,04	4,25
HAUTE-NORMANDIE					
Eure	11,03	9,20	5,72	6,20	8,52
Seine-Maritime	16,33	12,23	8,64	9,52	10,00
PAYS DE LA LOIRE					
Loire-Atlantique	6,47	5,23	3,97	4,38	4,83
Maine-et-Loire	4,90	5,31	2,74	3,13	3,60
Mayenne	3,67	5,22	2,18	2,17	2,94
Sarthe	14,47	17,05	6,48	6,29	4,83
Vendée	4,08	3,63	2,71	2,77	3,84
PICARDIE					
Aisne	17,30	15,61	8,97	9,83	7,48
Oise	13,49	10,99	7,31	7,99	8,07
Somme	19,09	15,42	10,07	9,84	11,93
POITOU-CHARENTES					
Charente	12,64	12,70	7,02	8,02	9,61
Charente-Maritime	11,64	9,70	5,97	6,32	6,45
Deux-Sèvres	5,53	4,35	3,18	3,04	3,31
Vienne	13,76	8,91	5,84	6,25	8,84
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR					
Alpes-de-Haute-Provence	16,01	14,07	9,18	9,74	10,34
Hautes-Alpes	7,77	8,33	6,45	6,86	7,50
Alpes-Maritimes	12,24	9,31	6,18	7,21	6,65
Bouches-du-Rhône	15,85	15,02	11,18	12,85	10,90
Var	13,78	10,43	7,12	8,08	6,95
Vaucluse	13,57	11,00	7,83	8,06	7,85
RHÔNE-ALPES					
Ain	8,04	6,05	4,42	4,93	4,78
Ardeche	12,62	10,30	8,03	8,49	9,41
Drôme	9,34	9,26	6,38	7,20	6,13
Isère	13,00	10,15	6,84	7,87	8,23
Loire	13,12	12,04	6,98	8,11	8,27
Rhône	9,50	7,67	5,45	6,64	6,02
Savoie	10,14	8,93	5,89	6,78	7,00
Haute-Savoie	7,29	4,20	3,21	3,57	3,76

Majorité présidentielle						
Départements par régions	Canto. 10-03-85 (1)	Régio. 10-03-86 (1)	Présid. 24-04-88 (2)	Euro. 18-06-89 (3)	Régio. 22-03-92 (4)	Canto. 22-03-92 (4)
ALSACE						
Bas-Rhin	18,14	23,83	28,19	21,26	11,35	14,24
Haut-Rhin	12,77	25,96	29,60	19,08	15,93	10,78
AQUITAINE						
Dordogne	33,09	34,81	34,84	24,12	23,24	31,71
Gironde	33,61	37,29	38,85	25,71	18,23	27,14
Landes	42,52	45,85	42,06	30,62	34,89	41,15
Lot-et-Garonne	30,80	34,00	33,62	23,01	27,25	24,13
Pyrénées-Atlantiques	32,61	36,89	33,82	25,18	20,86	26,81
AUVERGNE						
Allier	24,75	29,52	30,27	22,09	16,33	23,59
Cantal	30,32	35,36	31,78	22,90	20,79	20,79
Haute-Loire	28,32	27,10	29,97	22,46	18,65	20,28
Puy-de-Dôme	35,56	36,00	34,21	26,60	25,09	31,20
BOURGOGNE						
Côte-d'Or	31,21	33,31	35,75	24,86	26,91	25,81
Nièvre	35,58	41,00	44,52	33,34	34,02	42,18
Saône-et-Loire	32,29	34,78	37,56	27,00	20,93	27,48
Yonne	22,37	29,78	33,15	21,36	25,94	24,59
BRETAGNE						
Côte-d'Armor	36,67	35,04	38,26	25,63	21,76	34,36
Finistère	30,15	34,42	35,70	26,55	24,08	27,53
Ille-et-Vilaine	26,98	34,55	37,61	23,78	20,73	24,18
Morbihan	25,07	28,46	34,98	22,48	15,66	17,42
CENTRE						
Cher	18,38	21,70	33,28	21,25	13,29	15,15
Eure-et-Loir	35,98	34,40	35,73	23,99	25,04	23,57
Indre	34,70	37,17	37,64	27,49	34,67	28,58
Indre-et-Loire	27,73	34,20	37,53	26,09	18,50	21,01
Loir-et-Cher	23,50	34,43	35,54	35,05	34,91	27,01
Loiret	25,22	30,39	31,82	22,20	19,37	18,62
CHAMPAGNE-ARDENNE						
Ardennes	27,73	32,57	37,19	24,03	20,26	22,58
Aube	19,74	29,51	33,71	21,35	14,42	13,60
Marne	25,46	26,55	34,60	21,35	16,03	16,86
Haute-Marne	22,17	33,37	35,28	22,63	16,94	16,14
CORSE						
Corse-du-Sud	26,34	23,21	25,83	17,05	13,67	11,86
Haute-Corse	45,63	36,72	31,17	21,42	—	47,64
FRANCHE-COMTÉ						
Doubs	31,34	32,78	34,95	26,09	13,54	23,75
Jura	28,46	30,52	33,42	23,94	19,58	23,43
Haute-Saône	38,39	36,57	37,42	27,11	26,95	31,77
Territoire de Belfort	37,85	39,96	36,78	29,17	30,05	30,01
ILE-DE-FRANCE						
Paris	—	29,95	29,47	20,12	16,83	—
Seine-et-Marne	27,76	29,93	33,00	21,90	14,85	18,77
Yvelines	22,02	30,75	29,38	20,39	12,34	14,03
Essonne	25,94	30,80	32,94	23,14	19,66	21,47
Hauts-de-Seine	20,12	26,92	29,10	19,63	15,01	15,62
Seine-Saint-Denis	20,73	25,96	32,91	19,86	15,73	16,43
Val-de-Marne	21,80	26,67	31,46	20,38	16,50	17,07
Val-d'Oise	21,47	29,33	33,19	21,66	14,26	14,04
LANGUEDOC-ROUSSILLON						
Aude	42,94	38,45	40,11	33,88	29,14	36,73
Gard	31,80	28,54	29,04	21,48	26,15	33,12
Hérault	31,19	31,92	31,11	23,53	17,75	26,98
Lozère	21,11	26,91	26,83	20,30	18,39	26,29
Pyrénées-Orientales	26,88	27,74	31,40	23,38	15,76	20,03
LIMOUSIN						
Corrèze	22,76	26,98	28,92	22,64	20,99	22,98
Creuse	37,32	32,53	34,81	27,07	29,99	37,45
Haute-Vienne	34,68	33,04	37,85	28,94	27,73	37,43
LORRAINE						
Meurthe-et-Moselle	23,66	33,59	35,08	24,05	18,09	18,38
Moselle	18,73	26,15	35,13	23,21	18,88	15,71
Meuse	22,30	35,39	33,34	22,07	24,53	24,53
Vosges	26,17	31,08	35,37	23,95	19,05	20,65
MIDI-PYRÉNÉES						
Ariège	42,59	37,37	41,40	37,51	31,08	39,79
Aveyron	27,03	34,80	33,57	24,76	20,61	23,13
Haute-Garonne	45,29	46,04	40,34	30,56	22,01	16,07
Gers	37,16	41,66	40,15	28,32	26,67	31,32
Lot	41,46	31,80	38,76	29,14	34,06	35,72
Hautes-Pyrénées	41,61	43,94	37,45	26,55	25,12	38,48
Tarn	38,57	36,49	36,53	29,14	21,15	33,87
Tarn-et-Garonne	45,18	45,78	36,36	26,11	19,20	35,76
NORD-PAS-DE-CALAIS						
Nord	29,22	30,13	36,74	24,41	20,33	25,73
Pas-de-Calais	33,03	33,67	41,21	27,35	26,85	32,52
BASSE-NORMANDIE						
Calvados	25,14	35,36	37,41	23,54	22,07	20,22
Manche	21,62	27,85	33,78	21,28	14,52	12,55
Orne	18,19	31,47	34,12	21,42	15,96	16,68
HAUTE-NORMANDIE						
Eure	26,92	32,72	36,51	24,55	17,96	24,43
Seine-Maritime	28,71	35,78	39,03	29,08	22,56	27,28
PAYS DE LA LOIRE						
Loire-Atlantique	28,53	35,96	36,79	27,81	21,88	26,02
Maine-et-Loire	23,21	33,02	32,63	22,24	27,58	17,96
Mayenne	25,72	33,51	33,64	21,69	33,79	19,01
Sarthe	24,15	27,16	38,09	36,78	17,01	22,09
Vendée	22,50	27,16	32,19	22,82	19,80	19,60
PICARDIE						
Aisne	25,71	33,37	39,54	24,37	20,36	27,80
Oise	26,78	32,98	36,50	22,23	14,52	16,95
Somme	22,13	27,88	36,68	19,59	14,25	17,65
POITOU-CHARENTES						
Charente	26,02	35,28	41,39	26,42	20,75	20,47
Charente-Maritime	30,22	34,30	36,43	23,51	20,88	27,69
Deux-Sèvres	21,90	27,39	37,47	27,53	27,93	34,74
Vienne	24,66	37,09	37,86	24,84	20,34	23,97
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR						
Alpes-de-Haute-Provence	31,97	32,94	30,36	22,22	25,28	32,87
Hautes-Alpes	34,80	38,06	29,06	21,66	29,01	25,38
Alpes-Maritimes	16,67	22,79	24,38	17,20	18,10	11,98
Bouches-du-Rhône	26,10	25,06	26,96	19,03	27,33	24,43
Var	20,82	25,32	25,45	17,96	18,89	15,28
Vaucluse	29,44	30,01	29,41	21,51	20,93	26,08
RHÔNE-ALPES						
Ain	27,63	29,36	31,40	22,82	21,35	25,24
Ardèche	28,61	30,99	30,64	23,49	22,33	25,40
Drôme	37,38	36,60	31,60	24,16	16,67	28,60
Isère	32,66	34,27	33,40	24,35	16,97	23,01
Loire	21,90	27,30	29,41	21,55	20,70	18,07
Rhône	24,33	27,57	29,33	21,56	16,97	17,57
Savoie	30,80	30,35	30,36	24,48	23,37	22,37
Haute-Savoie	21,34	27,80	27,15	19,36	17,48	19,03

RÉGIONALES

les scores des différentes

Ecologistes

ET CANTONALES

composantes politiques

Droite		Centre		Gauche		Extrême gauche		Extrême droite	
Départements par régions	Cant. 10-03-85 (1)	Rég. 10-03-85 (1)	Préfid. 24-04-88 (2)	Euro. 18-06-89 (3)	Rég. 22-03-92 (1)	Cant. 22-03-92 (1)	Départements par régions	Cant. 10-03-85 (1)	Rég. 10-03-85 (1)
ALSACE							ALSACE		
Bas-Rhin	63,31	55,02	36,19	41,45	44,52	44,89	Bas-Rhin	11,40	12,05
Haut-Rhin	69,34	50,85	35,14	39,47	41,34	36,27	Haut-Rhin	10,77	14,36
AQUITAINE							AQUITAINE		
Dordogne	42,25	41,94	35,86	31,50	34,72	39,44	Dordogne	4,62	6,00
Gironde	47,19	43,10	34,94	30,43	29,00	36,28	Gironde	8,87	7,84
Landes	42,85	40,53	35,96	30,29	27,81	37,07	Landes	5,75	5,02
Lot-et-Garonne	48,03	46,24	34,56	30,89	37,44	41,81	Lot-et-Garonne	9,40	8,05
Pyrénées-Atlantiques	53,67	46,90	42,56	37,75	38,21	44,60	Pyrénées-Atlantiques	5,17	6,84
AUVERGNE							AUVERGNE		
Allier	44,53	38,57	34,45	37,09	37,03	37,63	Allier	5,44	6,67
Cantal	60,33	54,63	48,96	48,38	45,61	39,47	Cantal	0,36	3,57
Haute-Loire	59,12	59,80	42,42	46,12	40,98	38,55	Haute-Loire	6,74	7,63
Puy-de-Dôme	48,17	45,82	37,06	42,73	45,15	42,32	Puy-de-Dôme	6,42	5,34
BOURGOGNE							BOURGOGNE		
Côte-d'Or	51,48	47,36	38,06	40,26	39,33	45,74	Côte-d'Or	9,41	9,16
Nièvre	39,62	37,23	29,47	31,04	29,57	32,20	Nièvre	4,34	7,03
Yonne	52,42	46,61	37,74	39,85	44,26	45,51	Yonne	4,28	7,06
BRETAGNE							BRETAGNE		
Côtes-d'Armor	45,83	44,10	36,13	38,00	34,36	40,04	Côtes-d'Armor	3,84	3,89
Finistère	45,44	49,32	40,48	42,10	41,21	48,48	Finistère	5,81	5,04
Ille-et-Vilaine	59,70	52,42	41,34	45,43	44,28	52,59	Ille-et-Vilaine	4,52	3,95
Morbihan	60,06	52,83	39,59	42,42	50,29	53,51	Morbihan	4,43	6,82
CENTRE							CENTRE		
Cher	51,97	42,46	35,29	36,78	35,66	46,36	Cher	3,35	6,64
Eure-et-Loir	46,29	48,39	36,91	36,78	31,56	44,62	Eure-et-Loir	9,69	9,96
Indre	47,67	44,26	34,52	36,88	31,56	47,17	Indre	6,31	11,34
Indre-et-Loire	56,36	49,30	37,04	38,92	40,97	50,94	Indre-et-Loire	8,10	7,31
Loir-et-Cher	56,51	46,36	37,37	40,09	36,20	47,26	Loir-et-Cher	8,04	9,58
Loiret	55,75	45,42	39,30	40,43	37,67	45,37	Loiret	5,11	9,71
CHAMPAGNE-ARDENNE							CHAMPAGNE-ARDENNE		
Ardennes	50,85	42,40	31,55	34,82	35,02	48,13	Ardennes	7,53	9,58
Aube	54,73	51,00	38,26	40,21	39,81	52,05	Aube	8,92	9,71
Marne	52,97	51,30	37,70	40,87	36,77	49,40	Marne	10,27	9,00
Haute-Marne	61,75	47,65	35,20	39,38	38,04	61,39	Haute-Marne	5,73	10,86
CORSE							CORSE		
Corse-du-Sud	51,20	48,85	45,92	40,69	46,49	52,03	Corse-du-Sud	3,93	7,65
Haute-Corse	34,08	43,25	42,43	38,14	46,49	28,62	Haute-Corse	3,33	4,78
FRANCHE-COMTÉ							FRANCHE-COMTÉ		
Doubs	57,36	45,89	37,14	39,99	41,93	50,53	Doubs	4,80	9,49
Jura	38,37	44,91	36,19	38,71	42,06	51,77	Jura	3,76	8,73
Haute-Saône	47,13	45,80	35,61	37,49	42,21	44,48	Haute-Saône	6,56	9,72
Territoire de Belfort	45,00	36,68	31,19	32,52	31,99	34,41	Territoire de Belfort	9,99	11,21
ILE-DE-FRANCE							ILE-DE-FRANCE		
Paris	49,79	45,16	46,34	46,70	40,74	48,58	Paris	13,18	10,96
Seine-et-Marne	46,61	44,46	34,97	36,23	34,97	40,74	Seine-et-Marne	13,18	12,01
Yvelines	53,38	48,51	42,97	43,60	43,14	48,58	Yvelines	13,88	10,18
Essonne	44,50	42,96	35,17	35,92	34,28	35,93	Essonne	11,00	9,27
Haute-de-Seine	49,44	46,39	41,23	42,20	44,19	45,96	Haute-de-Seine	13,89	11,13
Seine-Saint-Denis	32,43	32,53	25,70	27,05	25,37	29,20	Seine-Saint-Denis	17,32	15,04
Val-de-Marne	40,40	38,93	33,40	33,46	33,52	33,51	Val-de-Marne	12,20	11,62
Val-d'Oise	46,77	40,48	32,53	34,74	34,25	38,34	Val-d'Oise	14,16	12,24
LANGUEDOC-ROUSSILLON							LANGUEDOC-ROUSSILLON		
Aude	31,04	38,66	27,97	26,01	31,66	28,68	Aude	7,33	6,14
Gard	31,32	37,26	29,92	29,38	34,89	24,17	Gard	10,71	14,84
Hérault	37,24	37,24	30,96	28,14	31,51	30,24	Hérault	15,02	14,07
Lozère	65,33	62,43	48,52	49,08	63,29	60,54	Lozère	3,26	5,14
Pyrénées-Orientales	42,68	37,59	31,20	27,88	28,01	40,34	Pyrénées-Orientales	15,91	17,83
LIMOUSIN							LIMOUSIN		
Corrèze	55,75	48,35	44,02	38,75	44,97	53,01	Corrèze	0,55	3,97
Creuse	44,89	47,78	38,16	36,21	41,65	38,58	Creuse	1,11	3,83
Haute-Vienne	36,31	37,34	33,11	30,82	31,54	30,57	Haute-Vienne	1,52	3,94
LORRAINE							LORRAINE		
Meurthe-et-Moselle	50,00	43,66	33,60	37,51	39,63	40,77	Meurthe-et-Moselle	7,86	9,97
Meuse	64,61	45,42	36,47	41,44	49,13	53,82	Meuse	4,17	10,92
Moselle	56,86	51,61	32,92	37,35	38,26	43,43	Moselle	9,22	12,05
Vosges	51,98	49,94	36,54	40,40	38,26	47,50	Vosges	8,87	7,39
MIDI-PYRÉNÉES							MIDI-PYRÉNÉES		
Ariège	33,93	29,28	28,59	24,49	38,24	27,64	Ariège	5,67	4,52
Aveyron	66,44	53,51	44,26	43,82	58,35	64,52	Aveyron	0,85	5,28
Haute-Garonne	36,60	45,78	31,52	30,41	42,47	33,66	Haute-Garonne	7,92	6,27
Gers	46,77	44,23	34,74	32,77	44,29	46,28	Gers	3,33	5,28
Lot	45,99	35,02	35,94	33,15	38,89	37,33	Lot	1,33	3,90
Hautes-Pyrénées	36,71	34,43	33,95	35,79	33,63	44,63	Hautes-Pyrénées	4,43	5,17
Tarn	43,25	40,51	33,89	32,73	40,83	40,30	Tarn	8,23	9,72
Tarn-et-Garonne	41,83	37,99	34,11	32,90	37,92	33,73	Tarn-et-Garonne	4,53	6,98
NORD-PAS-DE-CALAIS							NORD-PAS-DE-CALAIS		
Nord	39,73	37,56	30,61	34,04	22,88	33,34	Nord	9,86	11,84
Pas-de-Calais	38,16	37,91	28,46	28,78	22,10	27,95	Pas-de-Calais	3,71	7,53
BASSE-NORMANDIE							BASSE-NORMANDIE		
Calvados	58,97	46,25	38,09	39,82	40,31	48,95	Calvados	4,85	6,88
Manche	66,71	54,54	44,14	44,53	50,68	62,87	Manche	3,96	11,05
Orne	70,54	54,81	42,71	45,47	51,41	58,64	Orne	2,17	6,26
HAUTE-NORMANDIE							HAUTE-NORMANDIE		
Eure	50,98	44,91	36,02	37,89	30,99	45,70	Eure	8,48	8,91
Seine-Maritime	47,37	39,71	32,83	34,47	33,96	38,25	Seine-Maritime	7,07	6,40
PAIS DE LA LOIRE							PAIS DE LA LOIRE		
Loire-Atlantique	55,48	46,20	39,65	38,77	39,72	47,05	Loire-Atlantique	6,99	5,91
Maine-et-Loire	64,38	49,14	46,33	48,54	35,59	54,75	Maine-et-Loire	5,38	5,97
Mayenne	68,85	58,54	47,53	50,30	46,72	56,59	Mayenne	1,36	4,71
Sarthe	57,07	49,19	37,46	40,51	45,15	51,40	Sarthe	3,74	5,05
Vendée	66,75	60,69	48,52	48,70	50,04	61,37	Vendée	5,02	4,93
PICARDIE							PICARDIE		
Aisne	47,74	37,69	30,48	33,29	32,28	38,93	Aisne	8,20	9,12
Oise	49,39	39,80	31,79	34,93	39,97	43,90	Oise	10,23	11,66
Somme	48,18	43,49	31,74	32,13	34,80	44,63	Somme	8,71	7,72
POITOU-CHARENTES							POITOU-CHARENTES		
Charente	53,46	43,93	34,85	34,96	40,35	51,60	Charente	6,32	5,34
Charente-Maritime	50,90	48,79	38,25	35,54	37,80	46,97	Charente-Maritime	6,99	7,18
Deux-Sèvres	59,54	54,05	42,54	40,60	51,79	49,21	Deux-Sèvres	3,65	4,01
Vienne	54,95	48,70	38,15	38,62	45,48	47,35	Vienne	5,24	5,28
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR							PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR		
Alpes-de-Haute-Provence	46,61	41,63	34,03	32,25	32,32	40,48	Alpes-de-Haute-Provence	4,31	11,33
Hautes-Alpes	53,79	45,82	40,43	41,02	38,21	49,89	Hautes-Alpes	3,49	7,77
Alpes-Maritimes	52,31	42,73	39,26	37,03	36,16	43,61	Alpes-Maritimes	17,65	21,74
Bouches-du-Rhône	36,73	34,07	28,66	29,92	28,05	30,44	Bouches-du-Rhône	19,46	22,60
Var	44,78	44,30	36,08	34,25	33,04	40,76	Var	20,37	17,40
Vaucluse	40,15	36,55	31,91	32,63	32,23	34,23	Vaucluse	15,64	19,17
RHÔNE-ALPES							RHÔNE-ALPES		
Ain	55,59	50,36	40,33	40,86	43,34	49,93	Ain	7,60	9,68
Ardeche	55,12	48,25	39,03	38,67	40,50	46,38	Ardeche	5,37	7,78
Drome	42,14	43,22	35,44	33,92	35,88	42,01	Drome	10,97	10,90
Isère	45,30	39,19	33,52	34,01	32,64	42,77	Isère	7,70	11,46
Isone	52,56	44,21	36,43	39,58	35,79	43,85	Isone	10,66	11,42
Loire	47,82	46,96	39,34	40,43	38,46	41,45	Loire	15,88	12,51
Rhône	52,10	45,48	38,99	39,15	37,21	46,53	Rhône	6,43	9,25
Savoie	59,33	51,22	45,33	43,88	40,35	52,20	Savoie	9,71	8,99

(1) RPR + UDF + div. d.
(2) M. Jacques Chirac + M. Raymond Barre.
(3) Liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing + liste conduite par M. Simone Veil.

Extrême droite						
Départements par régions	Cant. 10-03-85 (1)	Régio. 10-03-85 (1)	Préfid. 24-04-88 (2)	Euro. 18-06-89 (3)	Régio. 22-03-92 (1)	Cant. 22-03-92 (1)
ALSACE						
Bas-Rhin	11,40	12,05	21,93	13,56	22,37	18,40
Haut-Rhin	10,77	14,36	21,70	13,75	24,37	14,31
AQUITAINE						
Dordogne	4,62	6,00	9,81	7,73	7,59	6,07
Gironde	8,87	7,84	12,29	10,81	14,92	14,08
Landes	5,75	5,02	8,96	7,05	7,97	7,47
Lot-et-Garonne	9,40	8,05	15,41	11,22	12,67	12,07
Pyrénées-Atlantiques	5,17	6,84	10,68	8,88	9	7,32
AUVERGNE						
Allier	5,44	6,67	10,14	7,86	9,31	9,21
Cantal	0,36	3,57	7,10	4,94	5,06	3,17
Haute-Loire	6,74	7,63	14,07	8,37	12,80	8,32
Puy-de-Dôme	6,42	5,54	11,57	7,18	8,46	7,71
BOURGOGNE						
Côte-d'Or	9,41	9,16	13,91	11,45	13,76	11,55
Nivernais	4,34	7,05	9,72	8,81	10,70	8,56
Seine-et-Loire	4,28	7,06	11,11	8,35	9,48	8,20
Yonne	3,76	10,71	15,72	13,00	15,30	12,51
BRETAGNE						
Côtes-d'Armor	3,84	3,89	8,23	6,21	7,40	5,75
Finistère	5,81	5,04	9,61	8,05	8,69	7,58
Ille-et-Vilaine	4,52	3,36	8,63	6,72	8,26	6,89
Morbihan	4,43	6,82	12,98	9,78	11,01	9,34
CEVRE						
Cher	3,35	6,64	11,56	10,02	12,28	10,68
Eure-et-Loir	9,69	9,96	15,29	12,98	20,61	14,93
Indre	1,94	6,31	11,34	8,65	9,96	6,59
Indre-et-Loire	8,10	7,31	12,22	9,88	12,56	10,15
Loir-et-Cher	8,04	9,58	12,78	9,27	11,92	10,05
Lozère	5,11	9,71	14,92	11,79	14,53	13,23
CHAMPAGNE-ARDENNE						
Ardennes	7,53	9,58	15,06	11,26	13,86	8,55
Aube	4,92	9,71	14,41	12,12	13,47	11,26
Marne	10,27	9,00	14,02	12,21	15,54	12,26
Haute-Marne	5,73	10,86	15,63	11,98	14,54	7,71
CORSE						
Corse-du-Sud	3,93	7,65	14,81	12,45	-	6,92
Haute-Corse	3,33	4,78	12,01	9,66	5,10	2,98
FRANCHE-COMTÉ						
Doubs	4,80	9,49	14,41	10,09	17,07	9,83
Jura	3,76	8,73	14,52	9,73	12,58	9,57
Haute-Saône	6,56	9,72	13,83	10,15	12,13	10,40
Territoire-de-Belfort	9,99	11,21	16,76	13,43	16,21	15,70
ÎLE-DE-FRANCE						
Paris		10,96	13,38	14,07	12,98	
Seine-et-Marne	13,18	12,01	17,75	15,51	17,53	15,96
Yvelines	13,88	10,18	15,05	14,06	16,61	15,98
Essonne	11,00	9,27	14,98	13,56	15,32	13,27
Hauts-de-Seine	13,89	11,13	14,77	14,37	13,91	13,53
Seine-Saint-Denis	17,92	15,04	19,81	17,47	21,31	15,34
Val-de-Marne	12,20	11,62	15,64	14,32	15,46	14,15
Val-d'Oise	14,16	12,24	18,08	16,26	19,44	18,84
LANGUEDOC-ROUSSILLON						
Aude	7,33	6,14	13,71	10,04	11,60	9,37
Gard	10,71	14,84	20,59	14,75	18,21	14,23
Hérault	15,02	14,07	19,91	15,90	18,29	16,72
Lozère	3,26	5,14	11,63	7,98	5,88	4,49
Pyrénées-Orientales	15,91	17,83	20,52	18,67	22,57	18,40
LIMOUSIN						
Corrèze	0,55	3,97	5,92	5,56	5,21	5,10
Creuse	1,11	3,83	7,78	5,97	6,81	5,86
Haute-Vienne	1,52	3,94	7,83	6,63	7,36	7,12
LOIREAIRE						
Mayenne-et-Loire	7,86	9,97	14,84	11,38	15,33	12,02
Mayenne	4,12	10,92	15,00	10,76	12,18	11,30
Mayenne	9,27	12,05	19,90	14,56	15,75	13,61
Vendée	8,87	7,59	14,58	10,67	12,08	9,59
MIDY-PYRÉNÉES						
Ariège	5,67	4,52	10,29	7,96	8,43	9,46
Aveyron	0,85	5,24	8,86	6,41	5,88	2,20
Haute-Garonne	7,92	6,27	13,15	11,32	10,20	11,02
Gers	3,33	5,28	10,68	7,90	8,67	6,57
Lot	1,33	3,90	8,33	6,64	6,55	4,73
Hautes-Pyrénées	4,43	5,17	9,93	7,76	8,22	7,88
Tarn	8,23	9,72	14,77	10,65	11,93	12,14
Tarn-et-Garonne	4,53	8,98	15,18	11,20	12,13	10,84
NORD-PAS-DE-CALAIS						
Nord	9,86	11,84	15,15	11,65	15,49	14,52
Pas-de-Calais	3,71	7,53	11,39	8,71	10,57	10,01
BASSE-NORMANDIE						
Calvados	4,85	6,88	11,05	9,12	11,16	9,70
Manche	3,96	8,41	10,77	7,84	11,03	8,22
Orne	2,17	6,26	11,79	8,79	11,25	9,22
HAUTE-NORMANDIE						
Eure	8,48	8,91	14,04	9,46	15,49	12,72
Seine-Maritime	7,07	6,40	11,23	9,46	11,88	10,49
PAYS DE LA LOIRE						
Loire-Atlantique	6,99	5,91	10,03	7,57	9,13	8,87
Maine-et-Loire	1,38	3,97	8,52	6,11	9,71	8,19
Mayenne	1,36	4,70	8,20	6,11	8,18	6,86
Sarthe	3,74	5,05	9,34	6,69	8,02	8,61
Vendée	5,02	4,93	8,69	6,46	9,16	7,52
PICARDIE						
Aisne	8,20	9,12	13,40	11,08	12,53	10,08
Oise	10,23	11,66	16,72	13,69	16,72	13,77
Somme	8,71	7,72	13,79	9,13	11,97	10,46
PORTOU-CHARENTAIS						
Charente	6,32	5,34	8,89	7,03	9,62	6,01
Charente-Maritime	6,99	7,18	11,16	8,92	9,78	9
Deux-Sèvres	3,65	4,01	7,49	5,29	6,24	5,91
Vienne	5,24	5,28	9,30	7,10	9,79	8,69
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR						
Alpes-de-Haute-Provence	4,31	11,33	16,71	11,99	13,39	7,42
Alpes-Haute	3,49	7,77	13,69	10,24	10,72	6,85
Alpes-Maritimes	17,65	21,74	24,23	25,05	28,06	24,05
Bouches-du-Rhône	19,46	22,60	26,39	20,76	22,60	21,88
Var	20,37	17,40	25,08	22,86	24,97	23,14
Vaucluse	15,64	19,17	23,11	17,75	22,56	19,75
PROVENCE-ALPES						
Alpes	7,60	9,68	16,08	12,56	15,26	12,58
Alpes	8,57	10,90	12,83	9,63	11,57	9,35
Alpes	10,97	10,46	16,09	11,77	14,54	13,93
Alpes	7,70	11,46	16,09	12,59	16,14	14,26
Alpes	10,66	11,42	17,36	12,68	16,28	15,20
Alpes	15,88	12,31	18,03	15,36	21,99	20,54
Alpes	6,43	9,12	15,20	11,25	13,60	12,24
Alpes	9,71	8,99	15,47	11,44	14,71	12,60

LES RÉSULTATS DES RÉGIONALES EN ILE-DE-FRANCE

Au péril de l'extrême droite

Le constat est sans appel : le Front national est, dorénavant, une des principales forces politiques de l'île-de-France. Devant les communistes, devant les socialistes, devant chacune des deux familles divisées de l'écologie, devant l'UDF, si l'on se réfère, pour répartir le score de l'UPF entre ses composantes, aux différents résultats de celles-ci lors de consultations antérieures. Pour le devancer il ne reste vraiment que le RPR.

Le premier résultat de ce bouleversement du jeu traditionnel ne s'est pas fait attendre. M. Alain Juppé, qui rêvait de présider la conseil de la première région de France, a renoncé devant la difficulté de la tâche. Quel que soit celui qui aura à la ramplir, elle ne sera pas aisée. L'assemblée régionale est électorale en quatre forces électorales, dont on ne voit pas sur quel schéma certaines

d'entre elles pourraient se retrouver. Le pivot est incontestablement la droite républicaine, avec 85 sièges ; mais, sur la droite de cette droite on trouve 37 élus du Front national et, de l'autre côté, 37 écologistes des deux obédiences, le tout sous le regard de 50 conseillers de gauche.

Cette percée de l'extrême droite ne se limite pas à quelques points forts. Comme le montrent les résultats de toutes les villes d'île-de-France de plus de 15 000 habitants, que nous publions ci-dessous, elle est fortement présente partout. Dans les « beaux » quartiers comme dans ceux où le misère est censée expliquer l'attitude de leurs habitants pour l'extrémisme. Les seuls arrondissements de Paris où le Front national devance le PS sont le dix-septième, le seizième, et huitième, dont on ne voit pas sur quel schéma certaines

Pen recueillent près de 13 % des suffrages. Les raisons de ces scores ne peuvent être les mêmes que celles qui expliquent que l'extrême droite fasse mieux que l'addition du PCF et d'une dissidence communiste à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), villa qui, il y a peu, était dirigée par un communiste - atypique, il est vrai - ou que celles qui font qu'à Epinay-sur-Seine, cité socialiste où les enfants de l'immigration sont mal acceptés par les habitants du centre ancien, il devance le PS.

Dans ces communes-dortoirs, les socialistes sont très concurrencés par les écologistes, qui trouvent là un terrain idéal pour dénoncer les méfaits d'un urbanisme mal maîtrisé. A Noisy-le-Grand, par exemple, une ville que le PS a longtemps rêvé d'arracher au RPR, qui l'avait prise

lui-même au PCF, les voix additionnées des Verts et de Génération Ecologie sont supérieures à celles du PS. Même chose à Pavillons-sous-Bois - dont le maire est pourtant socialiste - à Cergy, à Torcy, à Sevigny-le-Temple, à Combs-la-Ville, à plain cœur de « villes nouvelles ». Mais, là encore, les raisons de ces résultats ne peuvent être identiques à celles qui permettent aux seuls amis de M. Brice Lalonde de doubler le PS à Rambouillet, à Chateau, ou Vésinet, cités à l'environnement particulièrement protégé.

Les considérations simples ne peuvent donc suffire à expliquer la percée des écologistes ni celle de l'extrême droite, même si, parfois, elles ont pu amplifier l'une et l'autre. Une fois encore, la région parisienne n'est que le miroir grossissant de l'ensemble du pays.

THIERRY BRÉHIER

ILE-DE-FRANCE (197 + 12)

CONSEIL SORTANT. - 19 PC, 1 ex-PC, 39 PS, 6 MRG, 3 UDF-rd, 7 UDF-CDS, 11 UDF-PR, 2 UDF-P et R, 6 UDF, 1 app. UDF, 59 RPR, 2 app. RPR, 2 div. d., 19 FN, (Prés. : M. Pierre-Charles Krieg, RPR, c. de Paris, m. du 4 arr., d., n.s.r.p.)

NOUVEAU CONSEIL. - 16 PC, 1 app. PC, 32 PS, 15 MRG, 3 UDF-rd, 9 UDF-CDS, 1 UDF-P et R, 13 UDF-PR, 1 UDF, 50 RPR, 3 app. RPR, 37 FN, 22 GE, 15 Verts, 2 div. d.

PARIS (42)

PS-MRG : Pierre Joxe (PS), min. de la défense, c. de Paris, a.d.
UPF : Alain Juppé (RPR), d., adj. m. de Paris, a. min. délégué.
PC : Alain Lhospice.
GE : Alexandre Minkowski.
CNI : Bernard Lepid.
LO : Chantal Cauquil.
Verts : Jean-Félix Bernard.
FN : Serge Martinez.

1. 111 772 : A. 35,44 % ; E. 702 088
UPF 317 402 (45,20) 21 élus
PS-MRG 118 226 (16,53) 8 élus
FN 91 133 (12,98) 6 élus
GE 76 273 (10,86) 5 élus
Verts 43 512 (6,19) 2 élus
PC 33 318 (4,62) 2 élus
LO 11 118 (1,58) 0 élu
CNI 10 519 (1,49) 0 élu

1988. - L. 125 075 : A. 25,98 % ; E. 908 810. - RPR (Davaquet), 317 135 (34,90 %), 17 élus ; PS-MRG (Jospin), 127 176 (29,95 %), 15 élus ; UDF (Dominant, UDF-PR), 107 847 (11,83 %), 5 élus ; FN (La Pen), 89 801 (10,86 %), 5 élus ; PC (Maurin), 44 598 (4,90 %), 2 élus ; Verts (Lamy), 28 895 (3,17 %), 0 élu ; (Saragat), 27 778 (3,06 %), 0 élu ; (Comita), 5 481 (0,60 %), 0 élu ; LO (Cauquil), 5 408 (0,59 %), 0 élu.

1^{er} ARRONDISSEMENT
L. 10 093 : A. 36,98 % ; E. 6 222
UPF 1 249 (45,78)
PS-MRG 995 (15,99)
FN 848 (12,85)
GE 734 (11,79)
Verts 380 (6,10)
PC 246 (3,95)
LO 127 (2,04)
CNI 89 (1,43)

2nd ARRONDISSEMENT
L. 10 140 : A. 39,67 % ; E. 5 984
UPF 1 144 (45,11)
PS-MRG 817 (13,65)
FN 706 (12,99)
GE 465 (7,77)
Verts 376 (6,11)
PC 246 (3,95)
LO 127 (2,04)
CNI 89 (1,43)

3rd ARRONDISSEMENT
L. 10 140 : A. 39,67 % ; E. 5 984
UPF 1 144 (45,11)
PS-MRG 817 (13,65)
FN 706 (12,99)
GE 465 (7,77)
Verts 376 (6,11)
PC 246 (3,95)
LO 127 (2,04)
CNI 89 (1,43)

4th ARRONDISSEMENT
L. 10 140 : A. 39,67 % ; E. 5 984
UPF 1 144 (45,11)
PS-MRG 817 (13,65)
FN 706 (12,99)
GE 465 (7,77)
Verts 376 (6,11)
PC 246 (3,95)
LO 127 (2,04)
CNI 89 (1,43)

5th ARRONDISSEMENT
L. 10 140 : A. 39,67 % ; E. 5 984
UPF 1 144 (45,11)
PS-MRG 817 (13,65)
FN 706 (12,99)
GE 465 (7,77)
Verts 376 (6,11)
PC 246 (3,95)
LO 127 (2,04)
CNI 89 (1,43)

6th ARRONDISSEMENT
L. 10 140 : A. 39,67 % ; E. 5 984
UPF 1 144 (45,11)
PS-MRG 817 (13,65)
FN 706 (12,99)
GE 465 (7,77)
Verts 376 (6,11)
PC 246 (3,95)
LO 127 (2,04)
CNI 89 (1,43)

7th ARRONDISSEMENT
L. 10 140 : A. 39,67 % ; E. 5 984
UPF 1 144 (45,11)
PS-MRG 817 (13,65)
FN 706 (12,99)
GE 465 (7,77)
Verts 376 (6,11)
PC 246 (3,95)
LO 127 (2,04)
CNI 89 (1,43)

8th ARRONDISSEMENT
L. 22 702 : A. 37,67 % ; E. 13 940
UPF 8 486 (60,87)
PS-MRG 1 884 (13,51)
FN 1 333 (9,70)
GE 998 (7,15)
Verts 316 (2,30)
PC 216 (1,58)
LO 203 (1,47)
CNI 163 (1,18)

9th ARRONDISSEMENT
L. 30 857 : A. 36,80 % ; E. 19 086
UPF 8 606 (45,09)
PS-MRG 3 356 (17,58)
FN 2 565 (13,44)
GE 2 166 (11,34)
Verts 1 061 (5,55)
PC 738 (3,86)
LO 311 (1,62)
CNI 282 (1,47)

10th ARRONDISSEMENT
L. 41 465 : A. 37,62 % ; E. 25 269
UPF 9 607 (38,01)
PS-MRG 4 384 (18,14)
FN 3 710 (14,64)
GE 3 055 (12,08)
Verts 1 899 (7,51)
PC 1 594 (6,30)
LO 469 (1,85)
CNI 351 (1,38)

11th ARRONDISSEMENT
L. 69 151 : A. 36,33 % ; E. 42 957
UPF 15 570 (36,24)
PS-MRG 5 662 (13,18)
FN 5 306 (12,33)
GE 2 988 (6,95)
Verts 2 738 (6,30)
PC 885 (2,06)
LO 549 (1,27)
CNI 349 (0,81)

12th ARRONDISSEMENT
L. 74 417 : A. 34,27 % ; E. 47 841
UPF 20 292 (42,83)
PS-MRG 8 612 (18,00)
FN 6 100 (12,75)
GE 5 320 (11,35)
Verts 3 291 (6,93)
PC 2 537 (5,32)
LO 767 (1,60)
CNI 702 (1,46)

13th ARRONDISSEMENT
L. 88 836 : A. 34,20 % ; E. 56 931
UPF 21 116 (37,09)
PS-MRG 11 640 (20,44)
FN 7 435 (13,09)
GE 6 659 (11,69)
Verts 4 136 (7,26)
PC 4 041 (7,09)
LO 2 179 (3,92)
CNI 715 (1,25)

14th ARRONDISSEMENT
L. 125 214 : A. 34,69 % ; E. 80 170
UPF 40 752 (50,83)
PS-MRG 12 377 (15,43)
FN 9 225 (11,30)
GE 8 314 (10,37)
Verts 4 614 (5,75)
PC 2 611 (3,26)
LO 1 250 (1,55)
CNI 977 (1,21)

15th ARRONDISSEMENT
L. 125 214 : A. 34,69 % ; E. 80 170
UPF 40 752 (50,83)
PS-MRG 12 377 (15,43)
FN 9 225 (11,30)
GE 8 314 (10,37)
Verts 4 614 (5,75)
PC 2 611 (3,26)
LO 1 250 (1,55)
CNI 977 (1,21)

16th ARRONDISSEMENT
L. 88 836 : A. 34,20 % ; E. 56 931
UPF 21 116 (37,09)
PS-MRG 11 640 (20,44)
FN 7 435 (13,09)
GE 6 659 (11,69)
Verts 4 136 (7,26)
PC 4 041 (7,09)
LO 2 179 (3,92)
CNI 715 (1,25)

17th ARRONDISSEMENT
L. 85 934 : A. 35,54 % ; E. 54 267
UPF 28 659 (52,81)
PS-MRG 7 656 (14,10)
FN 7 020 (12,93)
GE 4 909 (9,04)
Verts 2 806 (5,17)
PC 1 620 (2,98)
LO 944 (1,73)
CNI 653 (1,20)

18th ARRONDISSEMENT
L. 90 023 : A. 38,48 % ; E. 54 056
UPF 21 677 (40,10)
PS-MRG 9 305 (17,21)
FN 8 736 (16,20)
GE 5 606 (10,37)
Verts 3 873 (7,16)
PC 3 185 (5,89)
LO 1 079 (1,99)
CNI 573 (1,06)

19th ARRONDISSEMENT
L. 73 776 : A. 35,88 % ; E. 46 085
UPF 17 007 (36,90)
PS-MRG 7 143 (15,49)
FN 7 143 (15,49)
GE 4 899 (10,63)

20th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

21th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

22th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

23th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

24th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

25th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

26th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

27th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

28th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

29th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

30th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

31th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

32th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

33th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

34th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

35th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

36th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

37th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

38th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

39th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

40th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

41th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

42th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

43th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

44th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

45th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

46th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

47th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

48th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

49th ARRONDISSEMENT
L. 88 387 : A. 37,15 % ; E. 54 165
UPF 18 551 (34,80)
PS-MRG 10 426 (19,24)
FN 8 318 (15,35)
GE 6 365 (11,75)
Verts 4 250 (7,79)
PC 4 132 (7,62)
LO 1 136 (2,09)
CNI 717 (1,32)

LES RÉSULTATS DES RÉGIONALES EN ILE-DE-FRANCE

<p>CHÂTILLON L. 15 780; A. 29,01%; E. 10 880</p> <p>UPF 4486 (41,23) FN 1614 (14,83) GE 1268 (11,65) PC 1104 (10,14) V. 926 (8,51) LO 877 (8,05) Div. 182 (1,67) CNI 148 (1,39) LO 123 (1,13)</p>	<p>SEINE-ET-MARNE (18 + 3)</p> <p>UPF: Didier Julia (RPR), c.r. V. Alain Rist. PC: Daniel Brunel, c.r. LO: Daniel Louboulay. GE: François Lapeyre. FN: Jean-François Jalkh, a.d., c.m. de Melun. CPNT: Richard Bertin. FS: Yannick Bodin, c.r.</p> <p>MEUDON L. 28 861; A. 32,54%; E. 19 041</p> <p>UPF 8082 (42,46) FN 2814 (14,77) GE 2301 (12,08) PC 2134 (11,30) V. 1367 (7,17) LO 1088 (5,71) Div. 344 (1,85) CNI 249 (1,30)</p>	<p>BOIGNY L. 9 588; A. 35,71%; E. 5 940</p> <p>UPF 2080 (35,01) FN 912 (15,55) GE 675 (11,30) PC 627 (10,53) V. 341 (5,74) LO 163 (2,78) Div. 81 (1,36)</p>	<p>BONDY L. 23 427; A. 36,08%; E. 14 258</p> <p>UPF 3474 (24,36) FN 3327 (23,33) GE 1473 (10,34) PC 1320 (9,23) V. 1002 (7,02) LO 206 (1,46) Div. 298 (2,09)</p>	<p>LES PAVILLONS-SOUS-BOIS L. 11 064; A. 36,52%; E. 6 698</p> <p>UPF 1992 (29,74) FN 1312 (20,17) GE 1222 (18,24) PC 793 (11,83) V. 461 (6,88) LO 154 (2,29) Div. 88 (1,31)</p>	<p>PIERREFITTE-SUR-SEINE L. 10 696; A. 32,73%; E. 6 942</p> <p>UPF 1703 (24,56) FN 1676 (24,14) GE 1418 (20,42) PC 713 (10,27) V. 697 (10,04) LO 492 (7,08) Div. 131 (1,88)</p>
<p>CHAVILLE L. 12 078; A. 34,14%; E. 7 757</p> <p>UPF 2913 (37,55) FN 1165 (15,01) GE 1028 (13,25) PC 779 (10,04) V. 586 (7,55) LO 474 (6,11) Div. 410 (5,28) CNI 148 (1,90) LO 94 (1,21)</p>	<p>MONTEUIL L. 22 103; A. 35,15%; E. 13 970</p> <p>UPF 5335 (38,18) FN 2494 (17,85) GE 1840 (13,33) PC 1615 (11,56) V. 966 (6,91) LO 563 (4,05) Div. 224 (1,62) CNI 181 (1,29) LO 175 (1,25)</p>	<p>BOISSY-EN-SEINE L. 10 264; A. 41,15%; E. 5 801</p> <p>UPF 1414 (24,37) FN 1333 (23,32) GE 1224 (21,35) PC 684 (11,75) V. 652 (11,23) LO 378 (6,51) Div. 257 (4,53) LO 99 (1,70)</p>	<p>CLICHY-SOUS-BOIS L. 9 602; A. 40,46%; E. 5 524</p> <p>UPF 1467 (26,53) FN 1105 (20,09) GE 952 (18,52) PC 590 (10,68) V. 526 (9,32) LO 427 (7,72) Div. 154 (2,80)</p>	<p>LA COURNEUVE L. 14 717; A. 39,55%; E. 8 631</p> <p>UPF 2902 (33,62) FN 1875 (21,72) GE 1411 (16,39) PC 813 (9,41) V. 661 (7,65) LO 589 (6,82) Div. 257 (2,97)</p>	<p>LE PRÉ-SAINT-GERVAIS L. 7 121; A. 32,03%; E. 4 714</p> <p>UPF 1047 (22,21) FN 794 (16,84) GE 743 (15,62) PC 333 (7,00) V. 264 (5,60) LO 85 (1,80) Div. 81 (1,70)</p>
<p>CLAMART L. 30 265; A. 34,51%; E. 19 343</p> <p>UPF 7235 (37,40) FN 2857 (14,77) GE 2638 (13,63) PC 2127 (10,99) V. 1583 (8,18) LO 1047 (5,42) Div. 341 (1,76) CNI 261 (1,35) LO 253 (1,30)</p>	<p>NEUILLY-SUR-SEINE L. 34 816; A. 31,34%; E. 23 593</p> <p>UPF 15 684 (66,47) FN 3051 (12,39) GE 1840 (7,33) PC 1355 (5,65) V. 666 (2,82) LO 460 (1,95) Div. 183 (0,77) CNI 107 (0,45)</p>	<p>BOISSY-EN-SEINE L. 10 264; A. 41,15%; E. 5 801</p> <p>UPF 1414 (24,37) FN 1333 (23,32) GE 1224 (21,35) PC 684 (11,75) V. 652 (11,23) LO 378 (6,51) Div. 257 (4,53) LO 99 (1,70)</p>	<p>SAVIGNY-LE-TEMPLE L. 8 976; A. 34,89%; E. 5 616</p> <p>UPF 1454 (25,89) FN 1154 (20,54) GE 998 (17,77) PC 580 (10,32) V. 415 (7,38) LO 378 (6,51) Div. 257 (4,53) LO 99 (1,70)</p>	<p>DRANCY L. 18 868; A. 40,74%; E. 10 778</p> <p>UPF 3360 (31,17) FN 2407 (22,33) GE 1987 (18,43) PC 1434 (13,21) V. 946 (8,77) LO 736 (6,82) Div. 145 (1,34)</p>	<p>ROMAINVILLE L. 12 767; A. 39,31%; E. 7 492</p> <p>UPF 1797 (38,12) FN 1466 (19,56) GE 1431 (19,10) PC 750 (10,01) V. 681 (9,22) LO 488 (6,51) Div. 161 (2,14)</p>
<p>CLICHY L. 24 606; A. 37,77%; E. 14 901</p> <p>UPF 4836 (32,38) FN 3374 (22,64) GE 3304 (21,98) PC 1423 (9,54) V. 1183 (7,93) LO 981 (6,58) Div. 254 (1,70) CNI 139 (0,96) LO 141 (0,94) CNI 136 (0,91)</p>	<p>LE PLESSIS-ROBINSON L. 12 950; A. 30,22%; E. 8 793</p> <p>UPF 3525 (40,08) FN 2239 (25,62) GE 1583 (18,34) PC 1418 (16,28) V. 1000 (11,60) LO 681 (7,93) Div. 196 (2,28) CNI 178 (2,05) LO 153 (1,75)</p>	<p>CHAMPS-MARNE L. 10 513; A. 38,67%; E. 6 241</p> <p>UPF 1464 (23,45) FN 1103 (17,67) GE 1000 (16,02) PC 825 (13,28) V. 719 (11,44) LO 401 (6,45) Div. 119 (1,90) CNI 109 (1,76)</p>	<p>SAVIGNY-LE-TEMPLE L. 8 976; A. 34,89%; E. 5 616</p> <p>UPF 1454 (25,89) FN 1154 (20,54) GE 998 (17,77) PC 580 (10,32) V. 415 (7,38) LO 378 (6,51) Div. 257 (4,53) LO 99 (1,70)</p>	<p>ÉPINAY-SUR-SEINE L. 25 323; A. 42,23%; E. 14 165</p> <p>UPF 3542 (25,00) FN 2453 (17,23) GE 1987 (13,82) PC 1434 (10,01) V. 946 (6,77) LO 736 (5,26) Div. 145 (1,34)</p>	<p>ROSNY-SOUS-BOIS L. 20 935; A. 36,48%; E. 12 911</p> <p>UPF 5012 (38,81) FN 3012 (23,28) GE 2667 (20,65) PC 1463 (11,33) V. 1417 (10,97) LO 1191 (9,22) Div. 884 (6,84)</p>
<p>COLOMBES L. 44 471; A. 34,93%; E. 28 146</p> <p>UPF 8754 (31,10) FN 5158 (18,32) GE 4332 (16,10) PC 3289 (11,68) V. 2816 (10,00) LO 2052 (7,29) Div. 490 (1,74) CNI 391 (1,39) LO 346 (1,25) CNI 318 (1,12)</p>	<p>PUTAUX L. 22 079; A. 28,07%; E. 15 306</p> <p>UPF 1688 (30,22) FN 1239 (22,62) GE 1583 (28,34) PC 1418 (26,28) V. 1000 (18,60) LO 681 (12,44) Div. 196 (3,58) CNI 178 (3,16) LO 153 (2,75)</p>	<p>CHAMPS-MARNE L. 10 513; A. 38,67%; E. 6 241</p> <p>UPF 1464 (23,45) FN 1103 (17,67) GE 1000 (16,02) PC 825 (13,28) V. 719 (11,44) LO 401 (6,45) Div. 119 (1,90) CNI 109 (1,76)</p>	<p>SAVIGNY-LE-TEMPLE L. 8 976; A. 34,89%; E. 5 616</p> <p>UPF 1454 (25,89) FN 1154 (20,54) GE 998 (17,77) PC 580 (10,32) V. 415 (7,38) LO 378 (6,51) Div. 257 (4,53) LO 99 (1,70)</p>	<p>ÉPINAY-SUR-SEINE L. 25 323; A. 42,23%; E. 14 165</p> <p>UPF 3542 (25,00) FN 2453 (17,23) GE 1987 (13,82) PC 1434 (10,01) V. 946 (6,77) LO 736 (5,26) Div. 145 (1,34)</p>	<p>SAINT-DENIS L. 35 368; A. 42,22%; E. 19 692</p> <p>UPF 4979 (25,28) FN 4903 (24,89) GE 4496 (22,87) PC 3127 (15,75) V. 2387 (12,12) LO 1945 (9,87) Div. 1436 (7,29)</p>
<p>COURBEVOIE L. 32 327; A. 30,29%; E. 22 084</p> <p>UPF 9592 (45,24) FN 5927 (28,17) GE 5283 (25,03) PC 3568 (16,19) V. 2791 (12,73) LO 2052 (9,29) Div. 490 (2,21) CNI 391 (1,74) LO 346 (1,55) CNI 318 (1,42)</p>	<p>RUEIL-MALMAISON L. 39 328; A. 30,30%; E. 26 668</p> <p>UPF 12 216 (45,80) FN 3472 (13,01) GE 1840 (6,73) PC 1355 (4,92) V. 666 (2,42) LO 460 (1,68) Div. 183 (0,67) CNI 107 (0,39)</p>	<p>CHAMPS-MARNE L. 10 513; A. 38,67%; E. 6 241</p> <p>UPF 1464 (23,45) FN 1103 (17,67) GE 1000 (16,02) PC 825 (13,28) V. 719 (11,44) LO 401 (6,45) Div. 119 (1,90) CNI 109 (1,76)</p>	<p>SAVIGNY-LE-TEMPLE L. 8 976; A. 34,89%; E. 5 616</p> <p>UPF 1454 (25,89) FN 1154 (20,54) GE 998 (17,77) PC 580 (10,32) V. 415 (7,38) LO 378 (6,51) Div. 257 (4,53) LO 99 (1,70)</p>	<p>ÉPINAY-SUR-SEINE L. 25 323; A. 42,23%; E. 14 165</p> <p>UPF 3542 (25,00) FN 2453 (17,23) GE 1987 (13,82) PC 1434 (10,01) V. 946 (6,77) LO 736 (5,26) Div. 145 (1,34)</p>	<p>SAINT-DENIS L. 35 368; A. 42,22%; E. 19 692</p> <p>UPF 4979 (25,28) FN 4903 (24,89) GE 4496 (22,87) PC 3127 (15,75) V. 2387 (12,12) LO 1945 (9,87) Div. 1436 (7,29)</p>
<p>FONTENAY-AUX-ROSES L. 14 836; A. 32,54%; E. 9 762</p> <p>UPF 3271 (33,50) FN 1617 (16,56) GE 1217 (12,46) PC 1205 (12,34) V. 842 (8,62) LO 670 (6,86) Div. 319 (3,26) CNI 269 (2,73) LO 192 (1,96) CNI 160 (1,63)</p>	<p>SAINT-CLOUD L. 18 945; A. 34,82%; E. 12 092</p> <p>UPF 6077 (56,87) FN 1598 (13,21) GE 1310 (10,83) PC 973 (8,04) V. 191 (1,57) LO 181 (1,51) Div. 116 (0,98) CNI 88 (0,72)</p>	<p>CHAMPS-MARNE L. 10 513; A. 38,67%; E. 6 241</p> <p>UPF 1464 (23,45) FN 1103 (17,67) GE 1000 (16,02) PC 825 (13,28) V. 719 (11,44) LO 401 (6,45) Div. 119 (1,90) CNI 109 (1,76)</p>	<p>SAVIGNY-LE-TEMPLE L. 8 976; A. 34,89%; E. 5 616</p> <p>UPF 1454 (25,89) FN 1154 (20,54) GE 998 (17,77) PC 580 (10,32) V. 415 (7,38) LO 378 (6,51) Div. 257 (4,53) LO 99 (1,70)</p>	<p>ÉPINAY-SUR-SEINE L. 25 323; A. 42,23%; E. 14 165</p> <p>UPF 3542 (25,00) FN 2453 (17,23) GE 1987 (13,82) PC 1434 (10,01) V. 946 (6,77) LO 736 (5,26) Div. 145 (1,34)</p>	<p>SAINT-DENIS L. 35 368; A. 42,22%; E. 19 692</p> <p>UPF 4979 (25,28) FN 4903 (24,89) GE 4496 (22,87) PC 3127 (15,75) V. 2387 (12,12) LO 1945 (9,87) Div. 1436 (7,29)</p>
<p>GARCHES L. 11 118; A. 32,11%; E. 7 388</p> <p>UPF 3827 (51,80) FN 966 (13,07) GE 794 (10,74) PC 713 (9,65) V. 402 (5,44) LO 188 (2,54) Div. 136 (1,84) CNI 133 (1,80) LO 127 (1,71) CNI 62 (0,85)</p>	<p>SCAUX L. 12 909; A. 28,53%; E. 9 069</p> <p>UPF 4322 (47,65) FN 306 (3,40) GE 909 (10,00) PC 946 (10,40) V. 536 (5,91) LO 308 (3,39) Div. 241 (2,65) CNI 135 (1,47) LO 110 (1,23) CNI 113 (1,24)</p>	<p>CHAMPS-MARNE L. 10 513; A. 38,67%; E. 6 241</p> <p>UPF 1464 (23,45) FN 1103 (17,67) GE 1000 (16,02) PC 825 (13,28) V. 719 (11,44) LO 401 (6,45) Div. 119 (1,90) CNI 109 (1,76)</p>	<p>SAVIGNY-LE-TEMPLE L. 8 976; A. 34,89%; E. 5 616</p> <p>UPF 1454 (25,89) FN 1154 (20,54) GE 998 (17,77) PC 580 (10,32) V. 415 (7,38) LO 378 (6,51) Div. 257 (4,53) LO 99 (1,70)</p>	<p>ÉPINAY-SUR-SEINE L. 25 323; A. 42,23%; E. 14 165</p> <p>UPF 3542 (25,00) FN 2453 (17,23) GE 1987 (13,82) PC 1434 (10,01) V. 946 (6,77) LO 736 (5,26) Div. 145 (1,34)</p>	<p>SAINT-DENIS L. 35 368; A. 42,22%; E. 19 692</p> <p>UPF 4979 (25,28) FN 4903 (24,89) GE 4496 (22,87) PC 3127 (15,75) V. 2387 (12,12) LO 1945 (9,87) Div. 1436 (7,29)</p>
<p>LA GARENNE-COLOMBES L. 13 201; A. 31,49%; E. 8 784</p> <p>UPF 3693 (42,04) FN 1261 (14,57) GE 1201 (13,87) PC 865 (9,94) V. 721 (8,20) LO 466 (5,36) Div. 187 (2,12) CNI 142 (1,61) LO 137 (1,55) CNI 111 (1,26)</p>	<p>SEVRES L. 13 573; A. 31,29%; E. 9 135</p> <p>UPF 3735 (40,88) FN 1233 (13,49) GE 1233 (13,49) PC 639 (6,99) V. 545 (5,96) LO 173 (1,89) Div. 160 (1,75) CNI 105 (1,14)</p>	<p>CHAMPS-MARNE L. 10 513; A. 38,67%; E. 6 241</p> <p>UPF 1464 (23,45) FN 1103 (17,67) GE 1000 (16,02) PC 825 (13,28) V. 719 (11,44) LO 401 (6,45) Div. 119 (1,90) CNI 109 (1,76)</p>	<p>SAVIGNY-LE-TEMPLE L. 8 976; A. 34,89%; E. 5 616</p> <p>UPF 1454 (25,89) FN 1154 (20,54) GE 998 (17,77) PC 580 (10,32) V. 415 (7,38) LO 378 (6,51) Div. 257 (4,53) LO 99 (1,70)</p>	<p>ÉPINAY-SUR-SEINE L. 25 323; A. 42,23%; E. 14 165</p> <p>UPF 3542 (25,00) FN 2453 (17,23) GE 1987 (13,82) PC 1434 (10,01) V. 946 (6,77) LO 736 (5,26) Div. 145 (1,34)</p>	<p>SAINT-DENIS L. 35 368; A. 42,22%; E. 19 692</p> <p>UPF 4979 (25,28) FN 4903 (24,89) GE 4496 (22,87) PC 3127 (15,75) V. 2387 (12,12) LO 1945 (9,87) Div. 1436 (7,29)</p>
<p>GENNEVILLIERS L. 18 929; A. 36,81%; E. 11 622</p> <p>UPF 4316 (37,13) FN 2272 (19,54) GE 2085 (17,87) PC 970 (8,34) V. 827 (7,11) LO 718 (6,17) Div. 238 (2,04) CNI 76 (0,65) LO 71 (0,61)</p>	<p>SURESNES L. 20 921; A. 34,55%; E. 13 344</p> <p>UPF 5274 (39,72) FN 2463 (18,45) GE 1710 (12,81) PC 922 (6,90) V. 1240 (9,29) LO 943 (7,06) Div. 922 (6,90) CNI 265 (1,98) LO 188 (1,40) CNI 187 (1,40) LO 152 (1,13)</p>	<p>CHAMPS-MARNE L. 10 513; A. 38,67%; E. 6 241</p> <p>UPF 1464 (23,45) FN 1103 (17,67) GE 1000 (16,02) PC 825 (13,28) V. 719 (11,44) LO 401 (6,45) Div. 119 (1,90) CNI 109 (1,76)</p>	<p>SAVIGNY-LE-TEMPLE L. 8 976; A. 34,89%; E. 5 616</p> <p>UPF 1454 (25,89) FN 1154 (20,54) GE 998 (17,77) PC 580 (10,32) V. 415 (7,38) LO 378 (6,51) Div. 257 (4,53) LO 99 (1,70)</p>	<p>ÉPINAY-SUR-SEINE L. 25 323; A. 42,23%; E. 14 165</p> <p>UPF 3542 (25,00) FN 2453 (17,23) GE 1987 (13,82) PC 1434 (10,01) V. 946 (6,77) LO 736 (5,26) Div. 145 (1,34)</p>	<p>SAINT-DENIS L. 35 368; A. 42,22%; E. 19 692</p> <p>UPF 4979 (25,28) FN 4903 (24,89) GE 4496 (22,87) PC 3127 (15,75) V. 2387 (12,12) LO 1945 (9,87) Div. 1436 (7,29)</p>
<p>ISSY-LES-MOULINEAUX L. 28 448; A. 36,24%; E. 17 565</p> <p>UPF 7098 (40,40) FN 2603 (14,83) GE 2210 (12,58) PC 2014 (11,46) V. 1408 (8,01) LO 1251 (7,12) Div. 267 (1,52) CNI 242 (1,37) LO 204 (1,16)</p>	<p>VANVES L. 14 489; A. 28,20%; E. 10 107</p> <p>UPF 4003 (39,60) FN 1669 (16,51) GE 1225 (12,13) PC 970 (9,57) V. 758 (7,49) LO 211 (2,08) Div. 169 (1,67) CNI 163 (1,61) LO 161 (1,59)</p>	<p>CHAMPS-MARNE L. 10 513; A. 38,67%; E. 6 241</p> <p>UPF 1464 (23,45) FN 1103 (17,67) GE 1000 (16,02) PC 825 (13,28) V. 719 (11,44) LO 401</p>			

LES RÉSULTATS DES RÉGIONALES EN ILE-DE-FRANCE

Votants (Carré, 23 580 (4,81 %); LO (Franciscina), 5 531 (1,08 %).

CRÉTEIL		
PS	9 227	(34,93)
UPF	6 967	(26,37)
FN	3 731	(14,20)
GE	2 399	(9,00)
PC	2 097	(7,93)
Verts	1 606	(6,08)
LO	364	(1,37)

ALFORTVILLE		
PS	4 348	(34,39)
UPF	2 665	(21,20)
FN	1 932	(15,38)
GE	1 283	(10,20)
PC	1 305	(9,58)
Verts	822	(6,54)
LO	311	(2,47)

ARCUEIL		
PS	2 442	(34,38)
UPF	1 485	(20,90)
FN	749	(10,60)
GE	848	(11,94)
PC	745	(10,49)
Verts	573	(8,06)
LO	146	(2,05)

BOISSY-SAINT-LEGER		
UPF	1 409	(30,27)
PS	930	(19,98)
FN	749	(16,00)
GE	522	(11,21)
PC	488	(10,48)
Verts	483	(10,37)
LO	73	(1,56)

CACHAN		
UPF	2 522	(29,11)
PS	2 255	(26,03)
FN	1 257	(14,74)
GE	922	(10,64)
PC	871	(10,05)
Verts	687	(7,93)
LO	151	(1,74)

CHAMPIGNY-SUR-MARNE		
UPF	6 919	(28,98)
PS	6 265	(27,50)
FN	3 670	(15,57)
GE	2 879	(11,66)
PC	2 001	(8,38)
Verts	1 499	(6,27)
LO	339	(1,42)

CHARENTON-LE-PONT		
UPF	4 094	(44,83)
PS	1 538	(16,84)
FN	1 314	(14,38)
GE	901	(9,86)
PC	658	(7,20)
Verts	471	(5,16)
LO	155	(1,69)

CHENNEVIÈRES-SUR-MARNE		
UPF	2 308	(39,27)
PS	1 100	(18,72)
FN	934	(15,89)
GE	507	(8,62)
PC	503	(8,56)
Verts	427	(7,26)
LO	97	(1,63)

CHEVILLY-LARUE		
UPF	761	(28,29)
PS	1 458	(23,42)
FN	895	(14,37)
GE	868	(13,94)
PC	654	(10,77)
Verts	459	(7,37)
LO	129	(2,07)

CHOISY-LE-ROI		
UPF	2 896	(25,65)
PS	2 642	(23,40)
FN	1 966	(17,41)
GE	1 801	(15,95)
PC	957	(8,47)
Verts	724	(6,41)
LO	301	(2,66)

FONTENAY-SOUS-BOIS		
UPF	5 548	(29,41)
PS	5 314	(28,17)
FN	2 750	(14,57)
GE	2 032	(10,77)
PC	1 584	(8,39)
Verts	1 341	(7,10)
LO	294	(1,55)

FRESNES		
UPF	2 501	(29,40)
PS	1 965	(23,14)
FN	1 571	(18,78)
GE	1 045	(12,31)
PC	798	(9,40)
Verts	701	(8,25)
LO	142	(1,67)

GENTILLY		
UPF	1 824	(32,62)
PS	1 915	(35,78)
FN	736	(13,16)
GE	685	(12,25)
PC	550	(9,93)
Verts	397	(7,16)
LO	156	(2,79)

L'HAY-LES-ROSES		
UPF	3 382	(29,91)
PS	2 651	(23,50)
FN	1 702	(15,03)
GE	1 314	(11,62)
PC	978	(8,65)
Verts	810	(7,16)
LO	303	(2,79)

IVRY-SUR-SEINE		
UPF	7 793	(47,09)
PS	2 651	(15,90)
FN	1 860	(11,24)
GE	1 703	(10,29)
PC	1 159	(7,00)
Verts	1 056	(6,38)
LO	344	(2,07)

JOINVILLE-LE-PONT		
UPF	2 829	(41,14)
PS	1 171	(17,03)
FN	1 006	(14,63)
GE	704	(10,24)
PC	572	(8,32)
Verts	300	(4,30)
LO	93	(1,33)

LE KREMLIN-BICÊTRE		
UPF	2 141	(32,62)
PS	1 159	(17,66)
FN	1 103	(16,80)
GE	795	(12,11)
PC	656	(9,99)
Verts	382	(5,85)
LO	126	(1,92)

LIMEL-BRÉVANNES		
UPF	1 809	(31,98)
PS	3 714	(63,17)
FN	904	(15,38)
GE	832	(14,71)
PC	639	(11,29)
Verts	447	(7,90)
LO	98	(1,73)

MAISONS-ALFORT		
UPF	9 001	(42,49)
PS	3 714	(17,53)
FN	3 367	(15,89)
GE	1 925	(9,08)
PC	1 520	(7,17)
Verts	1 363	(6,56)
LO	390	(1,84)

NOGENT-SUR-MARNE		
UPF	5 334	(31,30)
PS	1 581	(9,74)
FN	3 003	(12,07)
GE	1 118	(6,30)
PC	704	(3,62)
Verts	421	(2,11)
LO	116	(0,57)

ORLY		
UPF	1 490	(23,07)
PS	1 260	(19,51)
FN	1 126	(17,44)
GE	986	(15,27)
PC	917	(14,20)
Verts	300	(4,74)
LO	177	(2,74)

LE PERREUX-SUR-MARNE		
UPF	6 327	(54,29)
PS	1 637	(14,04)
FN	1 340	(11,50)
GE	1 003	(8,60)
PC	608	(5,21)
Verts	605	(5,19)
LO	132	(1,13)

SAINT-MANDÉ		
UPF	4 385	(33,01)
PS	1 199	(9,14)
FN	1 081	(8,10)
GE	810	(6,24)
PC	474	(3,63)
Verts	243	(1,87)
LO	79	(0,61)

SAINT-MAUR-DES-FOSSES		
UPF	13 409	(30,44)
PS	4 581	(10,50)
FN	3 183	(7,24)
GE	2 008	(4,63)
PC	1 336	(3,07)
Verts	287	(0,65)
LO	287	(0,65)

SUCY-EN-BRIE		
UPF	4 416	(42,28)
PS	1 689	(16,17)
FN	1 351	(12,84)
GE	1 219	(11,74)
PC	776	(7,43)
Verts	609	(5,83)
LO	143	(1,36)

THIAIS		
UPF	1 432	(33,33)
PS	1 456	(33,37)
FN	1 354	(30,48)
GE	1 072	(24,11)
PC	950	(21,44)
Verts	611	(14,17)
LO	143	(3,17)

VILLEJUIF		
UPF	1 195	(33,03)
PS	3 055	(20,70)
FN	2 017	(13,67)
GE	1 893	(12,63)
PC	1 015	(6,95)
Verts	1 152	(7,80)
LO	349	(2,36)

VILLENEUVE-LE-ROI		
UPF	1 031	(31,81)
PS	1 621	(23,85)
FN	1 191	(17,32)
GE	695	(10,23)
PC	406	(5,97)
Verts	127	(1,86)
LO	127	(1,86)

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES		
UPF	1 179	(25,01)
PS	1 731	(31,86)
FN	1 700	(31,86)
GE	1 015	(18,23)
PC	772	(14,25)
Verts	524	(9,61)
LO	168	(3,12)

VILLIERS-SUR-MARNE		
UPF	2 610	(31,51)
PS	1 623	(19,39)
FN	1 510	(18,23)
GE	1 219	(14,62)
PC	774	(9,34)
Verts	596	(7,19)
LO	155	(1,87)

VINCENNES		
UPF	8 024	(45,44)
PS	2 765	(15,65)
FN	2 620	(14,83)
GE	1 958	(11,08)
PC	1 229	(6,96)
Verts	854	(4,83)
LO	207	(1,17)

VITRY-SUR-SEINE		
UPF	8 052	(32,48)
PS	4 826	(19,47)
FN	4 208	(16,97)
GE	3 079	(12,42)
PC	2 240	(9,03)
Verts	1 850	(7,46)
LO	531	(2,14)

VAL-D'OISE (18 + 3)		
UPF	Jean-Philippe Lachenaud (UDF), prés. c.g. d.	
GE	Gilles Vannier.	
FN	Jean-Michel Dubois, c.r. (Seine-Saint-Denis).	
PS	Manuel Valls, c.r. (Paris), adj. m. d'Argenteuil.	
LO	Patrice Crunil.	
Verts	Pierre-François Siméoni.	
PC	Robert Hue, c.g. m. de Montigny-le-Cornilleux, a.c.r.	
CNI	Yvon Briant, a.d.	

L. 5 78 204 : A. 34,43 %; E. 367 287		
UPF	106 927	(29,11)
PS	52 399	(14,26)
FN	38 911	(10,59)
GE	36 169	(9,84)
PC	38 132	(9,83)
Verts	18 879	(5,14)
LO	6 452	(1,75)

L. 5 555 062 : A. 25,11 %; E. 402 642 - PS-MRG (64,25 %; PS, 118 121 (29,33 %), 7 élus; RPR (Bardet), 80 611 (20,07 %), 4 élus; UDF (Chauvin), 60 060 (15,78 %), 3 élus; FN (Comber), 49 316 (12,24 %), 2 élus; PC (Rue), 48 293 (12,24 %), 2 élus; Verts (Richard), 16 272 (4,04 %), 1 élu; Divers (Guay), 6 060 (1,50 %), 0 élu; LO (Lacière), 6 010 (1,49 %), 0 élu; CNI (Lacière), 4 737 (1,17 %), 0 élu; Div. sup. (Gontard), 4 638 (1,15 %), 0 élu; Div. inf. (Lafosse), 1 891 (0,48 %), 0 élu.		
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

PONTOISE		
UPF	2 833	(31,64)
PS	1 307	(14,60)
FN	1 062	(11,85)
GE	841	(9,42)
PC	521	(5,81)
Verts	499	(5,57)
LO	167	(1,86)

ARGENTEUIL		
UPF	6 175	(22,49)
PS	5 474	(21,95)
FN	3 314	(12,07)
GE	2 444	(8,90)
PC	2 393	(8,91)
Verts	961	(3,50)
LO	658	(2,39)

BEZONS		
UPF	2 126	(27,92)
PS	1 828	(23,03)
FN	820	(10,83)
GE	666	(8,79)
PC	651	(8,59)
Verts	521	(6,78)
LO	154	(2,03)

CERGY		
UPF	2 550	(25,43)
PS	2 355	(23,22)
FN	1 997	(19,81)
GE	1 511	(14,89)
PC	1 126	(11,07)
Verts	640	(6,27)
LO	213	(2,07)

CORMEILLES-EN-PARISIS		
UPF	1 239	(31,37)
PS	852	(22,12)
FN	835	(21,88)
GE	825	(21,79)
PC	634	(16,62)
Verts	358	(9,02)
LO	76	(1,98)

DEUIL-LA-BARRE		
UPF	3 018	(39,58)
PS	1 467	(19,24)
FN	853	(11,18)
GE	825	(10,83)
PC	603	(7,90)
Verts	456	(5,98)
LO	92	(1,20)

EAUBONNE		
UPF	3 914	(39,22)
PS	1 588	(15,91)
FN	1 010	(10,12)
GE	868	(8,69)
PC	562	(5,63)

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES ET CANTONALES

Dans les départements d'outre-mer

La gauche progresse mais se divise davantage

Dans les quatre régions départementales d'outre-mer, les élections régionales se traduisent partout par des situations très originales.

Le cas le plus étonnant est celui de La Réunion où le scrutin a vu la victoire de l'«ennemi numéro un» de tous les hommes politiques de l'île en la personne du président-fondateur de Radio Free-Dom, dont les prises de position avaient contribué au déclenchement des émeutes de l'an dernier dans le quartier du Chaudron, à Saint-Denis. M. Camille Sudre a pris une revanche spectaculaire sur ses détracteurs en devenant la force politique la plus importante de la nouvelle assemblée régionale. Le ministre des DOM-TOM, M. Louis de Penne, a souligné que «la manifestation de ce vote protestataire prouve l'avenir de la collectivité réunionnaise». C'est en effet le moins qu'un puisse dire.

puisque un tiers des suffrages exprimés ont plébiscité un homme réputé pour ses excès.

La droite classique, elle, a perdu 24 points dans la bataille par rapport à 1986 et le Parti communiste réunionnais, qui avait essayé de capter le mécontentement populaire provoqué par l'interdiction de Télé Free-Dom, en a perdu près de 10.

Ailleurs, les listes de gauche, malgré leur multiplication, ont nettement progressé, mais il n'y a qu'en Guyane que la situation soit plus claire. Le Parti socialiste guyanais remporte un succès absolu puisqu'il détient désormais les trente-et-un sièges du nouveau conseil régional. C'est une lourde défaite régionale. C'est une lourde défaite pour le président sortant, M. Georges Othily, le sénateur du département français d'Amérique du Sud, battu par ses anciens amis. La droite locale n'a plus que deux

élus régionaux. Quant au Front national, qui avait mené une campagne tapageuse, il n'a pas réussi à percer.

Aux Antilles, la gauche est aussi majoritaire en voix mais ses divisions ne clarifient pas le paysage politique. En Martinique, le Parti progressiste martiniquais (PPM), qui détenait la présidence de l'assemblée sortante par l'intermédiaire de M. Camille Darsières, se retrouve à la merci de l'intransigeant président du Mouvement pour l'indépendance de la Martinique (MIM), M. Alfred Marité-Jeanne, qui compte autant d'élus que lui (seul), et même s'il s'allie au PS, qui compte trois élus, le parti fondé par M. Aimé Césaire ne disposera pas d'une majorité compte tenu de la présence de quatre élus du Parti communiste local et des seize élus de l'UPF. Les

trois-trois promettent d'être ardues.

De même, en Guadeloupe, la gauche est majoritaire mais son éclatement pourrait surtout profiter à la droite.

La, comme aux Antilles et en Guyane, les mouvements indépendantistes avaient accepté de participer à la vie démocratique en présentant des listes et ils ont eu des élus en Martinique et en Guadeloupe où ils vont peser sur les débats.

Les élections cantonales ont fait apparaître, en revanche, une extrême stabilité. Aucun bouleversement des équilibres politiques ne semble devoir intervenir sauf en Martinique où la gauche semble en mesure d'enlever au RPR une présidence qu'il n'avait pu conserver qu'en extrême, en 1988, à la suite de divergences entre le MIM et le PPM.

La totalisation du « Monde »...

Elections régionales (Métropole et DOM-TOM)		
Inscrits	38 004 692	%
Votants	28 118 791	88,71
Exprimés	24 877 813	95,25
UPF.....		
PS.....	6 249 844	33,16
Ecologistes.....	4 083 948	18,42
..... dont Verts.....	3 575 408	14,37
..... dont Génération Ecologie.....	1 718 158	
Extrême droite.....	1 667 486	
PCF.....	3 461 614	13,91
Divers.....	2 184 348	8,70
Majorité présidentielle + divers gauche.....	1 172 121	4,71
Divers droite.....	1 002 887	4,03
Extrême gauche.....	920 068	3,69
.....	247 404	0,98

Elections cantonales (Métropole et DOM-TOM)		
Inscrits	18 842 712	%
Votants	13 198 916	70,04
Exprimés	12 548 214	65,07
UPF.....		
PS.....	3 657 064	30,73
Extrême droite.....	2 422 185	18,30
Divers droite.....	1 540 314	12,27
Ecologistes.....	1 462 814	11,55
PCF.....	1 267 673	10,26
Majorité présidentielle + divers gauche.....	1 244 895	9,92
Divers.....	537 154	4,28
Extrême gauche.....	189 221	1,35
.....	27 884	0,22

... et celle du ministère de l'intérieur

Elections régionales Totalisation en métropole		
Inscrits	37 344 864	%
Votants	25 652 385	68,7
Expr.	24 431 676	65,4
Abst.	1 200 708	3,2
Extr. g.	298 643	1,2
PC.....	1 963 562	8
PS.....	4 468 849	18,3
Div. g.	523 070	2,1
GE.....	1 744 350	7,1
Verts.....	1 639 798	6,8
Ecol.....	184 916	0,8
Aut. rég.	108 549	0,4
Catég.	942 217 (1)	3,9
UPF.....	8 071 623	33
Div. d.	1 921 079	7,9
FN.....	3 396 141	13,9
Extr. d.	48 879	0,2

(1) Le pourcentage obtenu par les listes dites catégorielles est de 3,9 %, et non de 0,9 % comme indiqué par erreur dans nos éditions du 24 mars.

Rectificatifs et précisions

Nous publions ci-dessous plusieurs précisions et rectificatifs concernant les résultats des élections régionales et cantonales publiés par le Monde dans ses éditions du 24 mars. Des erreurs ont été commises par les préfectures dans le décompte des voix, d'autres sont dues à des transmissions défectueuses.

Régionales
HAUTES-ALPES. - 1. 84 532; 2. 26 699; 3. 59 130.
UPF (Marcel Lesbros, UDF, prés. c. g. sén. m. de La Saulce), 22 599 (38,21 %), 3 élus.
Maj. p. (Daniel Chevallier, PS diss., c. g. m. de Veynes) 18 963 (31,37 %), 1 élu.
FN (Alain Marcoux), 6 342 (10,72 %).
Verts (Hervé Gasdan), 5 876 (9,93 %).
PS (Robert de Caumont, a. d. a. m. de Briançon), 3 362 (5,68 %).
CPNT (Jean-Marie Tassié), 3 153 (5,33 %).
MRG (Joël Girard, MRG, m. de L'Argentière), 2 938 (4,96 %).

DOUBS (18)
Un incident technique nous a empêché de présenter dans nos éditions du 24 mars 1992 la totalité des résultats des élections cantonales du département de Doubs. Nous publions dans cette édition les résultats des cantons manquants.

CONSEIL SORTANT: 9 PS, 1 div. g., 1 UDF-rd, 1 UDF-FR, 4 UDF, 1 app. UDF, 12 RPR, 1 app. RPR, 5 div. d. (Prés.: M. Georges Gruillet, RPR, sén. m. de Verceil-Villedieu-le-Camp).

Pont-de-Roide
Louis Chénia, RPR, c.m., 2 965; Michel Tarnier, PS, c.m., 2 486; Christophe Chichon, FN, 554; Denis Noël, FN, 492; Denis Follet, ADS, c.m., 436; Jean-Pierre Javaux, PC, 163.

Quingey
Jean Verceletti, c.s., app. RPR, c.m., 1 446; Jacques Bressi, PS, m., 1 305; Philippe Edme, AREV, 305; Jean-Pierre Poupeney, Verts, 287; Michel Em, FU, 272; Claude Humbert, div. d., 260; Pierre Jayé, FN, 230; Jean Jourdan, PC, 135.

Saint-Hippolyte
Roger Macabrey, c.s., RPR, REELU. Vercelet-Villedieu-le-Camp Georges Gruillet, c.s., RPR, prés. c.g. REELU.

● RÉGIONALES

Nous avons publié dans nos éditions datées mardi 24 mars les résultats des élections régionales à la Réunion.

GUADELOUPE

1 225 794; V. 132 111; E. 121 589	
UPLG.....	6 673
LCR.....	687
LO.....	1 081
PCG.....	7 096
Ex. PC.....	13 108
PS.....	21 226
PS diss.....	18 706
D. G.....	5 664
Div.....	974
Div.....	3 608
RPR.....	887
RPR diss.....	35 590
App. RPR.....	4 762

BASE-TERRE

1 9 308; V. 4 656; E. 4 160	
UPLG.....	417
LCR.....	40
LO.....	48
PCG.....	185
Ex. PC.....	883
PS.....	392
PS diss.....	197
D. G.....	57
Div.....	26
Div.....	139
RPR.....	26
RPR diss.....	1 635
App. RPR.....	102

POINTE-A-PITRE

1 16 649; V. 10 758; E. 9 726	
UPLG.....	593
LCR.....	79
LO.....	130
PCG.....	708
Ex. PC.....	3 766
PS.....	680
PS diss.....	630
D. G.....	174
Div.....	83
Div.....	654
RPR.....	57
RPR diss.....	1 836
App. RPR.....	271

GUYANE

1 33 807; V. 22 988; E. 21 812	
PNPG.....	700
MDES.....	721
PSG.....	8 626
PS.....	664
Ex. PSG.....	5 090
PD-DISS.....	1 539
UPF.....	798
App. UDF.....	510
RPR.....	1 273
Ex. RPR.....	633
FN.....	475
FN.....	763

CAYENNE

1 12 999; V. 8 691; E. 8 187	
PNPG.....	404
MDES.....	386
PSG.....	3 688
PS.....	207
Ex. PSG.....	1 872
PS diss.....	376
UPF.....	149
App. UDF.....	390
RPR.....	127
Ex. RPR.....	196
FN.....	196

MARTINIQUE

1 225 794; V. 132 111; E. 121 589	
UPLG.....	6 673
LCR.....	687
LO.....	1 081
PCG.....	7 096
Ex. PC.....	13 108
PS.....	21 226
PS diss.....	18 706
D. G.....	5 664
Div.....	974
Div.....	3 608
RPR.....	887
RPR diss.....	35 590
App. RPR.....	4 762

● CANTONALES

Nous avons publié dans nos éditions datées mardi 24 mars les résultats des élections cantonales en Guadeloupe, en Guyane et à la Réunion.

MARTINIQUE

CONSEIL SORTANT: 2 ind., 3 PCM, 11 PPM, 8 div. g., 4 UDF, 6 RPR, 11 div. d. (Prés.: M. Emile Marité-Jeanne, RPR, m. de Saint-Joseph).

Ducos
L. 6 579; V. 4 113; E. 3 661
Maurice Louis-Joseph-Dugé, c.s., PS diss., d. m., 1 805; Georges André, RPR, 198; Lucien Cilla, PS, 718; Marcel Liana, CNCP, 153; Vincent Maximin-Tartan, ind., 163; Philippe Petit, div. d., 624.

Fort-de-France-3
L. 4 473; V. 2 035; E. 1 830
Miguel Laventure, c.s., UDF, 697; Félix Fortuné, div. g., 87; Renaud de Grandmaison, PPM, 668; Alex Ursulet, RPR diss., 124; Jean Crussol, PS, 254.

Fort-de-France-4
L. 4 839; V. 2 315; E. 1 975
Emile Nabéti, c.s., PPM, 862; Eugène Desaille, RPR, 85; Gratian Joachim, div. g., 269; Michel Jobelin, PS, 85; Bernard Muzarte, c.m., 45; Serge Merli, UDF, 260; Michel Michalon, MIM, 167; Gustave Montout, div. d., 202.

Fort-de-France-6
L. 7 738; V. 4 036; E. 3 247
Raymond Gellier, PS, 157; Roland Carole, CNCP, 297; Serge Leclercq, PPM, 1 624; Violette Malmain, div. g., 74; Georges Nesoual, MIM, 285; Raymond Philéas, div. g., 88; Georges Soreau, UDF, 272; Théodore Tilly, ind., 289; Marc Allie, RPR, 161.
Camille Darsières, c.s., PPM, prés. c.r., n.s.r.p.

Fort-de-France-8
L. 8 102; V. 4 062; E. 3 285
Jean-Claude Duverger, c.s., PPM, 248.

Fort-de-France-9
L. 5 562; V. 3 042; E. 2 574
Maurice Montezume, c.s., PPM, 682; Christian Dahir, div. g., 31; Yves-André Joseph, div. g., 671; Gabrielle Marguier, div. g., 331; Jacques Napoly, div. g., 248; Gilbert Pago, n.s.r.p.

L'« effet Free-Dom » est devenu un cauchemar à la Réunion

SAINT-DENIS LA RÉUNION

de notre correspondant

La Réunion a été réveillée, lundi matin 23 mars, encore une fois le choc du résultat des élections régionales, qui ont vu la liste «politique» de Télé Free-Dom, conduite par M. Camille Sudre, prendre l'ascendant sur toutes ses concurrentes avec 30,76 % des suffrages exprimés et surtout dix-sept élus au sein de la nouvelle assemblée. L'« effet Free-Dom » n'a épargné personne. A droite comme à gauche, le cauchemar redouté depuis plusieurs mois s'est réalisé. Même le Parti communiste réunionnais (PCR), qui se considérait jusqu'ici comme le représentant naturel des couches sociales les plus dévalorisées, a été sévèrement battu sur ses propres plateaux.

Ce « séisme politique » - comme l'appelle déjà le secrétaire du PCR, M. Paul Vergès - est la réplique presque inégale des événements qui avaient secoué les benêts de Saint-Denis il y a plus d'un an, après la saisie des émetteurs de Télé Free-Dom. Depuis cette date, les partisans de M. Sudre n'ont jamais baissé les bras, et l'essentiel de leur longue campagne électorale a porté sur le retour dans le paysage audiovisuel

suel réunionnais de la chaîne interdite. Dans ce combat, M. Camille Sudre a disposé d'une arme redoutable : les années de sa radio qui couvrent l'ensemble de l'île. Plus que sur un programme électoral, les électeurs de Free-Dom se sont avant tout prononcés, en direct tous les jours bien avant le lancement de la campagne électorale, pour exiger le retour sur leurs petits écrans des « ailes blanches » de la « colombe » Free-Dom. Même si M. Sudre ne réalise pas la majorité absolue qu'il escomptait dès le 22 mars, tout semble indiquer que Télé Free-Dom émettra de nouveau avant le fin de la semaine. Avec un tiers de l'électorat derrière lui, M. Sudre, souvent traité de « danger public » par les autorités, a beau jeu de défier le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui avait demandé la saisie des émetteurs de Free-Dom en 1991. Sur l'île, la classe politique est consciente qu'une nouvelle saisie des émetteurs de la chaîne plongerait cette fois-ci le pays tout entier dans le chaos, tant les plaies ouvertes en février 1991 restent ouvertes et vives.

Campé sur une position forte, M. Sudre attend désormais que les formations politiques classées pour redémarrer ses émissions de la reprise des émissions de Télé

Free-Dom et de la « fin de toutes les injustices » entre les Réunionnais et les Français de l'Hexagone.

Même si, en scrutant les résultats pour le moins contradictoires et, au regard des résultats des élections cantonales partielles, il apparaît nettement que les appels de M. Sudre exhortant ses partisans à « sanctionner » des élus qualifiés de « corrompus » ou d'« incapables » n'ont pas été suivis jusqu'au bout. En effet, dans les cantons, les candidats ont été élus ou réélus avec de confortables majorités dans le cadre d'une participation générale plus forte que prévu.

Il n'y a donc pas eu de « rejet » de la classe politique comme pour la dernière fois, mais bien cristallisation d'une revendication forte - le retour de Télé Free-Dom - sur le vote régional. En ce sens, les électeurs « free-domiens » ont fait montre d'un certain réalisme politique. Mais, pour eux aussi, le réveil risque d'être difficile, après la « crise » entraînée par Free-Dom. En effet, le seul retour de la « tête verte » ne saurait apporter de réponse aux difficultés économiques et sociales cruciales auxquelles l'île est confrontée.

ALIX DJOUX

ARTS
Le Monde et SPECTACLES

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

L'Eglise dans la mêlée médiatique

Un texte du Vatican plaide pour un service public de l'information et annonce une nouvelle stratégie de communication

« La liberté de la presse est la plus précieuse. C'est une liberté exorbitante pour laquelle on n'éprouve jamais assez d'horreur », cette imprécation, on la trouve sous la plume d'un pape, dans l'encyclique *Mirari vos* de Grégoire XVI, en 1832. Trente-deux ans plus tard, le fameux *Syllabus* de Pie IX, qui porte bien son nom usuel de « catalogue des erreurs modernes », fulmine à son tour contre la liberté de la presse qui aurait dépré les mœurs du peuple et égaré ses valeurs et sa foi.

Il faudra attendre, un siècle plus tard, le concile Vatican II (1962-1965) pour que l'Eglise catholique nuance enfin son jugement sur les médias. Et encore le décret conciliaire sur la communication passe-t-il souvent pour l'un des plus bédés et décevants. C'est avec le pape Paul VI, dans l'instruction *Communio et progressus* de 1971, que l'Eglise passe d'une conception purement utilitariste des médias, — moyens de combattre l'ennemi et de transmettre la bonne parole, — à une attention portée pour eux-mêmes aux médias, aux professionnels de l'information et à la nécessité pour l'Eglise de trouver sa place dans les nouvelles technologies de communication.

La loi du profit

Le texte *Actis novae* (A l'aube d'un nouvel âge) qu'il a laval de Jean-Paul II, la commission pontificale des moyens de communication sociale a rendu public à Rome le 17 mars, est de la même veine. Les discours moralisant et l'appel à l'autodéfense n'ont pas disparu. Les nouvelles techniques sont qualifiées, du bout des lèvres, de « demi-bénéfices ». Elles seraient responsables du « décalage » ambiant, du « consumérisme », de la « médiocratie », de la « déshumanisation », de la cupidité et du manque d'intérêt pour les plus démunis, qui envahissent le monde moderne.

Mais le terrain de la critique a changé. Selon la ligne de Jean-Paul II, lui-même passé maître dans l'art de domestiquer les médias, plus étanché qu'auparavant de ses pressions à l'articulation entre la foi et la culture contemporaine, le discours de l'Eglise tourne à la protestation contre le désengagement de l'Etat dans les moyens de communication moderne, contre les privatisations et les concentrations d'entreprises de presse et d'images.

Si la superficialité de la culture médiatique, l'invasion de la violence et de la pornographie restent dénoncées, le nouveau document romain va droit pour la première fois au cœur du système et dénonce la loi du marché qui règne dans les médias : « Tout comme le mauvais usage du service public peut mener à la manipulation idéologique et politique, la commercialisation non réglementée et la privatisation de la diffusion ont également de profondes conséquences, est-il écrit. En pratique, et souvent, la responsabilité publique de l'usage des ondes se trouve dévalorisée. C'est en fonction du profit, et non du service, que l'on tend à évaluer son succès ».

Accusés d'exercer une influence anormale sur le contenu des médias, les annonceurs publicitaires sont dans le collimateur. Le Vatican déplore qu'ils outrepassent leur rôle légitime et que, poussés par des motifs mar-



contiles, ils s'efforcent de créer des besoins et des modèles artificiels de consommation. Condamnés, donc, le diktat de l'audimat, les situations de monopole, l'influence des lobbies de la loi de l'argent, qui sélectionnent l'accès à la communication. Face à l'extension du contrôle de certains groupes économiques, sociaux et politiques s'exercent sur les médias, ce texte est un appel à la défense de la liberté de l'information.

De l'excommunication à l'estime exagérée

Cette nouvelle approche critique des médias n'a donc presque plus rien de commun avec l'autodéfense des papes du siècle dernier. Elle est motivée, cette fois, par le souci de l'égalité devant le droit à la communication et à une information correcte, élevé au premier rang des libertés de l'homme. Dans les pays communistes, l'Eglise a fait l'expérience de la censure et des interdits, et sa solution n'est donc pas dans le renforcement, plein de risques, du contrôle étatique sur les médias. Elle est dans une meilleure formation à la communication, en sens critique, et dans une plus ample réglementation.

Au tribunal de la rote

Un premier jugement favorable à la nullité du mariage de Caroline de Monaco

Un premier jugement favorable à la déclaration de nullité du mariage de la princesse Caroline de Monaco avec M. Michel Junot en 1978 a été rendu par une commission spéciale du tribunal de la rote au Vatican. Mais un deuxième jugement est nécessaire, et rappelle, lundi 23 mars, le porte-parole du Saint-Siège.

Selon une tradition, c'est à Rome même, auprès des papes, que l'Eglise traite des demandes de nullité de mariage des rois, des princes et de leurs enfants. Là où le peuple catholique voit un privilège, les canonistes expliquent que c'est une manière de protéger l'indépendance des juges ecclésiastiques, moins mêlés à la Rome, eux praelons des souverains que les juges locaux.

C'est pourquoi le prince Rainier de Monaco, en qualité de chef d'Etat, en avait appelé directement au pape pour obtenir la nullité du mariage de sa fille Caroline avec M. Michel Junot, le 28 juin 1978. Le tribunal civil de Monaco avait prononcé leur divorce en 1980. Jean-Paul II avait donc désigné en 1982 une commission de trois juges, au sein du tribunal de la rote qui traite de telles affaires. Après un premier avis astime qu'il n'y avait pas lieu d'examiner ce dossier (sans doute en raison d'éléments insuffisants), le processus avait été gelé jusqu'en 1990, quand le prince avait décidé de relancer la justice ecclésiastique.

conforme aux normes du service public, ainsi que dans une responsabilité publique plus grande. La conception utilitariste des médias n'est pas pour autant abandonnée. L'Eglise revendique pour elle-même un plus large accès à la presse écrite, à la télévision et à la radio. Ses organisations, son clergé, ses laïcs sont invités à surmonter leur méfiance, à définir des stratégies, à investir massivement dans les relations publiques, la presse et l'audiovisuel. La communication est conçue comme la pièce maîtresse d'une sorte de catéchèse moderne et de « nouvelle évangélisation ».

Mais cet enthousiasme de oéophyte peut laisser sceptique, et pas seulement dans l'Eglise de France qui vient d'annuler l'efficacité et le budget de son principal organisme de communication, appelé *Christus-médias* (le Monde du 11 février). L'Eglise reste écartelée entre deux discours, un pessimiste et moraliste, l'autre optimiste et « providentialiste », comme dit Jean Bianchi, enseignant à l'Institut catholique de Lyon (1). Le dernier document du Vatican traduit cette tension.

Dans une conférence prononcée devant un public spécialisé à Bangkok en novembre 1990, et que la revue *Etudes* vient de publier intégralement (2), le cardinal Carlo-Ma-

ria Martini, archevêque de Milan et personnalité forte de l'épiscopat italien, déplore sévèrement l'incompétence de l'Eglise, « ses complexes d'infériorité face aux grands systèmes publics de presse, de télévision, de radio ». Il met en cause sa capacité à encourager des programmes de qualité et à choisir une attitude ferme entre « l'excommunication » et « l'estime exagérée » de ceux qui comme les charismatiques promoteurs d'« Evangelisation 2000 » (3), pensent qu'avec les satellites, ils vont pouvoir convertir le monde.

Le fossé demeure béant entre l'Eglise et un système médiatique qui a ses lois propres, exige des compétences et des investissements considérables. Outre un langage parfois inadapté, elle tolère mal le vedettariat (à part celui du pape) jugé pervers parce qu'il privilégie quelques-uns au détriment d'une communauté. La superficialité de la culture médiatique lui apparaît en contradiction avec le sens profond de son message. Elle voit aussi une contradiction, presque de nature, entre le poids de sa tradition écrite (présente dans toutes les religions du Livre) et les formules simples, rapides, personnalisées, sans respect des nuances, à la base de la communication moderne.

Les dérapages médiatiques sont-ils la cause ou la conséquence des tensions actuelles de la société? Pour sa part, le cardinal Martini d'entend pas battre sa coulpe sur la poitrine du voisin. Il dit tout haut, dans l'article d'*Etudes* déjà cité, que l'Eglise n'est pas à l'aise dans les médias, parce qu'elle n'est pas à l'aise dans sa propre manière de communiquer : « Nous prétendons corriger les médias, dit-il. Nous avons à corriger, d'abord, notre propre communication ».

HENRI TINCO

(1) Dans un dossier d'*Action religieuse* dans le monde de juillet-août 1991, 163, boulevard Malesherbes, Paris-17e, sur le thème : Les religions sous le feu des médias.

(2) *Etudes*, mars 1992, 14, rue d'Assas, 75006 Paris.

(3) Le prêtre américain Tom Forrest, président du Conseil pour le renouveau charismatique international, a lancé, avec le concours d'un industriel hollandais, Piet Derksen, un programme d'évangélisation de l'Amérique latine par les moyens les plus modernes de communication, appelé *Lumen 2000*, consacré par l'épiscopat du sous-continent.

Tests de dépistage du sida pour des séminaristes aux Etats-Unis

Plusieurs diocèses de l'Eglise catholique des Etats-Unis, dont ceux de Boston, de Miami et de Seattle, ont décidé d'imposer à leurs séminaristes un test de dépistage du sida. John Walsh, le porte-parole de l'archevêché de Boston (Massachusetts), où de tels tests sont déjà pratiqués depuis trois ans, a déclaré : « La fonction du prêtre est rigoureuse et c'est un engagement de vie. C'est tout simplement une question de santé et de bon sens ».

Mais pour d'autres responsables, comme le directeur des études religieuses de la faculté de théologie de Harvard, le décision de faire subir ce test serait liée au développement de l'homosexualité, qui reste, selon lui, « une question taboue » au sein de l'Eglise catholique.

La Conférence épiscopale américaine a décidé de laisser à chaque diocèse le libre choix sur la question du dépistage du sida. — (AFP, AP)

Une jeune employée licenciée au Vatican. — Une jeune italienne, Stefania Graziosi, employée à l'Institut des Œuvres de la Religion (IOR), la « banque du Vatican », a dû présenter sa démission lors de son mariage. A l'époque de son embauche, elle avait signé un contrat dans lequel elle s'engageait à renoncer à son emploi au cas où elle se marierait. Le directeur de la salle de presse du Vatican, M. Navarro-Valls, a déclaré, lundi 23 mars, que l'IOR disposait de son propre règlement et a promis que de tels contrats ne pourraient plus jamais être signés par un organe du Vatican.

JUSTICE

L'affaire Carrefour du développement devant la cour d'assises de Paris

M. Christian Nucci au banc des victimes

Libre depuis le 22 septembre 1987 après avoir effectué dix mois de détention provisoire, M. Yves Chelier, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, restera détenu pendant l'audience de la cour d'assises de Paris, qui le juge depuis le lundi 23 mars pour le crime de « soustraction de deniers publics par dépôt public ». Accusé de complicité, M. René Trilleud fait l'objet de la même mesure, alors que M. Philippe Leroy a été remis en liberté pour raison médicale. Dans le même arrêt, le cour a rejeté la demande de la défense de M. Chelier, qui soutenait l'irrecevabilité de la constitution de perte civile de M. Nucci, essie au banc des victimes, en lui reprochant « une certaine eudace ».

« Sur les 26 millions de francs détournés, c'est pas 26 millions à titre personnel. Pour la tentative de détournement de 9 millions, je plaide non coupable. Les détournements à titre personnel, pour un certain nombre, je plaide coupable », énuméra M. Chelier, qui sa montra plus réservé sur d'autres aspects du dossier. M. Trilleud, ancien chef du service de l'ordonnancement des dépenses au ministère de la coopération, plaide non coupable en déclarant : « J'ignorais que ces opérations donnaient lieu à des détournements ».

M. Leroy, gérant de société, accusé d'avoir fait des fausses factures, contesta s'être enrichi. Bien au contraire, dit-il, il affirme que ses factures correspondaient bien à une « prestation réelle et qu'on lui doit encore de l'argent. Enfin, M. Marie-Danielle Bahillon soutint que, si elle a aidé M. Chelier lors de l'achat d'un château en acceptant d'être un actionnaire de paille », c'était en toute bonne foi puisqu'elle croyait que le chef de cabinet avait investi son propre argent.

En quelques mots jetés maladroitement après la lecture de l'arrêt de renvoi qui a occupé deux greffières pendant deux heures, chacun a donc présenté l'axe de sa défense. Il n'aurait manqué que les plaidoiries si, dès l'ouverture de l'audience, M. Xavier de Roux, défenseur de M. Chelier, ne s'était lancé dans l'affaire, un propos où l'ancien ministre de la coopération faisait figure d'accusé.

Refus d'être filmé

« J'aperçois M. Nucci au banc de la partie civile, grommela l'avocat. Il faut une certaine eudace pour que M. Nucci vienne aujourd'hui réclamer justice. » Et M. de Roux évoqua les poursuites engagées contre l'ancien ministre ainsi que l'arrêt de la commission d'instruction de la Haute Cour le mettant en cause malgré l'amnistie, avant de lancer : « Et il voudrait maintenant demander réparation à son collaborateur pour des faits identiques ? » Pour M. de Roux, l'affaire est résumée par « un mécanisme financier permettant de soustraire pendant une longue période de temps des sommes d'argent en les transvasant de la comptabilité publique à la comptabilité privée d'une association nommée Carrefour du

développement ». Magistrats depuis moins d'une heure, les jurés parisiens étaient d'emblée placés au cœur du débat, car l'avocat ajoutait : « Le montage demandait une décision politique et non pas la simple fantaisie d'un chef de cabinet. M. Nucci s'est servi de son collaborateur pour réaliser la politique qu'il suivait pour son compte ou pour le compte d'autrui. » Et, s'adressant à la cour, l'avocat conclut : « Ne permettez pas que, sur les bancs de la partie civile, celui qui a profité de l'amnistie vienne, en plus, participer à l'accusation à l'accablant ! » Plus directement, M. Jean Maggiani, défenseur de M. Leroy, évoqua M. Nucci en montrant la box des accusés pour murmurer : « La place qu'il aurait dû normalement occuper est ici. » Mais son argumentation était plus subtile car alla le conduisant à constater, montrant cette fois le banc de la partie civile : « Le fait qu'il soit là n'est pas innocent... »

La ton était donné, et M. Francis Szpiner, conseil de M. Nucci, se trouvait contraint de prendre le rôle du défenseur en sa montrant « scandalisé » que des avocats aient pu déclarer son client « coupable alors qu'il n'a pas été jugé ». Pour lui, l'ancien ministre a été « victime de ses adversaires politiques » et s'il a, à son tour, évoqué le Haut-Cour qui avait prononcé un non-lieu partiel à l'égard de l'ancien ministre, c'est en dénonçant « une décision scandaleuse qui manquait de courage et d'honnêteté intellectuelle ». Mais l'avocat a été toutefois inspiré des arguments de la Haute Cour pour établir une différence entre M. Nucci et M. Chelier : « Il y a une disparité de situation entre ceux qui se sont enrichis personnellement et ceux qui l'ont fait à des fins politiques ».

Sans entrer aussi loin dans le débat, l'avocat général, Philippe Billard, a estimé que la partie civile de M. Nucci était recevable et, si le magistrat a une opinion sur la présence de l'ancien ministre au banc des victimes, il l'a exprimée de manière sibylline en énonçant : « Nous n'avons pas à examiner ici, sur le strict plan juridique, l'élégance de la constitution de partie civile de M. Nucci... »

La cour s'est répondu en constatant que les faits reprochés à M. Chelier « sont différents de ceux reprochés à M. Nucci qui apparaît avoir un droit à agir ». Le procès pouvait commencer, chacun ayant oublié la demande de renvoi faite du bout des lèvres par la défense et la tentative de constitution de partie civile du Syndicat des journalistes présentés par M. Bidelou, selon une tradition déformée immuable dans les grands procès. Oublié aussi l'affolement des premières minutes de l'audience où M. Chelier refusait d'être filmé laissant enal M. Nucci figurer seul sur la photo souvenir. Maintenant le débat est instillé et M. Szpiner en rappelle les termes à ses adversaires : « Vous voulez dire que Chelier et Nucci c'est la même chose ? Je vous donne rendez-vous à la fin de ce procès. » Et, se tournant vers les jurés, il ajoutait : « Vous et vous seuls, vous vous ferez votre opinion ».

MAURICE PEYROT

« Le Canard enchaîné » condamné pour diffamation envers le président du conseil général du Gers

La 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par M. Claude Grellier, a condamné, lundi 23 mars, M. Roger Fressoz, directeur du *Canard enchaîné*, à 15 000 F d'amende et 50 000 F de dommages et intérêts, pour un article jugé diffamatoire envers M. Jean-Pierre Joseph, président (PS) du conseil général du Gers. L'hebdomadaire avait publié, le

24 juillet 1991, un article dans lequel il était « allégué ou insinué » que M. Joseph aurait tiré profit, grâce à sa position, de liens avec des sociétés. Les magistrats ont estimé que la société mise en cause n'est pas une création de M. Joseph et que le *Canard enchaîné* n'avait pas fait, dans cette affaire, une coquette sérieuse.

ENVIRONNEMENT

Le « bois »

Un article de presse paru dans le *Monde* le 17 mars 1992, intitulé « Le bois », a été jugé diffamatoire par le tribunal correctionnel de Paris. L'article, signé par un journaliste, contenait des affirmations sur le rôle du bois dans l'économie française qui ont été considérées comme fausses et calomnieuses.

Le tribunal a condamné l'auteur de l'article à verser des dommages et intérêts à la personne concernée. Cette décision a été rendue publique le 23 mars 1992.

Le jugement a été rendu par la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par M. Claude Grellier. L'article en question, paru dans le *Monde*, avait traité de la situation du secteur du bois en France, mais contenait plusieurs erreurs factuelles.

Le journaliste a été condamné à payer 15 000 francs d'amende et 50 000 francs de dommages et intérêts. Cette condamnation a été prononcée à l'unanimité par les juges.

Le jugement a été rendu public le 23 mars 1992. L'article en question avait été publié dans le *Monde* le 17 mars 1992.

Le tribunal a jugé que les affirmations de l'article étaient fausses et calomnieuses, et a donc condamné l'auteur à verser des dommages et intérêts.

Cette décision a été rendue publique le 23 mars 1992. L'article en question avait été publié dans le *Monde* le 17 mars 1992.

MAÎTRE JEAN-CLAUDE DE VOS

Les mots de la micro

Petit dictionnaire micro-informatique pour tous

LE PERMIS DE COMPRENDRE EN 2000 DEFINITIONS

En vente en librairie

95 F DUNOD TECH

ENVIRONNEMENT

La polémique sur l'extension du stade Roland-Garros

Le « bois » contre la terre battue

Un mois après l'annulation, par le tribunal administratif, du permis de construire destiné à permettre l'extension du stade Roland-Garros à Paris, les travaux sont toujours arrêtés sur le site. Comme la ville a décidé de faire appel du jugement (le Monde du 23-24 février), adversaires et partisans du projet fourbissent leurs armes. Une belle bataille de juristes en perspective.

Vu de son bureau, le paysage qui s'offre à Patrice Clerc est plutôt déprimant. Lorsque le directeur de Roland-Garros porte son regard à droite, il aperçoit les tribunes désertes du court central. Lâché en jachère, la terre battue retrouvera sa couleur à la fin du mois de mai, pour le tournoi. A gauche, c'est plus encore : deux grues surveillent un trou béant et des ramblais. Caché derrière de sinistres pelissades, le chantier est désert. Voilà un mois que les travaux d'extension du stade Roland-Garros ont été arrêtés, après l'annulation du permis de construire par le tribunal administratif de Paris en février dernier (le Monde du 19 février).

Le 21 octobre 1991, la Ville de Paris autorise la Fédération française de tennis (FFT) à construire, sur 2 hectares et demi, un nouveau court central de 10 000 places — le « central bis » — un parking de 560 places, un gymnase et treize courts supplémentaires sur une langue de terre pointue occupée par deux terrains de football et quelques courts de tennis. La FFT assume seule les dépenses du projet, 215 millions de francs.

Ouvrant en 1928, le stade Roland-Garros, accueille l'un des quatre tournois du grand chelem et compte au nombre des grands rendez-vous du tennis mondial. De fait, il s'est considérablement développé et a déjà « poussé les murs » à plusieurs reprises.

Depuis 1980, le court n° 1, installé sur un nouveau terrain concédé par la Ville de Paris, peut accueillir 4 500 spectateurs. Son inauguration a coïncidé avec un programme de rénovation de 160 millions de francs sur huit ans, achevé en 1989 par l'ouverture au public d'un nouveau court n° 2, plus vaste. Le programme à peine terminé, la FFT demande encore de la place. Elle lorgne sur les deux terrains de football. Lors des Internationaux de 1990, le maire de Paris, M. Jacques Chirac, dans la fièvre du tournoi, a donné son accord de principe à M. Philippe Chatrier, président de la FFT.

Fin 1991, la mairie de Paris consulte et obtient l'avis favorable du commissaire enquêteur après enquête publique, du conseil du 16^e arrondissement dont fait partie le bois de Boulogne, de la commission départementale des sites. Et aussi du ministre de l'équipement : le ministre, M. Paul Quilès, approuve le projet le 2 décembre, quelques heures après la victoire de l'équipe de France en Coupe Davis.

Cas feux verts ne suffisent pas. Pour obtenir le permis de construire, le projet de la FFT nécessite une modification du plan d'occupation des sols (POS) de Paris. Ancien domaine de chasse des rois de France, le bois de Boulogne est en effet jalousement protégé depuis 1952, au titre de « lieu de promenade publique ». Déclaré zone non constructible en 1930, il a été classé en 1957. Les édiles de la ville contournent l'obstacle législatif : le terrain est classé « plan de masse », donc constructible. Le permis de construire est délivré le 9 décembre. Les travaux commencent immédiatement. La FFT a promis d'ouvrir ses nouvelles installations en 1993, il n'y a donc pas une minute à perdre.

Une association de défense, Boulogne environnement, ne l'attend pas de cette ardeur. Exce-

dée de voir le bois grignoté par des bétonneurs et des arroseurs d'arbres, elle saisit la justice. Le tribunal administratif estime illégaux les travaux d'extension, entraînant l'annulation du permis. M. Chirac décide de faire appel. Il attend l'aval du conseil de Paris qui se réunira le 30 mars.

« Si l'on touchait à une partie boisée, pour la bétonner, je comprendrais l'émotion des riverains », explique Patrice Clerc. Or, cette zone est occupée par deux terrains de football vieillissants, quelques courts de tennis. Nous proposons de construire un court central, des courts d'entraînement et un gymnase bâti à la demande de la Ville de Paris.

Situation « kafkaïenne »

« On nous a reproché d'élever un immeuble de cinq étages. L'existence n'est pas à confondre avec l'extension des tribunes, nous aurons trois niveaux souterrains pour le parking qui désengorgera le quartier pendant le tournoi ; deux niveaux de salons, d'espaces pour les télévisions, installés sous les tribunes du « central bis ».

Arracheur d'arbres ? Il y avait 184 plantations. Le projet en compte cent de plus. Nous avons transplanté les plus précieuses. De plus, nous avons passé l'été à négocier avec la mairie de Boulogne et une association boulognoise de défense de l'environnement, l'Association du Parc des Princes. Nous avons consenti à des modifications : les guichets ont été supprimés, l'entrée du parking a été déplacée. La situation est kafkaïenne.

Pour les opposants, le projet d'extension du stade Roland-Garros est le gavage d'eau qui fait déborder le vase. Cette fois, les adversaires, comme les juges, ont sans doute eu peur qu'une nouvelle emprise au POS accélère la disparition du bois. « Ce n'est pas parce que le bois de Boulogne a été égrainé en toute

impunité pendant des années qu'il faut continuer », exclame M. Laurent Valley-Radot, avocat de Boulogne environnement.

Aujourd'hui, les techniciens et les juristes de la direction de l'urbanisme de la Ville de Paris tentent de régler le problème. Le seul moyen pour poursuivre les travaux consisterait à placer officiellement ces arpentés de terre en zone constructible en révisant le POS. Mais une telle modification exige la concertation entre la préfecture et la Mairie de Paris. Il restera à « neutraliser » les adversaires du projet, actuellement plus vigilants que jamais. La bataille juridique promet d'être chaude.

Dans son bureau, Patrice Clerc se dit écœuré. « Si la zone est inconstructible, alors tout le stade Roland-Garros est dans l'illégalité. Raisons-le ! Si nous ne voulons pas que les joueurs et les spectateurs boitent Paris, il faut leur offrir de nouvelles installations. Sinon, ils iront voir ailleurs ».

Dans le banlieue de New-York et de Londres, les directeurs de Flushing Meadows et Wimbledon tablent sur le succès encore vivace du tennis. Ils prennent un pari — un risque ? — sur l'avenir en poussant sur leurs murs. Le complexe américain devrait passer de 9 à 14 hectares, avec un nouveau stade de 20 000 à 25 000 places. Sur ses 18 hectares de terrain, Wimbledon a récemment élevé un nouveau court de 7 000 places. Patrice Clerc pense à ses homologues étrangers qui, de leur fenêtre, voient leur empire et leur prestige grandir. A Paris, il faudra choisir entre principe et prestige. Ou envisager une délocalisation.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Quatre rendez-vous internationaux composent le circuit des grands chelems : les Internationaux d'Australie, en janvier ; les Internationaux de France, à Roland-Garros, en mai ; les Championnats de Grande-Bretagne à Wimbledon, en juillet ; et l'Open des Etats-Unis, à Flushing Meadows, en septembre.

Réunion à Bruxelles des ministres de la CEE

Les Douze veulent interdire le « tourisme des déchets »

Réunis, lundi 23 mars, à Bruxelles, les ministres de l'environnement de la Communauté européenne se sont mis d'accord pour limiter strictement l'exportation des déchets toxiques. S'ils ont refusé d'interdire totalement le principe même de l'exportation, comme le demandait le Parlement européen et le mouvement Greenpeace, les Douze en ont défini les règles.

L'exportation pour mise en décharge sera désormais interdite aux Etats membres de la CEE, sauf vers quelques pays industrialisés voisins, comme la Suisse ou l'Autriche. Quant aux déchets destinés au recyclage ou à l'élimination dans un centre de traitement, ils ne pourront être exportés que vers les pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), qui regroupent la plupart des pays industrialisés et à condition qu'ils signent la convention de Bâle de 1989.

L'exportation de déchets vers les pays du tiers-monde ou de l'Europe de l'Est ne sera possible qu'a-

vec les Etats signataires de la convention de Bâle et après accord exprès de la CEE pour une « gestion écologique » de ces déchets. « C'est un principe de la politique européenne », a souligné le ministre français de l'environnement, M. Grice Lalonde. Il n'y aura plus de tourisme des déchets.

Les ministres des Douze ont aussi demandé que les signataires du protocole de Montréal pour la suppression des CFC (chlorofluorocarbones) avancent la date d'interdiction de ce produit de 2000 à 1996. Ils proposent que, dès 1994, la communauté mondiale réduise de 85 % la production et la consommation de CFC, halons, tétrachlorure de carbone et trichloroéthylène, soupçonnés de s'attaquer à l'ozone stratosphérique.

Enfin, les ministres européens ont décidé de ramener le taux de soufre du diesel, qui est actuellement de 0,3 %, à 0,2 % en octobre 1994 et à 0,05 % en octobre 1996. Quant au soufre domestique, il sera limité à 0,2 % de soufre en 1994 et à 0,1 % en 1999. — (AFP, Reuters.)

MÉDECINE

A la veille de la décision du gouvernement

Le Comité national d'éthique se prononce contre le dépistage obligatoire du sida

Dans un avis rendu public lundi 23 mars, le Comité consultatif national d'éthique s'est prononcé contre le dépistage systématique et obligatoire de l'infection par le virus du sida.

Ce comité a notamment estimé qu'« aucun élément fondamentale nouveau » n'était apparu depuis 1988, date à laquelle il s'était déjà prononcé contre une telle mesure. A la différence de l'Académie nationale de médecine et du conseil de l'ordre des médecins, qui se sont prononcés récemment en faveur du dépistage obligatoire lors des examens pré-nuptiaux et pré-nuptiaux, le Comité

national d'éthique, rejoignant le Haut Comité de la santé publique, estime que l'urgence est ailleurs.

« Que le dépistage soit ou non obligatoire, écrit-il dans son avis, la prévention n'est pas seulement entre les mains des médecins... Cette tâche pose un problème d'éducation sanitaire totalement nouveau, dont les moyens doivent être repensés ».

Le gouvernement doit annoncer, le 25 mars, au terme du conseil des ministres, les mesures qu'il entend prendre dans ce domaine.

EN BREF

■ L'accident d'Irvin à New-York a fait 27 morts. — Le dernier bilan de la catastrophe qui s'est produite le 22 mars sur l'aéroport new-yorkais de La Guardia, dit un appareil Fokker-28 de la compagnie US Air s'est écrasé au sol et a explosé peu après le décollage (le Monde du 24 mars), est de 27 morts, parmi lesquels le commandant de bord, et de 24 blessés sur un total de 47 passagers et 4 membres d'équipage. En attendant les résultats de l'analyse du contenu de la « boîte noire », retrouvée à proximité de l'épave de l'appareil,

les circonstances et les raisons exactes de l'accident restent sujettes à hypothèses. L'une d'elles est que le décollage des ailes de l'avion a pu être effectué trop tôt avant le décollage. — (Corresp.)

■ L'unique exemplaire de l'astronome détruit par un incendie. — Le prototype de l'astronome, conçu par l'ingénieur français, Jean Bertin, et qui avait battu, en mars 1974, le record du monde de vitesse sur coussin d'air et atteignant plus de 400 kilomètres/heure, a été détruit,

dimanche 15 mars, par un incendie à Chevilly (Loiret). Vraisemblablement d'origine volontaire, cet incendie a totalement anéanti cet exemplaire unique entreposé dans un hangar de la direction départementale de l'équipement du Loiret. Seul un long rail en forme de « T » inversé, surmontant un viaduc en béton long d'une vingtaine de kilomètres, au nord d'Orléans, témoigne désormais de l'invention de l'ingénieur Bertin, mort en 1975. Le projet de liaison par aérotrain entre la Défense et la ville nouvelle de Cergy-Pontoise avait été jugé trop coûteux et abandonné par le gouvernement en juillet 1974.

■ SKI NORDIQUE : Anne Briand deuxième de la Coupe du monde de biathlon. — Dixième de la dernière épreuve de la saison dimanche 22 mars à Novossibirsk (Russie), la Française Anne Briand a terminé deuxième de la Coupe du monde de biathlon, derrière la Russe Anfissa Restova. Chez les hommes, le Norvégien Jon Age Tyldum a enlevé la trophée.

DIAGONALES

LOUIS JOUVET se tenait tout droit, côté cour, pommettes en carton, yeux roublant, il expédiait les syllabes comme du marteau, et pourtant il dit la prose la plus onctueuse, ce soir d'après la guerre : du Giraudoux (*l'Apollon de Bellac*) ; il explique à une jeune amoureuxse (c'est ce que Jovet fait le mieux, expliquer des choses à une jeune amoureuxse) que les gars gars émettent à étre compléments pour leur physique. La public fait provision de douceur ; il en aura besoin, car Giraudoux précède la création des Bonnes, de Genet, premier cri d'un fauve pris au piège du bien et du mal.

Une autre fois, vers ces mêmes années, toujours à l'Athénée, Jovet, encore lui, gonflait le torse rouge et or de don Juan, un don Juan à qui peu importent les femmes : la grande affaire de sa vie, c'est avec la Ciel. Le même Jovet, à quelques soirs de là, hennit de chagrin en Amolphe de l'Ecole des femmes, pris à cet autre piège, l'âge, qui se referme sur son désir comme les hauts murs du jardin d'angle dessiné par Gérard. Après le spectacle, Jovet quittait les coulisses par la rue Caumartin, un gros chien dans les jambes, manteau beige au vent, la voix cavernueuse et saccadée des films résonne dans la nuit, n'una ennuieuse dévote salue le patron. Mémoire, quand tu cahotes...

Après 1960, une comédienne brûlante et blessée anime les lieux, Françoise Spire. Elle y fera jouer Audiberti, James, et un certain Vicaire, rappel du temps où le pape Pie XII aurait pu offrir sa poitrine aux barbes antisémites, et ne l'a pas fait, rappel insupportable à quelques nerfs, d'un des pugilats. Les mots comptent, alors, un s'emparement à leur propos. Comment dire, déjà : affaire d'honneur ?

Restes de ferveurs

Pourquoi ces souvenirs jaillissent-ils, comme des déluges d'une vieille malle aux odeurs d'andriole ? A cause d'une soirée, la semaine passée, dans l'Athénée de Jovet. Que veut le spectacle mis en scène par Christian Rist ? Surtout, de n'avoir plus à en débattre. Ce qui m'a frappé, c'est qu'en 1992 de jeunes inconnus ne jugent pas déplacé ni vain de rajouter *Bérénice*. Joli pied-de-nez à notre époque, où l'éloge de la culture classique passe pour hideusement élitiste et où la Comédie-Française elle-même, payée pour conserver le grand répertoire, préfère à la tragédie racinienne la modernité et ses inévitables débâcles de fumigènes.

Ici, pas l'ombre d'une fumée en scène. Cela devient original. Vertu de la pauvreté, tant décriée naguère. Juste un mur noir ardoise, et des acteurs en lin, dévoués aux vers. Seul luxe : deux comédiens pour chacun des rôles principaux, tentôt psalmodiant en chœur, tentôt se relayant. Chiqué de metteur en scène, pense-t-on d'abord. Et puis l'utilité de ce dédoublement se fait jour. On avait publié que les héros raciniens, non contents d'ouvrir leur cœur à un confident, s'interpellent eux-mêmes. C'est même tout l'art de ce siècle dit grand : déballer dans son petto (pour dire le latin, langue de morgue, paraît-il).

Mérite somptueux de ce culte théâtral à l'ancienne, maintenu à l'Athénée mais aussi ailleurs, dans la Limousin, par exemple, où j'apprends que revit *Racine* : marquer que l'analyse du cœur humain par les Classiques vaut mieux que les débâcles beaufillantes et le

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

l'argun psychiatrique auxquels l'a rebaisée le spectacle d'aujourd'hui ; nous rendra, avec le raffinement des mots, celui des sentiments, nous égaler ainsi au bonheur des princes...

On raconte qu'à la sortie d'un spectacle classique des adultes auraient murmuré : « est-ce que nous avions eu ce spectacle aussi ennuyeux, nous aurions envoyé les gosses ! » La perte de prestige des humanités classiques vient de ce que bien des parents élevés dans ce culte ont perdu la foi pour eux-mêmes, tels les croyants mous qui imposent aux enfants une pratique qu'ils ont délaissée.

C'est sans doute vers 1960 que s'est jouée la défaite de la littérature sur la scène, ainsi que le nota justement Robert Abrisched (*le Théâtre et le Prince*, Plon) ; et, comme pour la plupart des mouvements historiques, le sort du texte a besoué au moment où il connaissait un regain de gloire et de faveur.

Défaite visible, lisible, sur les murs des salles. Les vus de l'Athénée ont pris la patine particulière des endroits que personne n'habite, mais où des groupes de rancœur n'ont partagé, un soir, les mêmes émotions. C'est vrai des églises comme des théâtres. La communion muette des assistances successives a donné aux lustres, aux plafonds dorés, le poudré, le crasse luisant, des têtes de lit, des nids, des clapiers. Respect à ces lieux où le sublime a séjourné, où rires et ferveurs ont alterné leurs houles et leurs élancements de jasant.

Il y a donc eu des sanctuaires où le langage, ramené à ses rythmes essentiels, exprimait le mystère de l'existence, mettait de l'authenticité et du spirituel dans notre séjour terrestre, comme le dit Mallarmé de la poésie. Désespérer de cela, c'est désespérer d'à peu près tout.



Votre solitude, c'est uniquement dans votre tête

De certains couples vous dites parfois "qu'est-ce qu'ils vont bien ensemble !" Sans doute faudrait-il leur demander comment ils se sont rencontrés.

Il s'agit peut-être d'hommes et de femmes qui, avec Ion International, ont provoqué la hasard. Celui de la rencontre.

Dans le but de voir se former des couples "mieux assortis", aux caractères compatibles, Ion International conjugue une qualité humaine d'écoute et des techniques reconnues (graphologie, morphologie, tests de projection...).

"Happy End" garantie, puisque Ion International renouvelle les contacts jusqu'au succès final.

3900 COUPLES RACONTENT

Un document passionnant. Des témoignages qui répondent à vos questions : "Les tests sont-ils utiles et exacts ? Et les taux de réussite ? Et l'Amour avec un grand A ?" (renvoyé sur demande).

● Ion International

Une écoute attentive et chaleureuse...

Venez nous voir, au téléphone.

Pour recevoir une documentation complète, faites 36.15 code Ion sur votre Minidot et retournez ce coupon :

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement sous pli neutre et cacheté, votre brochure 24 pages couleur.

M., Mme, Mlle

Prénoms

Adresse

Tél.

PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare - Tél. : (0) 45.36.90.85

TOULOUSE (31000) 16, rue Nungesser-et-Coli - Tél. : (0) 59.48.58

BRUXELLES (1040) rue Belliard 205 BP 15 - Tél. : (02) 230.99.96

GENEVE (1206) 4, route de Florissant - Tél. : (022) 46.64.88

Christian Nucci
banque des victimes

rd enchaîne condamné
nation envers le président
neil général du Gers

CULTURE

PHOTO

La mort de Claude Bricage

Saisir « ce qui arrive »

Le photographe de théâtre Claude Bricage est mort du sida dans la nuit du 20 au 21 mars à l'âge de cinquante-cinq ans (*le Monde* du 24 mars). Michel Comot lui rend hommage.

« Le théâtre, c'est ce qui arrive », disait Claudel, « ce qui nous arrive ». Claude Bricage traversait une plage, une prairie, cheveux noirs, yeux noirs, beau, irradiant une gaieté d'enfance, inquiet. Il quittait tout juste un théâtre, il venait d'y songer, d'y inventer, d'y saisir « ce qui nous arrive ». Pour Claude Bricage, servir dans sa main l'appareil photo, c'était serrer une autre main. Renfort discret, pas bavard. Compagnie de rêve pour aller passer quelques soirs à Elsenor, à Séville. Des arbres dans l'acte

deux, et, dans les arbres, l'or du poiot du jour. « Vous changez de visage ». Attendre de voir ce qui arrive.

« Dans la vie, rien ne se passe », ajoutait Claudel, pour simplifier. C'est qu'il y avait des gravités particulières. Tristan « n'a plus la force de retenir sa vie », mais une harque approche : « C'est elle, dit-il, elle est arrivée ? » L'âme personnelle de Claude Bricage était d'apercevoir la barque, avant qu'elle ne soit. Parfois, d'être le seul à l'avoir devinée. Et des jours et des nuits passaient, et il y avait une image, une photo de lui, même pas bien imprimée, et un cri échappait : « Oui, nous ne l'avons pas vu, mais c'était cela qui nous était arrivé, cette ombre, ces doigts tendus, cette bouche qui veut voler l'air... Nous l'avions

senti après, quand le sommeil ne venait pas. » Poésie, vérité, espérance : le théâtre n'est rien de défilé, aucune page tournée. Lorsque des « apparitions » de Claude Bricage avaient été réunies, au palais des Papes, à Avignon, cet été de 1991, il y avait, loin des portes et des croisées, dans un recoin, comme dans une cabane où s'isolaient les enfants, cinq grandes images affreuses, d'une incroyable beauté, comme les « négatifs blancs », les absences illuminées, du corps nu d'un homme qui semblait vouloir s'arracher au monde, déchirer des draps qui eussent été son dernier bavoir, et Bricage avait jeté, là-dessus, des giclées de noir, qui barraient et affirmaient ces déchirures, cette lutte corps à corps. Un seul titre pour ces cinq images : « HIV ». Claude Bricage, ce juillet-là, avait le sida depuis six années.

« Nous lui aurions dit... »

Lorsqu'un être que l'on aime meurt, c'est toujours, toujours, ce réflexe de ce pas lui avoir dit, pas avoir fait, ce qui peut-être, un jour ou l'autre, l'aurait allégé un instant. « Nous lui aurions dit... » Oui, c'est une lettre de Flaubert à George Sand, ce n'est pas la mort de quelqu'un, juste son absence, mais l'ombre de Claude Bricage est là derrière... George Sand était venue se promener une heure à Rouen, avec Flaubert, et personne n'en avait rien su, mais le lendemain le journal le dit. Flaubert rencontra un vieil homme, tout rouge d'émotion, qui lui dit : « Ah! Monsieur, si nous l'avions su... Nous lui aurions... Nous lui aurions... » Et il ne trouvait pas, se troublait, bafouillait, et finalement il dit : « Si nous l'avions su, nous lui aurions... souri ! »

MICHEL COURNOT

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Giliu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amélie, Thomas Forencel,
Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1989), André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

CINÉMA

Vertige

Contrebande sur la frontière de la folie

BORDER LINE

de Danièle Dubroux

Border Line est un terme employé en psychiatrie pour désigner les « personnalités limites », les gens à cheval sur la frontière qui sépare la raison de la folie, toujours prêts à passer de l'une à l'autre et à manipuler les autres. Une fois qu'on sait cela, il n'y a plus qu'à se laisser envahir — on ne voit pas d'autre mot — par le film français le plus stupéfiant de la saison, qui surgit sans tapage médiatique.

Stupéfiant parce que ce film, écrit et réalisé par une femme qui n'en est pas à son coup d'essai (*Les Amants terribles*, *la Petite Allumée*), mais prend toujours son temps pour tourner et se fiche éperdument des modes, semble se faire sous nos yeux, à partir de la première image apparue sur l'écran. Parce que cet itinéraire d'une dérive féminine est enregistré à l'intérieur de l'espace cinématographique occupé par Danièle Dubroux elle-même dans le rôle d'Hélène, femme au bord de la manie qui dérape et entraîne tout son entourage, avec une douceur et une obstination terribles, dans les glissements progressifs de son obsession.

Hélène, mariée à Alexandre, restaurateur de tableaux et même une vie bourgeoise. Tout commence lorsqu'elle va sonner à la porte de Charles Pietri. Elle l'a aimé autrefois, elle ne l'a pas revu depuis vingt ans. Il est revenu; non, il est mort et c'est son fils, Julien (David Léotard) qui reçoit Hélène. Le regard de Danièle Dubroux change et la partie commence.

L'auteur-réalisatrice se filme, comédienne et personnage. Ce pourrait être le comble du narcissisme;

Danièle Dubroux dans *Border Line*.

c'est tout le contraire : la plus juste approche d'une histoire insensée — mais qui ne l'est pas pour la protagoniste — d'un comportement aberrant qui doit paraître normal pour les autres, spectateurs compris. Tous les chemins d'Hélène mènent à Hélène, et ceux qui ne peuvent pas la suivre sont éliminés.

Suspense criminel? Non, même si la mort se manifeste. Hélène s'en fait une alliée en toute innocence. Mais qu'est-ce qu'elle a, Hélène? Elle est amoureuse de Julien, elle reporte sur lui son amour pour son père? Oui, puisqu'elle le prend pour amant, laissant à son mari cardiologue (André Dussolier) les peines de cœur. Jadis, Hélène a failli avoir un enfant de Charles Pietri mais l'a perdu au moment où il allait naître, dans un accident de voiture. Enfin, c'est ce qu'il avait dit, Julien, cet amant pour lequel elle éprouve des angoisses de mère lorsqu'il disparaît au cours d'une visite à un musée, elle voudrait qu'il soit le fils disparu. Or ce jeune

homme a une mère (Mamela Gony, une vieille connaissance des films de Dubroux), pédicure en province.

Quand on s'est volontairement donné le rôle de Jocraste auprès d'un (Édipe) ignorant son complexe, on ne peut pas accepter une rivalité. Et le film rebondit d'obstacle en obstacle, sous le regard féminin qui le détermine, détermine les êtres, abolit le hasard pour créer une vérité mentale se substituant, sans espoir de retour, à la réalité, dans l'abîme vertigineux ouvert à la dernière séquence.

JACQUES SICLIER

[La sortie de *Border Line* à Paris, prévue le 18 mars, a été retardée au 25 de fait de la désorganisation des circuits de distribution et d'une concurrence sauvage, déclenchée par les grands circuits, Gaumont-Palace et UCC. Le travail de « mise en place » de film a ainsi subi un grave préjudice. Dans une lettre ouverte, la Société des réalisateurs de films vient d'exprimer l'indignation de Jack Lang sur cette situation qui tend à se généraliser, et menace la production et la distribution indépendantes.]

MUSIQUES

L'Amérique, aux points

Charles Ives et George Crumb face à un Stravinsky et un Berio des mauvais jours

Pierre Boulez entre d'un pas vif. Ce soir, 20 mars, premier jour du printemps, il fait sa rentrée parisienne. Il y a neuf mois, depuis ce 22 juin 1991 où il dirigeait dans le même Théâtre du Châtelet, l'œuvre du soldat de Stravinsky au bénéfice de Médecins sans frontières, qu'il ne s'est pas produit dans la capitale. Il fera bientôt sa vraie rentrée, ici même, dans *Pelléas et Mélisande* (*le Monde* du 13 février 1992). Sa bonne mine fait plaisir à voir (il a subi une intervention chirurgicale) et il remplace Lorin Maazel, à son tour forfait pour raisons de santé, à la tête de l'Ensemble InterContemporain.

Pierre Boulez n'a pas modifié le programme choisi par son confrère américain : *A Set of Theater Pieces* de Charles Ives, *Ancient Voices of Children* de George Crumb, *Ritorno degli Invidenti* de Luciano Berio et, pour finir, le *Dumbarton Oaks Concerto* d'Igor Stravinsky.

L'œuvre de Charles Ives, le premier grand compositeur américain, est constituée de trois mouvements : « Dans la cage », « Dans l'auberge » et « Dans la nuit ». Elle date des premières années du vingtième siècle. *A Set of Theater Pieces* est bien dans la manière de Charles Ives. Musique à programme (« une promenade à Central Park par une chaude journée d'été; halte dans un estaminet; un vieil homme mourant seul dans la nuit, triste et déprimé »); musique plus impressionniste que descriptive; musique savante et ludique en ce qu'elle associe en un tout harmonieux et dissonant des fantômes de plain-chant, des mélodies, des rythmes et des tonalités qui se superposent, se télescopent; musique qui ne fait pas son âge. Peut-être Boulez pourrait-il mettre moins de distance, plus d'affect dans une œuvre aussi humaine, fraternelle? Il le fait bien, tout à la fin!

Pierre Boulez s'est désolidarisé de l'œuvre de George Crumb en se bornant à la mettre en place. Nous comprenons bien tout ce qui peut détourner Boulez compositeur d'*Ancient Voices of Children* : une structure floue, un bédonisme sonore qui scintille au détriment d'un langage trop simple, une féminité affichée, un exotisme trop chromé. Mais Boulez chef d'orchestre aurait dû y trouver son compte. Rares sont les œuvres des années 70 qui ont conservé leur capacité d'étonner et d'émerveiller — oui, d'émerveiller.

Cette mise en résonance de cinq poèmes de Lorca réunis en instrumentarium assez inusité. Outre une voix d'enfant et celle d'un soprano parfois amplifiées par un micro qui capte aussi le souffle harmonique, la réverbération du plan de cordes et de la table d'harmonie d'un piano à queue, *Ancient Voices of Children* convoque une mandoline, une scie musicale, un hautbois, un harmonica, une harpe,

des percussions (cloches, gong), un piano-jouet. La musique de Crumb est le prolongement sonore des textes de Lorca qui évoquent « la vie, la mort, l'union, l'absence de la terre, la nature du vent et de la mer »; sa séduction immédiate ne peut manquer son tragique, un peu comme dans certaines pièces de Ravel.

Bien que ce soit davantage à l'*Abolition de Molière* (la dernière pièce du *Chant de la terre*) que Crumb fasse curieusement référence avec une citation fugitive (un coup de gong, une mélodie du hautbois en coulisses, et voilà le vague à l'âme qui s'installe). Quel dommage que Boulez n'ait pas joué le jeu (et pour quoi avoir remplacé le piano-jouet par un clavier numérique au son si bête qu'il ne peut imiter l'inimitable joujou qui renvoie vers l'enfance). C'est une trahison. Sans avoir la séduction de celle de Jean De Gaetani qui a enregistré cette œuvre (avec compact Nonesuch-Warner), la voix de Françoise Kubler surmonte sans efforts apparents ce que lui demande Crumb.

Composé pour le chef d'orchestre et mécano suisse Paul Sacher,

Ritorno degli Invidenti de Berio dure plus longtemps que, ses dix-huit minutes d'horloge; informe, pitoyable, terme harmoniquement, cette pièce « concertante » pourrait éventuellement passer la rampe si elle bénéficiait de la présence de Rostropovitch que Sacher tint, à l'époque de la création, à avoir pour soliste. Le jeune et excellent violoncelliste Jean-Quinten Queyras manque de pouvoir sur le public. Il est trop musicien pour être comédien.

Après cette piquette de Berio, le concert s'achevait par le *Dumbarton Oaks Concerto*, un petit cru du Stravinsky néo-classique année 1938. Faux brandebourgeois qui n'ont retenu que l'écorce de Bach, dirigé sans charme par Boulez (« Le rythme, c'est le retard », disait Cassas), à la tête d'un orchestre qui moque ses limites musicales dans sa difficulté à phraser avec souplesse une musique toute simple. Il n'y a guère que Neville Marriner qui puisse diriger cela avec l'humour pincé-sans-rigue requis et, évidemment, Lorin Maazel.

ALAIN LOMPECH

Les Pieds-Nickelés font du rock

LES CASSE-PIEDS ou Passage du Nord-Ouest

C'est un « fabuleux groupe de rock français », leurs affiches dans son pays pour en faire des vedettes de cinéma. Seul que ce n'était pas vrai. Dignes émules de Croquignol, Ribouldingue et Flou-chard, les Casse-pieds se plaisent à rouler le bourgeois, à frôler la flouterie. Leur musique même est faite d'emprunts, au rockabilly, au yéyé, à tout ce qui leur tombe sous la main.

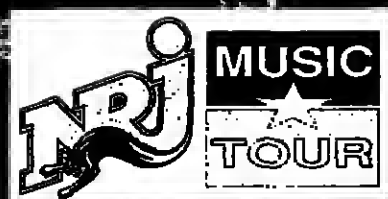
Les purs et durs de la scène alternative les ont vus sans surprise signer un contrat discographique avec Paul Martinez, piler du show-biz traditionnel qui veille entre autres aux destinées des Gipsy Kings. Mais qui parmi les purs et durs peut se vanter d'avoir défidé TF1 comme l'ont fait les Casse-pieds en direct, le soir de la Fête de la musique en déployant sur scène une bande-rolle anti-playback? C'est qu'eux, purs, tout est pur, et les Casse-pieds, de tous en dehors, n'ont jamais perdu de vue leur première raison d'être : le plaisir de l'insolence.

THOMAS SOTINEL

Les 24 et 25 mars, à 20 h 30, Passage du Nord-Ouest, 13, rue du Faubourg-Montmartre, Paris IX.

ECOUTEZ NRJ MUSIC TOUR ET GAGNEZ...

UN AN DE CONCERTS NRJ
DES PLACES DE CONCERTS
A TRAVERS LE MONDE
DES INVITATIONS EN COULISSES



DU LUNDI AU VENDREDI DE 17 A 20 H
L'EMISSION DE MARC SCALIA.

Mozart en ré

Le bûcher des vanités

MUSIQUE



AMSTERDAM
LOEKI STARCLUB
QUARTET

KRONOS
QUARTET

CULTURE

THEATRE

Elle les a tant aimés

ESTELLE ou Marie-Suon

Estelle se maquille avec le soin méticuleux d'un top model sur le point d'être photographiée pour la «une» de *Vogue*. Physiquement, pourtant, avec son chignon maigre sur le front et son corps lourd, elle n'a rien de glamour. Seulement, elle a de l'humour. Et des souvenirs pas tristes. Estelle, qui a beaucoup aimé. Elle a été la mère de beaucoup d'hommes qui n'étaient pas ses fils. Des étrangers avec un corps d'Argentin et le sourire de Doudou. On en rêve.

C'est une chance d'aimer. Cette Estelle a eu plein de chance, et l'autre aussi, qui a définit son chignon, dans un s'enroulant dans une voile rouge. Elle regrette son Algérie, celle d'avant qu'elle n'ait été française, elle qui était juive et arabe. Elle a connu pour la première fois l'«r» sur un tapis de chèvre et, de plus, dans des tas d'endroits, avec des tas d'hommes. Elle qui voulait un grand amour unique. Mais voilà, ils l'aimaient, et on ne lui a pas appris à désobéir.

Ces deux Estelle, aux façons de parler si dissemblables, mais si tendres, dans leur sensualité comblée, ont la générosité de Françoise Mérie, clownesse de charme. Elle est dirigée par Mario Gonzales - nous deux se sont connus chez Ariane Mnouchkine - qui a su lui faire utiliser au plus fin son tempérament explosif. Elle est irrésistible.

C. G.

► Du mardi au samedi à 20 h. Jusqu'au 28 mars. Tél.: 45-08-17-80.

L'échographie de la reine

Dédoublement de chaque acteur et tenue de gym obligatoire soumettent Racine à un traitement de choc

BÉRÉNICE ou l'Athénienne

C'est une Bérénice «up to date» que nous sert, sur un plateau nu (juste un sol de terre crue, et trois câbles qui tombent des cintres), Christian Rist. L'empereur de Rome, le roi de Comagène et les autres convives de la tragédie portent des survêtements actuels, gris ou blanc cassé, combinaisons légères d'entraînement au parcours du combattant. L'usage est aujourd'hui, chez les compagnies jeunes, de se chauffer les muscles avant d'entrer en scène; un côté «gourou», «exercice de secte», s'est joint à cela, si bien que l'athlétisme pré-opératoire est devenu «théâtre à part entière». Sur le programme de cette Bérénice, l'entraînement corporel (Isabelle Morane) est mis sur le même plan que la «mise en scène» (Christian Rist). Et, cette fois, un pas de plus est accompli: les comédiens ne vont plus, dans les loges, se changer, ils restent en tenue de sport. «Je démentirais longtemps errant dans *Cléopâtre*», raconte Antiochus, et nous nous disons que le malheureux, sous le soleil assassin de cette ville étrangère, se transbahutait, d'un gymnase à l'autre, en quête de barres parallèles ou de trapèzes de son choix. C'est bien tout ce qui peut rejoindre nos bons vieux classiques est à prendre.

Second caractère actuel: l'actualité du théâtre connaît peu d'individus prototypes: son monde n'est fait que de doubles, de jumeaux. Cela depuis

que Freud a découvert que tout ce qui est en double exemplaire succède à l'inquiétude éternelle.

Il n'est pas douteux, en effet, que tout ce qui est double, l'écho, l'ombre, le reflet, détermine un doute. Mager, le sentiment d'un désaveu de la présence. Chez des sociétés «ultra-marines», la rencontre de son double peut conduire soit à un bien-être, soit à la folie et très vite à la mort. Le théâtre est «manifestement» le lieu rêvé d'une multiplication de cette fantasmagorie du jumeau, du compagne trop beau pour être vrai, trop démoniaque pour ne pas provoquer d'adorables désastres.

Les débats du fort intérieur

La Bérénice de Racine se prête exceptionnellement à cette échographie par le double. Avec une parfaite mauvaise foi, Racine prévient, dans la préface: «Toute *Bérénice* consiste à faire quelque chose de rien.» Le dédoublement d'une reine de Palestine, ce n'est pas rien. Mais, tout de même, c'est vrai, les événements du scénario sont réduits à peu de chose, et Racine s'est vu obligé d'acrobatie, de dispatcher, les débats du fort intérieur de chaque des protagonistes, si bien que les deux Bérénices, les deux Titus, les deux Antiochus, ne s'en tiennent pas, devant nous, à se partager le texte des tirades, mais s'engagent dans de vrais échanges entre l'un des Titus et l'autre, qui ne sont pas du même sentiment, qui s'interrogent, se chamaillent presque, s'appellent au secours

ou s'envoient paître gentiment. Soumise à ce traitement jumeau, la pièce de Racine n'est plus là, elle n'est même plus l'auditeur dans les délices de son parcours sensible. Nous disposons d'une «lecture» plus analysée, plus entière, qui ne saurait devenir la loi, mais qui est amusante, étonnante même parfois, parce que les jeunes comédiens de Christian Rist disent les vers assez simplement. Et puis Bérénice (Kasia Caballero et Féria Deliba), Titus (Bruno Karl Boffe et Arnaud Décarsis), Antiochus (Simon Balhouché et Philippe Müller) ont des physiques de tragédie, c'est-à-dire une certaine densité de présence, et les lumières de Didier Godey, qui les prend dans des nrs obligés comme lorsque le soleil se lève ou va tomber, animent avec beauté leurs traits.

MICHEL COURNOT

► Salle Louis-Jouvet, du mercredi au samedi à 20 h 30. Mardi à 19 h. Dimanche à 16 h. Jusqu'au 29 mars et du 14 au 30 avril. Tél.: 47-42-67-27.

o Humour à Vienne. - Bernard Haller, Anne Roumanoff, les Nouveaux Nez... ce sont quelques artistes qui, en même temps que des spectacles de rue, de cirque et de café-théâtre, doivent participer au Festival d'humour de Vienne, organisé par la maison des jeunes et de la culture de la ville, et qui se tient du 26 mars au 3 avril. Renseignements: 74-53-21-97.

MUSIQUES

Mozart en réduction

Une fable philosophique pour jeunes chanteurs et jeune public

LA PETITE FLÛTE ENCHANTEE d'Ivry

L'Atelier lyrique de l'Opéra de Lyon, placé sous la direction du chef d'orchestre Claire Gibault, réalise des productions qui utilisent à la fois de jeunes chanteurs professionnels en stage et une maîtrise d'enfants. Après *Apollo et Hyacinthus* de Mozart, présentée l'an dernier, l'atelier récidive avec une *Petite Flûte enchantée*, condensée de la «grande».

En Grande-Bretagne, en Allemagne ou aux États-Unis, où l'on est plus libre avec les chefs-d'œuvre, la *Flûte enchantée* a souvent donné lieu à des arrangements ou à des réductions. Louis Elie y pensait depuis vingt ans. Il en assure, aujourd'hui, la mise en scène. La «petite» flûte enchantée lyonnaise, enlevée en moins de deux heures, a perdu au passage son

ouverture, quelques airs, chœurs et compléments. L'orchestre, composé d'un quatuor à cordes, d'une contrebasse, d'un glockenspiel et de dix instruments à vent. La partition est chantée en français, dans une adaptation réalisée par Louis Elie et Myriam Tanant: splendide travail de professionnels.

Dans un décor magique, créé par Montserrat Casanova (scénographie de *Cendrillon* de Prokofiev), le metteur en scène anime une bande dessinée qui balade les personnages d'un bout à l'autre d'une grande boîte. Dans cette sorte de maison de poupée, les héros, dans leurs costumes bourgeois, glissent de pièce en pièce, alors que les accessoires surgissent. Après un premier acte presque «classique», les inventions jaillissent, Sarastro semble échappé de *Star Trek*, Papageno mange un «McDon» (tout cela sans démagogie aucune).

Les compagnons de Sarastro ne sont plus des vieillards graves et sinueux, mais des enfants qui s'ouvrent un monde. En leur demandant s'ils sont d'accord pour aider Tannino à vaincre ses épreuves, Sarastro fait confiance à leur sagesse. L'Opéra de Lyon a fait de même. Le message passe.

PIERRE MOULINIER

► Jusqu'au 8 avril, gymnase Bertholot. Renseignements et location, tél.: 78-28-09-60.

o Récital de piano de Dominique Salomon. - Le jeune pianiste libanais Dominique Salomon donnera un récital de piano le jeudi 26 mars, à 20 heures 30, salle Cortot. Il jouera des sonates de Mozart, de Beethoven et des préludes et fugues de Bach. Salle Cortot, 78, rue Cardinet 75017 Paris, métro Malesherbes.

EXPOSITION

Le bûcher des vanités

«La silhouette créée depuis trente ans par Francesco Smalto est plus qu'une forme, c'est un mouvement.» Dans le catalogue doré, on peut lire cette appréciation signée d'un client de chez Smalto, Francis

Bouygues. Le même catalogue renferme une étude de Michel Ange à côté d'un portrait de Titien. Car il s'agit de célébrer les noces de l'art et du métier de tailleur. A l'hôtel Sully, Smalto fête donc ses trente ans de création (jusqu'au 12 avril). Du smoking à baguette de vinyle, aux trois-pièces flanelle des années 80, voici mis en scène l'itinéraire du petit garçon de Reggio-Catella, filmé dans son studio: «L'essai de faire un costume sur mon client comme un peintre réalise un tableau.» Rideaux bleus céruléens, torchères de bois doré, le décor cossu de Jean-Paul Scarpitta est à la hauteur de cette touchante ambition.

Mais Smalto n'est pas le seul à être atteint d'une fièvre commémorative. Au sous-sol du palais de Chaillot, les tissus Dormeuil fêtent leur cent-cinquantième: le patronage du tsar Alexandre II, les carnets d'échantillons, et le portrait du fondateur inséré dans une gigantesque liasse en trompe-l'œil, composent les éléments principaux de cette autocélébration bégayonnante. Comment pourrait-il en être autrement? En quoi le Tonik, «champion des tissus, l'un des champions», peut-il passionner le public?

Au palais Galliera, une autre rétrospective encore, consacrée (du 25 mars au 1^{er} avril) aux cent ans de la société Weill. Toutes les cartes se brouillent en danseur. Elle révélera la fragilité des institutions culturelles, incapables de résister au marketing de la grille. Et au léger ridicule que déclenchent de pareils honneurs.

LAURENCE BENAÏM

MUSIQUE

THEATRE DE LA VILLE

VENREDI 27 MARS 18H

AMSTERDAM LOEKI STARDUST QUARTET

Quatuor de flûtes à bec

un programme du XVI^e au XX^e siècle un concert plein de surprises

LUNDI 30 MARS A 20H30

KRONOS QUARTET

JOHN ZORN - HAMZA EL DIN - MICHAEL DAUGHERTY - STEVE RAICH - HENRYK MIKOLAJ GORECKI

75 - LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

EK ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN

Luigi Dallapiccola

Piccola musica notturna

Due cori di Michelangelo Buonarroti

Tempus destruendi, Tempus aedificandi

Caniti di prigionia

Alessandro Melchiorre

De l'instant où, création française

Christophe Desjardins alto

New London Chamber Choir

direction James Wood

Ensemble InterContemporain

direction Hans Zender

30 mars à 19h

Auditorium/Châtelet

40 28 28 40

en coproduction avec le Châtelet

ARTS

Un musée de la peinture américaine

près de la maison de Monet

Dix ans après l'ouverture de la maison de Monet à Giverny (Eure), on pourra visiter tout à côté un musée d'art américain à partir du 2 juin. Financé par l'Américain Daniel Terra à qui l'on doit le Musée de l'art américain de Chicago, le musée de Giverny, conçu par l'architecte français Philippe Robert, offrira une surface d'exposition de 3 000 m² sur deux niveaux, avec un auditorium de 200 places, une librairie et un restaurant. Ce bâtiment de 90 millions de francs sera semi-enterré avec des plantations sur les toitures-terrasses.

Autour d'une collection permanente de tableaux d'artistes américains (Mary Cassatt, Theodore Butler, Mary Fairchild Mac Monnies, Berni Ossawa Tanner, Theodore Wendel) peints en France sous l'influence de l'impressionnisme, le musée organisera des expositions temporaires.

Mais l'afflux touristique supplémentaire qu'entraînera l'ouverture de ce musée dans un village de 500 habitants qui accueille déjà 370 000 visiteurs par an n'est pas sans inquiéter. Un comité de défense a attaqué devant le tribunal administratif la construction au cœur du village d'un nouveau parking de 350 places, contre lequel ont pris position la majorité des habitants. Le maire, Bernard Berche, a été mis en minorité par son conseil municipal, qui refuse de voter les budgets, provoquant une mise sous tutelle de la Cour des comptes.

GAVEAU

GRANDS RENDEZ-VOUS

6 avril 1992 - 20 h 30

Martine MAHE

Violoncelle

Noël LEE

Piano

13 avril 1992 - 20 h 30

Sheri GREENAWALD Trio WANDERER

Violoncelle, Piano, Contrebasse

GRANDS RENDEZ-VOUS

9 avril 1992 - 20 h 30

Ivry GITLIS

Piano

Ana-Maria VERA

Piano

13 avril 1992 - 20 h 30

Pierre AMOYAL

Piano

Pascal ROGE

Piano

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CENTRE CULTUREL PORTUGAIS 51, av. JENIA Mardi 24 mars 20 h 45 (s.a. Valenciennes)	«LE JAZZ ACTUEL: Tradition et Modernité» MOREIRA'S JAZZTETT DUKE ELLINGTON THELONIOUS MONK PEDRO MOREIRA BERNARDO SASSETTI	AUDITORIUM CHATELET Mardi 31 mars 19 h (s.a. Valenciennes)	William MATTEUZZI Piano MOLINARI Piano HAENDEL, BELLINI SCARLATI
CHATELET THEATRE MUSICAL DE PARIS Mardi 24 mars 20 h 30 Mardi 25 mars 12 h 45 (s.a. Valenciennes)	MIDIS MUSICAUX le 25 à Xavier GAGNEPAIN Violoncelle Hortense CARTIER-BRESSON HOMEGGER, AURIC POULENC le 27 à Jean-François GARDEIL Baryton BILLY Y EDDI Piano JACOB, SAUGUET POULENC le 30 à CHILINGIRIAN Quartet BRITTEN, TRIPPETT	OPERA DE PARIS GARNIER Mardi 31 mars 19 h 30 Trafic: 30 à 200 F Tél. loc. 47-42-53-71 (s.a. Valenciennes)	ORCHESTRE et CHOEUR de LA CHAPELLE ROYALE Dir.: Gustav LEONHARDT J.S. BACH Cantantes
CHATELET THEATRE MUSICAL DE PARIS Mardi 24 mars 18 h 30 (s.a. Valenciennes)	Cécilia BARTOLI Mezzo Soprano Dyrygy FISCHER Piano Hommage à ROSSINI	THEATRE CHAMPS-ELYSEES Mardi 31 mars 20 h 30 (s.a. Valenciennes)	ORCHESTRE SYMPHONIQUE de LA RADIO DE COLOGNE Dir.: Gary BERTINI Mahler Symphonie n° 7 Concert parrainé par LVMH
AUDITORIUM CHATELET Lundi 30 mars 19 h (s.a. Valenciennes)	ENSEMBLE INTER-CONTEMPORAIN Dir.: Hans ZENDER DALLAPICOLA MELCHIORRE	SALLE PLEYEL Jeudi 2 avril 20 h 30 Loc. env. 11 à 15 h 48-61-06-30 (s.a. Valenciennes)	Stéphane BLET Piano SCHUMANN CHOPIN, LISZT DEBUSSY
OPERA COMIQUE Lundi 30 mars 20 h Places: 100 F Bale 40 F (s.a. Valenciennes)	PRO MUSICIS «A la Découverte des grands talents de la jeune génération» CYNTHIA RAIM Piano HAYDN, SCHUMANN DVOŘAK, RAVEL	SALLE PLEYEL Mardi 3 avril 20 h 30 Dimanche 5 avril 17 h (Klanges)	FISCHER-DIESKAU Baryton Christophe ESCHENBACH SCHUBERT Le Balladeur
OPERA DE PARIS BASTILLE Lundi 30 mars 20 h Trafic: 40 à 220 F Tél. Loc.: 44-73-13-00 (s.a. Valenciennes)	RÉCITAL Dimitri HVOOSTOVSKY Piano Mikhail ARKADIEV TCHAIKOVSKY RIMSKY-KORSAKOV BORODINE RUBINSTEIN	THEATRE CHAMPS-ELYSEES Mardi 7 avril 20 h 30 (s.a. Valenciennes)	Les 3 Sonates de BRAHMS Marie Joao PIRES Piano Augustin DUMAY Violon

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

La défense de la science en français

En dépit de l'émotion soulevée en 1989 par la rédaction en anglais des publications de l'Institut Pasteur (1), le déclin du français comme langue scientifique se poursuit

AVEC l'accord du ministre de l'éducation nationale, M. Linnel Jospin, le directeur de la recherche et des études doctorales, M. Vincent Courtillot, a adressé à des universitaires étrangers, dans leurs pays respectifs, un questionnaire sur leur évaluation de la recherche française. Ce document n'était pas rédigé dans la langue de chaque destinataire, ni même en français (ou bilingue) pour ceux qui sont réputés francophones, mais tout en anglais.

Et cela quelques semaines après la « sortie » du président Mitterrand, s'exprimant lors de la clôture du quatrième sommet francophone à Paris, le 21 novembre 1991 : « Quand j'entends dire que des représentants de la France ont oublié de s'exprimer en français, cela a le don de m'exaspérer. (...) Ceux qui commentent ce genre d'erreurs graves doivent considérer qu'ils en supportent les conséquences dans leur carrière » (Le Monde du 23 novembre et du 15 décembre).

Quelques temps avant ce qu'il faut bien appeler une « menace » — qui n'était d'ailleurs pas la première de ce type dans la bouche d'un haut personnage de l'Etat — M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, avait publié un article en anglais dans le bulletin de l'Agence spatiale européenne dont le siège est à Paris et dont les idiomes sont le français et l'anglais.

Des exemples de ce type ne sont plus rares (voir l'article de l'ingénieur Maurice Cassan dans le Monde du 20 novembre 1991) en dépit de l'existence d'un ministère de la francophonie, délégué auprès du ministre des affaires étrangères, et d'une délégation à la langue fran-

çaise dépendant du premier ministre. Il y a plus inquiétant, lorsque des savants français sont invités, voire arrêtés, dans leur cursus par l'administration parce qu'ils n'ont pas publié en anglais mais seulement en français.

Prenons un cas, parmi d'autres du même acabit : M. Claude Roux, né en 1945, est agrégé en sciences biologiques et docteur d'Etat en sciences. Chargé de recherche de première classe au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), il travaille à l'Institut méditerranéen d'écologie et de paléontologie de la faculté des sciences et techniques de Saint-Jérôme, à Marseille.

Aucune chance de promotion

L'écologie de réputation internationale, il a publié sur les lichens plusieurs ouvrages, les seuls à faire partout autorité sur les points traités (flore des lichens d'Europe occidentale, flore des champignons lichénisés du monde entier). En 1981 sa thèse a été reprise en français par la prestigieuse collection allemande *Bibliotheca Lichenologica*.

Travaillant en liaison avec plusieurs de ses collègues étrangers, notamment américains, membre du jury de plusieurs thèses étrangères ; acceptant volontiers des stagiaires étrangers dans son laboratoire, M. Roux ne passe pas pour un scientifique replié sur lui-même et, lorsque c'est nécessaire, il utilise l'anglais.

En 1990, puis en 1991, il a présenté sa candidature au poste de directeur de recherche de deuxième classe au CNRS. Le dossier de son rapport de candidature porte la

mention « Avis favorable ». Et pourtant par deux fois la candidature de M. Roux a été rejetée. Cherchant à connaître les raisons de ce rejet, il a reçu un appel « amical » du professeur Balandraud, membre de la commission ayant examiné son dossier, qui lui a indiqué, selon l'interlocuteur : « Votre dossier est très bon, mais vous n'avez aucune chance d'être retenu car vous n'avez pas publié en anglais... »

Le professeur Marcel Barbero, directeur du laboratoire où œuvre M. Roux, a alors téléphoné au ministre de la francophonie où, selon lui, on s'est montré « Invé-

dule ». Des sources scientifiques ont ensuite précisé à M. Roux que, pour être admis comme directeur au CNRS, il faudrait que certains de ses articles, « même à la rigueur publiés en français », soient retenus par le *World Translation Index* ou le *Citation Index*, deux banques de données américaines « ne recensant pratiquement que des publications anglo-saxonnes ». M. Barbero, qui est aussi président des élus socialistes de La Seyne-sur-Mer (Var), a alors écrit à l'Élysée, exprimant le désarroi de nombreux scientifiques devant la multiplication des situations où chercher et communiquer

en français est devenu un handicap (voir encadré). Ainsi, un congrès universitaire international d'écologie, prévu prochainement à Marseille, seul l'anglais sera autorisé.

A l'instar d'autres experts français de diverses disciplines ayant été l'objet de la même déconvenue que M. Roux, on peut penser que ce dernier, s'il tient à sa promotion, va publier désormais en anglais. Ainsi à la dévalorisation du français, langue des sciences, s'ajoute peu à peu une discrimination insidieuse — et même souvent démentie par l'administration — qui pénalise de plus en plus les utilisateurs de la langue française, en France ou hors de France.

pas employée, chaque fois j'adresse des réprimandes aussi sévères que possible à ceux qui n'ont pas respecté notre contrat », lançait encore le chef de l'Etat à l'issue du sommet francophone. Apparemment, les « réprimandes » — si elles ont été réellement faites ou transmises — n'ont guère eu de résultat. Peut-être est-il donc temps, comme l'estime M. Courtillot, qu'intervienne le législateur pour exiger que la langue française, en France, ne soit jamais exclue et que son emploi ne puisse constituer un critère suffisant pour évaluer négativement un travail scientifique ou autre.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

Une responsabilité politique

Face à la menace de l'anglais, la rédaction s'organise. C'est ainsi que le Haut Conseil de la francophonie, organe consultatif de droit français à composition internationale présidé par M. Mitterrand, doit se réunir à Paris du 31 mars au 2 avril sur le thème « La francophonie dans la communauté scientifique mondiale : la responsabilité partagée des politiques et des scientifiques ».

D'autre part, une trentaine de personnalités politiques et intellectuelles se sont réunies, samedi 21 mars, à la Sorbonne pour discuter des modalités d'une action « face au bilinguisme anglo-américain qui s'installe insidieusement en France, notamment dans le secteur scientifique ». Parmi les par-

ticipants, les écrivains Régis Debray et Frédéric Grandel, l'ancien ministre communiste Jack Ralite, le député UDF Pierre-André Wiltzer, le gaulliste de gauche Philippe de Saint-Robert, ancien commissaire général de la langue française, etc.

Enfin, la chaîne internationale francophone TV 5 et l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AULPEL) ont présenté à la presse, au palais de l'Institut de France, vendredi 20 mars, en présence de Catherine Tasca, ministre déléguée à la francophonie, un nouveau programme, « Connaitre la science », qui sera diffusé cette année en Europe occidentale, en Afrique, au Maghreb, en Amérique du Nord et dans les Caraïbes.

Rénover la loi de 1975

Il est évidemment exclu d'essayer d'empêcher d'user de l'anglais les chercheurs français, mais il faudrait au moins — sinon à quoi bon une « francophonie » régulièrement célébrée en grande pompe ? — que ceux qui veulent travailler en français en France ou dans d'autres pays francophones n'en souffrent pas dans leur carrière scientifique.

C'était l'avis de l'académicien Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie de 1988 à 1991. C'est aujourd'hui l'opinion de M. Bernard Carquiglin, délégué général de la langue française (2), qui préconise notamment un élargissement, une remise à jour, à la fois plus souple et plus efficace, de la loi Bas-Lauriol de 1975 sur l'utilisation du français en France.

« Chaque fois que j'apprends qu'il y a des progrès, notamment scientifique, dans la langue française, je me réjouis, mais comme elle n'est

(1) Il existe toutefois dans la même institution, depuis 1990, une publication trilingue de haute vulgarisation, *Annales de l'Institut Pasteur-Académie*, dirigée par M. Georges Cohen (abonnements : 29, rue Buffon, 75005 Paris. Tél. : (1) 47-07-11-22).

(2) Parmi les publications de la délégation générale à la langue française, signons un petit *Glossaire des termes officiels de l'informatic* (25 p., 25 F. Direction des journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 13) et le *Répertoire 1992 des organisations et associations francophones* (170 p., 75 F. La Documentation française, 29, rue Voltaire, 75344 Paris Cedex 07). D'autre part, le Haut Conseil de la francophonie, présidé par M. Mitterrand, vient de publier son rapport annuel, *Etat de la francophonie dans le monde* (données de 1991), comprenant, outre les utiles rubriques habituelles, six enquêtes inédites notamment sur le français dans l'environnement et dans les organisations internationales (415 p., 120 F. La Documentation française).

Cousins proches, mais uniques

L'« Homo sapiens sapiens » est issu d'une petite population qui vivait, en Afrique orientale ou au Proche-Orient, il y a 1 000 ou 2 000 siècles

TOUS les représentants de l'espèce *Homo sapiens sapiens*, fossiles et actuels, sont proches cousins. Mais la richesse du génome (tous les gènes portés par tous les chromosomes d'une espèce) humain et les mécanismes de la reproduction sexuée font que chaque être humain est unique — à l'exception des vrais jumeaux dont les génomes sont identiques.

Au cours des années 70, les progrès de la biologie ont permis à des équipes de généticiens américains, français et suisses de montrer que les hommes, si différents les uns des autres, sont pourtant semblables au point d'être, à coup sûr, tous issus d'un unique groupe-ancêtre — forcément peu nombreux puisque, dans ces temps lointains, la population humaine totale était sûrement très restreinte — qui vivait en Afrique orientale ou au Proche-Orient il y a seulement 100 000 ou 200 000 ans. Ils ont montré aussi que l'arrangement des séquences des nucléotides de l'homme est extraordinairement semblable à celui du chimpanzé et que l'homme et les singes anthropoïdes africains ont divergé de leur lignée commune il y a que de 10 à 5 millions d'années.

Mais à partir de 1980, des équipes de généticiens américains sont allées encore plus — trop ? — loin : tous les spécimens d'*Homo sapiens sapiens*, fossiles ou vivants, descendent non pas d'un petit groupe humain, mais d'une seule femme mutante, vite appelée l'« Eve noire ». Thénie reprise et utilisée, bien sûr, par des idéologues racistes, surtout après la publicité que lui ont faite Allan Wilson et son équipe de l'université de Californie à Berkeley.

Des généticiens européens ont tout de suite combattu l'hypothèse de l'« Eve noire » en se fondant sur des arguments purement linguistiques. Mais il a fallu attendre la mort d'Allan Wilson en juillet 1991 pour que les généticiens anglo-saxons qui avaient soutenu la théorie commencent à la mettre en doute dans leurs publications.

Désormais, les généticiens sérieux sont d'accord pour attaquer l'« Eve

noire » par la biologie et la statistique.

Toutes les cellules composant les organismes ayant une reproduction sexuée sont faites — en simplifiant — du cytoplasme contenant un noyau et d'autres toutes petites unités, dont les mitochondries. Les mitochondries vivent dans une sorte de symbiose avec la cellule à laquelle elles fournissent l'énergie indispensable à la vie.

Dans le noyau sont entortillés les chromosomes faits d'ADN (acide désoxyribonucléique) support de l'hérédité. Dans les cellules sexuelles, il n'y a que « n » chromosomes, contrairement à toutes les autres cellules qui ont « 2n » chromosomes. Ainsi, lors de la fécondation, le stock de « n » chromosomes maternels se combine-t-il au stock de « n » chromosomes paternels, pour faire la première cellule à « 2n » chromosomes — fruit de cette fécondation — d'où descendront toutes les autres. Avec les milliards de combinaisons possibles qui font de la reproduction sexuée une véritable loterie de l'hérédité.

Dans les mitochondries se trouve un autre ADN (dit mitochondrial) qui, lui, se divise dans le cytoplasme pour se répliquer.

100 000
contre 50 ou 100

Une cellule reproductrice maternelle, l'ovocyte, contient quelque 100 000 mitochondries, alors qu'une cellule reproductrice paternelle, le spermatozoïde, n'en contient que de 50 à 100. Lorsque la tête d'un spermatozoïde pénètre dans un ovocyte, elle y introduit ses mitochondries, qui se gonflent, se désagrègent, mais en laissant leur ADN dans le cytoplasme de l'ovocyte. Les mitochondries maternelles se divisent très souvent pour se répliquer : la moitié de ces mitochondries sont remplacées tous les cinq jours. Au cours de leurs réplifications, elles peuvent incorporer des restes de l'ADN des mitochondries paternelles.

Ainsi l'évolution de l'ADN mitochondrial est-elle de cinq à dix fois plus rapide que celle de l'ADN nucléaire qui, lui, ne peut évoluer qu'à l'occasion de la reproduction



sexuée : il y a 2 000 générations de mitochondries pendant les quelques vingt ans d'une seule génération humaine. Sans oublier que des morceaux de l'ADN des mitochondries paternelles subsistent dans les cellules composant l'organisme issu d'une reproduction sexuée.

Cette rapidité de l'évolution des mitochondries fait même que l'ADN mitochondrial peut être différent chez des vrais faux jumeaux.

Martin Pickford (laboratoire de paléontologie et de préhistoire du Collège de France) est un de ceux qui s'étonnent, après les études de Luca Cavalli-Sforza (université Stanford) et de Neil Roychoudhury (université du Texas), puis d'André Langeney (université de Genève) et Muséum national d'histoire naturelle, de Paris, d'Alicia Sanchez-Mazas, de Laurent Excoffier et de Béatrice Pelligrini (université de

Genève), de ce que les partisans de la théorie de l'« Eve noire » se soient fondés sur l'idée que les mitochondries tiennent leur héritage des seuls antécédents maternels.

Dès les années 70, on avait pourtant la technique qui aurait permis d'identifier les séquences d'ADN mitochondrial paternelles et les séquences d'ADN mitochondrial maternelles. On rend les spermatozoïdes radioactifs et on peut ainsi détecter, grâce à leur radioactivité, les bases d'origine paternelle présentes dans les mitochondries.

Diverses études fondées sur plusieurs techniques d'identification avaient fait l'objet de publications montrant que les mitochondries sont bien faites de bases paternelles et de bases maternelles dans le rapport moyen de 1 à 1 000, qui reflète le nombre de mitochondries paternelles introduites dans l'ovocyte. Mais les tenants de l'« Eve noire » n'ont jamais utilisé cette méthode d'étude des mitochondries alors que la seule présence, même en faible proportion, d'ADN mitochondrial d'origine paternelle contredit déjà la théorie de l'« Eve noire ».

L'ordre n'est pas indifférent

De plus, une « Eve » unique et sa descendance se seraient obligatoirement mélangées à chaque génération, d'abord avec des non-mutants, puis avec les descendants de ceux-ci. Ce qu'Allan Wilson avait tout de même reconnu juste avant sa mort. Et ce qui constitue un autre argument contre la théorie de l'« Eve » unique.

L'évolution des mitochondries est totalement différente de celle qui a pour siège le génome. On peut donc être très dubitatif sur les reconstitutions de l'histoire de toute espèce vivante faites en se fondant sur l'évolution des seuls mitochondries.

Tout cela, en revanche, ne contredit pas l'hypothèse que tous les hommes modernes descendent d'un groupe humain ayant vécu il y a pas si longtemps en Afrique orientale ou au Proche-Orient. Mais quand ?

Pendant quelques décennies, on a cru que les rythmes de l'évolution de

l'ADN, nucléaire ou mitochondrial, étaient seulement fonction du temps, puisque commandés par une sorte d'horloge moléculaire constante sur toute la Terre pour une espèce donnée et pour un gène donné. Etant entendu que l'un est beaucoup plus lent que l'autre, comme nous l'avons dit plus haut.

Il faut tenir compte, toutefois, de la radioactivité naturelle, qui varie selon les régions (en fonction, notamment, de la nature du sol et du sous-sol ainsi que de l'activité volcanique). Et la radioactivité favorise les mutations, c'est bien connu.

Une autre grande source d'erreurs vient de l'ignorance de certains biologistes en informatique et en statistique. Selon Michel Kerszberg (CNRS et laboratoire de neurobiologie moléculaire de l'Institut Pasteur), il faut d'abord se rappeler que les mutations, dans l'ADN nucléaire, sont produites principalement par trois phénomènes.

Il y a la substitution : un des trois éléments (ou bases) des triplets, dont sont faites les séquences constitutives des protéines de l'ADN, est remplacé par une des trois autres bases du code génétique.

Il y a aussi la délétion : une des bases d'un ou plusieurs triplets a disparu. Ce qui entraîne la capture, par le triplet déficient, d'une base du triplet voisin, puis, par « ricochet », pourrions-nous dire, le glissement de tous les triplets constituant le gène où s'est produite la délétion. Ici, il faut rappeler que chaque gène est fait de 1 000 à 1 000 000 de paires (1) de bases... Si la délétion a affecté un triplet situé au début d'un gène, il y aura décalage tout le long de celui-ci. A moins que ce nouvel agencement n'engendre un « stop » au milieu des séquences.

YVONNE REBEYROL
Lire la suite page 24

(1) Des paires parce que chaque base est située sur un brin d'ADN et que l'ADN complet se compose de deux brins.

SCIENCES • MÉDECINE

Des vigies pour l'écologie

La France va bientôt disposer d'un réseau d'observatoires de l'environnement dont toutes les données seront rassemblées dans un institut installé à Orléans

L'ÉCOLOGIE est d'abord une science, ou moins historiquement. C'est pourquoi une politique de l'environnement ne peut se concevoir sans instruments scientifiques appropriés, capables de livrer instantanément les dernières données de l'observation et de la recherche. Jusqu'en 1991, le ministère de l'environnement ne disposait que d'un service de pilotage (et de financement) de la recherche, le SRETIE (service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement). Depuis le début de cette année, il dispose - sur le papier pour l'instant - d'un nouvel organisme qui collectera et diffusera à la demande toutes les données concernant l'environnement : l'Institut français de l'environnement ou IFEN.

Cette banque des données de l'environnement, qui sera le correspondant en France de l'agence européenne de l'environnement (à créer, elle aussi), va bientôt s'installer dans ses locaux à Orléans, la capitale de la région Centre, un symbole pour une « banque centrale ». Elle sera dirigée par un scientifique, Jacques Varet, un géologue de quarante-sept ans qui a nagé en arpentant l'Éthiopie avec Haroun Tazieff et séjourné en Chine comme conseiller scientifique de l'ambassade de France. Après avoir travaillé dix ans au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), Jacques Varet avait pris la direction du département « énergies et ressources minérales » au ministère de la recherche et de la technologie.

« Je n'ai qu'un regret, dit-il, c'est qu'on ait finalement refusé à l'IFEN la double tutelle de l'environnement et de la recherche ». Toutefois, le ministère de la rue Descartes conservera un droit de

La valeur financière d'un paysage

Doté d'un budget de 45 millions de francs, l'IFEN devrait démarrer avec une vingtaine de personnes au siège, plus une dizaine de « mis à disposition » par d'autres organismes. La direction des programmes et des relations internationales sera confiée à un statisticien de l'INSEE, la direction scientifique sera assurée par une personne détachée du SRETIE. La direction des observatoires devrait échoir à un homme de la Météorologie nationale. Enfin, la direction des études et des recherches économiques devrait être assurée par un chercheur de l'Institut pour une politique européenne de l'environnement, naguère dirigé par Brice Lalonde.

L'IFEN aura pour mission « d'élaborer et de diffuser la documentation et l'observation à caractère scientifique et statistique » dans les domaines suivants : utilisation du sol et ressources naturelles ; occupation du territoire et des paysages ; état de la faune, de la flore et des écosystèmes terrestres et marins ; protection du littoral, de la montagne et autres espaces protégés ou sensibles ; qualité des eaux et déversement de polluants ; qualité de l'air et

émission de polluants atmosphériques ; qualité des sols ; gestion des déchets ; émissions sonores ; environnement urbain ; dissémination des substances chimiques dangereuses ; risques naturels et technologiques ; pratiques socio-économiques de l'environnement.

Parmi les observatoires spécifiques qui seront mis en place, deux ont déjà été demandés par les instances politiques pour le littoral et l'environnement dans le Pacifique sud. On prévoit aussi des observatoires pour la Loire, l'environnement méditerranéen, la montagne, le Sahara et le Sahel. La comptabilité du patrimoine naturel sera aussi privilégiée, car on ne fait que balbutier en la matière. Il est encore très difficile d'apprécier la valeur financière d'un paysage, d'un écosystème ou même d'un animal sauvage. Or cette valeur doit être connue lorsqu'on doit prendre une décision qui lui portera atteinte.

L'IFEN, qui publiera chaque année l'état de l'environnement, devra, comme l'a dit le ministre au premier conseil d'administration, le 19 février, « répondre en temps réel » à la demande des administrations, des élus, des chercheurs, et aussi des associations et du grand public. Il s'agit en effet d'un institut officiellement indépendant, où l'État n'aura que neuf représentants sur vingt-cinq membres du conseil d'administration. L'IFEN sera donc un service public mis à la disposition de tous, en France comme à l'étranger. Nul doute que les trente permanents recrutés par l'institut en 1992 devront bientôt être renforcés s'ils veulent remplir leurs nouvelles et nombreuses missions.

ROGER CANS

Cousins proches mais uniques

Suite de la page 23

Il y a enfin l'insertion par laquelle une base se glisse dans un triplet. Ce qui produit aussi le décalage de tous les triplets suivants.

Il peut y avoir aussi des duplications de séquences (d'une centaine de triplets parfois) qui se mettent à la queue leu leu ou tête-bêche en s'installant dans le gène à des endroits préférentiels. Sans que l'on sache très bien à quoi servent ces séquences répétées de nombreux exemplaires, ni pourquoi certaines de ces séquences surnumé-

raires s'éliminent d'elles-mêmes. La nature a donné aux gènes diverses possibilités de se réparer eux-mêmes, soit par suppression ou par limitation de ces défauts, soit par utilisation des copies multiples.

Dans l'ADN mitochondrial, les séquences sont le résultat de la succession de très nombreuses mutations. Et les différences entre individus pour des séquences analogues permettent de retrouver la séquence ancestrale originaire et peuvent donner une idée de l'époque où s'est produite la divergence entre

deux lignées issues d'un ancêtre commun.

La variété de tous ces processus rend très délicat l'établissement des modèles et des programmes qui servent à reconstituer les phases antérieures de l'évolution. L'extrême diversité des séquences des nucléotides implique que ces programmes comportent une quantité énorme de données. Or, l'ordre dans lequel on injecte les données influe sur le résultat obtenu : des essais ont montré, notamment pour la comparaison des ADN mitochondriaux, que l'injection dans les programmes des mêmes séquences mais selon des ordres différents donne des arbres généalogiques différents.

YVONNE REBEYROL

« Tous parents, tous différents »

L'esquisse du Musée de l'Homme qui fait partie intégrante du Muséum national d'histoire naturelle du Paris est tapissée d'affiches portant en quatre-vingt langues le titre de la nouvelle exposition « Tous parents, tous différents » (1). Ainsi, dès son arrivée, le visiteur perçoit l'ensemble de la population de la Terre sur le fait qu'une seule famille de cousins.

On le prévoit ensuite qu'on laisse la culture au visiteur, et que seule la biologie - c'est-à-dire l'homme nu - sera prise en compte. Après, bien évidemment, une présentation de la « carrosserie », c'est-à-dire des différences visibles : couleur de la peau, des yeux et des cheveux qui viennent à l'infini avec toutes les teintes et demi-teintes imaginables, tailles différentes selon les ethnies, les régions et le sexe, sans oublier la variabilité individuelle et sans oublier non plus les ornements, les teintures, les peintures corporelles, et autres modifications de l'aspect physique imposées par les modes et les habitudes.

L'exposition très originale et très compréhensible, conçue par Ninien Hubert van Blijenburgh, tord le cou à bon nombre d'idées reçues, anciennes mais extraordinairement tenaces. Non, il n'y a pas de races : les mêmes composants du patrimoine génétique se retrouvent chez les Chi-

nois comme chez les Anglais, chez les Polynésiens comme chez les Indiens d'Amérique, chez les Français comme chez les Esquimaux. Non, rien, sauf la compatibilité des groupes sanguins ou des groupes tissulaires du donneur et du receveur, n'empêche un Coréen « jauna » de donner son sang ou un organe à un Sénégalais « noir » ou à un Européen « blanc » et réciproquement.

Des schémas et des audiovisuels interactifs font comprendre la double réalité, qui peut sembler contradictoire : tous les Homo sapiens sapiens, fossiles et actuels, sont différents (sauf les vrais jumeaux) en raison de l'extraordinaire loterie qu'est la reproduction sexuée et à côté de laquelle le loto - ou tout autre jeu de hasard - n'est qu'une activité garantissant de gagner le gros lot ; tous les Homo sapiens sapiens sont cousins, même s'ils habitent des régions très éloignées les uns des autres, même s'ils ont vécu il y a des milliers d'années ou s'ils vivent maintenant, même si l'un est grand, noir, mince et l'autre petit, blanc et rond.

De cette loterie, viennent aussi, malheureusement, les redoutables maladies génétiques avec leur cortège de morts ou de handicaps physiques ou mentaux... Le patrimoine génétique de toute espèce vivante est d'une extrême complexité.

Mais l'exposition permet de s'en faire une idée conforme, bien sûr, à l'état actuel des connaissances. Elle permet aussi de comprendre et de saisir ce qui ne pourra être changé par les recherches à venir que la science n'a eue un fondement scientifique.

Y. R.

(1) L'exposition a été réalisée par le laboratoire d'anthropologie biologique du Muséum national d'histoire naturelle de Paris et par les services du Musée de l'Homme avec l'appui financier du secrétariat d'État aux grands travaux, du Musée de l'Homme, la participation de l'Association française contre les myopathies, du laboratoire Génétik, de divers autres « sponsors » et des universités de Genève et de Montréal.

► Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris-16. Ouvert tous les jours, sauf les mardis et jours fériés, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 novembre.

Une brochure, « Tous parents, tous différents », très claire et très illustrée, faite par André Langene, Ninien Hubert van Blijenburgh et Alicia Sanchez-Mazas, a été éditée par Chabaud pour accompagner l'exposition (71 pages, 70 F).

L'infécondité française

Chaque année 60 000 femmes ayant des difficultés à concevoir sont prises en charge médicalement

SOUVENT répétitif, toujours nécessaire, parfois dérangeant, le débat sur les procréations médicalement assistées, leur légitimité et leurs dérives, manque cruellement de références concrètes et chiffrées. Où situer l'infécondité et les carences, les déséquilibres entre l'offre de soins, immanquablement coûteux, et la demande, parfois irraisonnée, la dangereuse surconsommation et les insuffisances de l'infrastructure thérapeutique ?

Le corps médical spécialisé s'est toujours gardé de donner une définition trop précise de ce qui, dans les difficultés d'un couple à procréer, doit être considéré comme anormal et donc du ressort de la thérapeutique. En décembre dernier, (« Le Monde Sciences-Médecine » du 18 décembre 1991), le Collège national des gynécologues-obstétriciens précisait, dans une conférence de consensus sur la stérilité, que la « fécondabilité » bernaïse correspondait à la probabilité pour un couple de concevoir au cours d'un cycle, cette « fécondabilité » passant normalement de

25 % en moyenne à l'âge de vingt-cinq ans (âge des deux partenaires) à 0 ou presque au-delà de quarante-cinq ans. Il ne s'agit bien évidemment ni de données statistiques. On sait, en effet, que le soutien médical avant d'être certain que le couple ait, durant plusieurs cycles, tout fait pour avoir un enfant est souvent en pratique bien loin d'être exact.

Les résultats d'une étude, qui viennent d'être publiés dans une revue spécialisée donnent pour la première fois avec précision, des données sur ce que peut être en France la réalité de l'infécondité (1). Ce travail a porté, de juillet 1988 à juin 1989, sur près de mille sept cents couples consultant pour une infécondité auprès d'équipes spécialisées, publiques et privées.

Selon leurs auteurs, ces résultats « confirment le fait que l'infécondité est essentiellement une affaire de couple ; dans 39 % des cas, l'homme et la femme présentent chacun des troubles de leurs fonctions de reproduction. La responsabilité seule de la femme apparaît dans un tiers des cas et celle de l'homme dans un cinquième des cas ». Les chercheurs estiment que près de soixante mille femmes demandent chaque année en France une consultation pour un

problème d'infécondité, soit, au total, un taux peu différent de celui établi chez les femmes nord-américaines ou britanniques.

« L'infécondité est un important problème de santé publique, concluent-ils. Des modalités de prise en charge correcte ont été mises sur pied, un développement de procréations médicalement assistées depuis une quinzaine d'années plaçant notre pays au premier rang des pays industrialisés. L'ampleur du problème fait cependant apparaître l'importance de la prévention, qui devrait permettre d'éviter un grand nombre de cas d'infécondité ». Il s'agit, en d'autres termes, de savoir si la lutte préventive contre les maladies sexuellement transmissibles en général et contre le sida en particulier permettra, via l'usage du préservatif, de rejoindre celle qui est menée contre l'infécondité.

JEAN-YVES NAU

(1) « L'infécondité en France : résultats d'une étude multicentrique dans trois départements français ». Cette publication paraît dans la revue *Contraception-Fertilité* (1992, volume 20, n° 1) en signe d'un groupe de spécialistes de l'INSERM, de la Direction générale de la santé, de l'Observatoire régional de la santé des Pays de la Loire, ainsi que des CHU de Tours, de Limoges et de Nantes.

POINT DE VUE

La procréation et la loi

L n'est pas digne d'une vraie politique de multiplier les affirmations de principe nobles et généreuses pour les contredire dès qu'il s'agit de les mettre en œuvre. Or le projet de loi sur la bioéthique qui va être bientôt soumis aux parlementaires n'est fait que de principes, suscités sortis d'exceptions, voire de propositions qui les démentent.

Nous n'avons pas pour autant « la solution », car il n'est pas certain qu'il y ait de bonnes réponses légales au projet biomédical sur l'identité et la filiation humaines. Quelques propositions concrètes manquent à ce projet possible de sortir des généralités proposées.

• Diagnostic prénatal, diagnostic prénatal.

Quand on suspecte qu'un fœtus est atteint d'une anomalie génétique, il est courant de pratiquer un diagnostic prénatal et de provoquer un avortement si l'anomalie est confirmée. Pour éviter cet avortement, dramatique pour tous, des diagnostics très précoces sont actuellement élaborés afin de détecter les défauts de l'œuf, avant même de le placer dans l'utérus maternel. Ce diagnostic prénatal consiste à trier les « bons » embryons parmi ceux produits en nombre par les femmes soumises à superovulation. Offrir cette possibilité ouvre la porte à des dérives éthiques liées à la sélection des critères esthétiques ou de performance, facteurs de risque. Le recours au diagnostic prénatal doit rester le moyen adéquat pour prévenir les naissances d'enfants gravement atteints.

Pour ce qui est du diagnostic prénatal, le dispositif actuel mériterait quelques précisions. Tout diagnostic devrait être contrôlé par deux médecins agréés, choisis dans la spécialité dont relève la maladie suspectée : le casus de l'avortement thérapeutique devrait être indiqué avec précision, le dossier médical étant conservé. Chaque année une collecte des données devrait être faite par le ministère de la santé.

• Nos propositions : Le diagnostic génétique sur l'embryon est interdit avant l'implantation. Tout diagnostic anténatal doit être confirmé par deux médecins agréés, choisis dans la spécialité dont relève la maladie suspectée. Des registres devront être conservés par le ministère de la santé, indiquant avec précision les causes de l'avortement thérapeutique.

• L'utilisation thérapeutique des produits du corps humain. Les produits du corps humain ne peuvent être donnés que volontairement et gratuitement. Ce principe ne connaît aucune exception que les cheveux et le lait. Par ailleurs, toute activité de mise à disposition, préparation et transformation liée aux produits du don, ne peut faire l'objet d'aucun bénéfice. En effet, le gratifié du don ne peut servir à masquer les activités lucratives ultérieures. Il faut néanmoins couvrir tous les coûts de production, y compris les coûts de

recherche éventuels, les évaluations étant faites par des instances compétentes et objectives.

• Nos propositions :

Les activités biomédicales liées au don des produits du corps humain ne peuvent faire l'objet que d'une indemnisation des coûts réels engagés tels qu'évalués par des cabinets d'experts comptables indépendants. Elles sont réservées à des fins strictement thérapeutiques.

• Les registres de la procréation médicalement assistée (PMA).

Afin d'éviter une utilisation abusive dont les couples ne seraient pas informés (commerce, don, recherche), les gamètes et embryons ne peuvent pas être recueillis ou conservés sans faire l'objet d'une inscription qui permette de connaître leur devenir. Comme le prévoit la seule disposition intéressante de la loi britannique, les registres obtenus pour- raient faire l'objet d'un contrôle d'une autorité indépendante et du Parlement.

• Nos propositions : Les gamètes et embryons obtenus dans le cadre des PMA doivent figurer le jour même dans un registre à disposition du Parlement. Ce registre devra mentionner le devenir des gamètes et embryons, dès l'exécution des actes les concernant.

• Le remboursement de l'accès aux PMA.

Les conditions financières d'accès aux PMA sont exceptionnelles en France puisque la Sécurité sociale en assure le remboursement intégral. Ces conditions expliquent en partie le grand nombre de couples ainsi pris en charge, parfois sans nécessité démontrée. Il n'est pas normal que l'infécondité, qui n'est pas une maladie, bénéficie d'une meilleure couverture sociale que de nombreuses affections très graves.

• Nos propositions : Les actes de PMA sont remboursés à un taux inférieur à 100 % qui devra être déterminé, le remboursement intégral étant maintenu pour les couples relevant de l'aide sociale.

• Anonymat des donneurs.

L'anonymat des donneurs de gamètes fait passer sur l'enfant le poids d'une ignorance qui peut être dangereuse pour son identité. La loi ne peut lui faire alliance avec la mensonge. Il convient donc de donner à l'enfant la possibilité de connaître à sa majorité le donneur de gamètes, sans que pour autant un lien de filiation puisse être établi entre eux.

• Nos propositions : A sa majorité l'enfant né d'un don de gamètes aura, s'il le désire, la possibilité de connaître l'identité du donneur qui est à l'origine de sa naissance. En aucun cas, un lien de

filiation ne pourra être établi entre eux.

• Désaveu de paternité.

L'interdiction de désaveuer un enfant conçu par IAD paraît être une proposition équilibrée, responsabilisant le père, protégeant le mère et l'enfant. Cependant, l'interdiction du désaveu de paternité est contraire au droit commun de la filiation : on créerait donc une discrimination entre les enfants IAD et les autres. Si l'on reste dans le droit commun, il faut bien entendu prévoir l'obligation pour le père qui a désavoué l'enfant, de lui verser une pension alimentaire. Par ailleurs, l'impossibilité de désaveuer introduirait une contractualisation de la filiation. Or, la filiation est une institution, non pas un contrat. Et qu'en serait-il du désaveu de paternité en cas de don d'ovocyte ?

• Notre proposition :

En cas de désaveu d'un enfant né d'une IAD, le père sera tenu de verser une pension alimentaire à l'enfant.

• Appariement des donneurs et receveurs.

Le donneur de gamètes est en général choisi par l'équipe biomédicale. Il est justifié de ne pas admettre un donneur susceptible de transmettre un gène pathologique ou le gène d'une maladie grave. Hormis cette hypothèse, on ne doit pas chercher à appier un donneur et un receveur en fonction des facteurs de risques éventuels supposés retenir sur l'enfant. En effet, de tels facteurs de risque étant présents chez tout individu, leur révélation et leur valorisation dans le cadre de la procréation constitue une attitude eugénique dont les limites sont impossibles à définir.

• Notre proposition :

Les facteurs de risque à base polygénique ne peuvent déterminer les pratiques du don de gamètes.

Ces quelques propositions, qui concernent surtout les PMA, pourraient permettre d'éviter les dérives les plus graves. Elles laissent entières nombre de questions (réduction embryonnaire, don d'embryon, don d'ovocyte...) pour lesquelles rien n'indique qu'il puisse y avoir de bonnes réponses. Dans ce contexte la biomédecine a travaillé dans le sens de la fuite en avant et de l'expérimentation - physique ou psychique - dont d'autres que nous paieront le prix. Nous attendons de la loi qu'elle assume sa fonction de gardienne de l'interdit, ce qui implique des renoncements individuels mais protège des valeurs collectives précieuses pour tous, telles que l'interdiction de l'instrumentalisation ou de l'appropriation d'autrui.

► Ce texte est signé de Bernard Edelman (avocat à la cour d'appel de Paris), Marie-Angèle Hermitte (directeur de recherche au CNRS sciences du droit - Paris), Jacques Testart (biologiste, directeur de recherche à l'INSERM Clamart) et Monette Vecquien (psychanalyste Paris).

La bataille

L'accès de se

Le ministre de la Santé, Jacques Varet, a annoncé mardi 24 mars que le ministère de la Santé allait créer un institut français de l'environnement (IFEN) à Orléans. L'IFEN sera le correspondant en France de l'agence européenne de l'environnement (à créer, elle aussi), va bientôt s'installer dans ses locaux à Orléans, la capitale de la région Centre, un symbole pour une « banque centrale ». Elle sera dirigée par un scientifique, Jacques Varet, un géologue de quarante-sept ans qui a nagé en arpentant l'Éthiopie avec Haroun Tazieff et séjourné en Chine comme conseiller scientifique de l'ambassade de France. Après avoir travaillé dix ans au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), Jacques Varet avait pris la direction du département « énergies et ressources minérales » au ministère de la recherche et de la technologie.

« Je n'ai qu'un regret, dit-il, c'est qu'on ait finalement refusé à l'IFEN la double tutelle de l'environnement et de la recherche ». Toutefois, le ministère de la rue Descartes conservera un droit de regard sur l'IFEN. L'IFEN aura pour mission « d'élaborer et de diffuser la documentation et l'observation à caractère scientifique et statistique » dans les domaines suivants : utilisation du sol et ressources naturelles ; occupation du territoire et des paysages ; état de la faune, de la flore et des écosystèmes terrestres et marins ; protection du littoral, de la montagne et autres espaces protégés ou sensibles ; qualité des eaux et déversement de polluants ; qualité de l'air et

Le fra et les march

Le ministre de la Santé, Jacques Varet, a annoncé mardi 24 mars que le ministère de la Santé allait créer un institut français de l'environnement (IFEN) à Orléans. L'IFEN sera le correspondant en France de l'agence européenne de l'environnement (à créer, elle aussi), va bientôt s'installer dans ses locaux à Orléans, la capitale de la région Centre, un symbole pour une « banque centrale ». Elle sera dirigée par un scientifique, Jacques Varet, un géologue de quarante-sept ans qui a nagé en arpentant l'Éthiopie avec Haroun Tazieff et séjourné en Chine comme conseiller scientifique de l'ambassade de France. Après avoir travaillé dix ans au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), Jacques Varet avait pris la direction du département « énergies et ressources minérales » au ministère de la recherche et de la technologie.

FRANCE

Le ministre de la Santé, Jacques Varet, a annoncé mardi 24 mars que le ministère de la Santé allait créer un institut français de l'environnement (IFEN) à Orléans. L'IFEN sera le correspondant en France de l'agence européenne de l'environnement (à créer, elle aussi), va bientôt s'installer dans ses locaux à Orléans, la capitale de la région Centre, un symbole pour une « banque centrale ». Elle sera dirigée par un scientifique, Jacques Varet, un géologue de quarante-sept ans qui a nagé en arpentant l'Éthiopie avec Haroun Tazieff et séjourné en Chine comme conseiller scientifique de l'ambassade de France. Après avoir travaillé dix ans au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), Jacques Varet avait pris la direction du département « énergies et ressources minérales » au ministère de la recherche et de la technologie.

GRANDE-BRETAGNE

Le ministre de la Santé, Jacques Varet, a annoncé mardi 24 mars que le ministère de la Santé allait créer un institut français de l'environnement (IFEN) à Orléans. L'IFEN sera le correspondant en France de l'agence européenne de l'environnement (à créer, elle aussi), va bientôt s'installer dans ses locaux à Orléans, la capitale de la région Centre, un symbole pour une « banque centrale ». Elle sera dirigée par un scientifique, Jacques Varet, un géologue de quarante-sept ans qui a nagé en arpentant l'Éthiopie avec Haroun Tazieff et séjourné en Chine comme conseiller scientifique de l'ambassade de France. Après avoir travaillé dix ans au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), Jacques Varet avait pris la direction du département « énergies et ressources minérales » au ministère de la recherche et de la technologie.

PORTUGAL

Le ministre de la Santé, Jacques Varet, a annoncé mardi 24 mars que le ministère de la Santé allait créer un institut français de l'environnement (IFEN) à Orléans. L'IFEN sera le correspondant en France de l'agence européenne de l'environnement (à créer, elle aussi), va bientôt s'installer dans ses locaux à Orléans, la capitale de la région Centre, un symbole pour une « banque centrale ». Elle sera dirigée par un scientifique, Jacques Varet, un géologue de quarante-sept ans qui a nagé en arpentant l'Éthiopie avec Haroun Tazieff et séjourné en Chine comme conseiller scientifique de l'ambassade de France. Après avoir travaillé dix ans au BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), Jacques Varet avait pris la direction du département « énergies et ressources minérales » au ministère de la recherche et de la technologie.

هنا من الشغل

La bataille autour de Perrier s'achève par une convention tripartite

L'accord entre Nestlé et Agnelli permet à BSN de se renforcer dans le secteur de l'eau minérale

La fin d'une époque

Plus jamais un tel imbroglio juridique-financier ! Tel est le souhait de nombreux intervenants après cette longue et tumultueuse bataille italo-franco-suisse qui permet finalement à Nestlé d'acquiescer à Perrier pour 15,1 milliards de francs.

Sans tomber dans l'excès d'un marché où fusions et acquisitions ne se feraient que par accords réciproques et sans litiges, les acteurs de la place se prennent à espérer d'un lieu aux règles du jeu plus claires.

En ce sens, ils ont lieu d'être satisfaits depuis quelques jours grâce à deux offres publiques d'achat (OPA), l'une sur le Printemps et l'autre sur Perrier.

Dans le premier cas, tirant les leçons de la grogne des actionnaires minoritaires qui contestaient le rachat partiel d'une société, les autorités boursières ont décidé d'obliger toute OPA à se faire sur l'intégralité du capital et non plus sur les deux tiers.

Si les petits actionnaires du Printemps ne bénéficieront pas de la future réglementation, ceux de Perrier ou de sa maison-mère Exor peuvent se réjouir. Sous la pression de deux importants minoritaires (le Crédit agricole et Suez), les initiateurs ont préféré avancer immédiatement les futures règles.

De plus, la pression des minoritaires, au nom de leurs intérêts et de ceux de leurs clients, a conduit tant Nestlé que la famille Agnelli à relever leurs prix d'OPA de manière substantielle par rapport aux propositions initiales : 15 % dans Nestlé et près de 10 % dans Exor.

Parallèlement, l'affaire Perrier marque un progrès dans les mœurs boursières françaises, en mettant un terme aux méthodes anciennes de rachat en tapinois. Les décisions des tribunaux de commerce de Nîmes et de Paris, basées sur les rapports de la Commission des opérations de Bourse, ont sanctionné vivement ces pratiques qui permettaient à un industriel ou à un financier émi de prendre en catimini le contrôle d'un groupe, en payant ainsi un prix peu élevé. Cette entrée en douceur prônée par les dirigeants successifs de Perrier est révoquée. Désormais, la jurisprudence existe, et le simple fait d'exister est en soi une barrière. Elle devrait décourager d'autres groupes.

Contrairement à ce qui eut lieu pour la modification de la réglementation des OPA, dénoncée par le ministère des finances, les pouvoirs publics ont eue une attitude curieuse dans cette évolution des pratiques boursières qui devrait redorer l'image de la place française à l'étranger. Présents sur le fond, ils ont été absents du débat de fond. Au nom, peut-être, du principe selon lequel la justice et le marché sont souverains.

DOMINIQUE GALLOIS

La bataille autour de Perrier s'est achevée, lundi 23 mars, par un accord de partage entre tous les protagonistes (nos dernières éditions du 24 mars). Le groupe suisse Nestlé et Indosuez auront le contrôle de Perrier en lançant une offre publique d'achat (OPA) sur cette source au prix unitaire de 1 700 francs. Le groupe Agnelli gardera Exor, qui détient Château Margaux et un important patrimoine immobilier, grâce à une OPA au prix de 1 450 francs. Quant à BSN, non seulement il obtient Volvic à la suite d'un accord avec Nestlé, mais en plus il se réconcilie avec la famille Agnelli en s'associant à l'OPA lancée sur Exor.

« Quand vous jouez au tennis ou au golf avec votre meilleur ami, vous avez envie de le battre, c'est d'une certaine manière ce qui se passe pour Perrier », raconte M. Antoine Riboud, président de la bataille l'opposant à son allié, M. Giovanni Agnelli, président de Fiat, redoublant d'intensité. Quatre OPA étaient alors déclinées, deux sur Perrier et deux sur sa maison-mère Exor, le tout sur fond de joutes verbales et de recours incessants devant les tribunaux. Mais deux revers consécutifs infligés par la justice au groupe Agnelli et à ses alliés Société générale et Saint Louis, conjugués à la détermination financière de Nestlé

ont conduit tout le monde vers la table de négociation à la fin de la semaine dernière. Le protocole signé rassemble à ce qui était espéré depuis le début par les « assaillants » de Perrier et d'Exor (Nestlé, Indosuez, BSN et Lazard), avec toutefois un coût plus élevé. Le conflit avait éclaté en novembre 1991 lorsque l'IFINT, holding luxembourgeoise du groupe Agnelli, franchissait le seuil des 33 % dans le capital d'Exor et était contraint par la réglementation boursière de lancer une OPA sur cette société. D'un coup, la famille turnoise prenait le contrôle d'un holding possesseur d'un patrimoine immobilier conséquent (100 000 m² dans le triangle d'or parisien) et d'une participation de 2,5 % dans Suez. Elle devenait aussi propriétaire du grand cru bordelais Château Margaux et surtout le premier actionnaire de Perrier.

Un investissement majoré de 15 %

Sévèrement critiqués par les actionnaires minoritaires (Suez et le Crédit agricole), en raison du faible prix payé, et par les producteurs de Roquefort, filiale de Perrier, inquiets de passer sous la coupe italienne, cette entrée en force déplaçait aussi à BSN. Bien qu'allié, le groupe de M. Riboud n'avait pas été informé de cette incursion italienne dans son secteur, l'agroalimentaire. Après avoir tenté de négocier, BSN, soutenu par son actionnaire principal la Banque Lazard, rejoignait le géant



suisse Nestlé et la banque Indosuez dans leur projet d'OPA sur Perrier avec la promesse d'obtenir Volvic en cas de succès.

L'offensive boursière était lancée le 20 janvier, et on retrouve ses grandes lignes dans le protocole présenté deux mois plus tard. Nestlé et Indosuez vont donc arriver à leur fin en faisant passer leur OPA sur Perrier de 1 475 francs à 1 700 francs. Le coût de leur investissement augmentera de 15 % pour atteindre les 15,1 milliards de francs. Ils céderont alors les sources Volvic à BSN et se sont engagés à maintenir la spécificité des Caves de Roquefort.

Exor et ses alliés apporteront leurs 35 % de Perrier, empêchant au passage un copieux bénéfice de l'ordre de 1,35 milliard. Dans le même temps, la famille Agnelli, via l'IFINT, prendra le contrôle de ce

holding en proposant 1 450 francs par action, soit 2 % de plus que la dernière proposition (1 420 francs). L'IFINT ne sera pas seule dans cette opération puisqu'elle effectuera en association avec BSN qui l'avait contrée par une surenchère. Toutefois, la participation du groupe français devrait être symbolique.

Joli bénéfice

A l'issue de cette opération, qui valorise Exor à 6 milliards de francs, BSN devrait en détenir un peu moins de 5 %. « Après l'OPA pression, Antoine Riboud nous fait une OPA officieuse », ironise un des acteurs de la bataille pour qui cette participation, même symbolique, veut sceller officiellement la réconciliation franco-italienne.

La partie est terminée, et aujourd'hui il n'est pas question de revanche, mais plutôt de bilan. Chez les vainqueurs, l'heure est venue de rendre les résultats de sa stratégie de diffusion américaine de Perrier, qui pourrait se faire via le réseau Coca-Cola (groupe concurrent de la firme suisse mais distributeur de certains produits aux Etats-Unis), pour savoir si son investissement justifiait un tel prix.

En revanche, pour BSN, l'arrivée de Volvic dans son groupe renforce immédiatement son potentiel en eaux minérales et ses réserves. Les 745 millions de litres provenant chaque année de cette source d'Auvergne s'ajoutent au 1,3 milliard de litres produits par Evian. En ajoutant Badoit aux deux marques précédentes, la part du groupe français atteint 33 % dans l'eau minérale française et 25 % dans la Communauté européenne.

De son côté, M. Giovanni Agnelli ne doit pas être fâché de s'être tiré du mauvais pas dans lequel il s'était laissé entraîner par le président de Perrier et d'Exor, M. Jacques Vincent, vivement critiqué ensuite par la justice. De plus, le groupe italien est arrivé à s'en sortir en faisant au passage un joli bénéfice.

Quelles seront maintenant les relations entre les trois septuagénaires qui ont dominé cette affaire, MM. Jacques Vincent, Giovanni Agnelli et Antoine Riboud ? La question se pose inévitablement. Même si, officiellement, l'heure est au sourire, une telle affrontement laisse forcément des traces...

D. G.

Au lendemain des élections

Le franc se raffermi et les marchés financiers faiblissent

Bien que les résultats des élections régionales et cantonales n'aient pas, à proprement parler, provoqué une véritable surprise, les marchés ont réagi, mais de manière divergente. Sur les marchés des changes, le franc s'est encore raffermi vis-à-vis du mark, dont le cours a glissé le lundi 23 mars de 3,3945 à un peu plus de 3,39 francs, ce qui signifie théoriquement que les milieux financiers internationaux ne craignent pas vraiment un changement de politique économique majeur dans le sens du laxisme. Cette fermeté s'est confirmée le mardi 24 mars à l'ouverture.

Sur les marchés financiers, en revanche, la morosité qui prévalait avant les élections s'est maintenue et s'est même aggravée : les cours de la Bourse de Paris ont perdu plus de 1 % et le marché des taux d'intérêt, le MATIF, a vu se poursuivre la hausse des rendements à long terme.

celui de l'emprunt d'Etat à dix ans (OAT) passant de 8,66 % à 8,83 %. Cette morosité est due essentiellement à l'abstention des acheteurs, notamment les étrangers qui s'interrogent sur les suites des élections régionales et le sort du gouvernement, et se contentent donc dans une prudente réserve.

Il s'agit toutefois défavorablement impressionnés par la montée des taux d'intérêt que l'on peut observer aussi en Allemagne, où le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans (Bund) vient de repasser au-dessus de 8 %. A cet égard, les inquiétudes nourries par les opérateurs sur la possibilité d'un relèvement des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne contribuent à déprimer les marchés de chaque côté du Rhin.

FRANÇOIS RENARD

INDICATEURS

FRANCE

• Balance des paiements : ralentissement des investissements à l'étranger en 1991. - Les investissements directs de la France à l'étranger, qui avaient beaucoup progressé ces dernières années, se sont ralentis en 1991, revenant de 147,7 milliards de francs à 108,6 milliards. En revanche, les investissements directs de l'étranger en France ont progressé de 23,7 %, passant de 49,4 milliards de francs en 1990 à 61,1 milliards en 1991. La France reste l'un des pays investissant le plus à l'étranger, se classant au deuxième ou troisième rang mondial.

GRANDE-BRETAGNE

• Le déficit des paiements courants a atteint 750 millions de livres en février. - La balance des paiements courants a été déficitaire de 750 millions de livres (environ 7,5 milliards de francs) en février en Grande-Bretagne, contre 858 millions en janvier, a annoncé le 23 mars l'Office central de statistique (OCS). Les analystes prévoyaient un déficit de 500 millions de livres après le déficit de 794 millions initialement annoncé pour janvier. Le déficit commercial s'est élevé à 1,05 milliard de livres en février contre 1,18 milliard en janvier. Il a été partiellement compensé par un excédent de 300 millions de livres sur les transactions invisibles (banque, assurance, tourisme etc.), un chiffre inchangé par rapport à janvier.

PORTUGAL

• Forte hausse de l'investissement direct étranger en 1991. - L'investissement direct étranger au Portugal a atteint 798,5 milliards d'escudos (30 milliards de francs) en 1991, soit une hausse de 87 % par rapport à 1990, a indiqué le 23 mars l'Institut du commerce extérieur du Portugal (ICEP). Le projet du consortium Ford-Volkswagen de construire au Portugal une des plus grosses usines européennes d'assemblage de voitures a contribué significativement à cette hausse, avec un investissement brut de 453,9 milliards d'escudos (17 milliards de francs). La Grande-Bretagne a été le plus gros investisseur au Portugal, suivie de la France et de l'Espagne.

Etudiants de l'Université
Diplômés des Grandes Ecoles
Cadres d'Entreprises
TITULAIRES D'UN DIPLOME BAC + 5/MOINS DE 35 ANS

DEVENEZ PROFESSEUR DE MANAGEMENT

Au cœur des mutations de l'entreprise, dans un environnement international, vivez quatre métiers en un : professeur, chercheur, auteur et consultant...

grâce aux conventions Formation/Management de la FNEGE - Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises.

LA FNEGE VOUS PROPOSE UNE BOURSE POUR PREPARER UN DOCTORAT EN SCIENCES DE GESTION

A découper et à retourner à la FNEGE
2, avenue Hoche - 75008 Paris

NOM
ADRESSE
☐ souhaite recevoir un dossier d'information
☐ souhaite recevoir un dossier de candidature
Cocher la case correspondante

Des prix à vous faire partir :

BANGKOK
prix à partir de
3690 F*

Circuits, locations de voiture, séjours plage, etc...

VO D'abord, en vous conseillant...
Tél. : 40 53 07 11
181, bd Pereire, 75017 PARIS

ÉCONOMIE

Afin de faire reculer l'inflation en Allemagne

M. Kohl lance un nouvel appel à la rigueur salariale

De retour des États-Unis, M. Helmut Kohl, chancelier fédéral d'Allemagne, a lancé, lundi 23 mars, un nouvel appel à la modération salariale afin, a-t-il dit au cours d'une conférence de presse donnée à Bonn, de faire reculer l'inflation « nettement en dessous de la barre des 4 % » en rythme annuel. « En raison d'un environnement économique moins favorable, la marge de manœuvre pour la répartition (des profits) est devenue plus étroite », a ajouté M. Kohl.

Pour le chancelier, il est indispensable que, dans les négociations salariales qui ont lieu actuellement, les parties prenantes ajustent les augmentations possibles sur les gains de productivité. Un gros effort d'investissement doit être fait dans la partie

orientale du pays et celui-ci ne pourra être financé sans inflation que si chacun est conscient de ses responsabilités. Ces rappels sont faits au moment où va s'engager une phase importante de la négociation sur les salaires dans la métallurgie entre patronat et syndicat.

A un moment, aussi, où les négociations avec le syndicat des services publics et des transports ont échoué. D'autre part, les grèves tourmentées se poursuivent dans le secteur bancaire et les marges de manœuvre du patronat et des pouvoirs publics sont réduites par les administrations de la Bundesbank, qui vient à nouveau de rappeler au gouvernement que le déficit public était trop important et la rigueur insuffisante.

Les négociations sur le commerce international

Les États-Unis voudraient exclure l'essentiel des services de la clause de la nation la plus favorisée

Les États-Unis voudraient exclure une grande partie des échanges de services de la clause de la nation la plus favorisée (MNPF), qui veut que tout avantage accordé par un pays à un autre le soit à l'ensemble des pays qui adhèrent aux règles du GATT (Arrangement général sur les tarifs et le commerce). Cette proposition américaine viserait quatre secteurs : les transports maritimes, les services financiers, les transports aériens et les télécommunications de base. Pour les trois derniers, Washington serait disposé à négocier.

Selon les estimations de la CEE, qui, selon une source communautaire est « extrêmement préoccupée » par

l'attitude américaine, ces secteurs représentent les trois quarts du commerce global des services et constituent d'importants appuis pour le commerce international. Les services sont un secteur essentiel des négociations GATT, qui s'achoppent déjà sur le problème agricole. Un échec des négociations de l'Uruguay Round apparaît probable : un compromis d'aurait pu être trouvé sur les demandes américaines en matière de subventions et d'exportations agricoles qu'après des concessions sur les services acceptées par les États-Unis.

Dans cette épreuve de force, le front européen semble s'être un peu ressoudé avec la déclaration faite lundi 23 mars par M. Helmut Kohl, de retour des États-Unis où il avait rencontré M. George Bush, assurant qu'il se refusait à faire pression sur la France pour qu'un compromis sur les subventions agricoles puisse être trouvé rapidement.

INDUSTRIE

La production automobile française a augmenté de 23,3 % en février

Les constructeurs automobiles français parlent sur la reprise. La production de voitures particulières a augmenté de 23,3 % en février par rapport à février 1991, avec 290 910 véhicules contre 235 896 il y a un an, selon des statistiques publiées lundi 23 mars par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Parallèlement, les exportations ont aussi notablement progressé pendant le même mois, avec une hausse de 22,6 % et 187 232 véhicules vendus à l'étranger, contre 152 727 en février 1991.

Automobiles Peugeot est le constructeur dont la production a le plus augmenté en février, avec 102 086 voitures (+ 27,74 %), suivi par Renault (132 397 voitures, soit + 26,17 %) et Citroën (56 427 voitures et + 10,55 %).

Spécialisé dans les travaux sous-marins

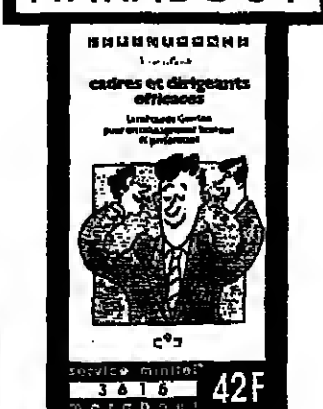
Comex s'allie au groupe Stolt Tankers

M. Henri Delauze, président de Comex SA, qui est la société mère du groupe marillais Comex, vient de signer un protocole d'accord avec la société Stolt Tankers and Terminal Holding, dont le siège social est au Luxembourg. D'origine norvégienne (le président du conseil d'administration et actionnaire majoritaire est M. Jacob Stolt-Nielsen Jr.), Stolt Tankers est spécialisée dans le transport maritime et terrestre de produits liquides, chimiques et gazeux.

Aux termes de ce protocole et sous réserve des autorisations nécessaires du ministère des finances, Comex SA cédera sa filiale Comex services (services et travaux sous-marins pour l'industrie offshore pétrolière, 2 000 salariés, 1,4 milliard de francs de chiffre d'affaires) à Stolt Tankers. Elle conservera son autonomie dans la conception et la réalisation d'engins sous-marins automatisés, de parcs d'attractions sous-marins ainsi que dans la maintenance nucléaire.

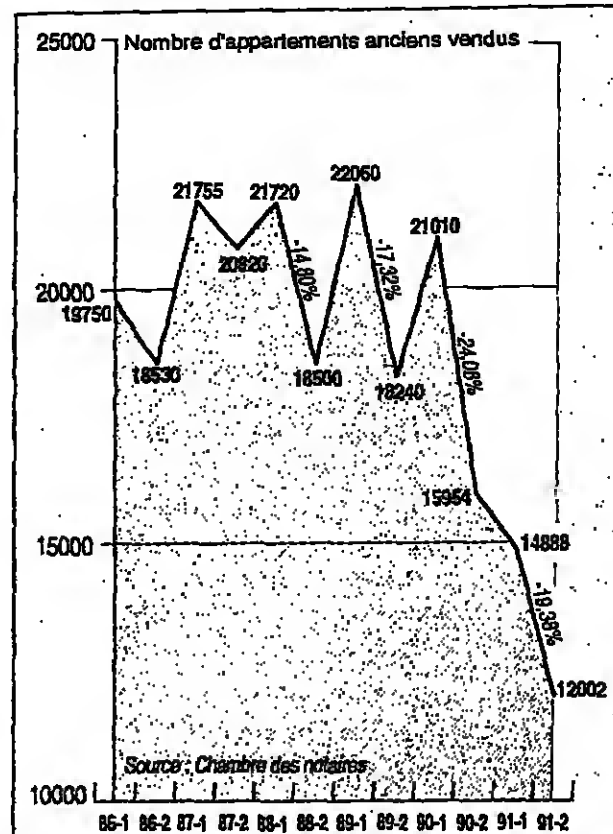
Dans le passé, la Comex avait essayé en vain de conclure des alliances avec d'autres partenaires, comme l'américain Halliburton et plus récemment Collexip. La transaction conclue avec le groupe luxembourgeois lui apportera environ 360 millions de francs d'argent frais.

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT



Selon les notaires

Le marché des logements anciens est resté gelé à Paris fin 1991



Le marché des logements anciens est resté figé à Paris à la fin de 1991, les vendeurs évitant de baisser leurs prix : le mètre carré dans la capitale n'a donc reculé que de 0,5 % au dernier trimestre, à 22 047 francs, selon l'indicateur (calculé sur les six mois précédents) publié lundi 23 mars par la Chambre syndicale des notaires. Pour mémoire, il s'établissait à 22 198 francs à la fin de 1990, soit une baisse sur un an inférieure à 0,7 %. On n'a donc pas assisté à l'effondrement des prix.

Si effondrement il y a eu, c'est du côté du volume des transactions qu'il faut le rechercher : le nombre d'appartements vendus a baissé de 19,38 % entre la fin du premier semestre et celle du second semestre. Sur l'ensemble de l'année 1991, le nombre de ventes (26 590 unités) a reculé de 27,25 % après un retrait de 8,27 % en 1990. Par rapport au sommet atteint en 1987 (42 375 appartements cédés), la chute frôle les 37 %.

La surface moyenne d'un appartement vendu à Paris était, au deuxième semestre 1991, de 52,4 mètres carrés, pour un montant moyen de 1,21 million de francs.

Les notaires publient désormais leurs chiffres tous les trois mois, et non plus tous les six mois. Reflétant l'état du marché à la fin de l'année 1991, ils montrent que les vendeurs qui avaient les moyens d'attendre ne cassaient pas encore les prix de leurs biens. A contrario, c'est du côté de ceux qui étaient pressés de vendre que les acheteurs pouvaient espérer faire les « bonnes affaires » dont parle la voir populaire. Mais l'effort statistique des notaires ne permet pas une ventilation du prix du mètre carré par arrondissement au 31 décembre 1991. Les chiffres sont arrêtés au 30 septembre 1991 et datent donc d'il y a six mois. Ce qui incite à la prudence car, depuis, le marché a évolué.

PARIS-LONDRES

En
Club Europe
vous n'avez
besoin
d'aucun
subterfuge
pour
passer
devant
tout
le monde à
l'embarquement.



Pour ses 10 vols quotidiens, British Airways réserve à l'attention exclusive des passagers Club Europe un comptoir d'enregistrement et une porte d'accès à l'avion : le tout dans le satellite 5 à Charles de Gaulle. 3, 2, 1... Partez!!!
Paris-France Nord 47 78 14 14, France Sud 05 125 125. Minitel 3615 BA
BRITISH AIRWAYS

CE SIMPLE NUMERO



PEUT
VOUS EVITER
DES TONNES
DE SOUCIS.



Sur votre minitel, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net),
- renseignements sur les défaillances d'entreprises, notamment les déclarations de cessation des paiements.

Vous pouvez aussi commander les copies de bilans, ainsi que les états de privilèges, et les payer par carte bancaire.

Vous pouvez recevoir un extrait Kbis sans écrire ou vous déranger, sans autre frais que le coût de la connexion.

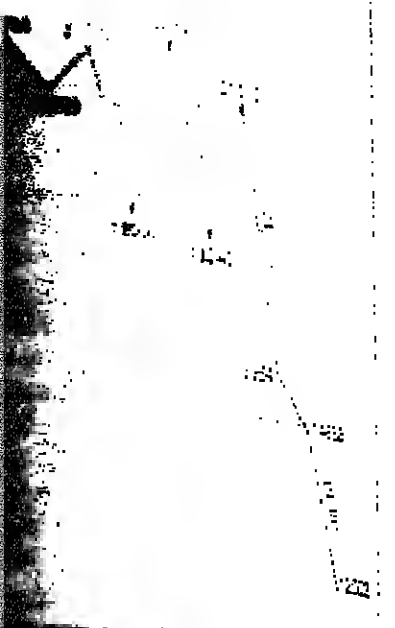
Pour prévenir difficultés et impayés (en 1991 il y a eu près de 55 000 faillites), consultez systématiquement le 36.29.11.11.

36 29 11 11
INFOGREFFE

GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE -1, quai de Corse 75181 PARIS CEDEX 04 - T.él. : (1) 43.29.06.75

هكذا من الشغل

des logements anciens
gelé à Paris fin 1991



NUMERO
11
T
VITER
NNES
UCIS.

NUMERO
11
T
VITER
NNES
UCIS.

INFOGREFFE

LA TERRE EST PLATE?

DES HOMMES ILLUSTRES L'ONT CRU...

ÉCONOMIE

Menaces sur la retraite à soixante ans

Suite de la première page

M. Bianco, qui ne cesse de rappeler qu'il soumettra dès le mois d'avril des propositions au premier ministre, s'attendait à introduire cette réforme dont certains syndicats (la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC) ne contestent plus la nécessité. Il est vrai qu'augmenter la durée de cotisation n'a rien d'illlogique lorsque l'on sait que l'espérance de vie progresse de trois mois chaque année et accroît d'autant la durée moyenne pendant laquelle est versée une retraite.

Dans ces conditions, affirmer comme hier M. Rocard, ou aujourd'hui M. Cresson et M. Bianco — que la retraite à soixante ans n'est pas menacée est un peu court. Certes, placer la barre au-delà du seuil actuel des trente-sept années et demie ne remettrait guère en cause le principe de l'ordonnance de 1992. En revanche, cela impliquerait que ceux qui parviennent à l'âge de soixante ans sans pouvoir justifier d'une durée d'activité suffisante devront de facto retarder leur départ. Les principaux intéressés seraient les cadres, qui sortent plus tard du système éducatif, et dont le poids au sein de la population active ne va cesser de croître.

Pour autant, il ne faut pas surestimer la portée réelle d'une telle mesure. Les statistiques font en effet apparaître que 60 % des nouveaux pensionnés de la « sécu » ont déjà cotisé pendant au moins quarante années. Nombreux sont donc les retraités (notamment les femmes) qui, ayant commencé à travailler très jeunes, ont largement rempli les conditions fixées pour faire valoir leurs droits lorsqu'ils deviennent sexagénaires. Mais il n'est pas dit que ce phénomène perdurera dans les prochaines décennies en raison de l'éloignement de la durée moyenne des études.

Les vingt-cinq dernières années

En tout état de cause, limiter la possibilité de se retirer dès soixante ans serait financièrement plus efficace à long terme et socialement plus juste que modifier le calcul de la pension. Si l'on décidait de prendre en compte non plus les dix meilleures années mais les vingt-cinq dernières, par exemple, les cadres qui cotisent presque toujours au-dessus du plafond de la Sécurité sociale (11 870 francs par mois) ne seraient guère concernés. En revanche, les salariés du bas de l'échelle, surtout s'ils ont connu des aléas de carrière, seraient directement pénalisés.

Mais la problématique n'est pas seulement d'ordre technique et sociologique. Elle est avant tout politique. A cet égard, la perspective d'une réforme — forcément impopulaire — des retraites avant les échéances législatives de 1993 n'enthousiasme guère le Parti socialiste. Soumis à de multiples pressions, les experts du gouvernement se lamentent devant les « réactions de rejet instinctif » de certains responsables ou élus socialistes. M. Jean-Claude Boulard, député de la Sarthe et secrétaire national (rocardien) du PS pour les questions sociales, les regrette aussi. « Il faut être courageux et prendre les mesures qui s'imposent. Plus on attend l'heure des réformes, plus celles-ci seront douloureuses », assure-t-il, tout en prenant soin de préciser qu'il s'exprime « à titre personnel ». « La retraite à soixante ans, nous l'avons instaurée pour les milieux populaires, pour ceux qui s'usent à l'usine. L'allongement de la durée d'activité n'aura pas d'effet sur les

travailleurs manuels », ajoute M. Boulard, coauteur que « le gouvernement s'honorait » en prenant le taureau par les cornes.

Dans l'entourage de M. Bianco, on assure qu'il veut mieux, d'un strict point de vue électoral, « prendre des décisions impopulaires mais dont les Français sont visiblement convaincus de la nécessité plutôt que de ne rien faire du tout et laisser perdurer le sentiment d'incertitude ». Encore faudrait-il convaincre Malignon et l'Elysée de la pertinence d'une telle analyse.

Pour l'heure, celle-ci ne recueille pas encore un franc succès parmi les partisans sociaux, très attachés à la retraite à soixante ans (mais on ne peut plus réticents lorsqu'il s'agit d'assumer les répercussions financières sur les régimes complémentaires, qu'il faudra d'ailleurs renégocier en fin d'année). Aussi, pour établir une sorte de *modus vivendi*, M. Bianco a demandé à M. Brunhes de jouer les médiateurs. Après avoir sondé les intentions patronales et, surtout, syndicales, celui-ci présente une série de mesures « équilibrées ». Parallèlement à l'allongement de la durée de cotisation, il suggère de porter de 52 % à 60 % le taux de la pension de réversion (étalée sur huit ans, cette disposition coûterait 4 milliards de francs), de rétablir le paritarisme au sein du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-veillesse et d'accorder à cette instance une certaine marge pour déterminer le taux de revalorisation des pensions.

Fort de ces recommandations, M. Bianco espère obtenir le feu vert pour élargir dans les prochaines semaines une discussion sur les mesures d'accompagnement permettant de mieux faire accepter l'accroissement du nombre de trimestres de cotisation. Il y serait également question du projet de fiscalisation de certaines prestations de retraite telles que les avantages liés au nombre d'enfants, la validation des périodes chômées et la redéfinition des pouvoirs des caisses de sécurité sociale (le Monde du 15 janvier).

Que le gouvernement parvienne à ses fins et il pourra légitimement se féliciter d'être le premier à avoir eu le courage politique de se lancer dans une véritable adaptation des régimes de retraite de base. Il aura aussi clarifié la gestion du système tout en améliorant le niveau des pensions de réversion. Mais un tel dispositif serait encore loin d'être suffisant. Relever progressivement la durée d'assurance d'un trimestre par génération de rapporterait, selon le Livre blanc, que 8,5 milliards de francs d'ici à l'an 2000, alors que le déficit tendanciel est évalué, pour la même période, à 67 milliards de francs. « Les quelques économies que procurent les projets du gouvernement sont sensiblement atténuées par les contreparties introduites pour faire avaler le pilule ». A l'avenir, il faudra donc inévitablement procéder à un second train de mesures. Mais ce jour-là, il ne restera plus guère de contreparties à accorder », estime un haut fonctionnaire, spécialiste des retraites.

Autrement dit, même si le gouvernement consent à atténuer la portée de la retraite à soixante ans, les recettes traditionnelles — revalorisation limitée des pensions et augmentation des cotisations — auront encore de beaux jours devant elles. Mais, au moins, aura-t-on enfin entamé l'indispensable réforme des régimes de retraite que la plupart des pays industrialisés ont déjà largement engagée.

JEAN-MICHEL NORMAND

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître

- Les laboratoires pharmaceutiques français indépendants
- Les groupes moyens du BTP en France
- L'industrie mondiale du luxe : l'impératif de la création face à la banalisation des marchés
- Les banques moyennes françaises : stratégie des niches ou retour à l'intermédiation ?
- Les leaders européens de l'agro-alimentaire face à leurs concurrents américains.
- Leclerc, Intermarché et la grande distribution
- Anti-pollution et dépollution : les équipementiers européens face à leurs marchés
- Les compagnies d'assurance en Italie.

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contacter : EUROSTAF 60-62, rue d'Hauteville, 75010 Paris. Tél. : 47.70.22.55 - Fax : 47.70.11.93

CARNET DU Monde

Naissances

- David et Eva HELFT

ont la joie profonde de faire part de la naissance de leur fille.

Léa,

le 17 mars 1992.

Décès

- M^{me} Jeanne Bernardin, son épouse. Le docteur Jean-Raoul Bernardin, son fils. Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès brutal du

docteur Raoul BERNARDIN,

survenu le 20 mars 1992 à Paris.

Une messe sera célébrée le vendredi 27 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Pujol, Tournay.

Renée et Nathalie Bordères ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri BORDÈRES,

survenu le 20 mars 1992.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 24 mars au cimetière de Tournay (Hautes-Pyrénées).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Lydwine CONTESSO, née Barelli, ingénieure des Arts et Manufactures, chevalier de la Légion d'honneur, s'est endormie dans la paix du Seigneur, dans sa quatre-vingt-huitième année, le 20 mars 1992.

De la part de Geneviève, Bernard et Philippe Contesso, ses enfants, Olivier et Brigitte, Dominique, Marie-Elise, Sophie et Guillaume, ses petits-enfants, Arnaud, son arrière-petit-fils, Ses parents et ses amis.

Les obsèques ont été célébrées, le mardi 24 mars, en l'église de Saint-Martin-Vésubie.

- Ses proches, ses élèves, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Gérard COUSIN, professeur honoraire à la Sorbonne, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des palmes académiques.

survenu à Meudon, le 15 mars 1992, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

- Le conseil d'administration et les membres d'Amitié franco-afghane (AFRANF), Et du Centre d'études et recherches documentaires sur l'Afghanistan (CERDAF), ont la tristesse de faire part du décès de

Louis FOUGÈRE, conseiller d'Etat honoraire,

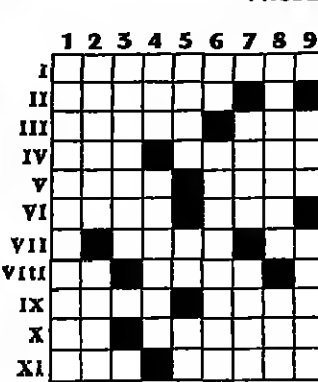
et rendent hommage à son action dans le domaine de la coopération juridique et universitaire franco-afghane, ainsi qu'en faveur des réfugiés afghans depuis 1979.

Ils s'associent à la douleur de M^{me} Louis Fougère et de sa famille.

reduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5743



HORIZONTALEMENT

1. Une proie pour le faucon. - II. Donner du piquet. - III. Tamps d'action. Faisait partager l'ouvrage. - IV. Dut s'adapter au changement. Cela peut être un véritable sagouin. - V. Descend de la montagne. Eloigné de la « flèche ». - VI. Qui ont donc fini par se montrer. Petit nom d'un grand chanteur. - VII. Rasta plate malgré l'intérêt que l'on peut lui porter. En pente. - VIII. Lettre. Un petit peu de volume. - IX. Agit d'après des différences. Une arrivée entraîne son départ. - X. Préposition. Favo-

- Troyes. Clérey.

M^{me} Michelle Déoust, son épouse, Pascale et Olivier Tourtau-Déoust, ses enfants, M^{me} Garraud, sa tante, Ses cousins, ont la douleur de faire part du décès de

M. Camille, René DÉOUST, ancien président-directeur général des Établissements Déoust, ancien maire adjoint de la ville de Troyes.

Les obsèques auront lieu le jeudi 26 mars, à 15 heures, au cimetière de Sainte-Savine où l'oo se réunira. Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

Fleurs naturelles seulement.

Une urne sera déposée au cimetière de Sainte-Savine pour recueillir les dons pour la recherche sur le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Marcelle El Kholi, née Robin, son épouse, Le docteur et M^{me} Hédi El Kholi, ses enfants, Kamel, Hédi, Karim, Sandra et Amr, ses petits-enfants, M. Tahar Rasselma, et sa famille, M^{me} Jeannine Leveau, ont la douleur de faire part du décès de

M. Mohammed EL KHOLTI, dit « Koly », docteur en lettres, ancien vicaire du gouvernement chrétien, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris le 20 mars 1992, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 27 mars, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue de Neuilly, 94120 Fontenay-sous-Bois, avenue All-Bea-Abdallah, Casablanca (Maroc).

- Les familles H.J. Joos, A. Boudier, Dr H. Kellner et Dr P. Starck, ont la douleur de faire part du retour à Dieu de

M^{me} Maria JOOS,

le 21 mars 1992, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Suivant la volonté de la défunte, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Une messe à sa mémoire, sera célébrée le jeudi 26 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, Paris-6.

36, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris.

- Le conseil d'administration de l'École de physique théorique, réuni aux Houches, le 20 mars, L'université Joseph-Fourier et l'Institut national polytechnique de Grenoble, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Yves ROCARD,

survenu le 16 mars 1992.

Yves Rocard a apporté son soutien constant à l'École des Houches, dès sa création et pendant de nombreuses années. Le conseil d'administration a décidé que l'amphithéâtre de l'école porterait son nom.

(Le Monde du 18 mars.)

rise les bonnes actions. - XI. Est dans la pureté. Père fécond.

VERTICALEMENT

1. Qui n'ont donc point de suspension. - 2. Amané à ne pas s'amarer. Lieu du dépôt. 3. Bêtes des arènes. - 4. Vient du Suisse. Est à l'abri. - 5. Femmes rêvées. Article. Nous fait un peu le vie. - 6. Durcir au bout. A ne pas faire. - 7. Le héros d'une œuvre épique. Cité hongroise. - 8. Cœur que l'on peut avoir sur la main. Ne fait rien de bon. - 9. Tel qu'il n'est pas utile de mieux faire. Est généralement facile à gagner.

Solution du problème n° 5742

Horizontalement

I. Pluie. - II. Râtaillars. - III. Érudites. - IV. Fossé. - V. AR.TN.II. - VI. Cabriote. - VII. Et. Us. LSD. - VIII. Olette. - IX. Ci. Séance. - X. Are. Itou. - XI. Bétise. IX.

Verticalement

1. Préface. Cab. - 2. Laboratoire. - 3. Uraa. Et. - 4. Manstruée. - 5. Aljénata. - 6. Ria. Taia. - 7. Détaillant. - 8. Râgias. Col. - 9. Essai. Dieux.

GUY BROUTY

- Le Conseil franco-britannique a la profonde tristesse de faire part du décès du sénateur

Robert PONTILLON, président de la section française.

qui a œuvré pendant dix ans au développement du dialogue et de la coopération entre Français et Britanniques.

De la part Des membres de la section française, De Sir John Leahy, président, Et des membres de la section britannique du Conseil.

- Le président, Et les membres du bureau de l'Association France-Gabon, ont le regret de faire part du décès de

Robert PONTILLON,

président de l'association de 1981 à 1984.

(Le Monde daté 22-23 mars.)

- M^{me} de Soye, M. et M^{me} Michel de Soye, M. et M^{me} Anthony Mitchell, M. et M^{me} Christian de Chassy, Alexandre, Gilles et Jacqueline de Soye, M^{me} Sixtine de Soye, M^{me} Marie et Sigolène de Chassy, Anne-Henry et Damien de Chassy, sa mère, son frère, ses sœurs, belle-sœur et beaux-frères, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis de SOYE, ancien élève de l'ENFOM, administrateur civil, croix de la Valeur militaire,

survenu le 22 mars 1992, à Avignon (Vaucluse), dans sa soixantième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 25 mars, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Nazareth de Pernes-les-Fontaines (Vaucluse) et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Carpenas.

Rue Raspail, 84210 Pernes-les-Fontaines.

Remerciements

- M^{me} Etienne Fodor, Et sa famille, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès survenu le 11 mars 1992 de

M. Etienne FODOR,

remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil par leur présence, envoi de fleurs et messages.

Anniversaires

- Il y a un an disparaissait

M. Emile BEMBARON,

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

CARNET DU MONDE

Remerciements : 40-65-29-94 Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 96 F Abonnés et actionnaires 85 F Communiqués divers 100 F Thèmes étudiants 55 F

JACQUES GAUTIER

survenu le 20 mars 1992, à l'âge de soixante-dix ans.

Visites au funérarium du Mont-Valérien, 42, chemin des cendres à Nanterre, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30.

Un hommage solennel lui sera rendu le mercredi 25 mars, à 15 heures, au funérarium.

L'inhumation dans la sépulture de famille aura lieu au cimetière Voltaire de Suresnes, dans l'intimité familiale.

35, impasse des Cherchevets, 92150 Suresnes.

- Le comité des présidents, Et les membres de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, Le greffier, Et les membres du secrétariat de l'Assemblée de l'UEO, ont la tristesse de faire part du décès, le 20 mars 1992, du sénateur

Robert PONTILLON, président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

« Ombres et Lumières » Pendentif cristal sur argent et émail noir. Bouches d'oreilles 2 900 F 36, rue Jacob, 75006 PARIS Tél. : 42-60-84-33.

POUR FETER 150 ANS D'HISTOIRE DE LA PORCELAINE HAVILAND VOUS INVITE A SON EXPOSITION "VOYAGE JUSQU'AU BOUT DU MONDE" QUI SE TIENDRA A LA FONDATION DOSNE THIERS DU 23 AU 24 MARS DE 11 HEURES A 18 HEURES FONDATION DOSNE THIERS 27, PLACE ST GERMAIN - 75007 PARIS

مكتبة من الشمل

olivetti

57 415

ECOLES ET UNIVERSITES

sont équipées de Solutions Informatiques Olivetti.

Un chiffre, un fait du monde Olivetti auquel s'ajoutent des Systèmes et des Réseaux étudiés sur mesure pour 41 029 établissements d'administration publique et 61 521 agences bancaires.

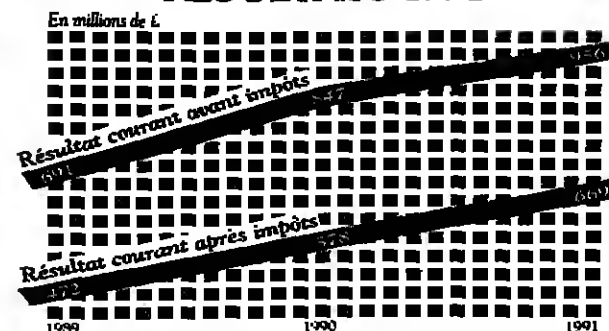
Le monde Olivetti est stable et dynamique. Il s'appuie sur une situation financière solide et sur une vision claire de l'avenir des technologies.

LA TERRE EST RONDE

POUR QUI CONNAIT LES CHIFFRES ET LES FAITS

GUINNESS PLC

RÉSULTATS 1991



	1990	1991	%
Chiffre d'affaires du Groupe	3 311 M£	4 067 M£	+16
Résultat courant avant impôts	847 M£	956 M£	+13
Résultat courant après impôts	578 M£	669 M£	+16
Résultat par action	29,2 p	33,6 p*	+15
Dividende net par action	9,37 p	10,8 p**	+15

* après dilution. ** dont dividende complémentaire de 7,75 pence proposé à l'Assemblée Générale du 27.05.92 et payable le 01.06.92 aux actionnaires enregistrés à la clôture de la Bourse de Londres le 01.05.92.

Le Président Anthony Tennant a ainsi commenté ces résultats :

"Nous avons connu une année difficile dans certains pays, du fait des perturbations dues à la crise du Golfe et des effets de la récession. Cependant, la vigueur de nos marques 'premium' et l'étendue de notre présence géographique se sont

révélées de précieux atouts."

"United Distillers, notre branche spiritueux, a dégagé un résultat avant frais financiers et impôts de 749 M£ (+ 12 %). A taux de change constant, la progression aurait été de 15%."

"Guinness Brewing Worldwide a connu à nouveau une année satisfaisante. Son résultat avant frais financiers et impôts a atteint 244 M£ (+ 53 %). A taux de change constant et hormis Cruzcampo il aurait progressé de 17 %."

"LVMH a annoncé un résultat net de 3,7 milliards de francs (+ 11 %)."

"Nous maintiendrons la stratégie du Groupe qui vise à pérenniser la croissance de nos résultats. Les acquisitions d'activités complémentaires et les partenariats sont un précieux enrichissement de nos activités de base, les spiritueux et la bière. Nous entendons aussi poursuivre notre croissance interne, particulièrement pour nos nombreuses marques 'premium' internationales."

FINACTES (ACTIF)

EUFINVEST
SICAV ACTIONS
des Caisses d'Epargne Européennes

Mesdames et messieurs les actionnaires sont priés d'assister à :

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue le 9 avril 1992 à 15 heures à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, 2, Place de Metz à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1. Recevoir et adapter le rapport de gestion du Conseil d'administration et le rapport du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 1991.
2. Recevoir et adapter les comptes annuels au 31 décembre 1991 ; affectation du bénéfice.
3. Donner quitus aux administrateurs et au Réviseur d'entreprises.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale devra en avertir la Société et déposer ses actions au moins cinq jours francs avant l'assemblée auprès d'un des agents payeurs :

pour les Pays-Bas :

• Bank der Bondspaarbanken N.V.
• SNS Bank Nederland
• Petelaarpark 120
• NL-5216 PT-S-Hertogenbosch

pour le Luxembourg :

• Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg
• Place de Metz 1, L-1930 Luxembourg

pour la France :

• Caisse des dépôts et consignations
• rue de Lille 56, F-75007 Paris
• Centre National des Caisses d'Epargne
• et de Prévoyance
• rue de la Tombe-Issoire 29, F-75014 Paris

pour la Belgique :

• Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
• rue du Fossé-aux-Loups 48, B-1000 Bruxelles

pour le Portugal :

• Caixa Geral de Depósitos
• Largo do Calhariz, P-1109 Lisbonne

pour l'Italie :

• Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde
• Foro Buonaparte 35, I-20120 Milan
• Istituto di Credito delle Casse di Risparmio Italiane
• Via San Basilio 15, I-00187 Rome

pour l'Allemagne :

• Deutsche Girozentrale-Deutsche Kommunalbank
• Taunusanlage 10, D-6000 Frankfurt am Main 1

Les actionnaires nominatifs inscrits au registre des actionnaires à la date de l'assemblée seront autorisés à voter ou à donner procuration en vue de vote.

Le Conseil d'administration

EUFINVEST SICAV
Siège social : Luxembourg
1, place de Metz
R.C. Luxembourg B - 32.165

CAISSE D'EPARGNE
L'AMI FINANCIER

35 000
DÉCIDEURS
FINANCIERS
lisent le Monde.
Le Monde
est leur
premier
quotidien
d'informations
générales.

(IPSOS 91)

EUFI-CASH
SICAV COURT TERME REGULIERE
des Caisses d'Epargne Européennes

Mesdames et messieurs les actionnaires sont priés d'assister à :

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue le 9 avril 1992 à 16 heures à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, 2, Place de Metz à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1. Recevoir et adopter le rapport de gestion du Conseil d'administration et le rapport du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 1991.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels au 31 décembre 1991 ; affectation du bénéfice.
3. Donner quitus aux administrateurs et au Réviseur d'entreprises.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale devra en avertir la Société et déposer ses actions au moins cinq jours francs avant l'assemblée auprès d'un des agents payeurs :

pour les Pays-Bas :

• Bank der Bondspaarbanken N.V.
• SNS Bank Nederland
• Petelaarpark 120
• NL-5216 PT-S-Hertogenbosch

pour le Luxembourg :

• Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg
• Place de Metz 1, L-1930 Luxembourg

pour la France :

• Caisse des dépôts et consignations
• rue de Lille 56, F-75007 Paris
• Centre National des Caisses d'Epargne
• et de Prévoyance
• rue de la Tombe-Issoire 29, F-75014 Paris

pour la Belgique :

• Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
• rue du Fossé-aux-Loups 48, B-1000 Bruxelles

pour le Portugal :

• Caixa Geral de Depósitos
• Largo do Calhariz, P-1109 Lisbonne

pour l'Italie :

• Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde
• Foro Buonaparte 35, I-20120 Milan
• Istituto di Credito delle Casse di Risparmio Italiane
• Via San Basilio 15, I-00187 Rome

pour l'Allemagne :

• Deutsche Girozentrale-Deutsche Kommunalbank
• Taunusanlage 10, D-6000 Frankfurt am Main 1

Les actionnaires nominatifs inscrits au registre des actionnaires à la date de l'assemblée seront autorisés à voter ou à donner procuration en vue de vote.

Le Conseil d'administration

EUFI-CASH SICAV
Siège social : Luxembourg
1, place de Metz
R.C. Luxembourg B - 32.164

CAISSE D'EPARGNE
L'AMI FINANCIER

EUFI-RENT
SICAV OBLIGATAIRE
des Caisses d'Epargne Européennes

Mesdames et messieurs les actionnaires sont priés d'assister à :

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue le 9 avril 1992 à 15 heures 30 à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, 2, Place de Metz à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1. Recevoir et adapter le rapport de gestion du Conseil d'administration et le rapport du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 1991.
2. Recevoir et adapter les comptes annuels au 31 décembre 1991 ; affectation du bénéfice.
3. Donner quitus aux administrateurs et au Réviseur d'entreprises.
4. Nominations statutaires.
5. Réduction du nombre d'administrateurs de 9 à 8.
6. Divers.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale devra en avertir la Société et déposer ses actions au moins cinq jours francs avant l'assemblée auprès d'un des agents payeurs :

pour les Pays-Bas :

• Bank der Bondspaarbanken N.V.
• SNS Bank Nederland
• Petelaarpark 120
• NL-5216 PT-S-Hertogenbosch

pour le Luxembourg :

• Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg
• Place de Metz 1, L-1930 Luxembourg

pour la France :

• Caisse des dépôts et consignations
• rue de Lille 56, F-75007 Paris
• Centre National des Caisses d'Epargne
• et de Prévoyance
• rue de la Tombe-Issoire 29, F-75014 Paris

pour la Belgique :

• Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
• rue du Fossé-aux-Loups 48, B-1000 Bruxelles

pour le Portugal :

• Caixa Geral de Depósitos
• Largo do Calhariz, P-1109 Lisbonne

pour l'Italie :

• Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde
• Foro Buonaparte 35, I-20120 Milan
• Istituto di Credito delle Casse di Risparmio Italiane
• Via San Basilio 15, I-00187 Rome

pour l'Allemagne :

• Deutsche Girozentrale-Deutsche Kommunalbank
• Taunusanlage 10, D-6000 Frankfurt am Main 1

Les actionnaires nominatifs inscrits au registre des actionnaires à la date de l'assemblée seront autorisés à voter ou à donner procuration en vue de vote.

Le Conseil d'administration

EUFI-RENT SICAV
Siège social : Luxembourg
1, place de Metz
R.C. Luxembourg B - 32.166

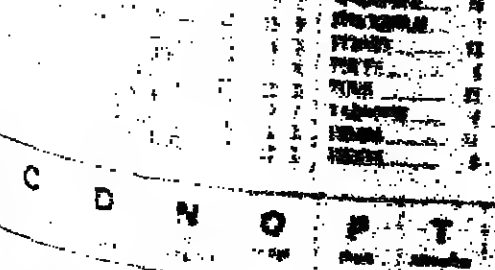
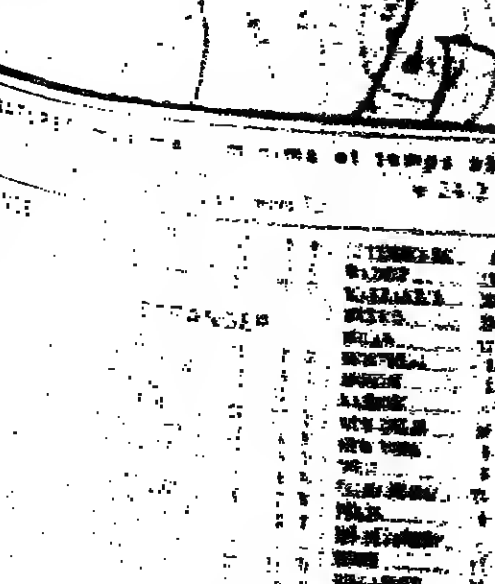
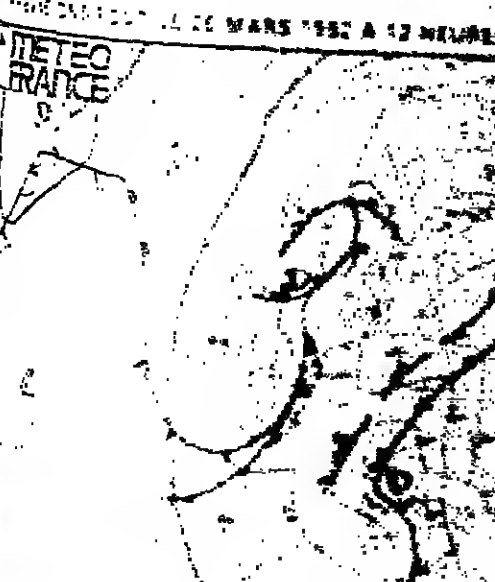
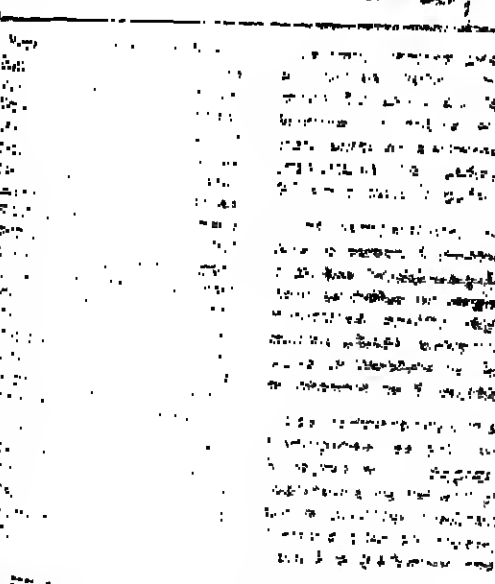
CAISSE D'EPARGNE
L'AMI FINANCIER

22,3 % DES CADRES SUPÉRIEURS
(594 000) lisent le Monde.
Le Monde est la première source d'information
des cadres supérieurs.

(IPSOS 91)

MÉTÉOROLOGIE

MÉTÉO FRANCE



مركز من الأخبار

Nouvelle alerte sur un réacteur de type Tchernobyl

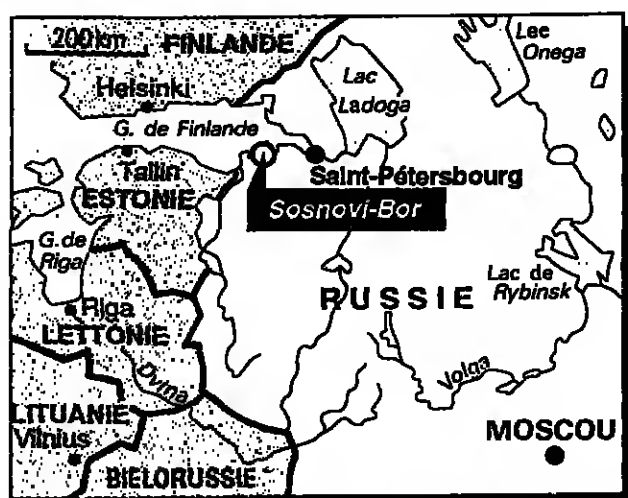
Un incident sérieux s'est produit dans une centrale nucléaire proche de Saint-Petersbourg

Une grande quantité de gaz radioactifs se serait échappée accidentellement dans la nuit du 23 au 24 mars, à 0 h 30 (heure française) du réacteur N° 3 de la centrale nucléaire dite Léninegrad, située sur les bords de la Baltique à Sosnovi-Bor (58 000 habitants), à quatre-vingts kilomètres environ de Saint-Petersbourg. Le réacteur aurait aussitôt été arrêté.

Selon les indications fournies, avec une grande rapidité, par les Russes à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne, cette fuite serait consécutive à une rupture de gaine de combustible dans le cœur du réacteur. Cet incident aurait entraîné une brusque augmentation de la radioactivité sur le circuit primaire de la tranchée en raison du relâchement immédiat des gaz radioactifs contenus dans la gaine. Ces derniers, du xénon, du krypton et surtout de l'iode, ont donc été évacués à travers les filtres et la cheminée de l'installation, ce qui a conduit à l'alerte.

Les Russes affirmaient, mardi matin, qu'ils étaient en train de refroidir le cœur et qu'ils contrôlaient parfaitement la situation. Selon eux, les rejets de gaz dans l'atmosphère seraient « conformes aux normes » et il n'y aurait eu « aucune évacuation de personnes tant dans la centrale qu'à proximité de celle-ci ». L'incident a d'ailleurs été classé au niveau trois de l'échelle de gravité de l'AIEA qui en compte sept. A titre indicatif, l'accident de Tchernobyl était de classe sept, mais ce n'est qu'à partir du niveau quatre que l'on envisage des mesures d'évacuation de la population. Toutefois, cette cotation n'est que provisoire. Seule l'analyse en cours permettra de la préciser, mais M. Iouri Rogojine, le porte-parole des services d'inspection nucléaires (Gosatomnadzor), déclarait que « l'incident était grave, avec des conséquences possibles sur l'environnement et la population ».

Cette nouvelle affaire pose de nombreuses questions dans la mesure où les réacteurs de la centrale Léninegrad sont du même type que celui de Tchernobyl, des RBMK de 1000 mégawatts, et sont installés à proximité d'une grande ville. C'est toute leur sûreté qui est



une nouvelle fois en cause. Car, ne l'oublions pas, c'est un réacteur de ce type, la tranche N° 4 de la centrale ukrainienne de Tchernobyl qui avait donné lieu, le 26 avril 1986, à la plus grande catastrophe nucléaire de tous les temps : mort de plusieurs dizaines de personnes, évacuation de centaines de milliers d'autres, et contamination d'immenses zones par la radioactivité.

Depuis, les Russes devaient sensiblement modifier ces réacteurs dont beaucoup ne veulent plus en raison de leur conduite délicate. C'est d'ailleurs sur l'un des réacteurs de la centrale Léninegrad, le réacteur N° 1, qu'avait été observé, en 1975, un an après sa mise en service, un incident précurseur de celui qui a conduit à l'explosion de la centrale de Tchernobyl. Ou en est-on de ce programme d'amélioration de la sûreté ? Personne ne le sait avec précision, estiment les experts. « On sait ce qu'il faut faire, mais des incertitudes subsistent sur les modifications réellement effectuées et sur leurs résultats », confie l'un d'eux.

Tout cela n'est guère rassurant, d'autant que ces réacteurs, au nombre de seize, ne sont pas les seuls à poser problème. Il y a aussi ceux, les VVER-230, dont les Soviétiques eux-mêmes disent qu'ils étaient dans un état déplorable. Une quinzaine de tranches ont tout, dont la plupart installées en Europe de l'Est, en particulier dans la centrale bulgare de Kozlodouj. Certes, des mesures sont prises. Les Allemands ont arrêté définitivement, par mesure de sûreté, les unités de Greifswald. Les experts occidentaux se penchent en permanence sur le fonc-

tionnement des autres et tentent de les rendre plus sûres et plus fiables.

Mais ces efforts suffiront-ils, ce Russie comme ailleurs, à redonner confiance dans le nucléaire à une population traumatisée par Tchernobyl ? Le problème est grave car souvent ces centrales fournissent une quantité d'énergie dont les Républiques, comme les pays de l'Est, ne peuvent se passer (le Monde du 24 mars). Une preuve : après l'accident, les réacteurs de Tchernobyl épargnés par la catastrophe ont bien souvent fonctionné au maximum de leurs capacités alors que leur puissance aurait dû être notablement réduite. Que faire dans ces conditions, sinon appeler de ses vœux à une coopération plus étroite et désintéressée des grandes instances internationales pour aider les pays d'Europe de l'Est à gérer ces installations obsolètes jusqu'à la mise en place de nouveaux types de réacteurs auxquels les Russes travaillent déjà avec les Occidentaux ?

JEAN-FRANÇOIS AUGÉREAU

L'élection des présidents de conseils régionaux

M. Michel Poniatowski : la droite doit s'allier avec Le Pen plutôt qu'avec Waechter

M. Michel Poniatowski, sénateur RI du Val-d'Oise, a déclaré, mardi 24 mars sur La Cinq, que la droite doit s'allier dans les conseils régionaux « avec le Front national plutôt qu'avec les Verts », car « Antoine Waechter représente une idéologie plus dangereuse que celle de Jean-Marie Le Pen, et plus à gauche que celle du Parti socialiste ».

M. Poniatowski a réaffirmé que l'opposition RPR-UDF doit passer « des arrangements électoraux avec le Front national pour éviter une dérive vers un Front républicain ». « Pendant six ans, on ne peut pas se battre à la fois sur notre droite et sur notre gauche (...) et avec 33 %, on ne gouverne ni un pays ni une région », a-t-il expliqué.

NOUVELLES COLLECTIONS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 890 F
PANTALONS 895 F VESTONS 1 795 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

PHÉNOMÈNES SCIENTIFIQUES HORS - NORMES
Conférences
24 et 26 Mars
18 h/20 h.
SALLE PLEYEL
Tél. : 42 56 22 38

Excédentaire en janvier

Le commerce extérieur de la France a été de nouveau équilibré en février

L'amélioration du commerce extérieur de la France se confirme. En février, la balance commerciale a été équilibrée, avec des exportations atteignant - après correction des variations saisonnières - 103,8 milliards de francs et des importations 103,4 milliards. L'excédent est minime (407 millions de francs) mais consolide les résultats favorables des derniers mois, notamment celui de janvier qui avait été excédentaire de 3,5 milliards de francs. Les exportations progressent de 6,3 % par rapport à février 1991 et les importations de 2,4 %.

La balance des échanges agroalimentaires a été excédentaire de 4,2 milliards de francs, ce qui est supérieur à la moyenne mensuelle des douze derniers mois qui est de 3,8 milliards de francs. De même, si les échanges de produits manufacturés se dégradent par rapport à janvier (- 1,6 milliard de francs après + 1,4 milliard), le résultat moyen mensuel des douze derniers mois était plus défavorable avec un solde négatif de 2,3 milliards de francs. La balance « énergie » enregistre un déficit de 6,7 milliards de francs, après 6 milliards ce janvier mais - 7,8 milliards de francs en moyenne au cours des douze derniers mois.

Par zones, le commerce extérieur de la France est excédentaire avec la CEE (+ 2,9 milliards) mais déficitaire de 8,2 milliards avec l'OCDE. Ces résultats s'expliquent par l'équilibre que la France réalise avec l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne alors même qu'elle est lourdement déficitaire avec les États-Unis (4,4 milliards de francs contre 2,7 milliards en janvier) et avec le Japon (2,8 milliards après - 2,1 milliards en janvier).

L'instruction sur le financement du PS dans la Sarthe

Le juge Van Ruymbeke a inculpé M. Gérard Monate

M. Renaud Vao Ruymbeke, conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes chargé de l'instruction sur le financement du PS sarthois, a inculpé, mardi 24 mars, M. Gérard Monate de trafic d'influence, faux et usage de faux. L'ancien PDG d'Urbia, le bureau d'études chargé de recueillir des fonds pour le Parti socialiste, a été laissé en liberté. A l'issue du procès de l'affaire des fausses factures du Sud-Est, qui, en déclinant à Marseille en 1989, avait révélé au grand jour le fonctionnement d'Urbia, M. Monate avait été condamné, le 31 janvier dernier, à quinze mois de prison avec sursis et 300 000 francs d'amende par la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris.

M. Van Ruymbeke a également inculpé des membres chefs et laissés en liberté M. Marie-Hélène de Jomaron, présidente de la société Auriga, un bureau d'études créé ce novembre 1990 dans la mouvance du PS. Le siège parisien de cette société avait fait l'objet d'une perquisition du magistrat le 25 février (le Monde du 27 février). M. de Jomaron est une sociologue collaboratrice de M. Michel Remy, PDG de la SAGES, qui est le seul inculpé de ce dossier à avoir été placé sous mandat de dépôt par M. Van Ruymbeke (le Monde du 3 mars).

Décollage de la navette spatiale Atlantis

La navette spatiale Atlantis a décollé, mardi 24 mars, à 14 h 14 (heure française) du centre spatial Kennedy à Cap Canaveral (Floride), pour une mission d'une semaine destinée à l'étude des mécanismes de l'atmosphère et de l'influence du Soleil sur ces mécanismes.

GRÈCE : Un Boeing 707 cargo de Sudair Airways s'écrase à Athènes. - Un Boeing 707 cargo de la compagnie Sudair Airways, à bord duquel se trouvait uniquement son équipage, s'est écrasé, mardi 24 mars peu après 5 heures du matin, sur le mont Hymette, aux abords de l'aéroport international d'Athènes-Hellenikon. Les corps de trois membres de l'équipage, dont on ignore s'il était composé de quatre ou de cinq personnes, ont été retrouvés par les sauveteurs.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

J'achète !

ALORS, tous pourriez-vous, politiciens ? Y compris ceux pour qui vous êtes allés voter dimanche ? Et plus particulièrement les écologistes, appelés à arbitrer la course au fauteuil de président dans le plupart des régions ? Invité de « Controverse » hier sur RTL, Weechter croulait sous les appels. Vous êtes 73 % à le croire prêt aux plus odieuses compromissions. Il s'est défendu comme un beau diable. Pas question ! D'après lui, c'est Lalonde, en revanche, ce Vert biodégradable, cet arriviste de première, c'était probable et même certain.

Ce qui est certain, c'est qu'on va leur faire une cour d'enfer, à ces deux-là. Gaudin, je l'entends d'ici : Tapia, c'est pas le bon client. Monte avec moi, chéri, et tu l'auras, ton petit cadeau. Tiens, qu'est-ce que tu dirais d'une forêt en plein cœur de Marseille ? Le Médina, pardon le Canebière, transformée en parc naturel. Chasse interdite. Défense de tirer. Sauf sur les Arabes qui viendraient y braconner. Ça fera plaisir à La Pen, et il m'appuiera sans que je m'abaisse à le lui demander.

Et Joxe, en Ile-de-France : Allô, Brieux, c'est Pierre ! Il me semble t'avoir entendu murmurer un jour, en conseil des ministres, que t'étais contre l'anfrue urbaine et pour la réhabilitation de l'habitat rural. J'ouvre la ville à la campagne. Plus de bureaux, des fermes ! Et les écrites de chien, je les remplace par des bouses de vache porte-bonheur. A condition d'y poser le pied. Gauche. Tu marches ?

Et dans le Nord-Pas-de-Calais, l'adversaire de ce pauvre Delabarre, comment il t'appelle déjà, le maire de Cambrai, lui au moins, il dit pas de bêtises : J'ai une bonne surprise pour vous, les Verts. Les autoroutes, je les entame, pareil que le tunnel sous la Manche. Quant aux rails du futur TGV, j'en fais des pistes cyclables. Alors, c'est oui ?

Et Fafa, en Haute-Normandie : Si vous m'aidez à régner sur le pays du calva, c'est pas compliqué, le consommateur d'eau, c'est un de vos dadas, je ne le réduis pas, je l'interdis. Ça vous va ?

Je sais bien qu'ils ne sont pas à vendre, les écologistes, mais bon, tout s'achète. Suffit d'y mettre le prix.

Mort du Prix Nobel d'économie Friedrich von Hayek

L'économiste austro-britannique Friedrich von Hayek, Prix Nobel d'économie en 1974, est décédé, lundi 23 mars, à Fribourg (Allemagne), des suites d'une longue maladie à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Autant parce qu'il reste un auteur ignoré que parce qu'il a été l'objet de vives controverses, le grand économiste qui vient de mourir, Friedrich von Hayek, né à Vienne en 1889, est une des figures clés du mouvement de la pensée mais peut-être même de l'histoire du vingtième siècle. Quand il est invité, au début de l'année 1931, par la London School of Economics à prononcer quatre conférences qui feront date sur la théorie des fluctuations économiques, le professeur von Hayek a déjà derrière lui une carrière brillante de théoricien en Autriche. Mais son œuvre est pratiquement inconnue dans le monde anglo-saxon : cette méconnaissance mutuelle des cultures jouera un grand rôle dans les mésaventures de von Hayek et aussi peut-être dans certains retards de la réflexion économique. Le choc produit par les débuts du professeur von Hayek à Londres se prolongera jusqu'au début des années 50, époque à partir de laquelle il va tomber quasiment en oubli pendant une bonne dizaine d'années.

Von Hayek va d'abord se poser comme l'adversaire numéro un de la pensée de Keynes : son interprétation de la crise de 1930 et les solutions qu'il préconise sont aux antipodes de celles du célèbre économiste britannique. Pour von Hayek, ce que Keynes n'est pas autre chose que la politique du « desperado ». A vouloir rétablir le plein emploi dans les plus brefs délais par une politique d'expansion monétaire, on court le risque d'une inflation majeure. C'est aussi créer les conditions qui doivent engendrer à terme un chômage encore plus important.

Bien que les événements lui aient donné finalement largement raison, si von Hayek reste si mal compris c'est pour une raison encore plus fondamentale. Il s'en est pris non seulement à la doctrine économique dominante du vingtième siècle jusqu'à une époque récente (le keynésisme), mais aux méthodes mêmes de l'analyse économique moderne. Sur ce terrain, il s'oppose aussi aux économistes libéraux, théoriciens de l'équilibre général, tel le professeur Debreu. Prix Nobel comme lui-même, Debreu suppose parfaitement connues les informations sur un mar-

ché parfait. Von Hayek récuse cette vision en faisant valoir que c'est le jeu même du marché qui rend disponible l'information nécessaire.

De même Von Hayek oppose une vigoureuse critique aux visions habituelles de la macro-économie : les agrégats sur lesquels raisonnent les économistes sont des constructions artificielles des statisticiens : croire que la demande en tant que telle puisse agir directement sur telle autre grandeur économique, c'est prendre une métaphore pour la réalité.

Autre raison pour laquelle von Hayek a longtemps été considéré comme un auteur sentant le souffre : en 1945, il publie un petit livre sous le titre *La route de la servitude*. Pour lui, l'économie dirigée porte déjà en germe l'abandon de la liberté privée. Que d'anciens communistes soient devenus facilement nazis ne l'étonne pas ; outre les deux mouvements il met au jour d'inquiétantes affinités. A la fin, le fascisme, c'est ce qui arrive le jour où les illusions de l'utopie marxiste sont tombées. De telles idées ne sont évidemment pas de nature, après la guerre, à le considérer comme un penseur sérieux !

L'originalité de von Hayek tient aussi aux liens qu'il établit entre, d'une part, le fonctionnement d'une économie libre et, d'autre part, la constitution politique et juridique de la société. Sa vaste érudition touche aussi la pensée économique que le droit. Publié en français en trois volumes, son grand ouvrage *Droit, législation et liberté* expose ses idées sur ce double thème qui pour lui n'en forme qu'un seul.

Friedrich von Hayek était devenu citoyen britannique en 1938. En 1950, il s'installe aux États-Unis pour enseigner à Chicago. Or 1984, il revient en Europe, l'université allemande lui ayant offert une chaire à Fribourg. Pendant les années 70, le professeur von Hayek était revenu en grâce : il reste l'économiste le plus souvent cité par les amis de M^{me} Thatcher et, dans une moindre mesure, par ceux du futur président Reagan. Mais les nouveaux zélés du professeur von Hayek ont enseigné ce qu'il leur convenait : on Hayek voyait dans l'expansion massive du crédit la cause peut-être principale du mauvais fonctionnement d'une économie de marché.

PAUL FABRA

Mort du chercheur Eugène Herzog

Nous apprenons le décès du chercheur Eugène Herzog, père de M. Philippe Herzog, chef de file des économistes du Parti communiste français, survenu dans la journée du samedi 21 mars.

[Né en 1904 à Zagreb (Croatie), Eugène Herzog était un spécialiste des actions spéculatives et des procédés anticorruption. Ses travaux ont permis l'exploitation du gisement de gaz de Lacq, associé à une grosse proportion de gaz sulfureux très corrosif, et ont aidé à l'utilisation de fils d'acier spéciaux dans les poutres X à carcasse radiale. Grand Prix national de la recherche scientifique en 1957, Eugène Herzog était ancien directeur des sciences de Pompy.]

SOMMAIRE

DÉBATS

Droits de l'homme : « Urgence de l'ingénierie », par Roland Mungas-
ser : Europe : « Faut-il meudire Bruxelles ? », par Alfred Grosser ;
Macédoine : « Le peuple fantôme »,
par Jordan Plevnas..... 2

ÉTRANGER

La Libye accepte de remettre à la
Ligue arabe ses deux ressortissants
suspensés d'être les auteurs de la bombe
contre le vol de la PanAm au-dessus
de Lockerbie..... 3
La victoire du Parti démocratique
aux élections législatives en Albanie..... 4
Le gouvernement turc lance un ultimatum aux séparatistes kurdes..... 4
Jamalque : M. Manley abandonne son poste de premier ministre..... 5

POLITIQUE

Les élections : la situation dans les
régions..... 8 et 9
Les réactions en France et à
l'étranger..... 10 et 11
L'analyse des scores des grandes
formations politiques..... 11 à 13
Les résultats des régionales dans
les villes d'Ile-de-France de plus de
15 000 habitants..... 14 à 16
Dans le département d'outre-
mer, la gauche progresse mais se
divise davantage : à la Réunion,
l'effet Frae-Dom est devenu un
cauchemar..... 17

SOCIÉTÉ

L'affaire Carrefour du développe-
ment devant le cour d'assises de
Paris : M. Christian Nucel au banc
des victimes..... 18
L'Eglise dans la mêlée médiatique 18

SCIENCES • MÉDECINE

Polémiques autour de l'extension
du stade Roland-Garros..... 19
Diagonales : « Restes da foveurs »,
par Bertrand Poirot-Delpech..... 19

CULTURE

La Libye accepte de remettre à la
Ligue arabe ses deux ressortissants
suspensés d'être les auteurs de la bombe
contre le vol de la PanAm au-dessus
de Lockerbie..... 3
La victoire du Parti démocratique
aux élections législatives en Albanie..... 4
Le gouvernement turc lance un ultimatum aux séparatistes kurdes..... 4
Jamalque : M. Manley abandonne son poste de premier ministre..... 5

ÉCONOMIE

L'écart entre Nestlé et Agnelli
scelle la réconciliation autour de
Pierrel..... 25

Services

Abonnements..... 10
Annonces classées..... VI à XX
Carnet..... 28
Marchés financiers..... 30-31
Météorologie..... 33
Mots croisés..... 28
Radio-télévision..... 33
Spectacles..... 22

La téléphonie du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ca numéro comporta
un supplément « Initiatives »
folioté de I à XX
Le numéro du « Monde »
daté 24 mars 1992
a été tiré à 656 337 exemplaires.

Le Monde
INITIAT
OPÉRATION SPÉ
OFFRES D'EMP
ers du
Confirmés ou jeunes
LE MONDE INIT
vous propose les meilleures opp
dans les fonctions de

15 pages d'offres d'emploi

Le Monde

INITIATIVES

La crise des intermédiaires

AVEC son effet d'éteignoir, la guerre du Golfe a d'abord été désignée et sert encore parfois d'excuse à tous les maux. Mais, avec le temps, cette explication un peu facile vieillit. Il faut se rendre à l'évidence : dans les secteurs d'activité intermédiaires - le recrutement, la communication d'entreprise, la formation, l'audit, le conseil et l'interim - ceux-là mêmes qui avaient affiché d'insolentes croissances à la fin des années 80, la récession continue de sévir et s'aggrave. Les plus pessimistes évoquent maintenant une longue période de difficultés ou imaginent que leurs marchés en seront profondément modifiés.

Recul aidant, des professionnels datent désormais le début de la tendance aux premiers mois de 1990, quand quelques indicateurs ont commencé à se retourner. Et, parce que tout le monde n'en a pas pris conscience assez tôt, ils justifient ainsi les déboires actuels. Des cabinets disparaissent, des dépôts de bilan ont lieu. La valeur des ventes et des fusions s'accroît. Sous l'effet de la baisse du chiffre d'affaires, beaucoup réduisent leur train de vie et taillent dans leurs effectifs.

Certes, il est difficile de mesurer l'ampleur du phénomène, qui occupe pourtant toutes les conversations et hante les dirigeants. Les rumeurs pullulent autant que les mauvaises nouvelles, authentiques. Par rapport à l'automne (« Le Monde Initiatives » du 4 septembre), la situation se serait encore dégradée. S'il y a des professions ou des entités particulières pour proclamer leur bonne santé, dont quelques-unes parce que cela correspond à la réalité, nombreuses sont celles qui se livrent à un savant habillage des rares indices positifs. Commercialement, et humainement, on peut le comprendre.

EN tout état de cause, cette conjoncture défavorable révèle des points communs. D'origine souvent récente, du moins en France, ces métiers ont d'abord vécu dans l'euphorie des temps héroïques. Ils se sont développés rapidement, se sont parfois habitués à de confortables marges et se sont laissés gagner par les mauvaises habitudes de l'opulence facile. Ensuite, ces « niches » ont attiré énormément de nouveaux ou d'ambitieux qui ne disposaient pas toujours des compétences professionnelles requises. Il s'est ensuivi une certaine anarchie, et l'on constate aujourd'hui, avec les mêmes termes, que le marché - du recrutement, de la formation, de l'interim, etc. - est atomisé, peu structuré, pas encore adulte. Au moment où survient la



crise actuelle, on peut considérer que l'ensemble de ces professions « intermédiaires » sont entrées dans une phase de maturité. Elles doivent se structurer, s'organiser et se professionnaliser davantage. D'où les grandes manœuvres, que les circonstances accélèrent.

Au-delà, les conditions générales sont en train de changer et les mutations en cours ne sont peut-être pas que temporaires. D'autant que le comportement des entreprises utilisatrices ou clientes évolue et qu'elles se montrent à chaque fois plus exigeantes. Quand un grand groupe nationalisé divise par dix son budget annuel de recrutement, qu'il accepte de se séparer de la structure qu'il avait créée (Thom and Son), on imagine mal qu'il adopte de nouveau une autre stratégie. Nombreuses sont les sociétés qui reprennent certaines activités en interne ou se déclarent exaspérées par le poids pris par la présence obsédante d'une myriade d'intervenants extérieurs. La demande de services s'en trouve bouleversée à terme.

Segment par segment, cela entraîne des révisions et des comportements différents du marché. Dans le recrutement, les délais de recherche s'allongent et la rentabilité diminue. Pour les organismes de forma-

tion qui s'adressent exclusivement aux entreprises privées, le chiffre d'affaires se tasse, du fait du moindre renouvellement des effectifs à qualifier après une embauche, et les délais de paiement compliquent la situation financière.

HABITUÉS à ne pas licencier, parce qu'ils gèrent en fait un *turn-over*, les cabinets d'audit doivent maintenant inciter au départ les consultants les plus anciens, sous peine d'alourdir leurs coûts de fonctionnement. Ceux qui innovaient, dans le conseil ou les bureaux d'études, en proposant des « produits » rares ou pointus, et donc accessoires ou luxueux, sont devenus très vulnérables. L'*ouplacement* place moins facilement, y met plus de temps, doit se tourner vers les PME/PMI pour réussir des recrutements, et invente parfois d'autres méthodes. En même temps, heureusement, son « public » se rejuvenit, des cadres entreprennent des démarches personnelles, et des experts, à l'occasion de leurs vacances, pointent le nez. Cette approche de la rupture avec l'entreprise se banalise. Enfin, l'interim vit une étonnante guerre des prix, amplifiée par l'attitude des entreprises qui, avec la gestion en flux tendus, traitent d'import-

ants volumes. Un seul espoir, là encore : le travail temporaire est le premier à se redresser quand la reprise s'amorce et il semble enregistrer quelques légers frémissements.

Dans ce contexte, deux catégories font apparemment les frais du ralentissement. Les consultants en recrutement qui, cherchant un emploi et découvrent les risques de leur spécialité. On avait coutume de dire qu'on entrerait facilement dans cette carrière, mais qu'on ne pouvait pas en

sortir des moyennes - éprouvent les rigueurs du temps. Les plus prestigieux doivent rabattre leurs prétentions ou accepter des stages. Les promotions entières de plus modestes attendent depuis des mois de pouvoir entrer dans la vie active. Mais cela ne durera sûrement pas, la tendance demeurant à la pénurie.

Alain Lebaube

Lire notre dossier pages II et III

Cadres à Douze

Pour les cadres néerlandais, la période de garantie de l'emploi est terminée et une forte imposition empêche leurs rémunérations. En Europe, le travail temporaire est régi par des textes différents suivant les pays **page IV**

STAGES **page V**

15 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

Opération spéciale

■ Les métiers du conseil p. VI	■ Cadres p. XIII
■ Dirigeants p. VII	■ Fonction commerciale p. XIV
■ Premier emploi p. VIII	■ Informatique p. XV
■ Gestion p. IX	■ Secteurs de pointe p. XV
■ Juristes p. XI	
■ Ressources humaines p. XII	

Le Monde

INITIATIVES

OPÉRATION SPÉCIALE
OFFRES D'EMPLOIS

Métiers du conseil

Confirmés ou jeunes diplômés

LE MONDE INITIATIVES

vous propose les meilleures opportunités de carrière
dans les fonctions de conseil

MASTÈRES SPÉCIALISÉS

MARQUEZ LA DIFFÉRENCE EN DÉVELOPPANT
VOTRE EXPERTISE PROFESSIONNELLE

MANAGEMENT DE LA LOGISTIQUE ET DES
TRANSPORTS

MS LOGISTIQUE ET TRANSPORTS INTERNATIONAUX

DÉVELOPPEMENT DE PROJETS INTERNATIONAUX

MS TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ET DE
TECHNIQUES DE MANAGEMENT

Admission sur dossier et entretien :

- Bac + 5 : DEA, DESS, Diplômés Grandes Écoles, Pharmacien, Médecin...
- Inscription : - avant le 31 Mai 1992 (1^{re} session)
- avant le 4 Septembre 1992 (2^e session)

ESC ROUEN - Direction des Programmes Spécialisés

BP 188 - 76136 MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX

Tél. 32 82 74 14 - Fax : 35 76 06 62

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN



Les déconvenues des jeunes diplômés

Les bonnes embauches deviennent rares

RUDE coup, vendredi 28 février dernier, pour les jeunes diplômés fidèles lecteurs de l'édition internationale du *Financial Times*, qui rassemblent toutes les semaines un grand nombre d'offres d'emploi. En bas de page, bien visible, une grande annonce : six candidats, collectionneurs de diplômes et munis d'une solide expérience, mais visiblement au chômage, offrent d'entreprendre leurs services aux entreprises, indiquant leur nom et leur numéro de téléphone. Une démarche pour le moins inhabituelle. Tout aussi inhabituelle que celle, notée également dans le journal britannique, qui indiquait récemment que de jeunes diplômés proposaient aux entreprises de débiter gratuitement pendant quelques mois.

Deux traductions européennes des difficultés sur le marché de l'emploi aujourd'hui. Y compris pour ceux que l'on pourrait croire à l'abri de ce genre d'angoisse. En France, les mêmes symptômes existent. Les quelques grandes écoles, et les moyennes également, confirment avec plus ou moins de franchise les obstacles rencontrés par leurs anciens (ceux de la promotion 1991) candidats à se placer et les inquiétudes de ceux qui vont terminer leur cursus en juin prochain. Les signes sont visibles : baisse du nombre d'offres d'emploi, diminution des stages proposés en cours d'année, allongement de la durée moyenne de recherche d'un poste, présence beaucoup moins importante des entreprises aux forums organisés traditionnellement sur les campus et offres de salaire de départ qui stagnent.

Ce sentiment semble partagé, certes à des degrés plus ou moins importants, quelle que soit la réputation de l'école concernée. Les 5 % à 10 % de polytechniciens qui chaque année décident de faire carrière tout de suite dans le privé (pas for-

cément les mieux classés, il est vrai) ont ainsi ressenti depuis leur sortie en juin dernier les effets d'une conjoncture économique difficile : « N'exagérons rien et ne parlons pas de chômage », explique le responsable du bureau des carrières. Il est, en revanche, juste de dire que nos élèves ne sollicitent plus les entreprises mois choisis par elles. Il est aussi exact qu'ils mettent plus de temps à trouver un emploi.

A l'Ecole supérieure de commerce de Rouen, certains jeunes diplômés ont ainsi décroché un poste seulement en janvier dernier, « soit six mois après la fin de leur année », explique-t-on au service carrières, au lieu des trois mois habituels en moyenne. Seule l'Ecole supérieure de commerce de Lyon insiste sur la baisse de fréquentation des forums. Début décembre 1991, vingt et une entreprises étaient présentes, contre trente l'année dernière. A celui de janvier, trente-cinq sociétés avaient répondu à l'appel. « Mais pas encore pour proposer des offres fermes », souligne Odile Lasserelle, responsable du service carrières de l'école. Les entreprises sont attentives, ne savent pas exactement le nombre de recrutements auxquels elles vont procéder cette année et préfèrent ne rien promettre précisément à nos élèves. Elles veulent en savoir plus sur la reprise annoncée.

Un langage inquiétant peut-être, mais qui a au moins le mérite de la franchise. Certains groupes ont effectivement indiqué tout de suite leur volonté de diminuer le nombre des embauches entre 1991 et 1992. C'est le cas d'IBM, de BSN par exemple, ou encore des pétroliers et des chimistes. Mais ce n'est pas vrai pour tout le monde. « Je connais certaines entreprises qui continuent à faire paraître des offres d'emplois dans les journaux alors qu'elles n'ont aucunement l'intention d'embaucher des diplômés », raconte ce responsable du recrutement dans un

grand groupe. Elles reçoivent les candidats, leur font passer des entretiens mais prétendent que leur profil ne correspond pas au poste... imaginaire. En revanche leur image de marque, leur dynamisme est préservé.

Sans pouvoir encore donner de chiffres précis, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC)

confirme ce climat actuel pour les jeunes diplômés. « Les candidatures spontanées marchent à tout va », explique Jean Prével, directeur de l'APEC. Il est indéniable que nous vivons une période de moindre croissance, de morosité. Cet excès de modération est peut-être la contrepartie de l'excès d'enthousiasme d'il y a dix-huit mois, où les entreprises

avaient beaucoup recruté. Mais, d'un côté comme de l'autre, ces deux situations sont exagérées.

Même si la reprise doit avoir lieu, comme beaucoup l'annoncent, au second semestre, ce passage à vide ne restera pas sans conséquences. Certaines écoles conseillent déjà à leurs étudiants qui finiront leurs études en juin prochain de

remplir pour une formation complémentaire ou d'aller passer une année à l'étranger. Cela devrait certainement se traduire dans les chiffres dès 1992. Autre conseil prodigué : les élèves qui attaqueront le marché de l'emploi dans les mois qui viennent auront intérêt à faire preuve de souplesse, à se montrer moins exigeants d'abord sur le choix de l'entreprise mais aussi sur le salaire proposé, qui en moyenne aurait tendance à stagner par rapport à 1991. « Si nous sentons bien que le climat est chaud, confirme Yves Braby, responsable des relations extérieures et de la communication de l'Ecole nationale supérieure des mines de Saint-Etienne, nos élèves pour le moment ne sont pas exposés à ces difficultés. Il n'empêche qu'elles les incitent à être moins exigeants face aux offres.

De telles attitudes devraient avoir des conséquences pour les élèves des écoles de moins bon niveau. En effet, si les jeunes les mieux diplômés acceptent des offres qu'ils laissent jusqu'à maintenant de côté, ceux qui sont généralement moins recherchés par les entreprises devront à leur tour se montrer moins exigeants. « Cette situation, cette angoisse pour les jeunes, analyse un chasseur de têtes, a aussi du bon. Elle entraîne plus de souplesse et mène à un élargissement du panel de recrutement des entreprises ; ainsi des HEC qui postulent à EDF, ce qui n'est vraiment pas le cas habituellement. C'est une ouverture pour les entreprises comme pour les candidats.

Marie-Béatrice Baudet



La formation fragilisée

La demande est plus sélective

« **N**OUS traversons une période difficile, mais nous ne faisons pas partie des secteurs sinistrés, car la formation est devenue une nécessité », explique Jean Wemaere, président de la Fédération de la formation professionnelle, née récemment de la réunion des trois principaux syndicats patronaux d'organismes privés. « Les entreprises ne peuvent pas davantage s'en passer, désormais, que les automobilistes d'essence : parce que la formation est le levier dont elles ont besoin pour sortir du taylorisme, parce que la moitié des brevets n'existent pas aujourd'hui de l'ordinateur comme naguère du crayon ; et parce que la population actuellement au travail n'a pas un niveau de qualification suffisant... » Même avec une économie en faible progression, on devrait passer, d'ici à la fin du siècle, de « cinquante-soixante heures de formation pour un quart des actifs chaque année » à « cent-cinq heures pour la moitié d'entre eux ».

Dans le secteur public et parapublic, on affiche une certaine sérénité. « Il n'est pas évident que ce soit dans les périodes d'expansion que les entreprises lancent leurs programmes de formation les plus ambitieux », estime Serge Neerhoren, chargé à l'AFPA du développement pour l'île-de-France. C'est plus souvent sous l'égide des difficultés qu'elles rencontrent ou de reconversions qui s'opèrent qu'elles se mettent en mouvement. Un optimisme que confirme la progression de l'activité des GRETA (secteur de formation continue de l'éducation nationale) auprès des entreprises : cette progression s'est en effet poursuivie en 1991, atteignant pour la première fois la moitié d'une activité jusqu'à majoritairement tournée vers les demandeurs d'emploi et les jeunes en difficulté.

Cela étant, force est de constater que, quand les entreprises cessent d'embaucher ou se mettent à licencier, il y a... moins de monde à former. C'est d'autant plus sensible que, comme le souligne Jean Wemaere, « ceux qui restent sont moins disponibles pour apprendre car leur charge de travail est plus importante », et que « les services de formation, eux, effectifs eux-mêmes réduits, laissent certains

projets en souffrance parce qu'ils sont débordés ». D'autre part, le ralentissement des achats de biens d'équipement restreint également les besoins de formation liés à leur mise en route.

Exigences plus nombreuses

Par ailleurs, la demande de formation se transforme. Les entreprises deviennent plus soucieuses de gérer au mieux leurs fonds. « Le signe le plus net que nous ayons de leurs difficultés actuelles est leur plus grande exigence à notre égard : de plus en plus, nos prestations doivent être individualisées et adaptées à chaque situation », remarque Jean-François Chisnau, responsable de la formation continue (donc des GRETA) au ministère de l'éducation nationale. Une évolution ressentie également à l'AFPA, où l'on évoque le déclin et même la mort des « stages catalogues », de plus en plus rejetés pour leur manque de souplesse.

Certains objectifs de formation, jugés décevants ou superflus, sont en outre abandonnés ou réduits. Par exemple en langues : les grosses dépenses effectuées ces dernières années dans ce domaine se voient parfois remises en cause parce que nombre de salariés n'ont pas l'occasion d'utiliser les compétences qu'ils acquièrent.

D'autre part, les entreprises sélectionnent davantage les organismes auxquels elles s'adressent et certaines s'orientent vers des partenariats privilégiés avec quelques-uns d'entre eux : elles s'engagent à faire plus souvent appel à eux en échange d'exigences plus grandes. « Sur un marché jusqu'ici très émietté, dit Jean Wemaere, nombre de petits organismes vont disparaître, et l'on devrait à terme voir se produire des regroupements. Le paysage de l'offre de formation va changer... »

Un mouvement qui n'est pourtant pas à sens unique, comme en témoigne ce qui se passe dans le domaine de l'initiation à l'informatique : « Là, s'inquiète Christian Raoul-Duval, l'un des responsables de la nouvelle Fédération de la formation professionnelle, n'importe qui aujourd'hui peut se décrire formateur tout en n'apportant qu'une prestation rudimentaire du type « comment ça marche ». Bon nombre de responsables de formation dans les entreprises s'y laissent prendre parce qu'on leur propose un prix défiant toute concurrence et qu'ils connaissent mal la bureautique. La précision sur les prix, assez générale, s'en trouve accentuée dans cette branche, qui est ainsi de celles qui souffrent le plus de la crise. D'autant plus que les grandes entreprises accentuent leur mouvement vers la formation en interne, ne demandant plus aux organismes spécialisés que... de former leurs formateurs.

Mais le problème le plus aigu est celui que pose l'allongement des délais de paiement. Il ne semble pas concerner le secteur public, qui maintient apparemment sans trop de difficultés ses règles habituelles de paiement : une partie à la commande, une partie en début de prestation, le reste à la fin de cette dernière. En revanche, le secteur privé en est gravement atteint, comme en témoignent les difficultés financières d'organismes comme l'IFG. « Les métiers privés de la formation sont dans une situation absurde », souligne son directeur général, Jean-François de Zitter. Ils sont payés avec deux, trois, quatre, voire six mois de retard, alors qu'ils doivent régler leurs formateurs - au moins lorsque ces derniers sont salariés - dès la fin du mois en cours. Avec un tel système, une partie non négligeable de nos résultats repart chez les banquiers en agios ! Cette situation, qu'alourdit encore le développement d'organismes intermédiaires comme ASFO, FAF ou FONGECIF, fait peser de graves menaces sur nos métiers.

Marie-Claude Betbeder

Les mécomptes de l'interim

Après de belles années, le secteur régresse

APRÈS plusieurs années de croissance à deux chiffres, le marché de l'interim flanche. Déjà touché en 1990 par la récession - le chiffre d'affaires avait progressé d'à peine plus de 15 % contre 31 % en 1989 et 1988, - ce secteur devrait afficher une croissance négative pour 1991.

Le PROMATT (syndicat des professionnels du travail temporaire) l'estime à - 5 %, l'indicateur UNETT-Plus Consultants (Union nationale des entreprises de travail temporaire) à - 2,5 %, un chiffre établi à partir d'un échantillon « représentatif » de cinquante entreprises de travail temporaire. Pour sa part, l'INSEE annonce une baisse de - 5 % sur les dix premiers mois de l'année 1991, les données officielles de novembre et décembre n'étant pas encore connues. Toutefois, d'une entreprise de travail temporaire (ETT) à l'autre, les résultats sont contrastés. Ecco, par exemple, numéro un de la profession (650 agences), enregistre une baisse de 3 à 4 % par rapport à 1990 ; Manpower, numéro trois (550 agences), une hausse de 1 % ; Adia, quatrième (290 agences), se maintient, tandis que RMO, cinquième (270 agences), baisse de 5 %. Les implantations et les politiques de développement ont fait la différence. Certaines petites ETT, spécialisées, s'en tirent plus difficilement : le chiffre d'affaires de Sonatex (6 agences), société spécialisée dans l'automobile, a chuté de 30 % en 1991. Tandis que celui de Rivershelles (6 agences), ETT axée sur le commerce et le transport international, a baissé de 14 %. Principaux secteurs touchés : l'industrie - qui emploie un intérimaire sur deux - en particulier l'automobile et l'aéronautique, ainsi que, plus récemment, le BTP - plus d'un intérimaire sur cinq - et les emplois tertiaires.

Malgré ces mauvais scores, le marché reste à un niveau élevé. Actuellement, 325 000 intérimaires en moyenne sont en mission chaque jour, soit trois fois plus qu'en 1984. En outre, l'interim a poursuivi le maillage du territoire. Selon le ministère du travail, le nombre d'agences est passé de 4 764 fin 1990 à 5 011 en octobre 1991, soit 247 agences de plus. Une croissance forte, même si elle ralentit par rapport aux années précédentes : en 1990, on recensait 600 nouvelles agences ; en 1989, 550.

Ce dynamisme n'empêche pas d'importantes restructurations en cours, liées aux difficultés que rencontrent certaines ETT, dues à la récession qui les a un peu surprises, mais aussi à une mauvaise

gestion. Dopées par l'euphorie des années précédentes, où elles se sont considérablement endettées pour financer leur développement, elles se retrouvent aujourd'hui, sur un marché tendu, sans réserves financières suffisantes.

RMO, par exemple, reconnaît n'avoir « pas pris les mesures nécessaires assez tôt ». Ainsi, début 1991, le groupe a poursuivi sa croissance externe avec le rachat d'Everest-Interim, sans prévoir que le marché allait souffrir cette année-là. « Il y a eu une augmentation terrible d'impayés, du coup, certaines ETT se sont fait piéger et se retrouvent maintenant au bord de l'asphyxie. Elles font de l'anémie grossière », explique Anne Bonnevay, directrice des ressources humaines de RMO. La Banque de France constate d'ailleurs ce genre d'incident dans l'ensemble du marché de l'interim. « Cela a provoqué des difficultés de trésorerie, parce que nous sommes obligés de payer les salaires des intérimaires, poursuit Anne Bonnevay. Certaines banques ne nous ont pas renouvelé leur confiance.

Stratégie de recentrage

Ce n'est que fin 1991 que RMO a réagi. Le groupe a fermé une dizaine d'agences. Une cinquantaine de collaborateurs permanents, sur mille cinq cents, ont été licenciés. Les dépenses en communication ont été revues à la baisse, les commerciaux sensibilisés à la rigueur et invités à intensifier leur présence sur le terrain. Actuellement, RMO négocie avec des partenaires financiers susceptibles d'entrer dans son capital. Dernière mesure : le groupe s'est séparé de ses filiales n'appartenant pas au secteur de l'interim (courtage en assurances, nettoyage industriel, etc.), une stratégie de recentrage qu'adopte également Adia : « Nous regroupons nos forces sur l'activité de l'interim, car il est clair aujourd'hui, que la bagarre se fait entre les cinq grands groupes », estime Anne Bonnevay, de RMO. Nous nous arrachons les marchés. Et malheureusement la concurrence se fait en cassant les prix. Tout le monde y a perdu des plumes.

Francine Altzicovici

L'audit critique

L'outplacement

Ce système

مكتبة الشامل

L'audit critiqué

Les entreprises sont plus exigeantes

JEAN-EMMANUEL COMBES, directeur associé du BEPEC, membre de Price Waterhouse, a été un homme particulièrement inquisiteur. Bien au contraire. « La crise, dit-il, a pour nous ceci de stimulant que les dirigeants d'entreprise se montrent de plus en plus vigilants quant à l'analyse de leurs coûts. Ils sont extrêmement soucieux de vérifier leur efficacité et leur retour d'investissement. Phénomène nouveau, certains d'entre eux, estimant l'incertitude durable, en profitent pour bâtir des scénarios à long terme. Autre phénomène : il existe aujourd'hui une demande de la part des collectivités locales ».

De fait, les résultats de Price Waterhouse, l'un des « big six » des cabinets mondiaux d'audit et de conseil, sont parlants : à elle seule, les activités d'audit en Europe ont enregistré une progression de 21 % en 1991 par rapport à l'exercice précédent, avec un rythme particulièrement rapide en Allemagne et en France.

Pour Jean-Emmanuel Combes, cependant, une ombre (légère) au tableau : le turn-over n'est plus ce qu'il était. Face à l'inconnu, les jeunes, pour qui un grand cabinet international est une remarquable école d'application, ne sont guère désireux d'en partir pour aller exercer leurs talents dans le monde de l'entreprise, où ils deviendraient par ailleurs des clients potentiels précieux. D'où un effet jugé perturbateur sur la pyramide des âges. Et le risque paradoxal d'accumuler « trop de compétences ».

Comme un commandant de navire embarqué sur un pilote sur sa passerelle, il est bien naturel qu'une météorologie ne peut plus manœuvrer conduite le dirigeant d'entreprise à l'entour du maximum de garanties qu'il juge prioritaires. Un phénomène qui n'est rien de nouveau. Les firmes américaines d'ont-elles pas ouvert la voie, en 1929, s'entourant d'experts extérieurs pour enrayer la baisse de leurs ventes, donnant ainsi naissance au consulting ?

« Les entreprises qui naviguent à vue, conviennent de le déplorer le consultant d'un cabinet spécialisé en management ne se défie pas toujours, veulent y voir clair en priorité en matière de stratégie, développement, investissement. Les conséquences en matière d'emploi, de personnel, peuvent être jugées secondaires, puisqu'elles aspirent d'abord à une vision plus analytique et portées de rentabilité ».

D'où une certaine morosité, difficilement avouée, voire cachée, des cabinets d'audit spécialisés notamment dans l'audit social - bien que les plans sociaux ne se tassent pas dans l'Hexagone - et dans tout ce qui gravite autour des ressources humaines. Une inquiétude qui n'est

pas loin de rappeler, alors que « l'après-Golfe » perdure, la crise vécue par les cabinets de recrutement (« Le Monde Initiatives » du 4 septembre 1991). Mais une situation qui se veut très nuancée et segmentée : « C'est bien l'outil opérationnel, les audits de productivité, qui sont privilégiés sur le court terme, confie Philippe Pastre, du cabinet Sunell (groupe Courtaud). Certaines entreprises ont tendance à diminuer leurs coûts de formation jusqu'au seuil minimal. Lorsqu'il y a restructuration, les départs sont traités. Mais la tendance est de moins se préoccuper de ceux qui restent. Certaines entreprises, cependant, maintiennent leurs plans de gestion prévisionnelle ».

Par ailleurs, une noria de petits cabinets sont touchés. Difficile aujourd'hui pour eux d'être sommes à la porte d'entreprises naviguant au plus près, lorsqu'on est spécialiste de « l'intégration des cultures », de la « mobilisation des énergies », de « l'optimisation des hauts potentiels et de la dynamique des carrières ».

Ainsi que le reconnaît Christiane Jognet, elle-même consultante en ressources humaines, « les dirigeants doivent apprendre à gérer l'imprévu. Ceux qui en ont conscience ont une longueur d'avance. En matière de conseil, ils se montrent de plus en plus sélectifs ».

Retard conceptuel

En revanche, et signe des temps, l'horizon n'est pas bouché pour les analystes, dont on attend un diagnostic précis. A titre d'exemple, même s'ils ne s'appellent pas Arthur Andersen ou Mc Kinsey, les dix-neuf cabinets comptables français à dominante « audit et conseil » - dix mille personnes en France, 880 emplois créés en 1990-1991 - ont réalisé un chiffre d'affaires total de 5,8 milliards de francs, soit une progression moyenne de 14 % (1).

Comme le dit René Péricaud, consultant en stratégie, « les entreprises ont actuellement les yeux rivés sur leur bilan et se préoccupent plus du comment que du pourquoi ». Et de souligner au passage : « Par temps bouché et sans savoir de quoi demain sera fait, on ne peut se contenter d'un simple réajustement. Or le problème tient trop souvent dans le retard conceptuel d'une demande peu ou mal formulée. Dire : trouvez-moi où j'ai mal ne suffit plus ».

Jean Menanteau

(1) D'après la Profession comptable libérale du 21 février 1992.

Le recrutement s'assainit

Le marché était trop atomisé

RUMEUR, un pas ? Chaque semaine, le microcosme parisien du recrutement bruit à la moindre alerte et annonce une demi-dizaine de départs de bilans ou de règlements judiciaires parmi les cabinets de la place. Tout y passe, des agences de publicité en passant par les agences de communication et, bien sûr, les conseils en recrutement ou les chasseurs de têtes. Des noms sont jetés en pâture, d'anciennes gloires sont déboulonnées et des équipes décimées. Parfois, un vent de panique souffle.

Comme toujours, il est difficile de démêler le vrai du faux, le probable du certain. Avec des pueurs inhabituelles dans le milieu, les victimes cachent leurs malheurs ou essaient de donner l'illusion. Ils sont peu nombreux ceux qui, groggy, le teint gris, acceptent de parler et se défendent avec l'énergie d'un boxeur coincé dans les cordes, annonçant « pour bientôt ». D'une voix terne, une solution à leurs problèmes. Plus rares encore sont ceux qui reconnaissent que les premières analyses sur la situation (« Le Monde Initiatives » du 4 septembre) leur ont ouvert les yeux sur l'état de gravité pour la profession. « Jusqu'à ce moment-là, nous nous taisions. Nous avions tendance à croire que nous étions les seuls touchés », avoue le dirigeant d'un grand cabinet multifonctions.

Nouveaux concurrents

Sous l'effet de la crise qui les frappe, les dirigeants de ces cabinets commencent à regarder les faits différemment et battent quelquefois leur coulpe. Jusqu'en 1985, disent-ils maintenant, la profession gagnait bien sa vie. Puis, parce que l'accès au métier semblait facile, et lucratif, le marché s'est progressivement encombré de nouveaux concurrents. Les marges sont devenues plus faibles, « surtout en province », et les coûts de fonctionnement se sont élevés. Froidement, un des précurseurs explique ses malheurs : « Il fallait réinvestir continuellement dans de nouveaux consultants qui soit s'en allaient, soit devenaient obsolescents. Il y avait un effet d'évaporation. »

Données : « A cause du turn-over, et de ceux qui mettent parfois un an avant d'être opérationnels, l'argent gagné s'évaporait vite. Pour un salaire de 300 000 francs l'an, le point mort atteignait le million de francs pour équilibrer les frais de structure. Or un consultant ramène au mieux 500 000 francs de chiffre d'affaires la première année ».

D'autres, peut-être plus lucides, estiment que « fatalement, un jour, il fallait bien que ce marché, trop atomisé, se structure ». Les difficultés actuelles n'auraient fait que

précipiter une échéance inéluctable et nécessaire. Au travers des regroupements et des alliances, ils sont persuadés que l'avenir appartient « aux professionnels qui en sortent renforcés, et à ceux qui offrent la meilleure qualité de service ». D'une certaine façon, la profession sera assainie et deviendra enfin adulte, à l'image des autres secteurs de l'activité de conseil.

Déjà, on peut envisager les épisodes suivants. La baisse conjoncturelle accélère le passage à un

changement structurel plus profond. Des entreprises sont devenues plus exigeantes, réclament d'autres services encore marginaux, et trouvent également des solutions alternatives. Dans ce cas, un palier aurait été atteint qui suppose une recomposition. Certains, qui regardent vers les États-Unis ou la Grande-Bretagne, où la récession a été encore plus forte, y voient les caractéristiques des méthodes de recrutement.

A. Le.

La reconversion d'un chasseur de têtes

VÉRONIQUE V. est optimiste. Le premier choc passé, elle a redressé la tête et s'est mise à la recherche d'une situation, elle qui en a si longtemps cherché pour les autres. Elle souhaite rester anonyme, et surtout ne veut pas que l'on cite le cabinet de chasseurs de têtes qui vient de la licencier : « Le chiffre officiel de la profession donné par l'APROCEDR annonce une chute de 35 % pour 1991. Entre nous, c'est très sous-estimé ».

Le parcours de Véronique, quarante ans, une maîtrise de droit, est à la fois classique et atypique. Elle a commencé par entrer au département recherche de Spencer Stuart, qui se situe parmi les cinq premiers mondiaux. Au bout de sept ans, elle est entrée chez Korn Ferry, un concurrent encore mieux placé sur le marché. Elle y a créé le département recherche en 1989. Le succès a été rapide. Véronique est nommée éditrice du bout de deux ans. C'est encore l'époque des vaches grasses. En 1991, elle a été « approchée », selon le jargon du recrutement, par un autre grand du recrutement. On lui propose d'être associée. Elle se laisse débaucher. Le cabinet s'effrite, un autre associé est recruté en même temps.

Élargir son activité

Les deux derniers consultants embauchés sont licenciés. Véronique n'a aucune amertume. « C'est normal, les cabinets de chasseurs de têtes ont peu de capitalisation. C'est une activité à court terme : personne ne peut tenir avec un taux d'activité trop faible. » Elle n'en veut aucunement à ses confrères : « Ils m'ont licenciée à contre-cœur, il n'y a aucun problème entre nous ».

Avec quinze ans d'expérience en cabinet, il manquait à Véronique le passage obligé en entreprise. Elle va profiter de ce qu'elle appelle son « accident de carrière » pour tenter de le faire. Son idée : les entreprises sont en train d'évoluer et recrutent de plus en

plus par approche directe. « Les cabinets nous coûtent trop cher pour ce que nous pouvons aussi bien faire nous-mêmes », disent les grosses sociétés, tant elles reçoivent de candidatures spontanées au plus haut niveau. Véronique cherche donc un groupe de taille suffisante où les recrutements soient centralisés pour proposer son savoir-faire et pratiquer le métier qu'elle connaît au profit, cette fois, d'un seul groupe qui aurait aussi son employeur : « Les directions des ressources humaines n'ont pas encore ce genre de compétences en interne. Je peux le leur apporter. Avec quatre ou cinq recherches par an, l'entreprise amortit son recrutement personnel », affirme-t-elle. Finalement, elle se propose de professionnaliser une méthode de recrutement empiriquement éprouvée.

Véronique envisageait un avantage à cette évolution : partant d'un créneau qu'elle connaît bien, elle aura la possibilité d'élargir son activité à d'autres tâches en ressource humaine. Michel Chausson, de l'APEC, confirme cette analyse : « Le recrutement est un des rares postes du pôle ressources humaines offert, pour environ 10 % des cas, à des débutants. C'est un poste incontournable, un poste trop plein. Un cadre chargé du recrutement dans une entreprise peut aisément élargir son expérience à d'autres opérations de la même famille : formation ou direction du personnel ».

Véronique oriente aussi ses recherches dans une autre direction du conseil : l'outplacement, dont l'aspect humain l'intéresse. Elle a confiance : « J'arrive au bon moment de l'évolution du recrutement. J'apporte quelque chose de nouveau. » Elle espère être en place dès le mois de septembre.

Liliane Delwasse

L'outplacement consacré

Ce système a trouvé sa place

POUR les « outplaceurs », cela ne va pas trop mal. Que ce soit chez Arcodev, Mediator, Garon, Bovalot et Associés, Mutatis ou Leroy Consultants, le chiffre d'affaires a bien progressé en 1991 et l'année 1992 se s'annonce pas si mal. Un certain nombre de cabinets envisagent même d'ouvrir dans les mois qui viennent des succursales en province, voire à l'étranger.

Bien sûr, les tensions sur le marché du travail ont en quelques répercussions sur l'activité des cabinets. La durée moyenne de placement s'est allongée de six à dix mois, selon les interlocuteurs, pour se situer aux alentours de six mois. « C'est une moyenne, précise Valéry Corrado, de Mutatis. On a aussi des cas de réussite exceptionnelle, comme ces cadres qui ont retrouvé un emploi en un mois et demi, et pas à n'importe quel poste ».

« Moi, je dirais qu'il y a un allongement partiel de la durée de placement », indique Jean-Luc Baridans, de G. B. et A. Trajectoires. 60 % des candidats sont des gens pour lesquels il est toujours aussi facile d'accéder au marché. Ils mettent quatre mois et demi comme avant la crise du Golfe. Ceux-là sont des gens qui ont un métier, une bonne dimension professionnelle, savent ce qu'ils veulent faire, ont une détermination pour accéder au marché du travail. Même si le marché est devenu plus dur, plus sélectif, ils arrivent à franchir les obstacles. Les 25 % de candidats restants n'ont pas de métier clairement identifié, pas d'objectif professionnel défini, ils manquent de détermination, sont frileux devant



l'obstacle. Pour eux, la durée s'est allongée à six mois et demi. Cette analyse n'est cependant pas vraie pour les secteurs sinistrés comme l'informatique ».

Face à la crise de l'emploi, chacun essaie de mettre sur pied des stratégies. Certains se montrent plus sélectifs qu'avant dans l'acceptation de missions. D'autres soutiennent des opérations originales, comme MOA, chargé d'animer l'attente emploi du constructeur informatique Wang. Le

27 février dernier, les vingt-deux salariés co-outplacement - informaticiens et administratifs - ont organisé dans les locaux de leur outplacement un petit déjeuner avec des patrons d'entreprise et ont ébauchi ceux auprès desquels ils souhaitaient présenter leur candidature. « A l'issue de la journée, indique Christian Ménard, neuf étaient sur une piste ferme d'emploi ».

« Il a fallu être plus ingénieux, plus agressif vis-à-vis du marché,

indique de son côté Jean-Pierre Ménard, de Mutatis (sans lien de parenté avec le précédent). Aujourd'hui, on réinsère la quasi-totalité des candidats dans des PME. 5 % seulement retrouvent un emploi dans une grande entreprise. A cet effort de prospection, s'est ajoutée une modification dans les méthodes de réinsertion. « On a réduit le temps de préparation psychologique des candidats pour les amener à accepter un nouvel emploi. Pour cela, on est passé de la thérapie individuelle à la dynamique de groupe », indique Jean-Pierre Ménard, qui précise que, du coup, le temps consacré à l'outplacement collectif aurait même plutôt diminué. Il est vrai aussi que les entreprises, plus regardantes sur les coûts, se sont mises à imposer des contrats plus courts.

Bref, en quelques années, l'outplacement a fini par entrer dans le meuble. Et les cabinets qui préfèrent en général utiliser les expressions « conseils en dynamique de carrière » ou « conseil en évolution professionnelle » ont ainsi élargi leur champ d'action. « Crise économique aidant, les entreprises se sont rendus compte qu'il fallait faire du préemploi avant de faire du curatif », observe Jacques Dothet, de Mediator. Tandis que Jean-Alain Bup, de Leroy Consultants, souligne que « les prises de position de Martine Aubry, ministre du travail, en faveur des bilans de compétence, vont encore accélérer le phénomène ». De beaux jours en perspective donc...

Catherine Leroy

MS ESCP

**MASTERE SPECIALISE
MANAGEMENT DU TOURISME**

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour acquérir une expertise dans le secteur du tourisme et approfondir les disciplines de gestion appliquées à ce domaine.

Sélection ouverte aux ingénieurs, DEA, DESS, grandes écoles de gestion, médecins, architectes...

Dossier de candidature et renseignements auprès de Cécile DESTOMBES.

GRUPPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTERS SPECIALISES
79, avenue de la République - 75548 Paris Cedex 11 - Tél. : 49.23.21.44

AMSTERDAM
de notre correspondant

HEURÉUX le cadre britannique ou allemand qui vit dans une société de classes ou travaille dans une entreprise clairement hiérarchisée. Aux Pays-Bas, le cadre calviniste a fondé une croyance égalitariste toujours bien ancrée qui place les salariés d'un certain niveau de responsabilité devant une question existentielle : comment être cadre quand le juste milieu occupe toute la place ? Il suffit de travailler dur et, pour le reste, de suivre la consigne : faire comme tout le monde, constate cynique, Lo Yppel, cadre commercial dans une société d'ingénierie informatique. Mais l'étiquette du statut n'en colle pas pour autant moins fort. « Nous sommes perçus comme une organisation presque élitiste », affirme ainsi Gerard Van Dalen, président de la Fédération des cadres moyens et supérieurs MHP, la seule du genre aux Pays-Bas et qui compte près de cent cinquante mille membres.

Jusqu'à ces derniers temps, il est vrai, les cadres jouissaient d'un avantage aussi précieux que distinctif sur la masse des cols bleus : leur emploi était sûr. Mais cet attribut n'en est plus un, comme l'ont montré les compressions de postes de managers décidées en série par de grandes entreprises néerlandaises (Philips, Akzo, DSM, KLM), et les fusions qui ont marqué dernièrement le secteur des banques et des assurances.

Les temps faciles sont révolus. Le diplôme d'une formation technique supérieure ou d'une université ne constitue plus le passeport socio-économique d'antan. Au mieux est-il le minimum requis pour participer au salom qu'imposent désormais une offre de travail instable (plus 13 % en 1990, moins 21 % en 1991) et une demande croissante.

Il n'est pas rare que plusieurs candidats soient simultanément mis à l'essai pour un seul et même poste à pourvoir. « Hier, les salariés en début de carrière se livraient au job-hopping. Aujourd'hui, ce sont les employeurs qui se livrent à ce que l'on pourrait appeler le candidat-switching », résume le chasseur de tête Jos Hauben. Cette évolution lui a d'autant moins échappé qu'elle lui a été favorable : « Les cabinets de chasseurs de têtes, bureaux de présélection et de recrutement, et professionnels de l'outplacement sont de plus en plus actifs », note Marcella Bredeveld, qui tient la rubrique « Marché du travail » de l'hebdomadaire *Intermediair*.

Tirée à 215 000 exemplaires et envoyée gratuitement aux diplômés de l'enseignement supérieur, cette publication vit pour l'essentiel des petites annonces d'emploi des cadres. Mais elle ne représente plus un point de passage obligé : « Seulement 20 % des emplois vacants sont offerts par la voie des PA », qui a cessé d'être la voie royale du recrutement des cadres. Aujourd'hui, un bon réseau de contacts personnels ou des offres de services spontanées sont les chemins de traverse que doivent de plus en plus souvent emprunter des candidats livrés à eux-mêmes sur un marché « changeant et imprévisible ».

Car les employeurs ont modifié leurs critères d'embauche. « Une formation spécifique d'ingénieur ou d'économiste ne suffit plus. L'accent est désormais mis sur les qualités personnelles », constate Marcella Bredeveld. Induite par la construction du marché, cette individualisation provoque à son tour des modifications importantes du paysage professionnel des cadres. Puisque la formation n'implique plus automatiquement un niveau de fonction, la

l'équivalent de 10 000 francs français, constituent un plafond.

Certes, les premières années de carrière sont marquées de façon générale par une progression rapide des émoluments, mais les cadres néerlandais ne remontent jamais totalement le handicap de départ et restent moins bien payés que leurs collègues européens. Selon une synthèse effectuée en 1991 par le bureau Berenschot/KPMG Kijnders Management Consultants, un « produit manager » gagne de 230 000 francs annuels (dans l'industrie) à 252 000 francs (dans les transports), un manager des ventes de 372 000 francs (dans les services) à 396 000 francs (dans l'industrie), un responsable d'établissement de 360 000 francs (dans les transports) à 450 000 francs (dans l'industrie) et un directeur général de 650 000 francs (dans les transports) à 760 000 francs (dans les services). Il s'agit de salaires bruts qui, à première vue, « se situent dans la

norme internationale ». Mais, comme l'annonce de la presse le président de la Fédération des cadres moyens et supérieurs MHP, « la différence entre le net et le brut est ici l'une des plus élevées d'Europe, de même que les taux d'imposition sur les revenus » : 35 % jusqu'à environ 135 000 francs de revenus imposables, 50 % de 135 000 à 240 000 francs et 60 % au-delà, selon un mode de calcul progressif.

Le Centre néerlandais des directeurs a pour sa part calculé que les

salaires permanents. D'autre part, le système danois de protection sociale, financé presque totalement par l'impôt, couvre le travailleur temporaire comme n'importe quel salarié.

Le Royaume-Uni, quant à lui, est le paradis des entreprises de travail temporaire ; elles y sont puissamment installées et le nombre de leurs agences bat tous les records européens. Leur création est soumise à une autorisation, mais les conditions sont légères. Les rémunérations et la couverture sociale ne sont soumises à aucune règle et varient d'une agence à l'autre.

Certains pays, enfin, sont caractérisés par une situation confuse : la loi y édicte des règles et des interdictions, mais la réalité sociale ne s'y plie pas. Ou peu. Il s'agit de l'Irlande, du Portugal et de l'Espagne. En Irlande, le travail temporaire est très développé, notamment du fait d'un chômage très élevé (19 %). Ouvrir une agence implique une autorisation initiale ; et il faut en obtenir le renouvellement chaque année en satisfaisant à certains contrôles rarement effectués. Il n'y a pas de statut de l'intérimaire et à peu près pas de règles gouvernant le recours à l'intérim ; mais un salarié temporaire de plus de seize ans bénéficie de la Sécurité sociale.

Au Portugal, la première réglementation n'est intervenue qu'une

quinzaine d'années après que l'intérim ait pris son essor ; et la nouvelle loi (1989) a dû mal à établir son empire. Elle impose aux entreprises de travail temporaire une autorisation préalable ainsi que des contrôles et exige d'elles une garantie financière. Un contrat écrit est obligatoire. Les cas où une entreprise peut passer par l'intérim sont recensés avec précision. L'intérimaire bénéficie d'un véritable statut ; il est à parité de salaire avec le salarié permanent et sa couverture sociale est prise en charge par l'entreprise d'intérim. Mais l'étude constate « l'existence d'un marché noir d'agences non spécialisées qui louent la main-d'œuvre à des tarifs très bas ».

Quant à l'Espagne, elle est restée officiellement à une interdiction rigoureuse du travail temporaire. Le gouvernement socialiste souhaitait introduire ce dernier en s'inspirant de la législation française. Mais syndicats et salariés y sont fortement opposés, craignant d'y retrouver les mêmes abus que dans les « agences de location » de l'ère franquiste. Dans la pratique, l'intérim existe sous le manteau. Appliqué par des sociétés de service, il prend la forme d'un « service avec apport de personnel ». Et l'on recense actuellement quelque deux cents entreprises de travail temporaire semi-clandestines.

M.-C. B.

C. Ch.

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Pays-Bas : la fin de la tranquillité

Les cols blancs broient du noir

Le second point de négociation est relatif à la retraite. Le système néerlandais a ceci de particulier qu'un salarié quittant de gré ou de force une entreprise est encore fréquemment exclu de la caisse de retraite afférente, qui gèle ses points, dont le pouvoir d'achat est alors érodé par l'inflation. « Ce système de retraite a déjà fait 1,4 million de victimes et

37 % des salariés actuels sont encore insuffisamment protégés », affirme un document de l'Association des cadres supérieurs, l'une des trois organisations constitutives de la Fédération MHP.

Il est enfin un point sur lequel ni les cadres ni leurs employeurs n'ont directement pris : celui du pouvoir d'achat tel qu'il découle de l'interaction entre l'inflation, les hausses de salaire et l'augmentation des cotisations sociales. Or il s'agit des premiers concernés : une étude du Bureau central des statistiques vient de faire apparaître que le taux de pression fiscale avait haussé entre 1985 et 1990 pour les bas salaires et pour les plus hauts... mais pas pour ceux compris entre 120 000 et 210 000 francs net par an. C'est dans cette fourchette que se rangent les cadres moyens. De plus, la réforme de l'assurance-maladie que le gouvernement néerlandais a commencé d'appliquer prévoit qu'une part croissante des recettes doit provenir de contributions non plus forfaitaires mais proportionnelles au salaire.

Christian Chartier

Complémentarité

Les entreprises françaises s'acclimatent bien

AMSTERDAM

de notre correspondant

Leur génie singulier est de « paraître tout à la fois familiers et incompréhensibles ». Ainsi l'histoire britannique, Simon Schama, décrit-il les Néerlandais... du dix-septième siècle. Trois cents ans ont passé, mais la formule n'a rien perdu de sa validité. « Les stéréotypes et les jugements à l'emporte-pièce cachent beaucoup d'ignorance mutuelle », constate Jean-Claude Broton, directeur général de Total Marine, filiale néerlandaise d'exploitation du groupe français Total.

La vie quotidienne des affaires, il est vrai, offre nombre d'exemples donnant raison aux adeptes des clichés. Désinvoltes et indignes de confiance, ces Français, dont le vernis culturel dissimule une inefficacité chronique et un manque de sérieux incurable ? Kees Visser, Hoof, directeur de l'entreprise d'équipement de laboratoires Labymint, narre volontiers l'histoire du Monoprix néerlandais qui se résolut à acheter

un vignoble, faute d'avoir trouvé un fournisseur français capable de lui livrer quatre mille bouteilles de vin tous les lundis matins. Rigides et insupportables, ces Néerlandais trop terre à terre qui vivent un repas d'affaires comme une perte de temps mais qui sont capables de discuter à l'infini des détails d'un contrat ? Erik Kavelaars, directeur d'un bureau de conseil aux investisseurs étrangers, a vu des négociateurs néerlandais prendre le risque de faire capoter un rachat d'entreprise en mettant en extrême sur la table la question subalterne d'un contrat annexe de location.

Pourtant, la cohabitation se révèle pacifique, pour autant que les participants « acceptent leurs différences ». Telle est en tout cas la leçon que tire Willem Oosterbeek de son expérience à la tête de la Compagnie française de navigation rhénane à Rotterdam. Entré à la CFNR, il y a dix-sept ans et directeur depuis sept ans, il affirme qu'il n'est pas facile pour un Hollandais de travailler dans une société française. Nous sommes

terre à terre et pragmatiques ; les grandes idées ne sont pas pour nous et lorsque nous en avons, nous ne les mettons pas souvent en pratique, pour des questions d'argent. Avec les Français, qui ont des idées et le sens de la grandeur, la combinaison peut être bonne.

L'alchimie, apparemment, plaît aux Français expatriés aux Pays-Bas. « Le mode de travail anglo-saxon, c'est-à-dire direct et pragmatique, est très agréable », admet Pierre Décarpentry, directeur financier de Renault Pays-Bas et installé à Amsterdam depuis un an. Il est facile de travailler ici - à condition de s'adapter : les Néerlandais sont efficaces dans les activités quotidiennes. Mais, dès que l'on veut changer quelque chose à leurs habitudes de travail, il faut discuter à n'en plus finir pour rechercher un consensus. Sur un plan opérationnel, cela tourne ; sur le plan fonctionnel, ça coince.

Ce goût de la palabre, insupportable chez des gens ayant la réputation d'aimer plus l'action que la parole, n'est pas la seule surprise que les Néerlandais réservent à leurs patrons français. Leur image de polyglottes et de globe-trotters invétérés apparaît grandement usurpée. « On associe à tort la maîtrise de multiples langues étrangères à la volonté de bilinguisme », relève ainsi Pierre Décarpentry, à qui les Néerlandais donnent l'impression d'être « très patouffards ». Jean-Claude Broton, de Total Marine, fait la même constatation : « Aller au siège du groupe, à la Défense, relève pour eux de l'expédition. » Et si les Néerlandais s'expriment plus difficilement qu'on ne le croit, c'est pour une raison très simple : « Leur vie familiale est ici », souligne Pierre Décarpentry. « Les salariés néerlandais ne signent pas leur contrat de travail sans avoir consulté leur femme, précise en écho Jean-Claude Broton.

Cette importance des valeurs familiales n'est jamais que l'un des facteurs socioculturels de base que les Français des Pays-Bas doivent maîtriser pour bâtir une relation de travail viable. Vincent Merck, formateur consultant à l'université technologique d'Eindhoven, cite cinq paramètres « qui influencent la relation d'affaires et marquent un style de management ». Le premier est la notion de hiérarchie : « Dans la société néerlandaise, comme dans les entreprises, les structures sont plus horizontales que verticales et l'organigramme n'est pas le point de référence » qu'il est encore souvent en France. Deuxièmement, « la langue se caractérise par une distance hiérarchique réduite entre les interlocuteurs et par un échange direct. Le tutoiement est, aux Pays-Bas, beaucoup plus généralisé qu'en France. »

De surcroît, les Néerlandais ont « une conception linéaire du temps et ne font qu'une seule chose à la fois. Ils ont une conception plus stricte de leur espace personnel et appliquent une plus grande distance corporelle : la communication est très peu physique, on se sert peu du visage pour communiquer ». Observation fût-elle ? « C'est par la connaissance et le respect de la culture de l'autre que se fera l'Europe de l'après-92. »

C. Ch.

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

Genie du Conseil

ÉCHOS

Mastère de la mode

■ Industrialisation, mondialisation des marchés, nouveaux outils de création et systèmes sophistiqués de communication : la mode devient un secteur comme les autres et a besoin pour le diriger de cadres spécialisés. C'est le but du mastère de management de la mode que vient de créer l'Institut français de la mode, l'ESCP et l'École centrale. Déjà antérieure au cours des années précédentes, la coopération entre les trois écoles doit aboutir à des formations aux fonctions production/collection, commerciales, de communication, administratives et financières et production/logistique. Le programme se déroule sur quinze mois et comprend, outre les cours et les conférences, un voyage de dix à quinze jours à l'étranger et une soutenance de thèse.

Droit et travail

■ La direction de l'éducation permanente de l'université de Picardie (Amiens) a créé un diplôme d'université de droit appliqué aux relations du travail (DUDART). L'enseignement est dispensé sous forme de cours, de séminaires et d'études de cas à raison de quatre jours par mois. Deux sessions ont été prévues : de janvier à juin 1992 et d'octobre 1992 à mai 1993.

Cette formation, qui vise à approfondir les connaissances de droit du travail français et européen et à développer les compétences en matière de négociation, s'adresse aux conseillers prud'hommes, représentants du personnel, délégués syndicaux, cadres d'entreprise et à toute personne ayant, lors des années de pratique, dans ces domaines, Le programme comporte trois modules. D'abord l'expression écrite et orale (prise de notes, résumé, rédaction de jugements) ; ensuite les techniques de communication et de négociation, par exemple « se situer dans la fonction de juge consulaire » ; enfin la formation en droit du travail (organisation judiciaire, procédure, administration de la preuve, cause réelle et sérieuse, faute grave, pouvoir et sanctions disciplinaires, lois récentes).

Qualification, formation, orientation

■ Ce sera le thème des rencontres organisées par l'Association des conseillers d'orientation (ACOF) qui se tiendront à Perpignan du 29 septembre au 2 octobre 1992. Cela fait quarante ans que cette association organise des journées d'études qui se déroulent chaque année dans des villes différentes. Selon les organisateurs, elles sont conçues comme « un temps fort pour la formation continue des conseillers » et comportent deux parties. Des conférences assurent la partie théorique et des ateliers permettent une approche plus pratique des problèmes. L'orientation et l'Europe, le rôle du conseiller et les projets et bilans en matière de formation ont été quelques-uns des thèmes abordés ces dernières années par l'ACOF.

► Renseignements : (16) 46-41-16-10.

TRIBUNE

L'entreprise facteur de chômage de longue durée

par Bernard Girard

LES analystes et politiques qui traitent du chômage insistent beaucoup sur le rôle de l'Etat, sur celui de la croissance, sur le système éducatif, qui, nous dit-on, produit des jeunes sans emploi à la pelle. Les entreprises n'entrent en général dans leurs raisonnements que lorsqu'ils parlent de création d'emplois. C'est oublier que beaucoup de demandeurs d'emploi ont une longue expérience professionnelle qui ne les aide pas à trouver du travail.

Plutôt que de plaindre les cadres de quarante-cinq ans qui ne trouvent plus de travail, nos responsables économiques devraient s'interroger sur la facilité avec laquelle nos entreprises remplacent des collaborateurs avec vingt ans d'ancienneté par des débutants ! Ce que ces chômeurs « adultes » proposent sur le marché est le fruit de leur travail dans les ateliers et bureaux de leurs précédents employeurs. Ils ont acquis leurs compétences au fil de la pratique quotidienne, des contacts, des réactions des partenaires. Leur expérience est la mémoire de cette pratique enrichie d'une réflexion (individuelle et collective) sur ce qu'il convient de faire pour atteindre un objectif. Ces compétences, cette expérience, sont une « coproduction » de l'individu et de l'entreprise. On ne peut les dissocier du cadre dans lequel elles ont été construites et exercées.

LORSQU'ELLES se vendent bien, le chômeur reste quelques semaines seulement sans emploi, mais, lorsqu'elles sont trop chères, mal ajustées à la demande ou d'une qualité insuffisante, elles restent longtemps sur le marché avant de trouver preneur. C'est ce qui arrive à tous ces cadres de trente-cinq, quarante ou quarante-cinq ans, qui attendent des mois et des mois avant de trouver un emploi correspondant à

leur qualification ou à leur niveau de rémunération. On peut alors dire que les entreprises qui les employaient ont produit du chômage de longue durée.

Pour comprendre ce phénomène, il faut se pencher sur les mécanismes qui « produisent » des salariés aux compétences à faible valeur sur le marché du travail.

Ces mécanismes sont multiples et, pour certains, connus depuis longtemps. Adam Smith le soulignait déjà : du fait de la division du travail, l'ouvrier d'usine ne sait plus rien faire de ses mains. Ce qui était vrai du tisserand britannique du dix-huitième siècle l'est aujourd'hui de beaucoup d'employés et de cadres administratifs.

JE prendrai un exemple tiré de l'industrie pétrolière. Pendant des années, cette industrie a vécu sous un régime des prix administrés. Faute de pouvoir se consacrer sur les prix, les compagnies ont multiplié les actions de promotion commerciale : concours, cadeaux... Les plus importantes ont créé des départements spécialisés dans la promotion des ventes, dont le travail consistait, pour l'essentiel, à administrer des opérations confiées à des sous-traitants spécialisés, agences de communication, publicitaires, imprimeurs...

Lorsqu'on libère les prix, les compagnies dissolvent ces services et mirent sur le marché du travail des « spécialistes » de la promotion des ventes, qui avaient passé des commandes à des cabinets extérieurs, gérés, suivis et administrés des opérations, mais n'avaient jamais conçu un concours, jamais mis en place une publicité sur le lieu de vente (PLV), jamais dessiné une maquette, jamais mené une étude... Ces « spécialistes » ne savaient, en fait, rien de ce qu'ils pensaient être leur spécialité (1).

Ce qui est vrai de la promotion des ventes l'est du contrôle de gestion, de la

gestion du personnel... L'organisation bureaucratique des grandes entreprises transforme la plupart des métiers en une succession de tâches administratives simplifiées dont le contenu varie au gré des structures. La même fonction assurée ici par une personne l'est, ailleurs, par deux ou trois.

LES salariés qui occupent ces emplois se découvrent, lorsqu'ils se retrouvent sur le marché du travail ou, plus simplement, lorsque leur entreprise change d'organisation, que leurs compétences, précieuses dans une structure donnée, n'ont aucune valeur dans une autre. Cette découverte est d'autant plus douloureuse qu'ils la font au fil d'entretiens d'embauche qui n'aboutissent pas. Le sentiment d'inutilité que vivent beaucoup de chômeurs vient de là : non seulement ils ne font rien d'utile, mais ils ont l'impression de n'avoir jamais rien fait de bon auparavant. Ce qu'ils ont appris, et qui leur paraissait si important, ne l'était que pour l'entreprise qui les a licenciés !

On rencontre un mécanisme voisin dans beaucoup de PME : trop petites pour embaucher des spécialistes, elles confient à des personnels aux compétences mal définies, secrétaires, juristes, gestionnaires, les tâches les plus variées : gestion des ressources humaines, aménagement des locaux, contentieux, gestion commerciale, marketing...

Faute de savoir-faire et de temps pour apprendre, ces salariés improvisent en permanence et compensent leur manque de technique par une connaissance très fine de l'entreprise, de ses collaborateurs, de son marché... Ce qui permet de résoudre plus ou moins bien les problèmes d'une entreprise ne constitue pas pour eux des compétences commercialisables (2) !

Le licenciement est un échec pour qui est licencié, mais aussi, on l'oublie trop sou-

vent, pour qui licencie. L'aggravation du chômage et notamment du chômage de longue durée devrait inquiéter les entreprises et les amener à s'interroger sur leur organisation et la manière dont elles produisent, à l'abri des regards, des compétences sans utilité. Ne serait-ce que parce que ces salariés sans compétences réelles ne sont pas tous sur le marché du travail. Beaucoup restent dans les entreprises !

CETTE aggravation devrait aussi amener les pouvoirs publics à examiner avec plus de prudence tous les projets qui reposent sur le transfert aux entreprises des fonctions aujourd'hui prises en charge par l'éducation nationale. Ce n'est pas parce que celle-ci ne donne plus satisfaction que les entreprises sauront mieux faire. Elles risquent même, si l'on n'y prend garde, de faire pire. Les premiers à le savoir sont les chefs d'entreprise auxquels on confie de jeunes apprentis : que leur enseigner ? comment les aider à construire une carrière ? à acquérir des compétences qui vivent plus longtemps que la machine qu'on leur a confiée ? Autant de questions auxquelles on ne peut répondre si l'on ne s'interroge pas sur cette production invisible de salariés sans compétences.

► Bernard Girard est ingénieur-conseil.

(1) C'est ce même mécanisme qui explique la déception de beaucoup d'entreprises qui embauchent, à prix d'or, des spécialistes formés dans de grandes sociétés : le découpage des tâches est si différent que l'expert très performant dans l'environnement d'un grand groupe se révèle inefficace dans une PME.

(2) Le décalage entre les titres et, souvent, les salaires de certains collaborateurs de PME et ce qu'ils peuvent prétendre obtenir sur le marché du travail illustre trop bien ce mécanisme.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en passant directement 383 51-LEMONDE. Les personnes intéressées doivent contacter directement STAGETUD (47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 49-08-99-99. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20.

Lieu : Levallois-Perret. **Date :** immédiat. **Durée :** 3/4 mois. **Ind. :** 1800 F/mois. **Profil :** bac + 5, DESS en cours ou complet, droit social. **Mission :** participer à la réalisation du bilan social. 13713.

Lieu : Sautou, Les-Charreaux. **Date :** immédiat. **Durée :** à définir. **Ind. :** non à définir + repas + transport. **Profil :** bac + 2, psychologie ou ressources humaines ou sociologie, connaissance du Macintosh. **Mission :** assister au service du recrutement, analyse des besoins, étude des postes à pourvoir, analyses de la procédure et des outils de recrutement, évaluation et formation des candidats. 13720.

MARKETING

Lieu : Paris. **Date :** immédiat. **Durée :** 2 mois. **Ind. :** 3 500 F. **Profil :** bac + 1 min. **Mission :** aider à l'organisation d'une journée promotionnelle (9 avril), mise à jour du fichier clients et relation téléphonique, gestion de fichier sur ordinateur. 14401.

Lieu : Paris. **Date :** immédiat. **Durée :** 3 mois. **Ind. :** 6 000 F brut/mois. **Profil :** bac + 2, école de commerce, marketing. **Mission :** télémarketing pour la commercialisation de bureaux. 14399.

Lieu : Aix-en-Provence. **Date :** immédiat. **Durée :** 1/2 mois. **Ind. :** à définir. **Profil :** bac + 2, connaissance de l'audiovisuel souhaitée. **Mission :** conception, réalisation, synthèse d'une étude de marché sur l'utilisation de l'audiovisuel par les collectivités locales et territoriales. 00058.

VENTE

Lieu : Paris. **Date :** immédiat. **Durée :** 2/3 mois. **Ind. :** à définir. **Profil :** bac + 2, école de commerce, BTS action commerciale. **Mission :** prospection et suivi de clientèle. 00067.

INFORMATIQUE

Lieu : Roussier. **Date :** avril. **Durée :** 3 mois. **Ind. :** 3 500 F. **Profil :** bac + 2, informatique, option micro, bonnes connaissances hard et soft PC. **Mission :** standardisation du parc PC. 00050.

Lieu : Saint-Ouen + Ivry-sur-Seine. **Date :** avril. **Durée :** 2 mois. **Ind. :** 6 800 F. **Profil :** bac. **Mission :** saisie informatique de données numériques et alpha. 00014.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. **Date :** immédiat. **Durée :** à définir. **Ind. :** à définir. **Profil :** bac + 2, connaissances générales, communication, polyvalence. **Mission :** relations presse et suivi administratif. 00063.

Lieu : Paris. **Date :** avril. **Durée :** 2 mois (intervalle en avril, plein temps en mai). **Ind. :** 2 000 F/mois. **Profil :** bac, communication. **Mission :** suivi de clientèle, nombreux contacts téléphoniques. 00066.

Lieu : aéroports d'Orly-Ouest et Roissy. **Date :** immédiat. **Durée :** 6 mois mini, mi-temps. **Ind. :** 35 F/H + 200 F/mois. **Profil :** bac + 2 min, économie, gestion, droit, langues. **Mission :** accueil, orientation et information du public d'affaires vers les organismes sur un lieu d'exposition original de 17 heures à 21 heures. 00056.

Lieu : Villeneuve-La-Garenne. **Date :** immédiat. **Durée :** 1/2 mois. **Ind. :** frais et + à définir. **Profil :** bac mini, LEA, anglais. **Mission :** traduction de documents commerciaux et techniques, possibilité de travaux et mise en page sur Macintosh si intérêt. 18986.

Lieu : Marseille. **Date :** immédiat. **Durée :** à définir. **Ind. :** à convenir. **Profil :** bac, formation communication, photographie, documentaliste. **Mission :** assistance du documentaliste, restructuration du stock image. 00067.

PUBLICITÉ

Lieu : Paris. **Date :** immédiat. **Durée :** 3 mois. **Ind. :** 1 800 F + intéressement. **Profil :** bac + 2, connaissance du Macintosh. **Mission :** assistant chef de publicité pour la presse. 19666.

DROIT

Lieu : Bagnolet. **Date :** juin. **Durée :** 3 mois. **Ind. :** 1 500 F/mois. **Profil :** bac + 3, fac de droit. **Mission :** lecture de l'information juridique, mise à jour, transmission de l'ensemble de l'information à l'équipe en place. 00066.

SECRÉTARIAT

Lieu : Boulogne. **Date :** immédiat. **Durée :** à définir. **Ind. :** 30 % du SMIC mini. **Profil :** bac, connaissance du Macintosh. **Mission :** secrétariat et tâches administratives à effectuer, tri du courrier, suivi de dossiers relatifs à la gestion d'un concours promotionnel. 24102.

Lieu : Paris. **Date :** immédiat. **Durée :** 15 jours. **Ind. :** 1 800 F. **Profil :** bac, connaissance de Page Maker sur Macintosh. **Mission :** frappe et modification d'une brochure de présentation. 24090.

Lieu : Paris. **Date :** immédiat. **Durée :** 3 mois. **Ind. :** 6 200 F mini. **Profil :** bac + 2, secrétariat. **Mission :** au sein du département ressources humaines, tâches administratives liées au recrutement. 24963.

BIOTECHNOLOGIE

Lieu : Europe/Maghreb. **Date :** avril. **Durée :** 1 mois. **Ind. :** à définir. **Profil :** bac + 5, diplôme de médecine et biologie du sport (connaissance caisson). **Mission :** médecin en plongée. 00025.

AUTRE

Lieu : Paris. **Date :** à définir. **Durée :** 4 mois. **Ind. :** à définir. **Profil :** bac + 2, BTS hôtellerie, ou BTH hôtellerie ou restauration. **Mission :** plusieurs missions possibles en fonction du stage à effectuer et de la compétence du candidat. 00054.

Lieu : Europe/Maghreb. **Date :** avril. **Durée :** 4/6 mois. **Ind. :** 3 500 F. **Profil :** bac + 2, diplôme d'Etat diététicien exigé. **Mission :** diététicien (nel). 00024.

ÉCHOS

Les droits de l'Europe

■ Comment interpréter tel point de la législation espagnole lorsqu'on est français ? Le Centre Droit et Médias qui ouvrira ses portes en avril se donne justement pour but d'aider ses interlocuteurs à résoudre ce genre de problème. Avec un statut de groupement d'intérêt public, il regroupe plusieurs ministères, le CNRS, la région Poitou-Charentes, l'université de Poitiers notamment. Des entreprises telles que Elf Aquitaine, Thomson, Carrefour participant au conseil d'orientation.

Pour mener à bien sa mission, le Centre Droit et Médias va mettre sur pied le premier réseau d'informations juridiques européennes. Basé sur le site du Futuroscope de Poitiers, le REIDJ assurera le traitement global de l'information juridique en regroupant les informations de tous les pays membres. Ses services seront évidemment multilingues.

► Renseignements : (16) 49-49-41-41.

Génie du Conseil

option transnationale

Accès : candidats bilingues titulaires diplôme second cycle université, grandes écoles scientifiques ou commerciales.

Particularité : mémoire sur thème transnational avec séjour professionnel à l'étranger 3 à 6 mois.

Admission sur projet motivé + entretien avec jury - Renseignements et inscriptions

IDCE - Ecole des Consultants - C. PELTIER - BP 624 - 49006 ANGERS CEDEX 01 - Tel. : (16) 41.47.67.74.

Devenir Consultant

3ème cycle spécialisé à finalité professionnelle



Ingénierie et Conseil

Accès : diplômés BAC + 4/5, DESS, DEA, écoles d'ingénieurs, de gestion, de commerce, IEP... Particularité : méthodologies de consultations et d'interventions sur le terrain de 3 mois.

DIPLOME HOMOLOGUÉ PAR L'ETAT

Arrêté du 16.09.91 publié au J.O. le 13.10.91

MASTERE SPECIALISE MANAGEMENT DES PROJETS INTERNATIONAUX

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour maîtriser tous les aspects d'un projet international.

Sélection ouverte aux ingénieurs, DEA, DESS, grandes écoles de gestion ou équivalent.

Dossier de candidature et renseignements auprès de Cécile DESTOMBES.



GRUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS

MASTERS SPECIALISES 79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11 - Tel. : 49.23.21.44

Vous avez la volonté d'entreprendre : nous avons des défis à relever.

Société d'ingénierie financière, nous développons une gamme de projets destinés aux états-majors des établissements financiers. Notre activité s'inscrit dans une approche globale des techniques de la finance depuis la formalisation des règles de gestion jusqu'à la réalisation des produits et le conseil autour des systèmes d'information. Pour participer à notre développement et donner de la valeur ajoutée à nos interventions, nous recherchons :

Ingenieurs de réalisation Centrale, Supélec, Mines

Passionnés par le développement de produits de haut niveau dans un environnement micro-informatique, vous possédez une expérience de 2 à 3 ans dans l'un des domaines suivants : • Front & Back-office des opérations de trésorerie • Comptabilité bancaire • Techniques actuarielles.

Consultant confirmé HEC, ESCP, ESSEC

Au cours d'une première expérience dans un Cabinet de Conseil ou une SSII, vous avez acquis de réelles compétences dans les domaines suivants : • Conception de systèmes d'information • Conduite de projets • Mise en œuvre de logiciels.

La qualité des relations avec nos clients, l'ouverture de notre métier vers des domaines fonctionnels riches et multiples, les perspectives de croissance de Consulting Software sauront vous séduire et vous offrir rapidement la responsabilité d'ensemble d'un produit.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, en précisant le poste choisi, à Sylvie Wavresky, Consulting Software, 17 rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois.



CONSULTING
SOFTWARE

MEMBRE D'EUROGROUP

EUROGROUP • VOCATION CONSEIL

Conseil Logistique

RESPONSABLE DE L'ACTIVITE

Notre activité logistique étant en pleine croissance, vous renforcez notre pénétration sur le marché, en faisant connaître notre savoir-faire et en prospectant activement. Votre action s'inscrit dans une stratégie globale de développement, que vous aurez définie au préalable.

Vous serez amené à élaborer des plans directeurs logistiques couvrant les aspects : politique de service client, conception de réseau de distribution et systèmes d'information logistique. Vous interviendrez aussi pour diagnostiquer et améliorer une fonction logistique existante, en rationalisant son organisation et ses moyens.

Vous serez rapidement amené à renforcer l'équipe, et à former vos nouveaux collaborateurs.

De formation Ingénieur Grandes Ecoles (Centrale, IDN...), âgé de 30 à 35 ans, vous bénéficiez d'une expérience de 3 à 7 ans dans le Conseil en Logistique. Finesse d'analyse, esprit de synthèse, sens relationnel développé, grande autonomie... Vos qualités sont à la mesure de votre ambition.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à SERETE Elisabeth Normandin - 86, Rue Régnault - 75013 PARIS.



INGENIEUR CONFIRME

Vous soutenez le Responsable d'Activité dans sa mission de développement commercial. Vous vous positionnez comme la référence technique de l'équipe et validez la qualité de l'ensemble de nos prestations, de l'offre Clients à sa réalisation.

Situé en amont de l'activité Ingénierie du Groupe SERETE (1,2 milliard de CA.

1700 personnes),

qui a la capacité

de mettre en œuvre

les recommandations.

SERETE CONSULTANTS

est spécialisée dans

le CONSEIL INDUSTRIEL

ET LOGISTIQUE.

Consultant senior

Cabinet Conseil en Management des Ressources Humaines, nos départements Recrutement, Formation, Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Ressources poursuivent leur développement depuis 19 années avec 4 implantations, 16 personnes.

Nous confortons notre département Recrutement/Bilan de Carrière.

Autonome et disponible, vous prenez en charge des missions en secteur industriel et tertiaire, principalement pour des entreprises de Bourgogne et Paris. Vos interventions de conseil sont guidées par un souci permanent de professionnalisme et d'éthique.

Diplômé de l'enseignement supérieur, formation psychologie appliquée, vous avez acquis impérativement une expérience professionnelle en cabinet d'au moins cinq années, en recrutement de cadres, techniciens par annonces et approche directe.

Après avoir confirmé votre expertise, des opportunités d'évolution au sein de nos différents départements produits vous permettront d'élargir vos compétences et de développer votre projet personnel.

Le poste est basé à DIJON.

■ Merci d'adresser votre candidature, sous référence LM1020, à CDPA, 53 boulevard Carnot, 21000 Dijon. Tél. : (16) 80.31.60.75.

DIJON PARIS CDPA LYON BESANCON

DEVENEZ Consultant Junior

L'ESG Formation

Continue, 1er

Centre Parisien de

Formation au

Management,

organisé à compter

du 21 avril 1992,

avec le concours du

Conseil Général de

Paris, une formation

de haut niveau aux

métiers de

consultants.



CONDITIONS D'ACCES :

• être diplômé Bac + 3 minimum avec de préférence une expérience professionnelle

• être demandeur d'emploi.

• résider à Paris (75) depuis 1 an.

CONTENU DE LA FORMATION :

• connaissance approfondie de l'entreprise

• méthodologie

• marketing du conseil

avec des spécialisations en recrutement,

ressources humaines, marketing-communication

et formation d'adultes.

La durée de cette formation est de 8 mois :

5 mois en centre de formation et 3 mois en entreprise. Elle est gratuite et rémunérée.

Le nombre de places est limité à 20 candidats.

Pour saisir cette opportunité, téléphonez au

(1) 43.43.34.00 et venez retirer votre dossier

muni d'un CV, lettre de motivation, photo

et 2 enveloppes timbrées à votre nom : ESG,

Formation Continue, 19 rue Ezard, 75012 Paris.

La fibre conseil

A l'avant-garde des technologies, le groupe STERIA (2000 personnes, 1 milliard de F de CA), a acquis depuis 20 ans un savoir-faire reconnu dans l'ingénierie des grands systèmes d'information et de communication. Dans le cadre du pôle Conseil du groupe (100 personnes, 120 MF de CA), STERIA CONSULTANTS contribue par son expertise technique et méthodologique à la conduite du changement auprès de ses clients.

Notre stratégie de croissance s'appuie sur des consultants compétents dans les domaines techniques et applicatifs, sur des méthodologies éprouvées et sur une longue expérience des métiers de nos clients.

Pour mettre en œuvre nos missions : Schémas directeurs, Plans informatiques, bureautiques et télécoms, Audits opérationnels, Expertises technico-économiques, Conceptions d'architectures de systèmes et de réseaux hétérogènes, Assistanes à maîtrise d'ouvrage, nous recrutons plusieurs :

Consultants

METHODOLOGIE ET ACCOMPAGNEMENT DE PROJET

Ingénieur ou Universitaire (Bac + 5/6), vous avez 5 à 15 ans d'expérience dans le conseil en méthodologie (Racines - Merise), en management de projets et en démarche d'audit. (Réf. CEM)

COMMUNICATION D'ENTREPRISE ET TELECOMS

Ingénieur ou Universitaire (Bac + 5/6), vous avez acquis au cours de quelques années d'expérience pratique, une véritable expertise en informatique répartie, réseaux locaux, téléphonie, messagerie, EDI, multi-média... (Réf. CET)

Grâce à vos qualités d'écoute, votre capacité d'adaptation et votre autonomie vous pourrez mettre en application vos compétences et développer votre fibre conseil, en évoluant dans un groupe qui associe ses ambitions à celles de ses clients.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV) en précisant la référence du poste choisi à Muriel SIMON STERIA CONSULTANTS 147, rue de Courcelles 75017 PARIS.

steria

la fibre informatique

Montpellier

Nous sommes un cabinet d'avocat-conseil juridique généraliste de 8 personnes implanté à Montpellier depuis près de 10 ans. Nous bénéficions d'une forte notoriété sur la région et pour conforter notre position nous recherchons un

Avocat Conseil Juridique

Conseil confirmé ou stagiaire 2/3ème année, futur associé, vos compétences juridiques de haut niveau s'accompagnent de connaissances affirmées en droit fiscal.

Homme de contact, vous développerez votre propre portefeuille de clients.

Vous assurerez également le traitement d'une bonne partie des dossiers amenés par le dirigeant.

Enfin, en véritable manager, vous veillerez à la circulation de l'information au sein du cabinet, au bon fonctionnement de l'équipe ainsi qu'à l'optimisation de la formation des collaborateurs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, CV, lettre manuscrite et photo, sous réf. 149A à notre Conseil : PSYNERGIE, 20 esplanade de l'Europe, 34000 MONTPELLIER. Confidentialité garantie.

PSYNERGIE MONTPELLIER

La maîtrise a

Consultants

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EN RISK MAN

2 Ingénieurs

INGENIEUR GEN

INGENIEUR ELECTRICIEN

Participer à développer

PARIS

Métiers du conseil

La maîtrise du savoir-faire

Notre Division Stratégie Management (DSM), qui assiste les maîtres d'ouvrage dans leurs projets d'investissements, d'organisation, de gain de production ou d'informatique ainsi que dans l'accompagnement du changement, recherche des

Consultants seniors

De formation supérieure (grandes écoles : Sciences Po, HEC, etc., école d'ingénieurs, maîtrise de gestion), vous avez eu minimum une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet de consultants ou une grande entreprise. Vous avez le sens des contacts et la ferme volonté de réussir vos missions en véritable partenaire de nos clients. La connaissance de l'espagnol peut être un élément décisif pour certains des postes à pourvoir.

Nous vous formons à nos méthodes et vous chargerons de missions à responsabilité croissante.

Pour que nos ambitions se rencontrent, vous devez être disponible pour des déplacements en province et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae), à notre Directeur des Ressources Humaines, COTEGA Management, 92-98 boulevard Victor Hugo, 92115 Clichy.

COTEGA MANAGEMENT,
GROUPE DE LA COMPAGNIE
GÉNÉRALE DES EAUX, EST
L'UN DES LEADERS DE LA
CONDUITE DE PROJETS
D'ÉTABLISSEMENTS
FINANCIERS, BANQUES,
ASSURANCES, SOCIÉTÉS
DE SERVICE, MINISTÈRES,
BTP ET INDUSTRIEL.



IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEILS
EN RISK MANAGEMENT
recherche

2 Ingénieurs Consultants

INGÉNIEUR GENIE CHIMIQUE

parfaitement bilingue Français / Allemand
3ème langue appréciée : Anglais ou Espagnol réf. NC/GC

INGÉNIEUR ELECTRICIEN OU MECANICIEN

"automatismes Industriels"

parfaitement bilingue Français / Anglais
3ème langue appréciée : Allemand ou Espagnol réf. NC/Al

Ces postes sont destinés à des ingénieurs diplômés Grandes Ecoles (28-32 ans), pouvant justifier d'une expérience minimum de 5 ans soit en milieu industriel, soit en ingénierie. Dotés d'excellentes qualités relationnelles et rédactionnelles, ils font preuve d'un intérêt certain pour le conseil en matière de sécurité et sûreté industrielle.

Intégrés dans une équipe d'ingénieurs pluridisciplinaires et spécialistes de l'analyse globale de risques, ils interviendront sur différents sites industriels afin d'effectuer des analyses, des études et des audits en matière de sécurité (produits, process, risques liés à la pollution et à l'environnement). Dans le cadre de ces études, le traitement socio-économique des risques de dommages sera systématiquement abordé.

Leur niveau d'intervention impliquera sens des responsabilités, disponibilité et dynamisme.

Basés en région parisienne dans un premier temps, ils devront prévoir des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Adresser dossier de candidature détaillé (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la réf. du poste choisi à DEB'S 103, rue Joffroy 75017 PARIS. Discretion assurée.

Conseils en ressources humaines
PARIS

Depuis une quinzaine d'années, notre Groupe fonde sa forte notoriété sur la qualité de ses prestations.

Nous développons avec succès notre Département Outplacement et Pilotage de Carrière. Dans ce contexte, nous recherchons un Consultant Outplacement.

En relation avec les décideurs des Entreprises (DG, DRH...), vous serez chargé de promouvoir nos prestations (outplacement, bilans de carrière, bilans de compétences...).

Votre vécu professionnel riche et vos qualités d'empathie sont des atouts indispensables pour accompagner les Cadres vers leurs nouveaux succès.

Pour cette fonction diversifiée, vous êtes un Candidat de formation supérieure et autonome.

Outre votre sens de l'écoute, vous appréciez les relations commerciales.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 3458 à FORCE 5 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

CONSULTANTS SENIORS

Votre expertise dans la finance
et le management de grands projets

Nous faisons partie des premiers groupes français de conseil en management. Professionnalisme, sens humaniste, indépendance d'esprit sont les valeurs qui conditionnent notre croissance rapide. Nous mettons notre imagination, notre savoir-faire et notre sens des résultats au service des directions générales de groupes financiers et industriels.

Notre objectif est d'accroître leurs performances en les assistant dans la définition et la réalisation de leurs choix essentiels.

Pour accompagner votre développement dans le domaine de l'organisation et des systèmes d'information, nous recherchons des consultants seniors ayant de 3 à 7 ans d'expérience réussie dans un cabinet d'audit, de conseil ou en entreprise, et maîtrisant bien l'anglais.

Organisation et systèmes comptables bancaires - HEC, ESSEC, ESCP

Votre expérience d'auditeur dans un cabinet anglo-saxon vous a permis d'acquérir la maîtrise de l'organisation et des systèmes comptables. Vous avez en particulier une bonne expertise de la banque et de la problématique BAFL. Auprès de notre clientèle, vous serez responsable de missions de diagnostic et de mise en place de systèmes comptables et financiers dans des environnements organisationnels et informatiques complexes.

Stratégie informatique Centrale, Telecom, Sup'aéro

Au sein d'un cabinet ou dans une direction informatique, vous avez acquis une expérience significative de la conduite de grands projets et la maîtrise des domaines suivants :

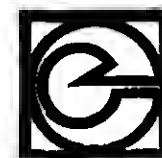
- élaboration des schémas directeurs et management de projet,
- évaluation des performances des fonctions et des équipements informatiques,
- réseaux / bases de données,
- sécurité informatique.

Vous participerez à des missions de stratégie informatique et apporterez un support technique pointu sur des interventions plus vastes. Vous contribuerez enfin à nos efforts de veille technologique.

Organisation Back-office titres/marchés HEC, ESSEC, ESCP

Vous avez acquis une réelle expérience de l'organisation bancaire et en particulier des back-offices titres et marchés, ainsi qu'une bonne compréhension de la problématique d'évolution des métiers d'intermédiation. Vous participerez à des missions de grande envergure sur ces thèmes et à la mise en place de logiciels adaptés à ces activités.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant le poste choisi, à Joseph Florentin, Eurogroup Consultants, 17 rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois.



EUROGROUP
CONSULTANTS

MEMBRE D'EUROGROUP

EUROGROUP VOCATION CONSEIL

Auditeurs Elargissez vos Compétences

Michael Page coté en Bourse de Londres, l'un des tous premiers Groupes de recrutement européen recherche pour Paris

Auditeur Bancaire **Auditeur Entreprise** **Auditeur Bilingue Anglais**

Après une période de formation, vous aurez la responsabilité de missions de recrutement de cadres comptables et financiers en France, Italie et Espagne.

Vous avez 2 à 3 ans dans un Cabinet d'audit, vous souhaitez élargir vos compétences au commercial, conseil en recrutement, management d'un centre de profit... enfin, vous avez le goût d'entreprendre.

Merci d'adresser votre candidature à Charles-Henri Dumon, Michael Page, 30 bis rue Spontini 75116 PARIS sous réf. CHD311MO.



Michael Page

PARIS - LONDRES - DUSSELDORF - SYDNEY - AMSTERDAM - BRUXELLES

36 15
LM

Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

Dirigeants

directeur général

SERVICES AUX COLLECTIVITES

PARIS

Nous sommes filiale de deux grands Groupes Internationaux spécialisés dans les Services aux Collectivités.

Nous développons rapidement nos activités en France grâce à une stratégie ambitieuse et à notre très forte notoriété.

Pour conduire ce développement avec professionnalisme, enthousiasme et rigueur, nous recherchons notre Directeur Général.

Bénéficiant du soutien actif des deux actionnaires, vous vous appuyerez sur une équipe compétente (150 personnes).

De formation supérieure technique, vous avez l'expérience et le goût des négociations avec les collectivités locales.

On vous reconnaît des qualités de gestionnaire rigoureux et une très forte capacité relationnelle.

La rémunération est motivante. Vous bénéficierez d'une voiture de fonction.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. GVF 12 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

Bien entendu, vous maîtrisez la langue espagnole.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. GVF 12 à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

COCEPLAN

à l'écoute des talents

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cédex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

Generálního
Ředitele

Velká
mezinárodní
společnost
především v
oblasti služeb
hledá pro svoji
československou
filii

Jako samostatný manažer zajistíte rozvoj naší sítě
po obchodní, lidské a řídicí stránce.

Jako vysokoškolský máte potvrzenou zkušenost v

Rízení výzkumných středisk ve služební činnosti.

Jako Čech mluvíte plynule druhou řeč: francouzsky

nebo německy. Předem děkujeme za zaslání Vaší

kandidatury ve francouzštině nebo angličtině pod č.

7202/M, CURRICULUM a, passage Lathuille

F-75018 PARIS, která ji předá

SA d'HLM et d'Aménagement
de Haute-Normandie

50 personnes - 7 500 logements collectifs
et pavillons sur 100 communes
recrute à YVETOT - 36 km de Rouen

DIRECTEUR

35 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une
expérience analogue dans un organisme (tel qu'OPAC, SA HLM,
SEM, etc.) ou de gestion dans une entreprise.

Vos capacités d'organisation, d'animation et de négociation
sont aussi importantes que votre souci de rigueur de gestion
et de qualité des prestations.

Relevant du Président, vous dirigerez, organiserez,
coordonnerez et contrôlerez l'ENSEMBLE des activités
et notamment :

• ressources humaines • gestion financière • gestion locative
• entretien et réhabilitation du patrimoine • choix des terrains,
financements et constructions • relations avec l'environnement
et les collectivités locales.

Merci d'écrire, sous référence HLM HN/DIR/140 M, en indiquant
votre salaire actuel, à notre conseil : Richard Bénatouil

GRUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris.
DISCRETION ABSOLUE et réponse assurée.

Premier Emploi

100 préfectures
une multitude de carrières

CONCOURS
DE
SECRÉTAIRE
ADMINISTRATIF
DE PRÉFECTURE

Vous avez le Bac ou un diplôme d'Enseignement Supérieur.

Vous souhaitez participer à la vie publique

et acquérir un métier où les responsabilités et les initiatives

sont votre quotidien.

Devenez Secrétaire Administratif dans une Préfecture.

Contactez dès aujourd'hui,

le Bureau du Personnel de votre Préfecture.

Clôture des inscriptions : 13 Avril 1992.

MINISTRE DE L'INTERIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION

JEUNE SUP DE CO
LA MOITIÉ DE NOS ACHATS
EN MATIÈRES PREMIÈRES
SERA ENTRE VOS MAINS

BASF Peintures + Encres est la filiale du
1er Groupe Chimique Mondial (1300 collaborateurs,
CA 1,4 milliard de F).

Nous vivons des projets d'extension ambitieux et
souhaitons intégrer au sein du service achats, un
candidat issu d'une formation école supérieure de
commerce, ou ingénieur en chimie avec IAE.

Vous êtes naturellement motivé par la fonction achat
et avez déjà prouvé de réelles qualités de
négociateur et d'organisateur.

Responsable d'une partie des achats de
matières premières, vous approvisionnez
5 sites de fabrication. Vous négociez les prix,
choisissez les fournisseurs, réglez les litiges
concernant la qualité et les délais.

Vous vous investirez dans notre démarche
d'assurance qualité, en collaboration avec nos
laboratoires.

La pratique de l'anglais et/ou l'allemand est
indispensable.

Adressez votre candidature avec CV, lettre
manuscrite et prétentions sous réf.
MOS.03.92/A à BASF Peintures + Encres, Service
Recrutement, 60676 CLERMONT DE L'OISE Cedex.

BASF
des Hommes
responsables

BASF

36 15
LM

LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la télématique
du Monde, vous recevrez des candidatures
qui correspondent exactement aux
profils que vous recherchez. Les CV peuvent
comprendre jusqu'à 7 énoncés (formation,
expérience, langue...), complétés
par les coordonnées et une lettre de motivation
des candidats.



LE RENDEMENT

Du jeune diplômé au profil le plus pointu,
le Monde, en couple avec son service
télématique expert de l'emploi des
cadres, vous propose le système le plus
performant pour améliorer vos rendements.

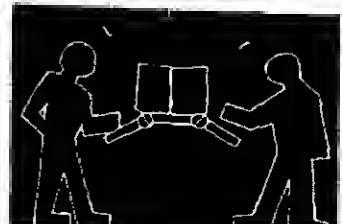
L'EXPERTISE

Chaque jour, des centaines de candidats
découvrent vos annonces sur 3615 LM,
soit par une recherche précise de poste,
soit par une sélection réalisée par notre
système expert en fonction de leurs curriculum-vitae.

36 17
LM CV

L'INTERACTIVITÉ

Offrez leur la possibilité de poster directement
dans votre boîte aux lettres et
découvrez leurs CV sur 3617 LM CV.



LA CONVIVIALITÉ

Pour connaître les statistiques de rendement,
pour répondre aux candidats en
temps réel, pour joindre une lettre si
nécessaire, il vous suffit d'une simple
pression sur la borne tactile.



Gestion et des Finances



Adjoint au responsable du contrôle de gestion

Rejoignez nos 37 000 collaborateurs dans 70 pays et participez au développement d'un CA de 104 milliards de francs dont 51 % réalisés à l'étranger. Avec vous, l'UAP renforcera tous les jours un peu plus sa place de n° 1 français de l'assurance et de n° 2 européen.

Vous rejoindrez la Direction Financière de l'UAP International, pour assister le responsable du contrôle de gestion. Vous participerez au développement et au suivi du reporting en provenance des filiales du groupe et à l'établissement des tableaux de bord du centre de profit UAP International. Vous veillerez à la fiabilité des informations (résultats, prévisions...), au respect des délais, à la qualité de l'interprétation et des analyses. Jeune cadre de formation grande école de commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co Lyon...) ou universitaire (Paris Dauphine...), vous posséderez impérativement une première expérience (2 à 3 ans environ) dans le contrôle de gestion et parlez couramment l'anglais.

Votre aisance relationnelle, votre capacité à convaincre et vos talents de négociateur vous permettront de réussir pleinement dans votre mission. A l'issue de cette première expérience, des possibilités d'évolution vous seront offertes soit vers d'autres structures de contrôle de gestion au sein du groupe, soit vers des directions financières en France ou sur l'ensemble du réseau international.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV), sous réf. CG/M1703, à l'attention de Christophe Ruston, UAP, Tour Assur, 5e F. 92083 Paris-La Défense Cedex 14.



saint/adam
COMPAGNIE INDUSTRIELLE

Directeur Financier Groupe

Notre Compagnie rassemble des entreprises de taille moyenne qui, fortes d'une longue tradition manufacturière, aspirent à un développement rapide par l'innovation, l'amélioration de la productivité et le dynamisme commercial.

Notre chiffre d'affaires, de 500 MF en 1992, sera porté à près d'1 milliard en 1994. Pour maîtriser notre croissance, nous recherchons notre DIRECTEUR FINANCIER GROUPE.

Pour ce poste très complet, nous souhaitons rencontrer un professionnel de haut niveau désirant partager nos valeurs.

Après vos premières armes dans le "système financier", vous avez évolué au sein de la Direction Financière d'un Groupe décentralisé et, aujourd'hui, vous souhaitez assumer des responsabilités de premier plan.

Situé en BOURGOGNE, à DIJON, cet emploi vous procurera, ainsi qu'à votre famille, un excellent cadre de vie.

Notre Compagnie vous offrira des perspectives d'évolution attrayantes.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel, shéf. AMO, à notre Conseil EUROPE MANAGERS - 93 place Darcy - 21000 DIJON.

EUROPE MANAGERS
RESSOURCES HUMAINES

DIJON - LE HAVRE - NANTES

DIRECTEUR

ADMINISTRATIF

ET FINANCIER

Partout où vivent les hommes, SODEXHO, avec 39000 collaborateurs, s'affirme comme la référence internationale dans le domaine de la restauration et des services. Véritable bras droit du Directeur de la Zone Afrique, vous exercerez une fonction très élargie.

En collaboration étroite avec une équipe de 5 personnes, vous serez responsable de la comptabilité générale, de la gestion de la trésorerie, du contrôle de gestion et du reporting. Vous proposerez aide et conseils aux filiales sur le terrain et saurez innover et faire accepter les solutions les mieux adaptées. ESC option finances, bilingue anglais, vous possédez 8 ans d'expérience minimum en finances. Vous maîtrisez les techniques de consolidation. Rigoureux et diplomate, vous possédez une aisance relationnelle naturelle.

La connaissance de l'Afrique est souhaitable. L'informatique, un plus. Poste basé à St-Quentin.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IM/84/DAF à Patrick TORDJMAN - SODEXHO - BP 67 78185 Saint-Quentin en Yvelines cedex ou composez le 36.16 code SODEXHO.

SODEXHO
là où vivent les hommes.



LVMH

MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

recherche pour sa Direction Financière Holding

Fiscaliste

Sous l'autorité du Responsable Fiscal, vous participerez à la mise en œuvre de la politique fiscale du groupe, tant en France qu'à l'étranger. Vous interviendrez notamment sur l'intégration fiscale et les modalités d'application des directives européennes.

Vous exercerez un véritable rôle de conseil interne pour le compte du holding et des filiales françaises et étrangères.

Agé de 28/30 ans, de formation juridique et fiscale supérieure, vous avez au moins 4 années d'expérience au sein d'un cabinet, éventuellement complétées en entreprise, qui vous a permis d'aborder l'ensemble des problèmes fiscaux inhérents à un groupe international. (réf. AG7927MO).

Chargé d'Etudes Financements

Rattaché au Responsable des Financements et de la Trésorerie, vous participerez, au sein d'une petite équipe, aux montages de haut de bilan et aux études sur la structure financière du groupe, en utilisant votre expérience en matière d'ingénierie financière. Ces travaux, qui impliquent des réflexions tant sur le risque de change et de taux que sur la fiscalité et la comptabilité, s'effectueront en liaison avec la gestion des financements court terme.

Cette mission, qui couvre un large domaine d'activités financières, s'exercera dans le cadre de relations avec les directions financières des filiales du groupe.

Agé de 26/28 ans, vous avez une formation supérieure (Grande Ecole de Commerce, Grande Ecole Ingénieur + ISA...), vous bénéficiez de 4 années d'expérience similaire dans le service d'ingénierie financière d'une banque ou à la direction financière d'un groupe international. (réf. GM7909MO).

Contacter Gilles de Mentque (réf. GM7909MO) ou Antoine Goldschmidt (réf. AG7927MO), au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rém. actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Contrôleur Comptable

GRUPE INTERNA-
TIONAL DE SER-
VICES RECHERCHE
UN CONTROLEUR
COMPTABLE. 32 ans
environ, votre expé-
rience professionnelle, votre
goût du contact humain
et votre grande disponi-
bilité vous permettront
de mener des missions
d'audit et/ou d'assistan-
ce comptables dans nos
filiales françaises et
étrangères.
Ce poste nécessite : • un
DESCF. • 4 ans d'expé-
rience dans le domaine
comptable, social et juri-

dique. • La pratique
courante de l'anglais
(impérative). • La
connaissance de l'espa-
gnol est souhaitée. Si
vous désirez intégrer
une équipe dynamique,
basée dans une grande
ville du Sud-Est, adre-
sser votre candidature
par fax au (16-1)
49.10.95.72 ou par
courrier s/réf. 2227
à EUROMESSAGES
BP 80 - 92105
BOULOGNE Cedex qui
fera suivre votre dossier.
Réponse et confidentia-
lité vous sont assurées.

Chambre des Notaires Paris

Pour renforcer notre équipe chargée d'inspecter
les études notariales (sur Paris et la R.P.),
nous intégrons un :

AUDITEUR

de formation type ESC, disposant de bonnes
connaissances juridiques, comptables et
informatiques + une première expérience de
l'audit d'environ 5 ans, acquise de préférence
dans le secteur bancaire ou en cabinet comptable.

Vous interviendrez sur des missions d'Audit de la
comptabilité et d'analyse des procédures, dans le
cadre du respect de la réglementation et de notre
déontologie, le tout au sein d'une équipe menant
actuellement une réflexion sur nos méthodes
d'analyse et de contrôle.

Ce poste est évalatif pour un candidat nuvert et
compétent.

Pour nous rejoindre, adressez vite votre dossier de
candidature complet (lettre manuscrite, CV et photo)
sous référence 044M à Chantal DHERBIER
PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.



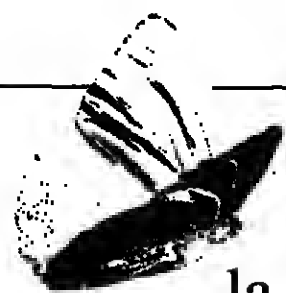
plein emploi
conseils en ressources humaines
vos projets nous intéressent

Important Investisseur Institutionnel

Associé à la définition de la
politique financière, vous
participerez à la gestion des
actions et suivrez person-
nellement certaines opérations.

Vous avez environ 15 ans
d'expérience et êtes diplômé
d'une grande école ou
équivalent.

Adressez votre candidature
(lettre, CV et rémunération
actuelle) sous réf. 37031 à
Organisation et Publicité
2, rue Mareng - 75001 PARIS,
qui transmettra.
Confidentialité assurée.



Pour donner des ailes à votre carrière... vivez la gestion version Microsoft

Le métier de Microsoft, entreprise de dimension mondiale, est d'éditer des logiciels pour micro-ordinateurs. La vocation de Microsoft France : commercialiser ces logiciels et apporter le meilleur service aux clients. Avec un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs et un effectif de 320 personnes, Microsoft France connaît une croissance forte et un développement constant qui l'amènent à rechercher un :

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous participez à l'élaboration du budget annuel et au suivi mensuel du contrôle budgétaire. Chargé d'assurer la fiabilité des informations financières, vous menez des missions d'audit interne auprès des différents départements opérationnels. De formation Ecole de Commerce ou équivalente, idéalement complétée par un DESCF, vous justifiez d'une expérience de deux ans au sein d'un cabinet d'audit international. Aujourd'hui vous souhaitez valoriser votre expertise au sein d'une entreprise qui saura apprécier votre rigueur autant que votre créativité. Motivé par la perspective d'intégrer un groupe international, vous pratiquez un anglais courant. Doté d'un bon esprit d'analyse et de synthèse, vous vous caractérisez par votre aisance relationnelle et votre dynamisme. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 129 à Microsoft France - Direction des Ressources Humaines - 18, avenue du Québec - 91957 Les Ulis Cedex.

Microsoft

LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE

D'ILE-DE-FRANCE

CONFIRME

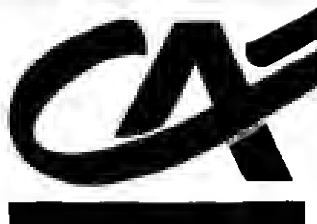
SA DYNAMIQUE

DE SUCCES :

264 AGENCES

3000

COLLABORATEURS



La croissance de notre Caisse Régionale (marché entreprises, filiales, cotation en bourse) nous conduit à intensifier notre développement technique en matière de finances.

GESTIONNAIRE FINANCIER

DEPARTEMENT MARCHES FINANCIERS

PARIS

De formation supérieure, vous avez de solides connaissances, en finances, en comptabilité, en fiscalité et des aptitudes à la micro-informatique.

Au sein d'une équipe de 7 personnes, vous avez à IMAGINER, OPTIMISER, DEVELOPPER.

Votre sens relationnel, votre rôle de conseil et votre pragmatisme vous permettront, en liaison étroite avec votre responsable de département, de mener à bien différents projets d'optimisation financière.

Si vous disposez d'une première expérience (3 à 5 ans) dans des fonctions similaires ou en Cabinet d'Audit, venez nous rejoindre.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite, et prétentions sous réf. GF/M au service de recrutement du Crédit Agricole d'Ile-de-France - 26, Quai de la Rapée - 75596 PARIS CEDEX 12.

Nous sommes la filiale d'un des plus puissants groupes financiers français. L'une de nos principales activités est de monter les finan-



cements d'opérations complexes dans le domaine d'infrastructures publiques ou privées, pour le compte de collectivités ou de sociétés concessionnaires.

Aujourd'hui et compte tenu de l'activité de cette direction, nous recherchons un

CONSULTANT FINANCIER SENIOR

A 35 ans environ, de formation supérieure (Ecole d'Ingénieur ou Ecole de Commerce) vous avez 5 à 7 ans d'expérience dans le financement de projets importants, acquise soit dans une banque d'affaires, soit chez un opérateur industriel (BTP, services...).

Nous vous confierons la responsabilité complète de plusieurs grandes opérations où vos capacités d'analyse et d'appréciation du risque, mais aussi vos qualités de négociateur seront des atouts déterminants.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prêt.) en indiquant la référence CFS/ML à CREDIT LOCAL DE FRANCE - Direction des Ressources Humaines Recrutement - 7111, quai A. Citroën - BP 1002 - 75901 PARIS CEDEX 15

Importante Société de Chimie de spécialités (2,1 Milliards de Frs de C.A.), filiale d'un grand groupe industriel français, recherche un :

Contrôleur de Gestion

Junior

Affecté à une activité complexe (recherche, production, vente) représentant un CA de 1,2 Milliard de Francs environ, vous serez responsable de l'élaboration et du suivi des budgets ainsi que de la réalisation d'études économiques ponctuelles.

Vous serez l'interlocuteur privilégié des Responsables opérationnels pour le développement de leur activité.

Ingénieur avec un troisième cycle de gestion, vous êtes débutant ou possédez une première expérience de 1 à 2 ans ; nous vous proposons une véritable opportunité de carrière au sein d'un environnement évolutif.

Anglais nécessaire. Poste basé à La Défense.

Contactez Stéphane CALMES au (1) 45 53 26 26 ou adressez CV + Photo + Tél + Rémun. actuelle, sous réf. SC7963MO à notre conseil : Michael Page Finance 30 bis, rue Spontini - 75116 PARIS.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

BANQUE SOFIREC

Groupe Edmond De Rothschild recherche
pour son siège situé à Marseille,

Audit Interne H/F

Agé de 25/30 ans, de formation Grande Ecole ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience d'audit ou d'organisation en Cabinet, banque ou finance.

Rattaché au Responsable de l'Audit et de l'Organisation, vous participerez à l'élaboration des procédures ainsi qu'à des missions d'Audit et d'Organisation dans nos différentes agences.

De fréquents déplacements sur toute la France sont à prévoir.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Une évolution vers des postes opérationnels de gestion est tout à fait envisageable.

Poste basé à MARSEILLE.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

BANQUE
DE L'UNION
OCCIDENTALE
(Groupe UAP -
Banque WORMS).
Nous sommes
une banque
d'affaires
spécialisée
dans les médias
et l'art.
Nous recherchons
pour notre
département
trésorerie, un

OPÉRATEUR FRONT OFFICE H/F

En plus des opérations classiques de Front Office, vous devrez assurer la mise en place, le suivi et la gestion de fonds communs de placement monétaire et obligataire.

A 28 ans environ, de formation supérieure, vous connaissez bien les instruments financiers et avez acquis une expérience bancaire, 3 ans minimum, dans une salle de marchés. Vous souhaitez valoriser vos acquis au sein d'équipes dynamiques, alors rejoignez-nous !

Ce poste est à pourvoir rapidement. Merci d'adresser votre lettre manuscrite accompagnée de votre CV, d'une photo et de vos prétentions sous référence OFO/9203 à BUO 47, avenue George V - 75008 PARIS



Banque de l'Union Occidentale

Norman Parsons

a le plaisir de vous annoncer son intégration
au sein du groupe

— Robert Half International —

Coté en Bourse à New York avec 150 bureaux à travers l'Europe et l'Amérique du Nord, Robert Half International est leader mondial du recrutement financier, comptable et bancaire.

Norman Parsons, avec l'appui de ce réseau international, accroît en France l'efficacité de son recrutement spécialisé et personnalisé dans ces secteurs ainsi que dans le domaine juridique et fiscal.

Ivor ALEX ou Charles SIMON-THOMAS sont à votre disposition au (1) 42.89.09.17 ou chez NORMAN PARSONS - 12, rue de Ponthieu 75008 PARIS.



RESPONSABLE GESTION COMPTABLE

Votre potentiel et votre mobilité
feront la différence...

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce. Vous avez acquis, en outre, une formation comptable supérieure et maîtrisez les applications informatiques. Vous avez 3 ans d'expérience professionnelle.

Au sein de notre Direction de l'administration générale, et à la tête d'une équipe de 10 personnes, vous assurerez d'abord une mission de comptabilité classique.

Parallèlement, vous créerez les procédures comptables liées au lancement de nouveaux produits, en coordination avec l'informatique et les Directions régionales.

Poste basé à proximité de Nice.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Directeur des Relations Sociales, CNRO, BP 300, 06808 Cagnes-sur-Mer Cedex.

REPRODUCTION INTERDITE

FISCALISTE INTERNATIONAL

ELF AQUITAINE recherche pour sa Direction Financière Groupe un fiscaliste international.

Vous assurerez l'optimisation fiscale et les études fiscales stratégiques pour l'ensemble du Groupe et de ses filiales étrangères.

Agé de 28/32 ans, de formation juridique ou financière 3^e cycle ou équivalent, vous avez acquis une expérience fiscale significative d'au moins 2 ans auprès d'un cabinet, d'un service fiscal d'entreprise ou de l'Administration et vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Vos compétences techniques et votre motivation alliées à vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer dans notre Groupe qui offre de réelles perspectives de carrière.

Pour ce poste basé à La Défense, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 36654 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

elf aquitaine

LA PASSION A TOUJOURS RAISON

Vos conseils feront le tour du monde

Groupe spécialisé dans le transport international, SDV (SCAC-Delmas-Vieljeux) est devenu un des leaders de son secteur. Combinant transport maritime, aérien et terrestre, SDV dispose d'un réseau dense et structuré d'agences et de filiales dans le monde entier.

Juriste

Au sein de la Direction Juridique et Assurances du groupe SDV, vous contrôlerez les démarches juridiques de nos différentes entités : préparation et tenue des assemblées et conseils, rédaction d'actes relatifs à la vie des sociétés, respect du droit applicable aux sociétés étrangères. Vous intervenirez également dans les affaires d'exploitation (contrats) et assurerez un rôle de conseil et d'information pour nos différentes sociétés. Ce poste, très ouvert à l'international, vous amènera donc à travailler sur des dossiers variés.

A 27-28 ans, vous avez une maîtrise en Droit des affaires complétée, de préférence, par le DJCE ou un 3^e cycle en Droit des sociétés. Votre première expérience en entreprise a fait de vous un technicien compétent, rigoureux et créatif. Prêt à vous investir auprès de nos opérationnels, vous avez des qualités naturelles de communication. Vous maîtrisez l'anglais et/ou l'allemand et une expérience dans le secteur du transport serait un atout supplémentaire.

Pour en savoir plus, appelez le 01 67 27 40 77 du lundi au vendredi (9 h - 13 h / 14 h - 18 h) et le samedi (10 h - 13 h) ou bien adressez votre candidature à Eric de Pommereau, SDV, Tour Delmas-Vieljeux, 31-32 quai de Dion-Bouton, 92811 Puteaux Cedex.



La Direction des Autoroutes et Grands Ouvrages (DAGO) est un Département de la SCET. Elle a une mission d'assistance auprès des Sociétés d'Economie Mixte Concessionnaires d'Autoroutes. Pour renforcer son Service des Affaires Juridiques, elle recherche un :

CHARGE D'ETUDES JURIDIQUES

Il a pour mission de suivre la réglementation et la jurisprudence (veille - analyse - diffusion), effectuer des recherches (bases de données informatisées), apporter les réponses aux questions juridiques posées par ses clients en matière de Droit Public (concession, responsabilités, marchés...), Droit des Sociétés ; procédure civile, pénale, administrative ; assurances.

Environ 30 ans, Maîtrise ou DEA de Droit Public, vous avez 3 à 5 ans d'expérience en entreprise et/ou en cabinet. Spécialiste dans votre discipline, vous êtes précis, méthodique, rigoureux, et vous aimez traiter efficacement les problèmes qui vous sont soumis.

Votre sens du service s'allie à vos qualités relationnelles. Vous possédez des aptitudes rédactionnelles confirmées.

Dans notre Groupe, vous aurez des opportunités d'évolution.

Poste basé à Paris. Anglais souhaité.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la réf. 6900M à notre Conseil ACTIMAN 6 rue Arsène Houssaye 75008 Paris, qui vous garantira une entière discrétion.



Très puissant groupe industriel français fortement exportateur et parmi les leaders mondiaux dans son secteur de pointe, recherche un

Juriste Réseaux Commerciaux

Paris Ouest

Au sein d'une équipe de juristes d'affaires réellement opérationnelle, votre mission comprend principalement : la rédaction, la négociation et le suivi des accords avec les réseaux commerciaux de la Société à l'exportation, la création des bureaux à l'étranger, la fiscalité export (marchés et expatriés).

Pour mener à bien vos actions, vous travaillerez en étroite relation avec les Directions Export, les réseaux commerciaux, les cabinets juridiques et fiscaux, ainsi qu'avec la Direction Générale.

Agé d'environ 28/35 ans, doté d'un solide bagage juridique en droit des affaires complété idéalement par Sciences-Po, une ESC ou une Ecole de Gestion, et nanti d'une expérience réussie en entreprise et/ou en cabinet, vous souhaitez pouvoir exprimer vos qualités de rigueur et de contact dans une entreprise internationale qui valorise pleinement la fonction juridique.

Vous pratiquez couramment l'anglais.

Contactez Thierry Virol au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n°réf + résum. actuelle à Michael Page Tax & Legal 30 bis, rue Spontini 75116 Paris, sous référence TV7952MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Groupe international de premier plan réalisant un CA de 3 Mds FF recherche son

Responsable Juridique

Rattaché au Directeur Financier et assisté par une collaboratrice, vous aurez principalement pour mission la gestion des dossiers de droit des sociétés, des contrats commerciaux et d'assurance groupe, l'assistance et le conseil aux opérationnels en droit fiscal, social et international ainsi que le suivi des marques et du contentieux. Agé d'environ 30/32 ans, titulaire d'un 3^e cycle de droit, vous justifiez d'une expérience significative (5/6 ans) dans une entreprise ayant une activité internationale. L'anglais courant est indispensable. Le poste est basé en région parisienne ouest.

Contactez Thierry Virol au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal 10, rue Jean Goujon 75008 Paris, sous réf. TV7744MO.



Michael Page Tax & Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Le financement de l'immobilier d'entreprise pour un juriste "de terrain".

Filiale d'un important groupe bancaire français, nous souhaitons renforcer la structure juridique de notre société spécialisée en crédit-bail immobilier.

Votre mission, en tant qu'adjoint du directeur juridique, sera polyvalente et complète : montage juridique et fiscal des dossiers de financement, signatures notariées, gestion des contrats. S'y ajoute un volet plus fonctionnel, non moins intéressant : le suivi de l'actualité juridique et fiscale ainsi que l'étude des nouveaux montages.

Juriste déjà bien rodé(e) par 3 à 5 ans d'expérience, vous avez de l'allant, de la créativité, de l'initiative et une bonne capacité de négociation. Vous aimez être au cœur des affaires ? Pour un premier contact, écrivez sous référence 407 414 LM à notre conseil Elizabeth Morin, associée de Sirca, 140 bd Haussmann 75008 Paris.



anticiper la réussite

CIC Banque CIN

Banque à vocation régionale du groupe CIC, notre implantation s'étend sur 65 points de vente en Normandie. Au total 950 hommes et femmes qui participent à affirmer l'image de qualité et de service du Crédit Industriel de Normandie.

Afin de renforcer le département contentieux de notre Direction Générale à Rouen, nous recherchons, un

Adjoint au Responsable de Département Contentieux

De formation supérieure, maîtrise ou DEA/DESS de Droit Privé, vous avez acquis une expérience de 3 à 4 années dans le domaine bancaire, en tant que chargé de dossier de recouvrement.

Homme de contact, fin négociateur, organisé et responsable vous saurez régler dans les meilleures conditions tous problèmes de recouvrement de créances de notre clientèle : particuliers et entreprises.

Vous mettrez en œuvre et gèrerez les procédures adaptées pour les différends de nature financière et managèrerez les relations avec les avocats et les administrateurs judiciaires.

Veillez adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions à Frédéric Bourguin - Banque CIN - DPRS - BP 3026 X - 76041 Rouen Cedex.

La SCET, Société de services auprès des collectivités locales, leader dans l'aménagement et l'urbanisme, recherche pour sa Direction Territoriale à Paris

JURISTE CONSULTANT

Au sein d'une petite équipe, vous assurerez des missions de conseil aux sociétés d'économie mixte clientes dans le domaine du droit administratif et de l'urbanisme, du droit des sociétés, des affaires et de la fiscalité.

Titulaire d'une maîtrise de droit, si possible d'un 3^e cycle, vous avez une expérience confirmée d'au moins 5 ans dans le conseil juridique et le montage d'opérations complexes.

Merci d'adresser un dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à la SCET Ile-de-France - Marie-Hélène ARDOUIN - 22, rue Letellier - 75015 PARIS.



RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 0 1 5 L M

EDITEUR SCOLAIRE

recherche

Secrétaire
d'édition

H/F



De formation universitaire, en histoire et/ou géographique, vous avez une expérience de plusieurs années de secrétaire d'édition dans le domaine éducatif. Vous assurez le suivi d'ouvrages de second cycle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 05.1076 à PREMIER CONTACT, 38 rue de Villiers, 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex ou teler 3615 Code PONTACT.

Sécialisée dans la création et la réalisation d'appareils destinés au marché des loisirs, cette PME, basée en sud Bourgogne, recherche son

Ingénieur
Chef de Fabrication

A plus de 30 ans, votre formation Ingénieur, allée à votre rigueur et votre sens de la diplomatie vous permettra de devenir le véritable second du PDG, et de prendre en charge :

- les approvisionnements
- le lancement des séries
- le fonctionnement général des ateliers menuiserie, mécanique, électronique, ainsi que la gestion de leurs personnels (130 personnes).

Sachant faire passer vos idées auprès de l'encadrement, vous mènerez cette entreprise dynamique à un stade de production en rapport avec ses ambitions.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions, sous référence 66, à CLAUDE DEMOL MANAGEMENT SERVICES - 30, rue de la Paix - 71100 Chalon sur Saône, qui vous garantira une discrétion absolue.

Le recrutement à la hauteur de vos exigences.

Les Laboratoires
HOECHST,
filiale
pharmaceutique
française du
groupe
HOECHST,
recherchent pour
le service
Biométrie
de leur
Département
Médical

STATISTICIEN

Attaché au responsable du service de Biométrie (8 personnes), vous viendrez renforcer l'équipe statistique. Vous encadrerez deux assistants statisticiens, organiserez avec eux la gestion, la validation et l'analyse des données collectées durant les essais cliniques et travaillerez en collaboration étroite avec la Recherche Clinique.

Vous possédez une formation supérieure en statistique complétée si possible par l'expérience de SAS, une grande aisance dans les contacts humains et une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser photo et CV à la Direction des Relations Humaines LABORATOIRES HOECHST - Tour ROUSSEL-HOECHST - CEDEX 3 92080 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst

L'INSTITUT NATIONAL
DES TELECOMMUNICATIONS

recrute

DES ENSEIGNANTS DE GESTION

Spécialistes recherchés :

- marketing
- gestion du personnel
- comptabilité/finance
- droit des affaires

Diplômes souhaités :

Thèse de gestion en cours ou obtenue.

Expérience pédagogique en études de cas.
Expérience professionnelle d'entreprise et de consultation appréciée.

Envoyer prétentions, CV + lettre manuscrite à :

INSTITUT NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS
M. le Secrétaire Général
9, rue Charles Fourier - 91011 EVRY CEDEX
Tél : (+33 1) 60 76 41 01
Télécopie : (+33 1) 60 77 60 82

B B C

Monitoring Foreign
News for the BBC

The break up of USSR - Change in Europe - Fighting in Yugoslavia - Democratic developments in Africa - The rise of Islamic fundamentalism - Dramatic events, headline news: and in all of them, BBC Monitoring has played a unique role in bringing information to a waiting, watching world.

As part of the BBC World Service, our task is to monitor news and current affairs broadcasts from around the world and report what is happening as it happens. To do this we need people with high-class linguistic and journalistic skills who can listen to a broadcast in the relevant language, pick out the important news and translate it quickly and accurately into English.

We are currently looking for linguists with French and/or Arabic to fill present and future vacancies as monitors. In the case of Arabic, preference will be given to candidates who can offer North African dialects.

In addition to a first class command of the language or languages and demonstrable translation ability, you will need a good feel for news, in-depth knowledge of the country or countries where the language is spoken and a sound grasp of international affairs.

The job is based at Caversham Park, near Reading. Starting salary is £15,075 pa rising to £21,415 pa, plus £1,724 in additional allowances.

Shift and weekend work is involved.

For further information and an application form contact: Personnel Officer 1, BBC Monitoring, Caversham Park, Reading, Berkshire RG4 8TZ. Tel. 0734 472742. Please quote reference number 9689/ZW. Application forms to be returned by 8th April 1992.

WORKING FOR EQUALITY OF OPPORTUNITY

361

Cinquième groupe mondial de télécommunication
(CA 115 milliards de francs, 165 000 personnes).

FRANCE TELECOM

recherche pour sa Direction des Relations Industrielles :

UN RESPONSABLE D'ETUDES
TECHNICO-ECONOMIQUES

Au sein du service responsable des achats, sa mission est d'assurer la conduite d'études technico-économiques nécessaires à l'établissement des coûts prévisionnels des équipements de systèmes de télécommunication et d'informatique acquis par FRANCE TELECOM.

Disposant d'un large pouvoir d'initiative, il agit en relation étroite avec les autres services de FRANCE TELECOM impliqués dans les choix d'équipements (groupements techniques, lignes de produits, Service études et développements externes, CNET...) et les industriels fournisseurs de FRANCE TELECOM.

30/35 ans, Bac + 5 (école d'ingénieur ou équivalent), il justifie d'une expérience significative dans le management de production (bureau des méthodes, élaboration de devis de fabrication, contrôle de gestion). Des capacités d'analyse et de synthèse, un sens développé des contacts et du travail en équipe sont également indispensables.

La dimension du groupe FRANCE TELECOM ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière à un candidat de valeur.

Le poste est basé à MONTROUGE (Immeuble PERISUD).

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV et prétentions) à :
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA DRI
7, boulevard Romain-Rolland 92128 MONTROUGE Cedex



GROUPE
INTERNA-
TIONAL DE
SERVICES

recherche pour l'une de ses filiales à l'étranger UN DIRECTEUR ADJOINT. Dépendant du Directeur de Filiale, le Directeur Adjoint est le numéro 2 opérationnel et fonctionnel de cette Société dont les activités sont orientées vers le Commerce et le Négoce de denrées alimentaires. Il est responsable de la bonne marche du secteur Négoce au niveau de la gestion, des achats et du commercial. Il est également amené à prendre en charge des responsabilités administratives (juridiques, assurances etc.). Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion, il possède une expé-

rience minimum de 3 à 5 ans de la direction d'un centre de profits, acquise de préférence dans le secteur des services, dotée d'une solide expérience de la vente. Il s'en outre une bonne pratique de la langue anglaise.

Rigueur, dynamisme et pratique de la gestion des hommes doivent compléter ce potentiel de force numéro 1 de la Société, tremplin d'une évolution ultérieure au sein de notre Groupe.

Les personnes intéressées par cette recherche peuvent adresser leur lettre manuscrite et CV par fax N° (16 - 1) 49.10.95.72 • par courrier a/é. 2228 à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex.

IDATE

Institut de l'Audiotextuel et des Télécommunications en Europe

Situé à Montpellier, nous sommes un Centre Européen d'Etudes et de Recherche, leader dans le domaine des communications : évaluation technologique, stratégies industrielles, analyse des marchés, prospective des usages, etc. Nos clients et partenaires sont la CEE, l'état français, les collectivités locales, les principaux industriels et opérateurs.

Nous recherchons :

■ un expert sectoriel

De formation économique (HEC, ESSEC, ESCP et/ou 3^e cycle en économie industrielle), 3 ans d'expérience minimum, il aura notamment à réaliser des études de marché et des analyses stratégiques sur l'industrie des télécommunications et de l'EGP.

■ un chef de projet EAD

De formation sociologique, il a une expérience des technologies éducatives. Il interviendra comme coordinateur de projet dans un environnement international : évaluation et réalisation de projets, négociation, gestion du suivi.

Ces deux consultants auront une maîtrise parfaite du français et de l'anglais.

Merci d'envoyer CV et prétentions à Pierre MIRALLES
IDATE, BP 4167 34092 Montpellier Cedex 5

Fonction Commerciale

Quand ses commerciaux développent leurs talents,
Framatome exporte ses technologies.

GROUPE FRAMATOME,
14 800 PERSONNES,
CA : 13,5 Mds de F,
4 PÔLES D'ACTIVITÉ :
NUCLÉAIRE, CONNECTIQUE,
MÉCANIQUE, INFORMATIQUE,
AU SERVICE DES INDUSTRIES
NUCLÉAIRE, SPATIALE,
AUTOMOBILE, PÉTROLIÈRE,
AGRO-ALIMENTAIRE...

Responsable commercial export

Division TIA de Framatome, spécialiste de l'instrumentation thermique et nucléaire des coeurs des centrales nucléaires, basée en région parisienne, nous recherchons un responsable commercial export. Au sein de notre service commercial, vous aurez la responsabilité de développer nos activités dans les marchés d'Europe Centrale, Suède, Yougoslavie... A ce titre, vous serez l'interlocuteur privilégié de nos clients pour le suivi et la réalisation des commandes avec un chiffre de ventes annuel à réaliser. Vous serez principalement chargé de la prospection et de la pénétration de marchés ainsi que de la promotion de nos nouveaux produits. De formation supérieure (de préférence ingénieur), vous maîtriserez et apprécierez la vente de produits techniques auprès d'exploitants exigeants notamment en termes de sûreté et de qualité. Vous parlez l'anglais, l'allemand est un plus.

Adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. TIA, à l'attention d'Isabelle Arbogast, Groupe Framatome, Département Ressources Humaines, 1 place de la Coupole, 92084 Paris-La Défense Cedex.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

Innovatron Ingénierie,

l'Unité d'Ingénierie
du Groupe Innovatron présidé par
Roland Moreno

l'inventeur de la carte à puce,

recherche

pour ses projets d'ingénierie carte à mémoire impliquant :

- des serveurs DOS, Novell, UNIX ;
- des terminaux de paiement ;
- des réseaux,

1 ingénieur d'affaires

avec trois années d'expérience dans l'environnement informatique ou électronique,

et

1 ingénieur commercial

débutant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. G/200 à :

INNOVATRON INGÉNIERIE

Smart Card Center - 137, boulevard de Sébastopol - 75002 Paris

L'Informatique

POUR
LE
CAMEROUN

Une importante banque
internationale recherche un

AUDITEUR INFORMATIQUE

Confirmé à fort potentiel

En liaison avec la Direction Générale, sa mission est de :
• contrôler, coordonner, apprécier et fiabiliser l'intégrité des procédures de contrôle informatique interne.
• participer à leur développement dans le cadre d'un plan directeur.
• s'assurer de la sécurité du matériel et des données, etc...
Ce poste évolutif s'adresse à des diplômés de formation supérieure en informatique (École d'Ingénieurs ou MIAGB) maîtrisant les mécanismes comptables et financiers, pouvant valoriser un minimum de 4 années d'expérience en cabinet d'audit ou dans le département Audit Interne/ Inspection d'un grand groupe. Priorité sera donnée aux candidats camerounais, disponibles très rapidement.

Merci d'adresser votre CV, lettre de motivation et prétentions au :
Cabinet NIZERY - 17, rue de la Ville l'Evêque
75008 PARIS.

**Organisme à caractère social
Membre d'une union nationale paritaire**

recherche

LE DIRECTEUR DE SON GROUPEMENT INFORMATIQUE en région parisienne

pour :

- gérer les informations liées à une réglementation (contributions et prestations) pour le compte de cinq organismes de la région Ile-de-France,
- Animer la gestion technique, financière, humaine de ce groupement dont l'effectif est de 80 personnes,

L'ordinateur central est un DPS 90/93 T BULL
relié à un réseau de 1 500 terminaux.

De formation supérieure, alliée à une expérience professionnelle d'au moins quinze ans dans une structure informatique, le candidat devra faire preuve de qualités de management, de gestionnaire et de décideur.

La rémunération annuelle dépendra de l'expérience acquise et des qualités professionnelles et opérationnelles.

Les candidatures devront être adressées, au plus tard le 15 avril 1992, sous référence n° 8503 au Monde Publicité, 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin - 75015 PARIS

Expérience et innovation caractérisent
les organisations qui avancent...

L'expansion du GROUPE OBJECTIF, s'appuie autant sur la mise en commun des savoir-faire de 4 sociétés spécialisées que sur une capacité à présenter une offre globale. Nous souhaitons intégrer des :

INGENIEURS CONCEPTEURS

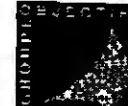
Vous êtes de formation supérieure et avez une expérience réussie dans nos techniques de pointe. Vous participerez dans le cadre d'une structure conviviale à nos projets de haut niveau technologique.

Pour PHILOG, pôle d'expertise dans les domaines RESEAUX/SYSTEMES et LOGICIEL DE BASE, vous élaborerez et mettez en oeuvre les solutions informatiques communicantes. Vous êtes un professionnel des systèmes temps réel, VRTX, Vx Works, UNIX..., des réseaux X25, ISO, TCP-IP, LAN MANAGER...

Pour IFATEC, pôle d'expertise dans les domaines SGBD ou MULTIMEDIA, vous mènerez des prestations de conseil, d'étude et de développement d'applications et notamment sur plateformes "Système ouvert".

Vous êtes un professionnel des environnements ORACLE, INGRES, SYBASE..., des systèmes UNIX, architecture clients/serveurs, applications multimedia.

Pour nous rencontrer, il vous suffit d'envoyer votre CV à PHILOG-IFATEC, 8 rue Saint-Marc, 75002 PARIS, tél : 42 36 90 47



**36 15
LM**

3615 LM vous permet de consulter
un mois d'offres d'emploi
parues dans *Le Monde*.
Les annonces
présentes sur 3615 LM
sont mises à jour quotidiennement.



**46-62-73-02
46-62-73-90**

FAX : 46-62-98-74

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

هكزامن الشغل

REPRODUCTION INTERDITE

l'Infor

INGENIEURS

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

LAZARD

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de l'Informatique

UN DÉVELOPPEMENT RAPIDE FONDÉ SUR DE GRANDS PROJETS

DE SOLIDES PARTENAIRES NATIONAUX ET EUROPÉENS, DES PROJETS MOTIVANTS, DES ENVIRONNEMENTS TECHNOLOGIQUES DE POINTE, DES DOMAINES D'ACTIVITÉ EN PLEINE CROISSANCE, VOICI LES PRINCIPAUX ATOUTS QUI PERMETTENT À GENCOM DE POURSUIVRE SON EXPANSION.

INGÉNIEURS CONFIRMÉS 2 À 5 ANS D'EXPÉRIENCE

Vous justifiez de compétences :

- RESEAUX - NORMES
- MESSAGERIE X 400, RNIS
- SGBD - LOGICIELS GRAPHIQUES
- MONITEURS TEMPS REEL
- SYSTEMES D'EXPLOITATION (UNIX, VMS)
- LANGAGES (C, C++, PASCAL, ADA)

Vous contribuerez activement au développement de nos secteurs d'activité :

- RESEAUX MOBILES
- TELECOMMUNICATIONS
- DEFENSE
- INDUSTRIE ET TRANSPORT
- FINANCE ET TERTIAIRE

DANS LE CADRE D'UNE POLITIQUE D'INTÉRESSERMENT MOTIVANTE, VOUS SEREZ ASSOCIÉS AUX RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ. MERCI D'ADRESSER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE À ALAIN DESBOIS GENCOM LE MERMOZ 13, AVENUE MORANE SAULNIER 78140 VELIZY - Tél. 34 65 01 15.

GENCOM

UNE ÉQUIPE, DES AMBITIONS

PARIS ETOILE

Premier groupe privé d'assurance crédit dans le monde, 800 personnes, 1,9 milliard de francs de C.A., notre système (IBM 3090) analyse en permanence la situation financière de 900 000 entreprises, clientes de nos assurés. Pour accompagner notre développement international, nous recherchons pour notre Direction un

CHEF DE PROJET ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Manager d'une équipe, vous serez responsable de la conception et du développement d'applications de qualité dans un environnement méthodologique (SDM / S) et en rapide modernisation.

- Vous avez :
- une formation supérieure : Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce (ECP, ECL, HEC...)
 - une expérience de 3 à 4 années d'informatique dans un environnement méthodologique (SDM / S - EXPERT - METHOD / 1)

L'aptitude à participer à des schémas directeurs, la capacité à encadrer une équipe pouvant atteindre 8 personnes et des qualités d'organisation sont nécessaires pour réussir dans cette fonction.

Votre salaire et votre évolution seront directement liés à vos acquis et à votre compétence.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, salaire actuel) sous référence MQS2 à notre conseil :

EL CONSEIL - 7, rue Paul Lelong 75002 PARIS, qui vous garantit toute confidentialité.



Groupe de dimension internationale, LAFARGE COPPEE (leader mondial des matériaux de construction) développe un CA de 33 milliards de francs avec 33 000 personnes et 500 unités réparties en France et dans une trentaine de pays. Pour notre unité opérationnelle PLATRES LAFARGE (2 500 personnes, CA : 3 milliards) située dans le VAUCLUSE (84) à l'Isle-sur-la-Sorgue dans le cadre très privilégié de la Provence, vous participerez, au sein d'une équipe informelle de haut niveau, à un projet informatique ambitieux : la mise en place entre 1992 et 1994 de notre Schéma Directeur autour d'une architecture technique AS400/UNIX/VAX Micro en réseaux sur 40 sites en France et en Europe.

Notre développement nous conduit à rechercher 2 collaborateurs dotés d'un fort esprit d'équipe, pratiquant un anglais et/ou un allemand opérationnel, et disponibles pour effectuer des déplacements sur nos sites.

CHEF DE PROJET GESTION COMMERCIALE

Vous prendrez en charge la refonte complète d'un des sous-domaines commerciaux. BAC + 4/5, vous avez acquis des compétences fonctionnelles et techniques (SGBD relationnel, RDB/INGRES - SQL) dans un environnement VMS ou UNIX, maîtrisez MERISE, et souhaitez valoriser vos 5 années minimum d'expérience dans la fonction en accompagnant notre projet. Réf. VI/PL/CP

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Vous développerez les interfaces de communication permettant l'intégration d'applications de gestion industrielle, production et commerciale dans un système décentralisé cohérent. Vous superviserez une petite équipe interne et des conseils externes. De formation BAC + 4/5, vous possédez 4 à 5 ans d'expérience dans un environnement fonctionnel et technique similaire (Micros/SGBD relationnelles/Réseaux locaux). Réf. VI/PL/IO

Véronique TOULY vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, sous la référence choisie, à ORDIS, 13 rue Aubert, 75009 Paris. Serveur minitel 3617 JOB + code annonceur ORDIS sous la même référence.



leader mondial des matériaux de construction

Le Monde des Secteurs de Pointe

TOURS

JEUNE INGENIEUR POUR RESPONSABILITES OPERATIONNELLES EN USINE

Une société solide et performante, leader en France (plus de 60 % du marché) et exportatrice, réalisant des produits de haute qualité (secteur métallurgique, moyennes séries) recherche un jeune ingénieur.

Rattaché au directeur de l'usine, il commencera sa carrière en dirigeant une unité de montage (30 personnes).

Il aura d'emblée un poste particulièrement formateur et complet qui implique une action sur les coûts, les délais, la qualité, l'organisation de la production (GPAO), le maintien de l'avance technologique, l'animation et la motivation du personnel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur généraliste INSA, ENSI, ENL... débutant, ayant le goût et les aptitudes pour démarrer sur le terrain et le potentiel pour progresser.

Ecrire sous réf. 13 C 2222 2M

Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



Schlumberger Industries

■ SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans le domaine des équipements et des services d'acquisition, de transmission et de traitement des données liées à la gestion de l'énergie.

A Montrouge, notre Centre de Recherche souhaite accueillir un

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET RADIO FRÉQUENCES

Diplômé d'une grande école ou titulaire d'un Doctorat, vos quatre à cinq ans d'expérience vous ont permis d'acquérir une bonne maîtrise de l'électronique analogique RF et de bonnes connaissances en traitement du signal et en communications numériques.

Vous souhaitez contribuer à la réussite d'un programme de recherche en communications pour nos centres d'études et de production en Amérique du Nord et en Europe et exercer à terme des responsabilités de premier plan dans ce domaine très ouvert à l'innovation.

Votre engagement et votre professionnalisme vous ouvriront d'intéressantes possibilités d'évolution et de perfectionnement.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence RF, à la Direction du Personnel

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Centre de Recherche / SMR
50, avenue Jean Jaurès B.P. 620-05
92542 Montrouge Cedex



INSTITUT FRANÇAIS
DU PÉTROLE

CALCUL SCIENTIFIQUE

De formation ingénieur complétée par une thèse, vous avez des compétences éprouvées en calcul scientifique, le sens du travail en équipe et une réelle capacité d'innovation.

Nous vous proposons, au sein de notre Direction Informatique et Mathématiques Appliquées, de rejoindre une équipe de recherche pluridisciplinaire pour participer au développement des activités "parallélisation et optimisation de codes".

Afin d'examiner votre candidature et les perspectives de carrière envisageables, adressez nous CV et lettre sous référence NMA à : IFP - Daniel Locabane - BP 311 - 92506 Rueil Malmaison cedex.

LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT INDUSTRIELLE

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

Secteurs de Pointe

L'ingénierie française sourit aux ambitieux



L'INGÉNIERIE DIVERSIFIÉE

De l'offshore à l'agro-alimentaire, du raffinage aux métaux non ferreux, des industries manufacturières à l'environnement, de l'informatique à l'ingénierie immobilière : Technip, c'est tout un univers d'opportunités.



NOTRE MÉTIER EST UNIQUE

C'est l'ingénierie à la construction. Des vocations professionnelles multiples, des moyens, des projets, des réalisations en main : Technip, c'est une grande aventure professionnelle.



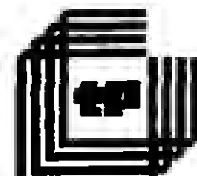
EN EUROPE ET DANS LE MONDE

5 000 personnes dans le monde, des implantations de proximité avec 26 filiales partenaires, plus de 6 milliards de chiffre d'affaires, faites le calcul, nous sommes bien numéro 1.

Jeunes ingénieurs, et si la France était beaucoup plus grande que vous ne l'imaginez ?

Plus grande par le caractère international de nos projets, par l'ensemble de nos technologies et de notre savoir-faire. Développement et mise en œuvre des études, gestion de projets : autant de bonnes raisons de nous rencontrer. Vous êtes ingénieurs grandes écoles (X, Centrale, Mines, SUPÉLEC, Arts et Métiers, ENSIG, IGC...), expérimentés ou débutants, vous pourrez nous rejoindre à Paris ou à Lyon ; votre maîtrise de l'anglais comptera parmi vos atouts.

Merci de nous adresser votre candidature, sous référence M/2403, à Technip, Division du personnel, Cedex 23, 92090 Paris-La Défense.



TECHNIP

CGA (1700p, 1,3 milliard de F), conçoit et réalise des grands systèmes automatiques de petite série. La branche automatisation postale, spécialisée dans les machines complexes de codage et tri du courrier, est devenue un des leaders mondiaux dans le domaine. Pour étoffer le service essais, nous recherchons le

Responsable cellule essais et méthodes d'essais

AUTOMATISMES Valence (Drôme)

Il animerait une équipe chargée d'essais et de qualification de produits ou de sous-ensembles, incluant la conception des méthodes d'essais et de plans de test. Il assurerait aussi la recherche technologique du service. Nous recherchons un ingénieur généraliste, électrotechnicien ou automatisicien (AM, INSA...) de 30/35 ans qui aura une expérience en études ou essais et pourra diriger une équipe.



Merci d'adresser un dossier complet s/réf. 106 BM à Pymyrie 1, square de Luyne - 75007 PARIS.

RESUME RECHERCHE GIE

Au sein d'un Conseil Régional

Collaborateur du Président du Conseil Régional, vous serez chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la stratégie de développement de la Recherche et du Transfert de Technologie dans la Région. Vous disposerez pour cela d'un budget en forte croissance.

Doté d'une large autonomie, vous serez l'interlocuteur privilégié de l'ensemble des acteurs régionaux, nationaux et européens intervenant dans la Région. Vous évoluerez les dossiers techniques et économiques en cours.

De formation BAC + 5, vous avez une expérience dans le domaine de la Recherche et souhaitez vous investir pleinement dans une mission stratégique. Le poste est basé dans le Grand-Ouest.

Envoyer lettre, CV et prétentions à François FARHI CENTRALE MANAGEMENT - Bâtiment Nungesser 13, avenue Morane Saulnier - 78140 VILLACOUBLAY



Responsable Industrialisation Moyens Spécifiques



Nous recherchons pour notre unité de production de SENS (88), 800 personnes, un Responsable Industrialisation Moyens Spécifiques.

Ingénieur de formation Mécanique ou Electro-Mécanique, vous serez chargé, par une première expérience de 5 à 8 ans, d'une solide maîtrise du développement de SENS d'équipement qui vous permettra de participer de façon décisive à la mise en place de solutions innovantes pour les moyens spécifiques d'industrialisation.

Cette mission effectuée, vous évoluerez vers un poste de Chef de Groupe études produit.

Esprit d'innovation, dynamisme, capacité relationnelle et force de motivation, seront vos atouts pour réussir avec nous dans ce poste qui offre de grandes opportunités d'évolution professionnelle, dans un cadre de qualité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous la référence 22101 à notre Conseil RESEUDRE - 80, rue Sainte Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.



Jeune Ingénieur Electronicien

ESE, ENST, ENSEA, ECP, ENSI

Vous souhaitez valoriser vos connaissances dans le développement de techniques nouvelles, y compris dans d'autres domaines que vos spécialités, et diversifier vos interventions et compétences dans le conseil aux entreprises pour prendre en charge la préparation et la délivrance de brevets nationaux et étrangers.

Des connaissances en télécommunications, informatique et automatismes seraient appréciées. Vous maîtrisez l'anglais et possédez des notions scolaires en allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre et CV) à Cabioet MARTINET & LAPOUX, 43 Bd Vauban, 78280 GUYANCOURT.

Responsable des Projets "Clé en Main" Du Génie Civil à l'Intégration de Systèmes Complexes.

Notre société est spécialisée dans la conception et l'installation de systèmes de contrôle de bagages par rayons X. Elle est la première au monde à avoir mis au point un système de contrôle de containers.

Le très fort développement de nos systèmes de contrôle de containers nous amène à créer un service "Projets". Il a pour mission de répondre aux appels d'offres, évaluer les projets, assurer la réalisation et l'installation jusqu'à la recette définitive de l'ensemble (bâtiments compris).

C'est la responsabilité de ce service (d'une dizaine de personnes principalement des chefs de projets) que nous voulons confier à un ingénieur généraliste. Ce Responsable apportera une véritable compétence internationale dans la conduite de projets "Clé en Main" du génie civil à l'intégration de systèmes complexes. Pour ce poste vous l'aurez compris, vous devez être très disponible et parler couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature à SEFOP, notre Conseil, sous référence CRP 312 M qui nous connaissent bien vous parlera de nos projets.

11, rue des Pyramides - 75001 Paris.



MEMBRE DE SYNTHEC

Groupe Canadien, Northern Telecom est le premier fournisseur mondial de systèmes de communication codérent numérique. Filiale française, nous connaissons une percée exceptionnelle grâce à la création d'un Centre d'Excellence Européen à Marne la Vallée et recherchons pour notre division PABX

A partir des contrats de vente négociés auprès des clients grands comptes, vous mettez en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de projets importants.

Donc le cadre de votre mission, vous assumerez des responsabilités à la fois techniques, financières et commerciales.

Vous aurez à jouer, en outre, un rôle de coordination d'une équipe.

Vous êtes de formation supérieure avec une expérience confirmée dans le domaine des Télécommunications.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence IA/LM3 à NT MERIDIAN S.A. - Service Recrutement Parc Léonard de Vinci - 15, avenue Alexander Graham Bell 77607 Bussy St. Georges Cedex.



La technologie qui fait parler le monde

Secteurs de Pointe

DU PONT DE NEMOURS

Dans le MONDE : 140 000 personnes,
135 implantations, 40 milliards de \$ de C.A.
1 800 produits et gammes de produits
En FRANCE : 1 600 personnes,
6 milliards de francs de C.A.



DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Direction des Ressources Humaines
137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07

DEPARTEMENT POLYMERES

Notre Département Polymères, en constante expansion, renforce son équipe de ventes sur le territoire national.

Votre mission sera d'assurer et de promouvoir la vente de polymères de haute technicité. Après une formation complémentaire à notre Centre Technique et de Recherche de Genève, vous prendrez la responsabilité d'un secteur.

Jeune diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez la maîtrise parfaite de la langue anglaise. Une première expérience dans le domaine des élastomères ou des plastiques constituerait un atout supplémentaire.

Vous avez une aptitude certaine à la communication avec un goût pour la relation clients et un bon esprit d'équipe.

Vous êtes mobile géographiquement et disponible pour vous déplacer fréquemment en France et à l'étranger.

Nous vous offrons des possibilités d'évolution à l'échelle de vos ambitions et de votre potentiel dans un groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à



RESPONSABLE de SERVICE LABORATOIRE de CONTROLE et METHODES

Révétons ensemble

la qualité de

nos compétences

Guerbet, la découverte de nouvelles molécules au service de l'homme. Nos produits de contraste pour l'imagerie diagnostique, issus d'une recherche chimique et pharmaceutique couronnée en 1990 par le prix Galien, connaissent un succès en France et dans le Monde. Si notre activité est dédiée à l'homme, il en va de même de nos valeurs d'entreprise. Guerbet cultive la transparence qui unit les compétences de plus de 1000 personnes dans le Monde.

Aujourd'hui, nous recherchons un Responsable de Service Laboratoire de Contrôle et Méthodes pour notre usine chimique de LANESTER (100 salariés - Bretagne SUD).

Vous avez un diplôme d'Ingénieur Chimiste avec une expérience de plusieurs années en milieu Industriel. Vous maîtrisez la chimie analytique, la recherche Appliquée et possédez des aptitudes de manager.

Venez nous rejoindre pour animer et développer un service de 18 personnes, assurer et optimiser le Contrôle Qualité lié à la production, optimiser la productivité des procédés et installations, coordonner et promouvoir l'amélioration des procédures.

Merci d'adresser une lettre manuscrite + CV détaillé et photo à G.C.A.
rue Denis Papin - Z.I. de Kerpont - BP 12 - 56600 LANESTER
(sous réf EB170392).



La volonté de

Produits industriels consommables

INGENIEUR DES VENTES

Monsanto

MONSANTO est un des grands groupes internationaux largement diversifié qui opère dans différents domaines (agriculture, chimie, matières plastiques, pharmacie) sur l'ensemble du monde. Il occupe sur ses marchés une position forte et reconnue.

En France, la division matières plastiques commercialise des résines ABS, SAN et POLYAMIDE, ainsi que des alliages.

Le directeur de la division désire intégrer un ingénieur des ventes dont la mission est de développer les ventes et les résultats d'une gamme de produits, auprès d'une clientèle industrielle.

Son action s'intègre dans un système autonome où il doit formuler des propositions, préconiser des actions qu'il met en œuvre afin d'améliorer en permanence la relation client/fournisseur. Il est responsable du profit de son activité.

Nous souhaitons rencontrer de préférence un ingénieur de 30 ans environ dont une partie de l'expérience professionnelle aura été acquise dans la vente de consommables techniques à l'industrie.

Ce poste basé à Paris, nécessite une grande disponibilité pour évoluer à l'intérieur de ce groupe international. La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 55/020 AT à :

EGOR TECHNOLOGIES
17, avenue Matignon - 75008 PARIS

EGOR

PARIS AIR-EN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Coca-Cola Midi

Être le N°1 mondial, présent dans plus de 160 pays, c'est aussi être garant d'un système de production rationnel et performant.

Dans le cadre de son développement, COCA-COLA MIDI recherche un :

DIRECTEUR ASSURANCE QUALITE

Titulaire d'un doctorat en chimie ou pharmacie, ou de niveau DEA, vous justifiez d'une expérience industrielle d'au moins dix ans dans le domaine de la qualité et de l'encadrement d'équipes.

Rattaché au Directeur de l'Usine, vous aurez pour mission :

- de définir et de faire appliquer la politique qualité concernant les matières premières, procédés de fabrication et produits finis, et ce en conformité avec les procédures et standards de la compagnie COCA-COLA,
- de faire obtenir la certification ISO 9002,
- de manager un département de 20 personnes réparties sur les activités de laboratoire et de contrôle process.

Capacité d'animation, connaissances informatiques et excellente maîtrise de l'anglais seront vos atouts pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
VAROISE DE CONCENTRES SA - Direction des Ressources Humaines - Parc d'activités du plateau de Signes - BP 701 - 83030 TOULON Cedex

Ingénieur d'affaires export Protection de l'environnement

SARP Industrie, filiale de la Générale des Eaux, a développé une technologie avancée lui permettant de devenir en France le leader du traitement des déchets industriels.

Pour faire face à une très forte croissance, nous recherchons deux Ingénieurs d'Affaires Export :

• l'un pour l'Italie,

l'autre pour les pays de l'Est : Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie.

Directement rattaché au Directeur des Opérations :

• vous êtes l'Interface entre nos commerciaux, basés dans les différents pays et la Direction Technique en France.

• vous assurez les contacts avec nos clients jusqu'au plus haut niveau et vous analysez les projets d'unités de traitement, puis vous les menez jusqu'à leur aboutissement.

A 30 ans environ, Ingénieur de formation, autonome, vous avez acquis une solide expérience du montage de projets industriels à l'exportation.

L'anglais est votre langue de travail.

Postes très évolutifs basés en région parisienne (Ouest).

Merci d'adresser lettre, CV, sous réf. E112261/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07,

75326 Paris Cedex 07.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
PARIS LILLE LYON SOFIA ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

CABINET D'ETUDES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

recherche

dans le cadre de son expansion
pour son service de Recherche Appliquée :

4 CHARGÉS DE MISSION (hommes)

en innovation industrielle

Vous serez chargé, en liaison avec votre hiérarchie, de créer un dynamisme pour favoriser l'exploitation et la valorisation de la recherche des PME-PMI et d'assurer le suivi des projets de recherche communautaire auprès de notre clientèle.

Vous avez 30/35 ans environ, une culture scientifique, un bon esprit de synthèse, des capacités rédactionnelles (indispensables), beaucoup d'imagination et de bon sens. Anglais apprécié.

Vous avez la volonté de faire profiter de vos compétences vos employeurs dans un minimum de temps d'adaptation pour justifier une rémunération annuelle de 180 à 250 KF.

Lettre manuscrite + CV + photographie indispensable.
Les candidatures incomplètes ne seront pas étudiées.

Réf. n° 8463

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P.-Avia - 75902 Paris Cedex 15

DU PONT DE NEMOURS

INGÉNIEUR
TEXTILE

Voyez l'informatique textile
SOUS UN NOUVEAU

INGÉNIEURS LOGICIELS E

ALCAT

Le monde est
Ingénierie à l

Ingénieur
généraliste
Cergy-Pontoise ou

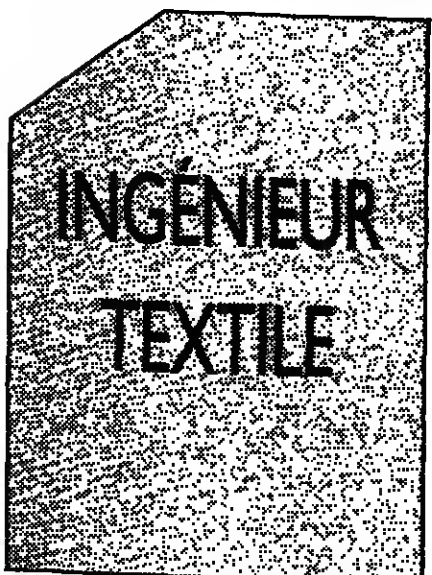
هكذا من الشغل

Secteurs de Pointe

DU PONT DE NEMOURS

DEPARTEMENT FIBRES

Dans le MONDE : 140 000 personnes,
135 implantations, 40 milliards de \$ de C.A.
En FRANCE : 1 600 personnes,
6 milliards de francs de C.A.



DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Direction des Ressources Humaines
137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07

Notre département Fibres, leader dans les fibres
synthétiques, recherche

UN INGENIEUR TEXTILE

Vous serez responsable technique de la teinture et de la
finition chez nos clients (diseurs et tricoteurs) en France
et en Belgique, et prêterez assistance technique aux
diseurs.

Jeune diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs Textile (ESTIT,
ESTIE ou autres) ou de Chimie, avec une spécialisation
teinture et finition, vous justifiez de deux années
minimum d'expérience dans une fonction similaire.

Vous avez la maîtrise parfaite de la langue anglaise, un
bon esprit d'équipe et une aptitude à la communication.
La connaissance de la langue allemande serait un atout.

Vous êtes mobile géographiquement et disponible pour
vous déplacer fréquemment en France et à l'étranger.

Votre fort potentiel vous permettra d'accéder à d'autres
opportunités de développement dans un environnement
international évolutif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et
prétentions à :

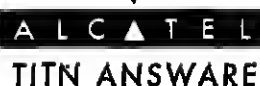


Voyez l'informatique technique et industrielle
sous un nouveau jour.

Société de Services et d'Ingénierie informatiques spécialisée dans la conception et la
réalisation de systèmes d'information interconnectés, la Division Industrie Aérospatial
Défense recherche des :

INGENIEURS LOGICIELS EXPERIMENTES ADA

Diplômés Bac + 5 minimum, avec 2 à 4 ans d'expérience dans l'étude et
la réalisation de systèmes temps réel, nous vous proposons d'intégrer des équipes
ayant une expérience "système" de projets complexes, dans un environnement de
méthodes et d'assurance qualité.
Postes basés à Paris et en Région Parisienne.



Merci d'adresser votre candidature sous la référence IM3/1 à Laurence Le Calvez,
Alcatel TITN Answare - 1 rue Galvani - BP 110 - 91301 Massy Cedex.

Le monde est un village
Ingénierie à l'export

Notre métier : concevoir
et réaliser les équipements
des grands de
la sidérurgie mondiale.
Sur des process rapides,
dans un contexte
exigeant, nous allons
chercher 85 % de
notre CA à l'étranger.
Rejoignez-nous pour
vivre votre métier
d'ingénieur.

Ingénieur
généraliste
Cergy-Pontoise ou région lyonnaise

Intégré à la Direction de l'Ingénierie, vous intervenez dès la conception
de projets puis en assurez la réalisation : pilotage des études, suivi des
sous-traitants, relations avec les partenaires et fournisseurs. Vous
intervenez vous-même sur site lors de la mise en service.

Vous élargissez rapidement vos compétences techniques et humaines,
faites la preuve de votre aisance dans les contacts internationaux et
affirmez vos capacités à encadrer. Vous êtes mobile et parlez couramment
l'anglais. Nous vous confierons la responsabilité de projets ambitieux.

Ingénieur diplômé, à dominante mécanique; automatismes ou procédés,
débutant ou avec une première expérience,
adresses votre dossier de candidature, sous
réf. NAO 01 à notre conseil, Cabinet Ariane
Search, 118 rue de Tocqueville, 75017 Paris.



La performance tout naturellement

J'AI CHOISI LA PERFORMANCE

La DGA c'est 55 000 personnes, 50 sites, plus de 100 milliards de budget par an.
L'importance de ses missions l'amène à créer la

DIRECTION "STRATEGIE ET PERFORMANCE"

Cette nouvelle entité est chargée d'actions dans le domaine de la stratégie d'ensemble de
la DGA : gestion prévisionnelle des ressources humaines, tableaux de bord et contrôle de
gestion, organisation et information, informatique.
Le pôle informatique de la DSP aura pour mission de conduire toutes les actions informa-
tiques d'intérêt commun pour la DGA.

Afin de mener ces actions,

LA DIRECTION DE L'ELECTRONIQUE ET DE L'INFORMATIQUE
recrute

INGENIEURS

à PROFIL INFORMATIQUE

Partenaires des différentes Directions de la DGA, ils devront être
dotés de solides capacités d'analyse et de synthèse, être curieux et
imaginatifs, faire preuve à la fois d'exigence et de qualités
relationnelles incontestables. Ils justifient d'une expérience
minimum de 5 ans, si possible dans une structure "Direction des
systèmes d'information" d'une grande entreprise, correspondant à
l'un des profils suivants :

Réseaux et Messagerie :

Aide à la définition des réseaux internes à la DGA et des interfaces
avec le monde extérieur (normes, dimensionnement, rentabilité, ...).
Messagerie d'entreprise interpersonnelle en ambiance bureautique.
(Réf. M/R)

Applications communes :

Coordination d'équipes de projet (internes à la DGA ou maître d'oeuvre
industriel). Veille à la cohérence d'ensemble des développements.
(Réf. M/A)

Dictionnaire de données et Annuaire :

Mise en place, diffusion et suivi de l'annuaire des personnels
(55.000 personnes), ainsi que du dictionnaire de données de la DGA.
(Réf. M/D)

Suivi de l'offre bureautique,
négociation de prix, état de l'existant :

Elaboration et tenue de l'état de l'existant et des besoins de l'ensemble
des Directions. Suivi de l'offre dans tous les domaines de la bureautique
communicante. Conduite des négociations de prix au niveau de la DGA.
(Réf. M/B)



MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE MANUSCRITE AVEC CV DÉTAILLÉ ET
PHOTO EN INDIQUANT LA RÉFÉRENCE CHOISIE A : MONSIEUR ELZIERE DGA/STI,
18, RUE DU DOCTEUR ZAMENHOF - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

RESEAUX, INFORMATIQUE,
ELECTRONIQUE, TELECOMS

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
DES TELECOMMUNICATIONS

recherche des :

ENSEIGNANTS
CHERCHEURS

pour renforcer ses équipes dans les domaines suivants :

- ARCHITECTURE DE RESEAUX : INTERCONNEXION ET ADMINISTRATION (Réf : AR)
- RESEAUX HAUT DEBIT : PROTOCOLES A HAUTES PERFORMANCES (Réf : RH)
- ELECTRONIQUE NUMERIQUE : CONCEPTION DE SYSTEMES (Réf : EN)
- CIRCUITS INTEGRES : CONCEPTION ET ARCHITECTURE (Réf : CI)
- ELECTRONIQUE ANALOGIQUE (Réf : EA)
- MICROONDES : CONCEPTION ET CARACTERISATION DE CIRCUITS (Réf : MO)
- COMMUNICATIONS NUMERIQUES (Réf : CN)
- COMMUNICATIONS AVEC LES MOBIILES (Réf : CM)
- GENIE LOGICIEL (Réf : GL)
- TRAITEMENT DU SIGNAL (Réf : TS)
- TRAITEMENT DE LA PAROLE & RECONNAISSANCE DES FORMES (Réf : TPR)

Vous animerez des enseignements (cours, encadrement de projets d'élèves), vous mènerez des
activités de recherche dans les laboratoires de l'Ecole et encadrerez des étudiants qui préparent une
thèse. Vous participerez au développement de la politique de contrats industriels et de coopération
internationale.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole d'ingénieur ou de l'Université, vous possédez de solides
compétences dans un des domaines énumérés ci-dessus et avez le goût de l'enseignement et du
travail en équipe. Vous avez à votre profit une expérience professionnelle en R & D dans une
entreprise ou une expérience de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence(s) choisie(s) et prétentions au :
Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications
46, rue Barrault - 75634 Paris Cedex 13.



